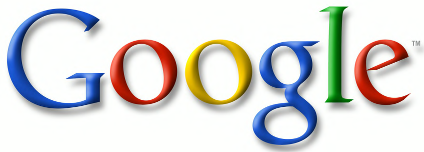


CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

PAR E. JAUFFRET

TOME PREMIER.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

Paris. — Typographie HENNUYER, rue du Boulevard des Batignolles, 7.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE

PAR E. JAUFFRET

TOME PREMIER.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

PRÉFACE

—

Le différend qui, en 1854, alluma la guerre entre la Russie et l'empire ottoman, et qui, pendant plus d'une année, tint l'Europe inquiète et incertaine sur ses destinées, a tourné les regards vers cet empire russe, si redouté et si peu connu. Chacun a voulu dès lors pénétrer les secrets de sa politique, étudier ses forces, ses ressources et ses besoins; mais la plupart des esprits, en France comme ailleurs, sont restés jusqu'à nos jours si étrangers à l'histoire du peuple russe, que nous avons pensé qu'il ne serait pas sans intérêt comme sans utilité de mettre sous les yeux des lecteurs le tableau d'un des règnes les plus remarquables de cette histoire, celui de Catherine II. Ce règne, qui a duré

près d'un demi-siècle, s'est trouvé mêlé à tous les grands événements qui agitèrent l'Europe. C'est pendant ce temps que la Pologne fut partagée, que la Crimée fut détachée de la Turquie et que l'empire ottoman eut à soutenir cette longue lutte à laquelle il faillit succomber.

La Russie a été diversement jugée par les écrivains de l'Occident. Les uns l'ont mal vue, les autres mal étudiée; tous l'ont jugée à des points de vue particuliers, qui plus d'une fois ont égaré leurs jugements. On se figure, en général, que la nation gémit sous le poids d'une oppression barbare, que la parole y est toujours contrainte et que la pensée même a des échos; on ne doute pas que la justice n'y soit essentiellement vénale, l'administration arbitraire, et l'intérêt de la nation continuellement sacrifié à celui d'une classe puissante, mais peu nombreuse.

Nous avons exposé les faits avec sincérité; nous avons consulté avec le plus grand soin tous les documents relatifs à l'époque dont il s'agit; nous les avons discutés avec impartialité, et, lorsque nous avons porté un jugement ou exprimé une opinion, nous l'avons fait en dehors de toute espèce d'intérêt et dégagé de toute prévention.

Le plan de l'ouvrage était conçu ; tous les matériaux étaient réunis, et quelques parties même achevées, lorsque la fin de la guerre est venue donner à la politique russe une direction nouvelle et inattendue. Nous n'avons rien changé à l'expression de nos sentiments ni à la manière dont nous avions apprécié certaines parties de l'organisation sociale.

On s'étonnera peut-être que nous ayons donné de trop grandes proportions à la figure de Catherine, dont le règne ne rappelle aux uns que des souvenirs de galanterie, à d'autres que celui d'un grand crime. Nous croyons n'avoir rien dissimulé; nous avons loué ce qui doit être loué, blâmé ce qui nous a paru digne de blâme, et nous ne doutons pas qu'après la lecture de cet ouvrage beaucoup d'opinions ne soient modifiées, beaucoup de préventions dissipées et beaucoup de faux jugements remis dans leur véritable voie.

CATHERINE II

ET

SON RÈGNE.

INTRODUCTION.

L'empire de Russie est le plus vaste que le soleil ait jamais éclairé. Il s'étend des mers du Japon à la Vistule et du pôle arctique jusqu'au Phase. Ses deux points extrêmes, Kalisch et Petropavlofsk dans le Kamtchatka, sont séparés par une distance de 14,000 kilomètres. Deux fois plus grand que l'Europe, plus étendu que l'empire romain, il occupe une superficie de plus de 20 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire la sixième partie des terres du globe ; mais hâtons-nous d'ajouter qu'une partie de ces immenses possessions est déserte, inculte, et, en plusieurs endroits, impropre même à la culture. Le 60e degré de latitude paraît être la ligne de démarcation au delà de laquelle la terre devient rebelle au travail de l'homme. Les rayons du soleil, dont la présence sur l'horizon est de

trop courte durée, ne suffisent plus en effet pour échauffer et féconder un sol couvert d'une glace profonde et presque éternelle.

Plus de quatre-vingts peuples, différents de mœurs, de figure et de langage, vivent paisiblement sous le sceptre des tsars. Ces peuples divers appartiennent à quatre races primitives. Au nord, jusqu'aux plaines glacées de la Laponie, et au nord-est, jusqu'aux monts Ouraliens, les Finnois, auxquels se rattachent les Tchoudes dans l'Esthonie, les Vogouls sur les confins de l'Asie, les Votiakes, les Tschérémisses et les Mordwins, répandus çà et là dans les gouvernements de Viatka, de Simbirsk, de Kazan et de Nigegorod ; au centre, les Slaves ; à l'est, les Mongols, qui comprennent les Kalmouks, les Soungares, les Ostiakes et les Tongouses, dont les tribus éparses occupent le tiers de la Sibérie orientale ; enfin, au midi, les Tartares, dont les branches principales sont les Baschkirs, les Tschouwass, les Boukhares, les Kirghiz, les Nogaïs et les Tcherkesses ou Circassiens.

. La race finnoise, aujourd'hui dispersée depuis la Scandinavie jusque dans le nord du continent asiatique, d'où elle s'étend vers la mer Caspienne et le Volga, fut connue de la plus haute antiquité. Mais, placés entre les Scandinaves et les Russes, contre lesquels ils épuisèrent successivement leurs forces, la destinée de ces peuples fut de suivre en tout temps la fortune des vainqueurs, de sorte qu'ils n'ont laissé dans l'histoire aucun

monument de leur civilisation. Les Huns et les Hongrois sont les seuls de cette race qui aient joué un rôle dans le monde. Cependant une tribu finnoise, connue sous le nom de Permiens, paraît avoir élevé, entre la mer Blanche et les monts Ourals, un État qui atteignit dans le moyen âge un certain degré de prospérité par son commerce avec les Indes, mais qui dut céder à la fortune de la riche et puissante Novogorod.

Les traits distinctifs de la race finnoise sont des cheveux d'un blond fade, des pommettes saillantes, des joues enfoncées, la barbe rare, le teint brun et terne.

Les efforts du gouvernement pour pénétrer dans l'administration de leurs affaires ont été longtemps infructueux. Les Mordwins ont subi assez promptement l'influence russe. Il n'en est pas de même des Tschérémisses, dont le caractère ferme et opiniâtre n'a jamais cessé d'opposer à cette action une résistance passive. Quoiqu'ils aient embrassé le christianisme, leurs croyances sont encore chargées de superstitions païennes. Du reste, rien de mieux ordonné que l'organisation intérieure de ce peuple.

Les Finnois méridionaux, laborieux, doux et honnêtes, n'ont jamais inspiré d'ombrage ni suscité aucun embarras à la domination moscovite. Les Tschérémisses ne connaissent pas le servage. Leur gouvernement est celui d'une démocratie pure, sans aristocratie ni noblesse. Ils sont au nombre de 155,000. Les Tschonwass, d'origine turco-tartare, sont un

peu plus nombreux et libres aussi, à l'exception d'un très-petit nombre d'entre eux, qui sont encore sous les liens du servage. Doux, soumis, complaisants, on les reconnaît à leur visage pâle et large, à leurs yeux gris et enfoncés dans la tête, à leurs cheveux noirs, mais peu fournis. Le chiffre de tous les individus de race finnoise, qui vivent sous les lois de la Russie, s'élève à 3 millions.

La branche la plus considérable de la famille mongole est celle des Kalmouks, dont les hordes occupent les steppes qui séparent les eaux de la mer d'Azof de celles de la mer Caspienne. Les Kalmouks sont d'un caractère pacifique. Ils se livrent à l'agriculture et à l'entretien d'innombrables troupeaux. Depuis la grande émigration de 1771, leurs priviléges ont été réduits et leur humeur indépendante fixée.

Les Baschkirs habitent le gouvernement d'Orenbourg. Ils joignent à beaucoup d'opiniâtreté et de hardiesse une grande force physique. Ils ont de la pénétration et du bon sens, mais un extérieur rude et sauvage. Leurs richesses consistent dans leurs troupeaux, leur nourriture dans la chair du cheval. Leur culte est un mélange de mahométisme et de croyances naturelles.

Les peuples de race tartare s'étendent au midi de l'empire jusque dans les plus hautes montagnes du Caucase. Leur soumission, qui est encore imparfaite, a coûté aux Russes des efforts prodigieux, de longues et sanglantes guerres, et beaucoup de persévérance. Au-

jourd'hui encore, quelques-uns d'entre eux luttent contre leur domination avec une énergie souvent couronnée de succès. Depuis la conquête de la Crimée, le Caucase est devenu le dernier asile de l'indépendance des Tartares. Les Tcherkesses ou Circassiens, qui, avec les Abazes leurs vassaux, occupent le versant méridional de la chaîne, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'aux frontières de la Mingrélie, dominent plus de cent lieues de côtes sur la mer Noire, de sorte que la Russie ne sera tout à fait maîtresse de cette mer que lorsqu'elle les aura complétement assujettis. On croit en général qu'elle ne poursuit avec tant d'acharnement cette guerre meurtrière que dans un vain désir de gloire. Rien n'est moins vrai. La possession du Caucase est indispensable à la sécurité des deux mers qu'il domine, et par conséquent des relations commerciales avec les peuples de l'Asie.

Depuis que la Russie, dégagée des langes de la barbarie, a trouvé son développement dans la civilisation européenne, sa mission nous semble attachée à rapprocher les deux continents. Ce qu'elle emprunte à l'Europe devient entre ses mains un moyen de puissance pour agir sur l'Asie. Voilà pourquoi ses conquêtes dans cette partie du monde nous réjouissent plus qu'elles ne nous effrayent. Chaque pas qu'elle fait dans le Caucase recule en quelque sorte les frontières de la civilisation. La Mingrélie, où elle domine, jouit aujourd'hui, sous sa protection, de la plus grande sécurité, tandis

qu'elle était auparavant exposée aux incursions continuelles de ses voisins, les Turcs et les Persans. Les Russes ont respecté ses lois, ses institutions, ses croyances, et s'immiscent fort peu dans son gouvernement.

Une taille noble et dégagée, des traits réguliers, un air fier, une grande bravoure, l'amour de la liberté, qui caractérisent les Tartares, semblent être les signes d'une race autrefois puissante et dominatrice. Mais c'est la race slave qui mérite plus particulièrement de fixer notre attention, comme étant la plus nombreuse, la plus intelligente et la plus susceptible de civilisation. Elle compte en Europe plus de 60 millions d'habitants, répandus depuis le golfe Adriatique jusqu'à la mer Baltique d'une part, jusqu'à la mer Noire de l'autre. Entre la mer Baltique et les monts Carpathes, ils prenaient le nom de Vénètes; entre les bouches du Danube et le Dnieper, c'étaient les Antes; enfin, une autre branche de cette famille innombrable occupait tout l'espace compris entre le Teiss et le Dnieper, entre le Danube et les sources de la Vistule. Au nord de la Germanie, ils se nommaient Polabes, Lutetzes, Bodritzes, Sorbes, Mittchanes; à l'ouest, on les appelait Lekhs, nom sous lequel on comprenait les Polonais, les Silésiens et les Poméraniens, les Bohêmes, les Moraviens et les Slovaks de la Hongrie; au sud, c'étaient les Bulgares, les Illyriens, les Serbes, les Bosniaks, les Dalmates, les Monténégrins et les Slaves de la Carinthie; enfin, les Russes, subdivisés eux-mêmes en trois grandes zo-

nes : la Russie blanche, la Russie rouge, et la Russie noire, la plus importante de toutes, Tchernaïa Rosseïa, qui seule garda le nom de grande Russie ou Moscovie, après que les deux premières se furent en quelque sorte fondues dans la république de Pologne.

On a beaucoup discuté sur le berceau de cette race. Qu'on le place en Asie ou ailleurs, cela nous importe peu. Nous la voyons sous des noms différents établie en Europe longtemps avant le cinquième siècle. Mais lorsque les grandes invasions des Goths et des Huns eurent menacé leur existence, ils formèrent, à l'exemple des Germains et des Scandinaves, des confédérations guerrières et se donnèrent le nom de *Slaves*, qui, dans leur langue, voulait dire *gloire*. Quelques-uns cependant le font dériver du mot *Slovo*, *parole*, par opposition à *Niemtzi*, c'est-à-dire *muets*, nom sous lequel ils désignaient eux-mêmes les peuples de la Germanie.

Les Grands-Russes ou Moscovites, au nombre de 35 millions d'individus, forment le grand noyau de la puissance actuelle de l'empire. Ce sont eux qui, pendant plus de deux siècles, furent écrasés sous le joug des Mongols, ce qui leur fit donner le nom de Russes noirs ou esclaves ; mais ce sont eux aussi qui, lors de l'affaiblissement de la horde, surent conquérir leur indépendance, après s'en être rendus dignes par leur courage au milieu des supplices.

Pendant ce temps, les Russes blancs, réunis en confédération sous la présidence de Novogorod, s'étaient

élevés à une grande prospérité. Les Malo-Russes, nation turbulente et belliqueuse, placés entre les Mongols de la horde et la république de Pologne, s'étaient constitués en état de brigandage, sous le nom de Cosaques ou *hommes armés*. Ces Cosaques devinrent assez redoutables pour être recherchés des Polonais, avec lesquels ils contractèrent des liens de fédération. Mais, comme ils professaient, ainsi que les autres Russes, la religion gréco-slave, les évêques polonais par zèle religieux, et les nobles par raison politique, voulurent attenter à leur indépendance. Ils avaient en quelque sorte envahi le pays, s'étaient emparés des emplois et avaient abusé de leur puissance jusqu'à contraindre les Cosaques à reconnaître l'autorité du pape. Tant d'outrages portèrent leur fruits. Les Cosaques prirent les armes ; mais, trop faibles pour résister aux Polonais, ils invoquèrent la protection des tsars (1554). Les Slaves de l'Occident, les Polonais et les Bohêmes, avaient suivi depuis des siècles l'influence des mœurs et des idées germaniques. Leur législation ayant revêtu le même caractère, leurs institutions primitives en avaient été considérablement modifiées. De là cette lutte sanglante entre les Slaves grecs et les Slaves latins, qui ne s'est terminée que par le partage de la Pologne.

Les Cosaques sont l'expression militaire de la race slave. L'histoire est remplie de leurs expéditions contre les infidèles. Ce qui domine dans leur association, c'est la pensée chrétienne. Il fallait, pour y être admis, faire

profession de la religion grecque. Unis à la Pologne, ils avaient été le boulevard de cette république contre les Turcs; quand ils se furent placés d'eux-mêmes sous la protection des souverains de Moscou, ils devinrent les sentinelles avancées de l'empire. L'Ukraine, dans laquelle ils étaient établis, jouissait d'une fertilité merveilleuse. Longtemps ils se gouvernèrent par leurs propres lois, sous la conduite d'un chef éligible qu'ils nommaient *hetman* ou *ataman*, de sorte que leur dépendance était plus nominale que réelle. Mais, lorsque le gouvernement russe eut commencé à mettre en pratique ce système d'unité par lequel il s'est élevé à un si prodigieux degré de puissance, leur indépendance fut menacée. Pierre le Grand lui porta les premiers coups, après la révolte de Mazeppa, et, depuis cette époque, ses successeurs ont successivement enlevé aux Cosaques presque toutes leurs libertés.

La constitution de ce peuple était purement militaire. Pour mieux préserver l'Ukraine des invasions des Tartares, ils avaient établi sur la frontière méridionale un camp fortifié, au-dessus de l'endroit où le Dnieper se jette dans la mer Noire. Cette contrée devint bientôt un lieu de rassemblement pour la jeunesse guerrière. Leur nombre s'accrut, et, lorsque les Polonais eurent manifesté plus ouvertement le dessein de les assujettir, les Cosaques y accoururent en foule, suivis des vagabonds et des réfugiés des pays voisins, qu'attiraient l'espoir du pillage et le goût de la liberté. Ils devinrent alors si puis-

sants et si redoutables, qu'ils se séparèrent du reste de la nation, se nommèrent un chef particulier et prirent le nom de Zaporogues, de la situation de leur camp au delà des cataractes du Dnieper. Nul ne pouvait être admis dans l'association, s'il n'était célibataire. Les femmes en étaient exclues. Mais, afin d'empêcher la république de s'éteindre par le manque de population, ils avaient ouvert un asile aux criminels de tous les pays, et ils allaient enlever de jeunes garçons qu'ils transportaient dans leurs repaires, pour les associer ensuite à leur vie aventureuse. Le résultat de ces habitudes sauvages fut de porter une atteinte profonde au caractère primitif de la race. Leurs mœurs s'altérèrent rapidement, au point de présenter les contrastes les plus étranges. Aux instincts les plus farouches, les Cosaques Zaporogues joignaient toutes les vertus de l'hospitalité. Ils étaient avides et prodigues, paresseux et actifs. Du reste, tous les vices avec les qualités des peuples barbares.

Après la révolte de Mazeppa, Pierre le Grand avait ravagé leur *setcha*; c'est ainsi qu'ils nommaient leur camp fortifié. Mais ce fut Catherine II qui mit à jamais un terme à leurs brigandages. Leur humeur indépendante ne pouvait se concilier avec les projets d'unité auxquels cette princesse s'efforçait de soumettre tous les peuples de son empire. Leur existence, comme association guerrière, n'avait plus d'utilité, depuis que les frontières de la Russie avaient été portées jusqu'aux rivages

de la mer Noire, et que l'empire Ottoman, autrefois la terreur des peuples chrétiens, était lui-même menacé par la puissance russe. Les Zaporogues ayant élevé des prétentions sur le territoire de la nouvelle Servie et en ayant chassé à main armée les colons que l'impératrice y avait établis, elle les fit envelopper par un corps de troupes qui les désarma. Les uns furent transportés dans des provinces éloignées, au pied du Caucase, où ils furent chargés de défendre les nouvelles possessions de l'empire contre les Circassiens; les autres abandonnèrent leur vie sauvage et vagabonde, pour se livrer à l'agriculture, et devinrent d'utiles sujets.

A l'époque où les Cosaques Zaporogues se rendaient redoutables dans les îles du Dnieper, une autre association guerrière se formait sur les bords du Tanaïs, par l'émigration des paysans moscovites qui fuyaient la tyrannie de leurs maîtres. Cette nouvelle association prit en peu de temps un accroissement si considérable qu'elle servit de boulevard à l'empire contre les Tartares. De son sein sortirent ensuite les Cosaques du Volga, du Terek et de l'Oural; ce furent enfin ces intrépides guerriers, qui, sous la conduite d'Yermak, poussèrent leurs expéditions jusque dans le nord de l'Asie, et soumirent la Sibérie à l'empire des tsars.

Les Cosaques de l'Oural habitent le steppe sablonneux et marécageux qui sépare le Volga du fleuve Oural ou Yaïk, sur une longueur de 700 verstes. Au delà est le steppe des Kirghiz, dont ils sont chargés de

réprimer les brigandages. Pendant longtemps ils ne connurent eux-mêmes d'autre genre de vie que le pillage. Ils étendirent leurs excursions jusqu'aux rivages de la mer Noire ; ils prirent une part active à la révolte de Pougatschef ; mais la Russie est parvenue à dompter leur humeur sauvage, et aujourd'hui ce sont des sujets paisibles, enrichis par les produits de la pêche du Volga et par le soin de leurs troupeaux. Quoique les terrains bas et les rives du fleuve soient d'une grande fertilité, un petit nombre d'entre eux cependant se livrent à l'agriculture. Ils jouissent du reste d'une très-grande liberté civile et même politique. Ils ne sont assujettis ni à la capitation ni au recrutement. Chaque *stanitza* ou village, composé de cent ou deux cents maisons, et placé à une distance de quinze à vingt verstes l'un de l'autre, a son magistrat électif et forme une compagnie militaire. Lorsque la couronne les requiert, ils sont obligés de marcher en masse ; mais c'est toujours par leur hetman que ses ordres leur sont transmis. Quant au mode d'exécution, ce sont eux qui le déterminent dans une assemblée générale, où les décisions sont prises à la pluralité des voix. Du reste, ils se plaisent dans les combats ; ils en aiment les émotions et surtout le pillage. Un air martial, une taille souple et nerveuse, un regard noble et fier, font du Cosaque un des types les plus remarquables. Dans la paix, au milieu de ses steppes, rien n'est plus doux, plus fidèle, plus hospitalier. Comme l'Arabe, il aime son coursier avec passion.

Les récits de batailles, le souvenir de ses dangers continuent en quelque sorte pour lui cette vie aventureuse qui lui rappelle son ancienne liberté, dont le sentiment ne s'éteint jamais dans son cœur.

Ainsi, dans ce mélange de nations, tout diffère, les traits, les mœurs, les costumes, le genre de vie. Les uns font leur occupation de poursuivre dans les forêts les bêtes féroces, dont la chair est leur seule nourriture ; les autres se livrent exclusivement à la pêche, dont le produit est à peu près leur unique ressource ; ceux-ci parcourent avec leurs troupeaux les immenses steppes de la Russie orientale et ne se fixent nulle part ; ceux-là ne vivent que de rapines et sont la terreur de leurs voisins. Ils ne connaissent ni propriété, ni morale, ni religion. La même diversité se remarque dans la constitution civile et politique de ces peuples. Ici règne sans partage l'autorité des pères de famille ; là c'est une démocratie pure ; ailleurs, comme chez les Kirghiz et les Kalmouks, une monarchie républicaine. Les uns sont en possession d'une noblesse héréditaire, les autres d'une sorte d'aristocratie fondée sur le respect de l'âge, de la fortune et des qualités personnelles. Mais, quelle que soit la nuance de civilisation dont ils retracent l'image, et de quelque manière qu'ils honorent la Divinité, aucun ne songe à troubler l'empire sous lequel ils vivent en paix, et tous concourent à sa grandeur.

Dans les contrées sauvages, la population est rare, et la nature, avide de ses dons, ne se présente presque

partout que sous un aspect triste et désolé. Mais à mesure qu'on se rapproche de l'Europe, les arts commencent à paraître; l'activité de l'homme se déploie; les campagnes se couvrent de moissons et l'industrie enfante ses prodiges. C'est donc là seulement, au centre de la population russe, que réside la force de l'empire, car les peuples barbares n'ajoutent presque rien à sa puissance.

A mesure que l'empire se constituait dans le système d'unité qui paraît avoir été le but vers lequel avait tendu sans interruption la politique des tsars, depuis qu'ils avaient délivré la nation du joug des Tartares, la population s'était accrue dans une proportion égale. Sous le règne d'Ivan III (1462), elle était à peine de 6 millions; à la mort d'Ivan IV (1584), elle s'était, déjà élevée au double de ce chiffre. Pierre le Grand l'avait trouvée de 15 millions (1689); le dénombrement qui fut fait après sa mort constata une augmentation de 5 millions. Enfin, sous le règne de Catherine, de 1762 à 1796, elle fut portée de 23 à 36 millions; aujourd'hui elle s'élève au chiffre de 68 millions. Ainsi, c'est un accroissement progressif de 15 millions par siècle. Cet accroissement prodigieux n'est pas seulement le résultat des conquêtes; car il est à remarquer que les nations conquises perdent au lieu de gagner, observation politique et morale fort curieuse. Il est dû particulièrement au développement de la race slave, dont le génie paraît doué d'une grande force d'expansion.

Cette race remarquable, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, occupait les vastes plaines de la Sarmatie européenne, et grandissait à peine aperçue au pied des monts Carpathes. Lorsqu'elle parut sur la scène du monde, ce fut d'abord sous les drapeaux des Huns, puis sous ceux des Goths, qui l'avaient enveloppée dans leur domination. Ce fut donc comme sujets et non comme vainqueurs que les Slaves firent leur entrée dans l'histoire. Mais, après que le torrent des invasions fut rentré dans son lit, lorsque la monarchie des Huns eut été dispersée, la race slave se dégagea de ses éléments étrangers et se montra sous sa propre individualité. On l'aperçoit alors avec étonnement couvrant de ses rameaux toute la partie de l'Europe qui s'étend de l'Elbe au Borysthène, et de ce dernier fleuve à la mer Adriatique.

Quelques-unes de ces tribus, engagées au milieu des populations germaniques, y furent en quelque sorte contraintes d'en subir l'esprit et les mœurs; mais celle des Antes ou Russes, la plus considérable d'entre elles, restée sur son propre sol, s'y développa librement, s'étendit à l'est et au midi aux dépens des Finnois et des peuples scythiques, et jeta les fondements des grandes cités de Kief, de Novogorod, de Vladimir et de Moscou.

Ces villes, séparées par de grandes distances, n'avaient entre elles d'autres liens que ceux d'une commune origine. Elles s'étaient constituées dans une complète indépendance, elles se développaient de même. Cet isolement les mit en péril. C'était l'époque où la

Scandinavie envoyait partout des colonies guerrières, dont l'intrépidité et la bravoure ne connaissaient aucun obstacle. Novogorod, agitée par des dissensions intestines, crut assurer son repos en appelant pour la gouverner un prince varèghe nommé Rurick (862). Mais Rurick traita bientôt cette république divisée comme un pays de conquête. Il distribua les terres à ses capitaines et manifesta le dessein d'assujettir toute la nation.

Les tribus slavonnes, disséminées sur un vaste territoire, dépourvues d'organisation et sans goût pour la guerre, n'eurent en effet d'autre parti à prendre, pour ne pas être détruites, que d'accueillir les étrangers comme des maîtres. Les Varèghes, ayant donc trouvé les Slaves sans défense, élevèrent partout, sans opposition, des trônes militaires, à Kholmogory, à Novogorod, à Pskof, à Polotsk, etc. Kief suivit le sort de Novogorod et devint le siége de cette nouvelle puissance.

La race slave avait cherché jusqu'alors son développement dans la paix, où la portaient sa nature ainsi que les lois de sa constitution. Il est à remarquer, en effet, que les démocraties sont rarement agitées par l'ambition des conquêtes, et qu'elles ne se répandent violemment au dehors que lorsque l'esprit aristocratique s'est emparé de la république. Sous l'impulsion des Varèghes, les Slaves apprirent à connaître leurs forces, et une carrière inconnue s'ouvrit alors à leurs destinées. L'histoire nous apprend que les peuples, comme les familles, languissent et s'éteignent sans avoir jeté aucun éclat, s'ils

ne se mêlent à d'autres peuples par lesquels ils se complètent. Les Slaves manquaient d'esprit militaire, les Varèghes devinrent leurs instituteurs; mais cet élément nouveau ne put s'emparer entièrement de la société, parce que les conquérants, étant peu nombreux, ne tardèrent pas à être absorbés eux-mêmes par la race conquise.

C'est de cette époque cependant que datent les expéditions des Russes dans l'empire grec. Ils descendaient le Dnieper sur d'innombrables bateaux, attirés vers Constantinople par la douceur du climat et la beauté des fruits, affrontaient sans terreur les tempêtes d'une mer inhospitalière, et laissaient partout sur leur passage des traces de la plus affreuse dévastation. Les Grecs dégénérés achetaient leur retraite au poids de l'or; mais bientôt après, les Russes revenaient plus avides et plus nombreux, et se montraient plus impitoyables et plus exigeants. Le génie farouche de la Scandinavie avait en quelque sorte enivré de ses fureurs la nature douce des Slaves. Des rives du Volkhoff, la capitale de la Russie avait été transportée sur les bords du Dnieper. Une force mystérieuse poussait les Russes vers le midi. De Kief, en effet, ils touchaient presque à l'Allemagne, et le Dnieper, devenu la route de Constantinople, servait à la fois leur génie industriel et leurs passions guerrières.

Ce fut à la suite d'une de ces expéditions que Vladimir envoya demander à l'empereur le baptême et la

main d'une princesse grecque (980). C'est de la sorte que le christianisme fut introduit en Russie. Mais cette contrée sauvage fut longtemps encore sans en retirer de fruits. Les mœurs restèrent barbares, les croyances mêlées de superstitions grossières, et nous verrons dans la suite par quelles causes le christianisme fut d'abord presque sans influence sur les destinées du pays.

La ville de Novogorod avait atteint pendant ce temps un degré de prospérité remarquable, autant par le commerce que par les armes. Des rives du Volkhoff, sur lesquelles on aperçoit encore de nos jours les ruines de sa vaste enceinte, son territoire touchait d'un côté à la Finlande, dont elle disputait la possession aux Suédois, et de l'autre s'étendait jusqu'à la mer Blanche et au fleuve Obi. On y voyait arriver régulièrement les marchands de la Germanie, les négociants des villes hanséatiques, pour y échanger les productions de l'Occident contre celles de l'Asie et de la Russie septentrionale. Deux voies leur étaient ouvertes pour entrer en communication avec l'Orient, celle du Dnieper et celle du Volga; la première aboutissait à la mer Noire, la seconde à la mer Caspienne. La ville de Boulgary, placée sur le chemin des caravanes de la Perse et de l'Arménie, avait pris un développement considérable. De Boulgary, dont on voit encore les ruines sur la rive gauche du Volga, près de l'embouchure de la Kama, une partie des marchandises de l'Inde remontait le cours supérieur du Volga pour atteindre Novogorod; le reste était transporté par

la Dvina septentrionale à Kholmogory, où se rendaient les vaisseaux normands.

Le Dnieper était la voie par laquelle Novogorod entretenait des relations avec Constantinople, où ses marchands occupaient tout un faubourg. Kief, placée de son côté sur la route de la Baltique à la mer Noire, avait atteint une splendeur remarquable. Ainsi, à l'époque où l'Europe occidentale, bouleversée par les barbares, se couvrait de ruines et de ténèbres, un mouvement régulier poussait la Russie dans une voie de progrès, dont elle ne fut ensuite détournée que par la plus effroyable des tempêtes. Sous l'influence des richesses, le souffle de la liberté avait animé Novogorod, où le principe électif avait remplacé le pouvoir militaire des Varèghes.

La Russie avait reçu de ses communications avec Constantinople, outre la religion, quelques connaissances des lettres et des arts. Une foule de Grecs, séduits par la nouveauté, beaucoup de prêtres, en vue d'étendre l'influence de la foi sur un peuple barbare, étaient accourus à Kief, dont la splendeur ne tarda pas à réfléchir l'image de Byzance. Vladimir, devenu chrétien, avait établi des écoles dans le voisinage de presque toutes les églises; son fils Jaroslaf en augmenta le nombre, donna aux études une plus grande impulsion, appela des artistes étrangers pour embellir les temples chrétiens, et fut le premier souverain qui dota la Russie d'un code de lois, dont les dispositions nous permettent de juger de l'état social de cet empire. Plusieurs de ces

dispositions supposent un développement au moins égal, si ce n'est même supérieur, à celui des peuples de l'Occident.

La lumière de la civilisation, quoique faible encore, avait donc commencé à dissiper les ténèbres épaisses qui couvraient cet immense empire, lorsqu'une effroyable tempête vint s'abattre sur la nation (1233). Nous voulons parler de la grande invasion mongole. Sous ce déluge de calamités, tout faillit disparaître. Ce joug effroyable pesa sur la Russie plus de deux siècles, pendant lesquels les Slaves subirent tous les maux qu'on peut imaginer, et produisit l'abaissement moral de la nation ; car les Tartares les poursuivirent dans leur culte, dans leur indépendance et dans leurs biens. Ils introduisirent au milieu d'eux les punitions corporelles, qui sont restées comme une trace profonde de cette longue servitude. Les vainqueurs, pour étouffer l'esprit de résistance, s'attachèrent en effet à imprimer le sceau de la servitude sur le caractère de la nation.

Si nous recherchons quelle était à cette époque la forme du gouvernement russe, nous y trouvons presque tous les éléments qui constituaient alors ceux des autres États de l'Europe : mêmes lois, mêmes usages ; les fiefs distribués comme simples bénéfices, puis à vie et entraînant le service militaire ; enfin des assemblées de boyards et d'évêques. Le germe de la féodalité, qui était à cette époque la loi de tous les peuples de l'Occident, avait été porté en Russie par les Varèghes (862).

Rurick, en distribuant les terres à ses capitaines, à titre de fiefs militaires, avait jeté le fondement de la noblesse russe ; car les Slaves, dont l'élément était la démocratie ou l'égalité, ne connaissaient pas avant lui ce genre de supériorité sociale. Leur vie était la vie de tribu, qui est l'état des peuples encore libres, tandis que l'aristocratie est généralement le fruit de la conquête, l'oppression exercée par une race guerrière qui s'est emparée violemment du sol.

Vladimir avait partagé (1015) ses États entre ses enfants, à l'exemple de Swiatoslaf, et par là il avait affaibli le pouvoir souverain. Ce ne fut plus dès lors que guerres intestines, que meurtres, que trahisons. La Russie, presque épuisée par la division toujours croissante des apanages, était hors d'état de résister à la tempête qui vint tout à coup fondre sur elle, et en effet elle ne résista pas. Elle ne perdit pas cependant le sentiment de sa force. Unie au contraire par la même foi et les mêmes douleurs, elle conçut un violent désir de briser ce joug odieux. Plus elle avait supporté ses maux avec constance, plus, lorsque la domination tartare se fut affaiblie, elle entra dans la lutte avec impétuosité et énergie. Les anciennes divisions furent oubliées; le sentiment national, fortifié par la haine et entretenu par le malheur, avait puisé en outre dans la religion, devenue sa consolation et son refuge, une force invincible. C'est cette union du peuple avec l'Église qui a donné à celle-ci un caractère exclusivement national. Ils se sont iden-

tifiés au point que le jour où la Russie chancellerait dans sa foi, les ressorts du pouvoir seraient ébranlés.

Les Tartares, en ne se mêlant point aux Russes, ne perdirent jamais à leurs yeux le titre de conquérants et d'ennemis. Du fond de la grande horde, leurs ordres allaient semer la terreur ; leurs collecteurs se répandaient ensuite dans toute la contrée et revenaient chargés des dépouilles de la nation. Au lieu de maintenir la division du territoire, ils travaillèrent au contraire à la réunion des petites principautés sous le sceptre du grand prince, dont ils avaient réduit le rôle à celui d'un fermier. Mais cette arme, quelque odieuse qu'elle fût aux Russes, n'en devint pas moins l'instrument de leur délivrance.

Une autre circonstance n'avait pas contribué moins puissamment à l'influence de Moscou. Ce fut la succession régulière de la souveraineté dans la même famille, pendant que les autres principautés continuaient à s'affaiblir en restant soumises à la loi des apanages.

Il ne manquait donc à la nation qu'un chef qui connût le secret de ses forces. Ivan III parut, doué d'une volonté ferme, d'un caractère inflexible. Sous son règne finit la grande horde ou horde d'or (1475). Ivan IV s'occupa sans relâche de trois objets qui remplirent sa vie : la destruction de la puissance des Mongols, l'affaiblissement de la Pologne et de la Suède, et la civilisation de son peuple.

Novogorod avait résumé la période libérale de la

Russie; Kief, celle des aventures; Moscou, la nouvelle capitale, située au centre de la race slave, devint le vrai berceau de la puissance russe. Après la chute de Constantinople, Ivan se posa en quelque sorte comme l'héritier de l'empire d'Orient. Il avait épousé une princesse grecque, et, à la mort du dernier Paléologue, il ajoute à ses armoiries l'aigle noir à deux têtes. La loi des apanages est abolie dans la famille des grands princes, pendant qu'elle continue à régir les successions de leurs sujets. La création d'une armée permanente, la destruction du pouvoir des boyards, la ruine de Novogorod, où l'esprit de liberté animait encore les citoyens, les derniers coups portés à la domination des Tartares, établissent enfin sur des bases inébranlables la nouvelle puissance des tsars.

Une période de barbarie et de mœurs cruelles avait suivi l'établissement de la principauté de Moscou. Mais les vertus inhérentes à la race slave : l'attachement à la famille, l'hospitalité, la patience, les forces physiques, le patriotisme se confondant avec la foi, toutes ces vertus ne pouvaient rester longtemps ensevelies. Aussi le peuple sortit-il insensiblement de ces ténèbres épaisses. Le joug des Tartares s'était cependant si profondément empreint dans la nation que tout, excepté le langage et la religion, était tartare, arts, mœurs, habillement. Ce fut donc une pensée politique qui porta les tsars de la Moscovie à substituer aux usages de l'Orient les arts et les coutumes des peuples occidentaux. Ils appelèrent de

l'Allemagne et de l'Italie des architectes et des peintres, qui élevèrent ces étranges monuments, moitié chrétiens, moitié tartares, dont la vue frappe le voyageur d'un merveilleux étonnement.

Les mêmes causes qui avaient amené l'asservissement de la Russie à la domination des Mongols produisirent sa délivrance. De la part de la horde, division du pouvoir ; du côté de la Russie, concentration de ses forces. Le génie militaire des Varèghes avait donné au peuple russe l'organisation qui lui manquait ; mais les vainqueurs ayant été absorbés par les vaincus, beaucoup plus nombreux, cet esprit s'était insensiblement affaibli. Les grands princes avaient travaillé eux-mêmes, à leur insu, à l'affaiblissement du pouvoir par la création des apanages, qui formaient en quelque sorte, au commencement du treizième siècle, dix États indépendants.

C'est à ce moment que Tchengis-Khan, ayant réuni sous son sceptre presque tous les peuples de l'Asie, avait lancé contre l'Europe ses hordes obéissantes. Les princes apanagés, loin de s'unir pour opposer une digue à l'invasion, jaloux les uns des autres, plus ennemis de leurs voisins que des Tartares eux-mêmes, rivalisèrent de bassesse pour tourner au profit de leur autorité les désastres publics, devinrent des instruments d'oppression entre les mains des Tartares, et travaillèrent ainsi l'asservissement de la nation.

Mais la Providence, qui ménageait à la race slave de

plus glorieuses destinées, se servit des mêmes moyens pour renverser la domination étrangère. Pendant que les Tartares s'affaiblissaient par leurs divisions, le prince de Moscou prenait sur les autres une prépondérance qui, au bout d'un certain temps, se termina par la réunion de toutes les principautés en une seule. Ce résultat, si important pour l'avenir de la Russie, fut dû à leur habileté plus encore qu'à leurs armes.

Le pouvoir ne suivit pas dans son établissement les mêmes lois qui, dans la société germanique, avaient présidé à sa formation. Ici, il s'était développé d'après les principes de la féodalité. Le prince n'était, à proprement parler, que le chef d'une aristocratie militaire, dont le principe avait la même origine que la sienne. Au-dessous d'eux, les bourgeois des villes, méprisés d'abord, exposés à des vexations de toutes sortes, avaient pris petit à petit dans la société féodale une place plus considérable, lorsque le commerce les eut enrichis, et que les rois eux-mêmes, dans des vues personnelles, leur eurent ouvert la carrière des honneurs et des emplois publics. Puis enfin, le peuple des campagnes, longtemps réduit à une sorte de servitude, étant parvenu à briser ses fers, le tiers état, c'est-à-dire la nation, s'était constituée. Telles sont les bases sur lesquelles se sont élevées les sociétés de l'Occident.

En Russie, au contraire, les choses suivirent une autre marche. Le pouvoir des grands princes, qui avait conservé des Varèghes un caractère féodal, subit sous

l'influence des Mongols une transformation complète. Il exista bien encore une sorte de constitution féodale, un système d'obligations réciproques, fondé sur les concessions de terres, mais le pouvoir avait changé de nature; de germanique qu'il était, il s'était transformé en empire slave.

A l'exception de la république de Novogorod, les villes étaient peu nombreuses. La bourgeoisie, si l'on peut donner ce nom à quelques marchands avilis, obscurs et sans fortune, n'osait prétendre à aucune autorité. Lorsqu'enfin le peuple eut été réduit en servitude, un pouvoir unique, absolu, sans contrôle, sans obligations, fit peser son sceptre de fer sur une nation muette et dégradée par une longue domination étrangère. Avant l'invasion des Mongols, toute la nation était libre; mais au milieu de cette effroyable oppression, elle avait perdu le souvenir de ses droits, de sorte qu'après avoir brisé le joug des Tartares, les grands princes n'eurent aucune lutte à soutenir et peu d'efforts à faire pour fonder leur autocratie.

Dans l'Occident, la réformation avait exercé, partout où elle avait pénétré, sa puissante influence, et préparé par l'activité de la raison humaine le règne de la liberté. Il n'en fut pas de même en Russie. Le clergé russe, déjà façonné au joug du pouvoir temporel et isolé de toute influence étrangère, resta sous la main des grands princes. Bornant tous ses efforts à se rendre le pouvoir favorable, il s'était éloigné du peuple, et par cela même il

n'eut que peu d'action sur les destinées du pays. La lutte seule forme les grands caractères. Le clergé russe n'ayant pas eu de lutte à soutenir ne discuta point et resta par conséquent dans une profonde ignorance. Aussi ne s'est-il signalé par aucun travail de l'esprit. Comme il ne pouvait donner aucune impulsion, il est resté lui-même immobile. Les couvents avaient seuls répandu quelque lumière sur les ténèbres qui couvraient tout ce vaste empire. Les lettres y étaient cultivées avec une certaine application. Mais l'invasion des Mongols ayant étouffé ces faibles lueurs, tout était retombé dans l'obscurité.

Si le clergé russe n'a pas joué le rôle dont le clergé latin s'était mis en possession, il n'a porté dans la société aucune des passions qui ont rendu ce dernier si tristement célèbre dans les luttes de religion, luttes qui n'ont abouti qu'à des guerres épouvantables, et qui ont couvert de sang presque tous les champs de bataille de l'Europe.

A défaut de force morale, le despotisme avait réuni tous les éléments épars de la nationalité. Le flambeau de l'Église, étouffé par les affreuses ténèbres de la domination tartare, ne jetait plus alors qu'une lueur douteuse; la confusion régnait partout; il n'y avait ni unité dans le dogme, ni uniformité dans les cérémonies du culte. L'anarchie menaçait l'Église russe d'un danger plus grand peut-être que celui auquel l'avait exposée la persécution. Après avoir ramené l'État à l'unité politique,

les grands princes le ramenèrent à l'unité religieuse en créant le patriarchat. Ils avaient affranchi le pays du joug des Tartares, ils l'affranchirent de l'anarchie. C'est pour cela que leur pouvoir est resté si populaire.

Il résulta de cette situation que les tsars, ayant assuré leur autorité au dedans, dirigèrent alors contre leurs voisins toutes les forces de la nation, et que cette nation, fière d'avoir échappé au joug des Tartares, mais n'ayant encore en elle-même aucun principe favorable à son développement moral, devint entre les mains de ses maîtres un puissant instrument de conquêtes. Les royaumes de Kazan et d'Astrakan étant tombés sous leurs coups (1552-1557), les frontières de l'empire furent portées jusqu'à la mer Caspienne. Tout secondait alors l'ambition des grands princes. Par un événement des plus heureux, pendant que le pouvoir tendait à se constituer plus fortement en Russie, la Pologne voyait s'éteindre la dynastie des Jagellons (1572), et elle préparait par le principe électif, devenu la base de sa constitution, la longue anarchie qui la conduisit rapidement à sa ruine.

Ce fut surtout à l'avénement des Romanof (1612) que la politique de la Russie devint ouvertement conquérante. Cette famille, d'origine étrangère, mais illustrée par de grands services et par de nombreuses alliances avec la dynastie de Rurick, introduisit un autre élément de force dans la société slave, l'élément germanique, sous l'influence duquel elle s'organisa plus vigoureusement.

La période de conquêtes, qui avait suivi l'affranchissement de la Russie, avait été motivée par le besoin d'assurer l'unité de la nation; la seconde période, inaugurée par l'établissement de la nouvelle dynastie, paraît avoir eu pour but de faire entrer la Russie dans la famille européenne.

Ce vaste pays était encore à cette époque plongé dans la plus profonde barbarie. Les grands se montraient environnés d'un faste grossier, avec des mœurs et des habitudes presque sauvages; le peuple, abruti par le despotisme, devenu cruel et débauché par les scènes de violences et de désordres dont il avait été si souvent le témoin ou la victime, le peuple se consolait de sa misère par la plus stupide superstition. Le clergé lui-même n'était ni moins ignorant ni moins corrompu, et l'administration de la justice était livrée aux mêmes vices et aux mêmes désordres. Une armée barbare et insolente, la terreur du souverain plutôt que l'appui du pays; un revenu sans rapport avec l'étendue de l'empire; le commerce entre les mains des Anglais; aucun port sur la Baltique ni sur la mer Noire, par conséquent point de flotte; une population rare et disséminée; les communications lentes et difficiles d'une province à l'autre : telle était la situation de ce vaste empire. Il doit paraître singulier qu'il prétendît au même moment à élever si haut sa fortune.

Déjà quelques souverains avaient essayé de porter au milieu de cet amas de barbarie le flambeau de la civili-

sation. Il était réservé à Pierre le Grand de changer la face de la Russie. L'œuvre était difficile; mais Pierre avait toutes les qualités et même les défauts qui pouvaient en assurer le succès. Il se servit, en effet, pour atteindre ce but, de la force, de l'artifice, de la cruauté, de la perfidie, de l'audace. Il savait tout ce que sa nation était capable de supporter; il connaissait à fond tous les intérêts de l'Europe et il n'ignorait aucune de ses passions et de ses faiblesses. Il créa vite, brusquement, violemment; d'une main il montrait aux Russes le point d'où ils étaient partis, de l'autre celui où ils devaient tendre.

La Russie avait en elle-même si peu de moyens de sortir de la barbarie, qu'elle y serait restée ensevelie pendant bien des siècles sans les efforts violents de ce prince. Après avoir échappé au joug des Mongols, elle s'était en quelque sorte repliée sur elle-même; mais, comme tout progrès est traditionnel, elle sentit bien qu'elle ne pourrait l'obtenir avec ses propres forces; c'est en effet son isolement qui faisait sa faiblesse. D'autre part, les seuls peuples avec lesquels elle eût eu jusqu'alors des rapports suivis, Tartares, Turcs, Persans, Grecs eux-mêmes, étaient ou dégénérés ou non moins barbares. C'était donc vers l'Europe qu'il fallait tourner ses regards : c'est ce que Pierre avait surtout compris; c'est ce feu sacré qu'il avait résolu de dérober à l'Occident, afin de réveiller la raison engourdie de son peuple.

Cependant, tant que la Russie n'aurait aucun accès

sur la mer Baltique, elle ne pourrait être comptée parmi les puissances de l'Europe. Il fallait pour cela dominer la Pologne et affaiblir la Suède. Celle-ci était, à cette époque, la puissance prépondérante dans le Nord. Son alliance avec la France et les victoires de Gustave-Adolphe avaient inspiré à tous ses ennemis autant de jalousie que de terreur. Cette prépondérance tenait, d'une part, au caractère personnel du monarque, de l'autre, à la possession des provinces situées sur la mer Baltique. La Suède, dans l'enivrement de ses succès, avait commis la faute d'affaiblir et d'humilier la Pologne. Pierre sut profiter avec habileté des troubles de ce pays pour y établir une sorte de protectorat; puis, lorsqu'il eut organisé l'armée sur le modèle de celles de l'Occident, il attaqua la Suède, qui était alors le royaume le mieux réglé et le plus puissant par son trésor, par ses flottes, par la bravoure de ses troupes, par l'éclat de ses victoires, et qui, dans un roi de dix-huit ans, possédait un héros. Pierre fut d'abord battu; mais son esprit contenu, sa persévérance, son courage froid et inébranlable, son génie fertile en ressources, son adresse à profiter des fautes de son rival, finirent par triompher d'une bravoure presque prodigieuse, mais téméraire, et d'une impétuosité sans règle. Le traité de Nydstadt (10 septembre 1721) ayant enlevé à la Suède l'Ingrie, la Livonie, la Carélie et l'Esthonie, une partie du territoire de Wiborg avec toutes les îles comprises entre cette ville et la Courlande, la Russie prit définitivement

la place que la Suède avait occupée jusqu'à cette époque.

Dès ce moment, la Russie eut, pour ainsi dire, un pied en Europe. La fondation de Pétersbourg devint un lien entre l'Asie et les peuples de l'Occident. La situation de cette ville à l'extrémité de l'empire, au milieu des lagunes du lac Ladoga, entourée de marais pestilentiels et de forêts impénétrables, pouvait sembler une sorte d'extravagance ; mais, dans la pensée de Pierre le Grand, c'était le poste avancé de l'empire sur le territoire de l'Europe, la porte par laquelle devait pénétrer plus facilement la civilisation des nations occidentales. Dès lors, en effet, l'activité de la Russie dans cette partie du monde fut immédiate et continue; elle balança l'influence de la Pologne, de la Prusse, de la Suède et du Danemark. Cette dernière puissance, placée dans un degré d'infériorité à l'égard de la Suède, s'engagea dans les liens d'une étroite alliance avec la cour de Russie, dont elle devint en quelque sorte la vassale. La Prusse n'osait encore aspirer au rôle qu'elle joua dans la suite. La Pologne, travaillée par les intrigues du cabinet de Pétersbourg, achevait de se consumer dans d'éternelles divisions; la Suède enfin, réduite à se défendre contre les desseins avoués de la Russie, ne pouvait plus désormais prétendre à mêler ses querelles à celles de l'Europe.

A l'autre extrémité de l'empire, sur la route de l'Asie, dont il était maître par ses mers intérieures, un ennemi plus formidable par ses nombreuses armées, par un territoire immense, et qui plus d'une fois avait fait trembler

l'Europe, ne semblait pas aussi facile à vaincre. Mais dans le sein de cet empire existaient, d'autre part, de nombreux éléments de dissolution. Une population chrétienne, asservie sans être soumise, aspirait à rompre ses fers; une longue habitude des jouissances matérielles, une ignorance profonde des arts de l'Europe, aucun progrès dans les sciences, un fanatisme sauvage, l'affaiblissement de la discipline militaire, de fréquentes et terribles révoltes, la situation enfin de ce vaste empire sur les rivages de l'Europe, plus semblable à un campement militaire qu'à une paisible possession, rien de tout cela n'avait échappé au génie de Pierre le Grand.

Sur les confins des deux États, on rencontrait les principautés de Moldavie et de Valachie, remplies d'une population chrétienne du rite grec, et qui s'étaient soumises volontairement aux sultans, à des conditions qui n'avaient point été respectées. La Moldavie devint un centre de propagande russe. Dès l'année 1711, Pierre avait ébranlé la fidélité du prince de Moldavie, Démétrius Cantemir, avec la promesse de rendre la dignité de prince héréditaire dans sa famille. Il avait pris pour conseillers, pour ambassadeurs, pour amis, des Moldo-Valaques, et il laissait entrevoir à la nation la perspective d'un affranchissement par les armes de la Russie. De la Moldavie, les intrigues de la Russie avaient pénétré parmi les Valaques, chez les Bulgares, au milieu de tous les peuples d'origine slave, jusqu'aux rivages de la mer Adriatique.

Les Turcs ayant évité, par principe religieux, de se mêler aux populations chrétiennes qu'ils avaient conquises, leur isolement les avait affaiblis. Comme ils avaient pour les chrétiens plus de mépris que de haine, leur oppression n'avait rien de systématique ni de régulier. Ceux-ci, malgré le joug souvent très-dur sous lequel ils gémissaient, avaient continué à jouir de certaines libertés. Ils avaient conservé le droit de s'administrer eux-mêmes par des municipalités électives. Incapables de prétendre aux emplois publics, mais affranchis du service militaire, leur nombre s'était accru, pendant que la population musulmane ne cessait de décliner, à cause des guerres continuelles que sa position lui faisait une obligation de poursuivre.

Pierre le Grand avait en quelque sorte pris possession de la Baltique par la fondation de Pétersbourg; il jeta les fondements de sa puissance sur la mer Noire par la prise d'Azof. De cette époque date en effet la puissance russe comme puissance européenne. La pensée de ce grand homme fut continuée par ses successeurs avec une si merveilleuse persévérance, que l'on dirait que c'est encore lui qui préside aux destinées de l'empire; ses alliances de famille dans les cours de l'Allemagne, les envahissements successifs des souverains qui régnèrent après lui, ont amené peu à peu la Russie au centre de l'Europe.

Cette période de conquêtes peut être appelée à juste titre période politique. Le démembrement de la Pologne

a non-seulement assuré ses frontières, mais il a surtout fait tomber les barrières qui séparaient la Russie de l'Europe; la conquête de la Crimée a donné l'essor à son commerce et développé sa puissance maritime; enfin, la possession du Caucase est le lien par lequel elle rattache l'Europe à l'Asie. Après la bataille de Pultava, Pierre avait établi une ligne de postes militaires entre le Don et le Volga, pour protéger l'empire contre les Tartares; ces postes se trouvent aujourd'hui à deux cents lieues plus loin, sur les rives de l'Araxe. La Russie enveloppe la Perse au nord, à l'est et à l'ouest, et elle possède entre cet empire et la Turquie une position formidable, d'où elle peut les atteindre tous deux.

Depuis la mort de Pierre le Grand jusqu'au règne de Catherine II, ce ne fut cependant qu'une succession de troubles et de révolutions de palais. Des minorités faibles, des femmes plus occupées de leurs plaisirs que des devoirs de la royauté, des intrigues de cour[1], des révoltes militaires, des chutes violentes et rapides, des vengeances terribles et des cruautés inouïes, ne détournèrent pas un seul instant le cabinet russe du but que Pierre lui avait marqué. En vain le vieil esprit moscovite s'efforça-t-il de détruire l'œuvre de ce grand homme; Pierre avait poussé la Russie vers l'Europe; il fallait que ses destinées s'accomplissent. Personne cependant ne s'inquiétait encore de cette redoutable ambition. On

[1] *Histoire du ministère de Walpole.*

méprisait les Russes comme des barbares. Les peuples de l'Occident n'avaient avec eux ni rapport de mœurs, ni rapport de religion, ni communauté d'origine. Mais, à la faveur de cette indifférence, la Russie marchait invariablement à l'accomplissement de ses desseins.

Un des premiers actes de Catherine Ire, après la mort du héros, fut de conclure avec les cours de Vienne, de Berlin et de Madrid, un traité d'alliance (9 août 1726), qui mêla de plus en plus la Russie dans les intérêts de l'Europe. Ce traité, dirigé contre la France, le Danemark et la Suède, était dans l'esprit de la politique de Pierre le Grand. Il fallait affaiblir l'influence française en Pologne, intéresser la maison d'Autriche à la ruine de l'empire ottoman, et dominer plus complétement la Baltique. La cour de Vienne, aveuglée par sa passion contre la France, se laissa en effet entraîner, quelques années après, dans la guerre que l'impératrice Anne venait de déclarer à la Turquie, et qui aboutit à la révocation de tous les traités antérieurs (17 octobre 1739). La Pologne fut abandonnée à l'influence exclusive de la Russie. Le traité d'Abo (16 juin 1743), par lequel cette dernière puissance se fit céder plusieurs districts de la Finlande, réduisit presque la Suède à l'état d'une province russe.

Enfin, le traité de Versailles (1756) fit comprendre à la Suède, à la Pologne, ainsi qu'à l'empire ottoman, que l'Europe était devenue presque indifférente à leur sort. Le résultat de cette alliance imprévue fut en effet de permettre aux troupes russes de violer impunément le

territoire polonais, de porter leurs armes jusqu'au centre de l'Allemagne, d'étudier la tactique des armées européennes, d'effrayer l'Europe par leur barbarie et leur bravoure, et de maintenir l'empire, suivant la pensée de Pierre le Grand, dans un état permanent de guerre, qui aguerrit la nation et qui laissa dans tous les esprits une profonde impression des ressources de cet empire.

A l'avénement de Catherine II, la Russie comptait à peine 23 millions d'habitants. C'était peu, si l'on considère la grandeur de cet empire, qui s'étendait sur une superficie d'un million de kilomètres carrés. Mais une même langue et une même religion donnaient à la nation un caractère et des sentiments communs. L'esprit militaire, qui s'était développé dans une suite de guerres heureuses, une puissante organisation, une obéissance passive, la barbarie dans le peuple, mais l'intelligence dans les hommes qui présidaient à ses destinées, avaient déjà placé la Russie au rang des grandes puissances, et lui avaient révélé à elle-même le sentiment de sa force. Pierre en avait fait, malgré elle et malgré l'Europe, une puissance européenne. Catherine la fit reconnaître pour telle, et ne souffrit pas qu'on lui contestât son titre impérial.

On put croire cependant qu'une princesse jeune, belle, étrangère par son éducation et par ses mœurs à la nation qu'elle était appelée à gouverner, laisserait flotter les rênes de l'État entre les mains des hommes qui lui avaient frayé le chemin du trône, et qu'un règne

qui avait pris naissance dans les plaisirs ne jetterait qu'un éclat éphémère. Mais il se trouva que la nouvelle impératrice était douée d'une âme virile, d'une intelligence supérieure, et dévorée en outre par une soif insatiable de gloire.

La race de Pierre le Grand était éteinte; mais la pensée de ce grand homme vivait dans Catherine. Aucune de ses vues n'avait échappé à cette femme extraordinaire. Elle en poursuivit l'exécution avec une ardeur infatigable, et, en même temps, avec une audace qui frappa l'Europe d'admiration et de terreur. Elle sut mettre à profit la faiblesse des uns, l'intérêt des autres, la crainte de tous, pour élever l'empire russe au plus haut degré de puissance où il fût encore parvenu.

Elle se conduisit d'abord, suivant une expression du maréchal Munich, comme une coquette habile, provoquant les hommages, sans se livrer à personne. Elle paraissait flotter encore entre plusieurs alliances, que déjà son choix était fixé. Celle de la France ne pouvait convenir à ses projets contre la Pologne, la Suède et l'empire ottoman. L'Autriche, d'autre part, avait un intérêt plus grand encore à ce que la Pologne et la Turquie, alors sans danger pour ses possessions, lui servissent de barrière contre l'ambition de la Russie. A ces considérations politiques se joignait, en outre, du côté de Marie-Thérèse, un sentiment de dégoût pour l'impératrice, sentiment dont elle ne pouvait contenir l'expression.

La situation du roi de Prusse, au contraire, se prêtait plus facilement à une alliance entre les deux couronnes. Ce prince était resté sans allié, après la paix d'Hubertsbourg. Il redoutait les intrigues de la cour de Vienne, que la perte de la Silésie maintenait à son égard dans une secrète hostilité, et que le traité récent de Versailles rendait plus redoutable qu'auparavant en lui assurant l'appui de la France; d'autre part, Frédéric avait blessé l'Angleterre, dont il n'avait d'ailleurs obtenu que des subsides, lorsqu'il aurait eu besoin de soldats. Il avait donc compris, par les dangers qu'il avait courus dans la dernière guerre, où les troupes russes avaient pénétré dans sa capitale, les avantages d'une alliance avec cet empire, et dès lors toutes ses pensées et tous ses efforts avaient été dirigés vers ce but. D'ailleurs, il désirait lui-même s'agrandir, et la Pologne était le seul État qui lui en offrît les moyens sans guerre et sans dépense. De son côté, Catherine trouvait en lui un allié docile, peu scrupuleux, et disposé dans des vues personnelles à favoriser les desseins de la Russie contre cette république divisée.

Pierre le Grand, pénétré de cette pensée que la Baltique et la mer Noire étaient les deux grandes voies commerciales du monde, avait conseillé à ses successeurs une alliance intime avec l'Angleterre, afin que les Russes apprissent à cette école à devenir d'habiles marins. Catherine avait conçu de bonne heure, pour la nation anglaise, dont elle admirait la dignité et l'esprit

sérieux, une haute estime et une sorte d'attachement. Elle aimait jusqu'à sa morgue et sa roideur, qui lui semblaient un signe de force et de loyauté. Elle répugnait cependant à leur livrer le commerce exclusif de son empire, et, si elle le fit par le traité de 1766, ce fut moins pour obéir aux instructions de Pierre le Grand, que par le désir de s'assurer les secours des Anglais dans la guerre qu'elle méditait à cette époque contre la Turquie. Il lui fallait contenir la France, qui pouvait être tentée de soutenir l'empire ottoman ; l'alliance avec l'Angleterre suffisait à ce dessein. Quant à l'Autriche, Catherine comptait sur la Prusse pour la tenir en échec.

L'Angleterre, en effet, se prêta complaisamment aux vues de cette princesse, en mettant à son service des officiers et des vaisseaux, soit qu'elle regardât comme une chimère ses projets contre l'empire ottoman, soit qu'elle se flattât d'en tirer elle-même de plus grands avantages. Les Anglais ne concevaient encore aucune inquiétude de cette ambition qui portait la Russie à devenir une puissance maritime et commerciale, et, si les progrès de la puissance russe étonnaient quelques esprits, le danger leur paraissait si éloigné qu'ils se persuadaient aisément que l'Angleterre saurait toujours le conjurer, en rejetant la Russie dans l'obscurité dont elle s'efforçait de sortir. Ce fut pourtant à la faveur de cette alliance que l'impératrice Catherine put accomplir l'acte le plus audacieux que le monde eût encore vu, le partage de la Pologne, et qu'une flotte russe, après avoir

soulevé la Grèce, put se présenter impunément à l'entrée du Bosphore.

Tel fut le grand art de Catherine, qu'elle fit servir tour à tour à l'accomplissement de ses desseins presque toutes les puissances de l'Europe. Mais c'est alors que l'Angleterre put juger de la faute qu'elle avait commise en contribuant au développement de la puissance russe; car l'impératrice, non contente d'exercer une sorte de dictature sur les peuples du continent, prétendit à l'empire des mers. La Pologne n'existait plus; l'empire ottoman était partout ébranlé; la Suède et le Danemark étaient asservis; le Caucase s'était abaissé sous le sceptre des tsars; enfin, Catherine menaçait la Perse, par où elle pouvait atteindre la domination anglaise dans ses vastes possessions de l'Inde.

Tels furent au dehors les résultats de la politique russe pendant ce règne de quarante ans. Sous cette grande impératrice, la Sémiramis du Nord, comme Voltaire la nommait, la Russie avait atteint le plus haut degré de puissance. Sa population s'était élevée à 36 millions d'habitants, et son territoire s'était agrandi de 126,000 lieues carrées. Enfin, jusqu'à sa dernière heure, Catherine était restée l'arbitre de l'Europe. Dans l'intérieur, elle s'était appliquée à élever l'esprit de ses peuples à la hauteur de leurs destinées. Elle avait corrigé la barbarie des institutions, multiplié les écoles, dirigé le mouvement des esprits vers le commerce, l'agriculture, l'industrie, les arts et les sciences. La Russie

commençait à produire des poëtes, des littérateurs. Ses hommes d'État avaient dans toutes les cours un grand renom d'habileté. On vantait sa magnificence, la finesse de son esprit, la distinction de ses manières, sa fermeté et sa justice. Il est une chose surtout qui rendra sa mémoire à jamais immortelle, c'est la douceur de son gouvernement. Elle avait dépouillé l'autocratie, cette puissance terrible et mystérieuse, non-seulement de ses formes barbares, mais encore de son esprit violent. Les mœurs grossières disparurent ou s'affaiblirent, et le pouvoir perdit son caractère tyrannique, sans perdre de sa force.

La pensée de Pierre le Grand, portée par Catherine à sa plus haute expression, n'a pas cessé d'animer le cabinet russe, qui, dans les convulsions dont l'Europe fut agitée sur la fin du dernier siècle, devint en quelque sorte le centre du mouvement politique. Ses envahissements successifs, ses desseins avoués, ses prétentions à réunir sous le même sceptre tous les débris épars de la race slave, ont longtemps placé la Russie en face de l'Europe comme une menace.

La situation de cet empire le rend en effet presque inaccessible aux attaques des autres puissances. Placé sur les confins de l'Europe et de l'Asie, il pèse à la fois sur les deux. La possession de la Pologne a porté ses forces jusqu'au centre de l'Allemagne. La Suède, son ancienne rivale, n'est plus un danger ni même un obstacle, depuis qu'elle a perdu la Finlande. L'empire

ottoman ne se soutient plus par lui-même. La Prusse, par sa position, est subordonnée à la politique de la Russie, qui, dans une guerre contre l'Allemagne, n'aurait besoin que d'un simple mouvement pour séparer les parties mal unies de cette monarchie. L'Autriche elle-même, composée de races diverses, sans union entre elles, jalouses et ennemies, ne saurait opposer une résistance efficace. Depuis que la Pologne a cessé d'être une barrière entre les deux empires, une armée russe pourrait ouvrir la campagne à cinquante lieues de Vienne.

La rive droite de l'Elbe est en quelque sorte la limite qui sépare le monde slave de la terre germanique. Jusqu'à l'Oder, la population allemande est encore nombreuse, mais elle diminue sensiblement, dès qu'on a franchi ce fleuve. Le tiers des États prussiens appartient à la race slave. Dans l'empire d'Autriche, cette race occupe la Bohême, la Moravie, la Gallicie, une partie de la Hongrie et les provinces illyriennes. Dans la Turquie d'Europe la proportion est plus considérable encore.

Tous les peuples de race slave sont restés séparés par leur idiome et par leurs mœurs, et, dans l'empire ottoman, par leurs croyances, des peuples qui les ont soumis. Isolés les uns des autres, leur faiblesse les pousse vers la Russie, avec laquelle ils ont une origine commune, une même religion et les mêmes tendances. Habitués à regarder ce vaste empire moscovite comme une sorte de mère patrie, ils sont moins effrayés de sa puis-

sance qu'éblouis de sa grandeur. Ce sentiment des peuples slaves est un fait extrêmement sérieux. On ne peut, en effet, s'empêcher d'y voir le caractère d'une lutte cachée contre la race romaine et teutonique. Cette lutte n'a rien encore de déterminé, mais chaque jour l'arbre pousse plus profondément ses racines dans le sol. Voilà pourquoi l'Autriche a si longtemps ménagé, caressé la Russie et recherché son alliance. Voilà pourquoi la Prusse s'y est attachée par tant de liens. A chaque mouvement de l'Europe, elles sentent frémir sous leurs mains les populations slaves de leur empire, restées rebelles à l'influence de l'esprit germanique.

La situation de la Russie est plus favorable encore pour une guerre défensive. Protégée par son climat, par son éloignement, par ses plaines immenses et par ses éternelles forêts de sapins, elle peut laisser une armée ennemie consumer ses forces en la privant de subsistances, et l'envelopper ensuite par des nuées de cavaliers cosaques, dont la course rapide et l'attaque désordonnée déconcertent les plus habiles combinaisons. La force défensive de ce vaste empire consiste donc dans son isolement, dans ses inépuisables ressources, dans le peu de besoin qu'il a de l'Europe. Sous le rapport de la guerre, elle s'est placée au niveau des peuples les plus avancés. Ses soldats sont braves, obéissants et puissamment organisés; ses chefs ne le cèdent en rien aux militaires des armées européennes.

Avec tous ces avantages, la Russie a-t-elle plus d'in-

térêt à rester dans cette sorte d'hostilité à l'égard de l'Europe, qu'à s'unir avec elle pour marcher ensemble dans la voie des améliorations? Le soldat russe est brave, il est vrai, mais il n'aime pas la guerre. La Russie peut entretenir dans l'intérieur de nombreuses armées; le bas prix des denrées, la manière de vivre des troupes, leur extrême sobriété, chargent peu les finances de l'empire; mais il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de transporter au loin ces masses énormes. La Russie trouverait sa perte dans un développement exagéré de sa puissance. Il est à remarquer qu'ayant emprunté une partie de sa civilisation à l'Europe, elle n'a pu faire accepter ses mœurs qu'aux peuples moins avancés qu'elle. Voilà pourquoi elle n'a pu jusqu'à ce jour s'assimiler ni la Pologne ni les populations allemandes de la Baltique, auxquelles elle a pris plus d'idées qu'elle ne leur en a donné. Que serait-ce donc si elle parvenait un moment à étendre ses conquêtes en Europe? Sa domination n'y serait qu'éphémère, et ce développement artificiel aurait en outre un plus grand inconvénient, celui de troubler le mouvement qui s'opère dans le sein de la race slave.

Lorsque Rome portait la puissance de ses armes jusqu'aux extrémités du monde, la civilisation suivait ses pas: Partout où elle plantait ses aigles, les ténèbres de la barbarie se dissipaient. Si nous suivons attentivement les progrès de la Russie, depuis qu'elle est sortie du joug des Mongols, nous la voyons au contraire em-

prunter à l'Europe ses arts, ses sciences, tous les instruments de sa civilisation ; soit bon sens ou politique, elle n'a jamais tenté d'imposer violemment aux pays vaincus ses mœurs, sa religion ou ses lois. La Russie paraît entrer sérieusement dans une carrière nouvelle. Quelles seront ses destinées dans l'avenir, sous l'impulsion qui la pousse vers l'Occident, non plus comme une menace, mais pour se pénétrer davantage de ses sentiments et de ses idées? Elle a du reste à remplir dans le nord de l'Asie une mission providentielle. Après avoir emprunté à l'Europe l'instrument de sa civilisation, sans rien perdre, le peuple du moins, de son caractère primitif, elle s'est repliée sur elle-même pour se développer dans les conditions de son génie. Aussi est-elle admirablement située pour devenir le lien qui, dans un temps prochain, doit rattacher complétement les peuples de l'ancien monde avec les populations chrétiennes de l'Occident.

La Russie compte aujourd'hui 68 millions d'habitants. Ce mouvement, qui n'a pas été interrompu un seul instant depuis le règne d'Ivan III, ne paraît pas près de s'arrêter ; car on évalue à environ 500,000 par an l'augmentation de la population de l'empire, et à plus de 200,000 lieues carrées le terrain susceptible d'être cultivé à l'égal des plus riches contrées de l'Europe. Déjà quelques gouvernements, tels que ceux de Moscou, de Kalouga, de Tchernigof et de Toula, ne le cèdent en rien aux autres États du continent, et si les meilleures

provinces de la Russie, dit Storch, étaient peuplées de même, la seule partie européenne aurait plus de 100 millions d'habitants. A quelle formidable puissance pourra donc s'élever, dans l'avenir, un peuple qui possède en lui-même de pareilles conditions d'existence!

Ce développement est dû en grande partie à la population russe proprement dite, qui figure pour environ 49 millions dans ce chiffre. Un territoire d'une immense étendue, dont une partie se trouve située sous les latitudes les plus favorables à tous les genres de productions; une fertilité presque inépuisable, des fleuves sans nombre qui courent dans toutes les directions et qui semblent avoir été creusés par la main de la Providence pour servir de voie au commerce du monde; tous les produits réunis de la nature; tout ce qui, en un mot, contribue à développer la puissance et la richesse d'une grande nation, se trouve réuni dans ce vaste empire. Lors donc que la Russie aura brisé les dernières entraves qui la séparent de l'Occident; lorsqu'elle verra fleurir les arts et les sciences, l'industrie, des lois commerciales plus libérales, un régime intérieur moins absolu; lorsqu'enfin la Russie ne pèsera plus sur l'Europe comme une menace, qui pourra assigner les limites où ce mouvement s'arrêtera?

La plaie des peuples de l'Occident est le paupérisme. Les esprits y sont trop contenus pour qu'ils puissent toujours s'y développer librement, et il en résulte que les aspirations ne sont pas toujours légitimes. De là, en effet, ces agitations perpétuelles, ces luttes cachées, qui ne

permettent jamais au pouvoir de s'endormir avec impunité. En Russie, au contraire, la nature semble n'avoir mis aucune limite aux désirs de l'homme. C'est là sa sécurité pour le présent ; ce sera sa force dans l'avenir.

La Russie a fondé sa puissance par la guerre ; elle peut s'élever encore plus haut par la paix. Le gouvernement passe avec raison pour être éclairé et habile. Le peuple est doué des qualités les plus propres au développement social : il est brave, doux, patient, rusé, industrieux, et, sous le joug qui pèse encore sur lui, il a conservé une dignité que beaucoup de peuples libres connaissent à peine. La noblesse, ayant adopté la culture européenne, s'est trouvée tout à coup à une distance infinie du peuple, chez lequel se sont conservées dans toute leur pureté les mœurs primitives de la race slave ; mais la même foi et la même langue forment les liens indissolubles de la nationalité russe.

Le gouvernement réunit en outre deux conditions de force et d'avenir : une puissante centralisation, avec une organisation municipale la plus large et la plus complète qui existe dans le monde. La centralisation ayant été l'œuvre du temps et des circonstances ne s'est point établie sur les ruines des libertés publiques, comme cela arrive dans les sociétés en décadence, et elle n'a laissé par conséquent aucun regret dans les esprits. Le pouvoir, en réunissant au centre toutes les forces de la nation, avait pourvu au contraire à deux besoins impérieux, l'ordre et l'indépendance. L'ordre avait été blessé

par le système des apanages, qui avait couvert la Russie d'une multitude de petits tyrans; l'indépendance avait succombé sous la domination des Tartares. Il fallait donc un pouvoir unique, absolu, tout-puissant, pour détruire cette double tyrannie. La nécessité l'avait créé; la reconnaissance du peuple le consacra. Nous retrouvons, en effet, l'expression touchante de ce sentiment dans les paroles que la douleur arrache aux Russes, lorsqu'ils souffrent d'une injustice : Ah! si le père le savait! Le père, c'est le tsar. Le tsar est à leurs yeux l'image de la justice, le représentant de la Divinité.

La société russe repose sur l'idée la plus ancienne du monde, celle de la famille unie sous le gouvernement du père. Là, tout était commun, le sol lui-même appartenait à la nation, et le tsar, en qualité de chef de la communauté, ne jouissait que du droit de distribution et de partage. Nulle part, en effet, on ne trouve, avant le seizième siècle, de vestige de stabilité dans la propriété. Le prince concédait aux boyards des terres, à titre de récompense; on appelait ces biens *pomëstia,* comme on les nommait ailleurs *bénéfices.* Chaque *pomëstchick,* ou détenteur de bénéfices, était tenu de fournir un soldat par un certain nombre de feux; mais passait-il au service d'un autre prince, sa terre lui était reprise et faisait retour à la communauté. Ce ne fut qu'au commencement du dix-septième siècle que les bénéfices concédés à temps ou à vie furent transformés en propriétés héréditaires. Lorsqu'enfin l'armée eut été organisée sur le mo-

dèle de celles de l'Europe; qu'aux fonctions publiques furent attachés des appointements fixes, et que le gouvernement s'efforça d'introduire en Russie la civilisation de l'Occident, les conditions de la propriété achevèrent de se modifier dans le même sens; mais le principe slave est resté entier dans la commune.

L'empereur gouverne et administre au moyen d'un Conseil de l'empire, qui se divise en cinq départements : législation, guerre, affaires civiles et religieuses, administration et finances, et affaires de la Pologne; d'un sénat ou tribunal supérieur, gardien et interprète des lois; enfin d'un synode, autorité suprême de l'Église grecque.

Dans chacun des gouvernements de l'empire, l'empereur est représenté par un gouverneur, exclusivement chargé de l'administration civile. La justice y est exercée par un tribunal supérieur siégeant au chef-lieu et comprenant une section civile et une section criminelle, des décisions desquelles on peut appeler au sénat.

Les districts, qu'on pourrait comparer à nos sous-préfectures, jouissent d'attributions administratives moins étendues, et ont des cours de judicature ou tribunaux de première instance.

Cette organisation ne remonte pas à une époque fort ancienne; mais, au-dessous de tous ces pouvoirs, émanation de l'autorité souveraine, la commune agit comme une personne civile, dans une complète indépendance de l'action du gouvernement : elle répartit l'impôt, dis-

tribue à chacun de ses membres le lot de terre qu'il doit cultiver, surveille et réprime elle-même. Elle a son grenier, son hôpital, ses tribunaux, sa prison, son dépôt d'armes. L'élection est le principe de l'administration communale; le pouvoir n'intervient que très-rarement.

La noblesse possède aussi des assemblées publiques, où sont discutés les intérêts de sa classe, sous la présidence d'un maréchal. Chaque district a la sienne qui répartit l'impôt et les recrues; mais les affaires les plus importantes sont renvoyées à la diète générale, qui comprend tous les députés d'un gouvernement. Une des principales attributions de ces assemblées est de constituer des tribunaux particuliers, sans la participation desquels une enquête judiciaire, concernant un noble ou ses biens, ne peut être ni ouverte ni poursuivie par les procureurs impériaux. Ces assemblées n'ont qu'une influence indirecte sur la marche politique du gouvernement; cependant l'occasion de se voir et de se juger, l'habitude des discussions publiques, des rapports fréquents et réguliers avec le pouvoir, doivent avoir pour résultat de donner à la noblesse russe des sentiments communs et d'être un jour pour le pays un puissant instrument de force.

Depuis que Pierre le Grand, en vue de réduire l'esprit de résistance de l'ancienne noblesse, a déterminé les conditions auxquelles on entre dans cette classe et on s'y élève, la noblesse a perdu son indépendance; mais d'autre part elle est devenue plus utile à l'État. Les au-

tres priviléges de la noblesse consistent à n'être sujette ni à l'impôt personnel, ni aux punitions corporelles; à disposer librement de ses biens, et à n'être jugée, dans les affaires criminelles, que par des hommes de la même classe. Quelques-uns de ces privilèges existaient avant Catherine; mais cette princesse les ayant étendus et consacrés dans l'oukase du 21 avril 1785, cet acte est resté dans les souvenirs de la noblesse comme un des plus glorieux de ce grand règne.

Catherine, sentant le danger de la hiérarchie bureaucratique établie par Pierre le Grand, aurait voulu lui donner pour contre-poids une aristocratie territoriale, et c'est dans ce but qu'elle avait constitué la noblesse sur des bases plus larges.

Le régime communal paraît avoir une origine fort ancienne. On le retrouve partout, dans les campagnes, dans les villes et jusque dans l'organisation de la classe des marchands, sans qu'il soit possible de déterminer l'époque de son établissement. Il tient à l'essence du génie slave, comme l'esprit militaire, plus favorable à l'unité du pouvoir, tient à la nature des peuples de la Scandinavie. Cet esprit a longtemps dominé et domine encore en Russie; c'est par lui en effet qu'elle s'est agrandie et qu'elle est parvenue à ce degré de puissance militaire dont l'Europe s'est plus d'une fois inquiétée. Aujourd'hui que l'empire est établi sur des bases inébranlables; que tant de nations n'ont plus entre elles qu'une même pensée et qu'une même manière de sentir,

il est permis de regretter qu'un peu de liberté ne vienne féconder tant d'éléments restés inactifs. Il ne s'agit pas de rêver pour la Russie telle ou telle forme de gouvernement; celui qu'elle possède a suffi à son indépendance et à sa gloire; mais le temps amène dans son cours de nouveaux besoins et des nécessités impérieuses, qui, pour avoir été méconnues, ont souvent causé dans les États les mieux assis de profondes perturbations. D'ailleurs, la liberté est la loi de la civilisation. Sans elle, les peuples s'écoulent comme des torrents, pour ne laisser après eux que des ruines. Que reste-t-il aujourd'hui de ces puissants empires de l'Asie, qui se sont écroulés avec tant de fracas? Un souvenir vague, quelques récits incertains; tandis qu'une petite contrée de la Grèce remplit encore le monde du souvenir de sa gloire. Le génie de ses poëtes, de ses philosophes, de ses hommes d'État, retentit dans nos écoles, enflamme notre imagination et nous donne un sentiment élevé de la dignité humaine.

La Russie a subi elle-même cette loi; car, si nous la comparons à elle-même dans l'espace d'un siècle, avec quelle rapidité nous la voyons s'élever au degré de force et de grandeur où elle est parvenue! Si nous la comparons aux autres États de l'Europe, nous y trouvons les mêmes goûts, les mêmes lumières, les mêmes besoins de l'esprit, les mêmes aspirations vers le progrès.

Mais il est une chose où elle est inférieure à l'Europe, c'est dans la condition du peuple, c'est-à-dire

dans cette masse de 45 millions d'individus courbés sous le joug de la servitude. Le servage russe n'a pas sans doute le caractère de l'esclavage des anciens ni celui des États-Unis d'Amérique. La condition matérielle des serfs est même, sous bien des rapports, préférable à celle d'une partie des paysans de l'Europe ; mais le servage n'en est pas moins contraire à la loi du christianisme ainsi qu'au développement des forces morales de la nation. Le gouvernement l'a compris ; car, depuis plus d'un siècle, il n'a cessé de travailler à rendre plus légères les chaînes de la servitude. Le servage russe ne date réellement que de la fin du seizième siècle. Avant cette époque, les paysans étaient libres de s'établir où ils voulaient. La conquête des provinces méridionales sur les Mongols ayant attiré vers ce pays une foule de paysans, cette émigration, devenue plus considérable encore par les mauvais traitements que les maîtres exerçaient contre leurs serfs, fit naître l'oukase de 1597, lequel ordonnait à tous les paysans des propriétés privées de revenir aux lieux qu'ils avaient abandonnés. Ce fut ainsi qu'ils furent attachés à la glèbe. Sous ce rapport, les paysans de la couronne jouirent de plus de liberté ; ils continuèrent à s'établir dans les villes, à exercer des métiers, et à se livrer soit au commerce, soit à une industrie manufacturière. Ils peuvent aujourd'hui envoyer leurs enfants dans les institutions publiques et dans les universités, ce qui leur ouvre l'accès à toutes les carrières qui dépendent de l'État.

Déjà Catherine avait conféré aux communes rurales le droit d'élire des assesseurs auprès des tribunaux ordinaires. Toutes ses institutions avaient pour but de faire disparaître la plaie de la servitude et de créer une classe moyenne, qu'elle considérait comme l'élément essentiel de la puissance d'un État. Ses successeurs ont marché dans cette glorieuse voie. La réforme la plus radicale tentée en faveur des serfs est celle qui, le 2 avril 1842, leur a donné le droit de passer des contrats. Ce droit est, à nos yeux, le dernier coup porté à l'esclavage. Le temps n'est pas éloigné où un autre oukase fera de tout le peuple russe un peuple d'hommes libres. Ce sera la gloire du gouvernement, et c'est par là qu'il gardera sa force et son prestige.

Le clergé, s'il avait mieux compris sa mission, aurait travaillé de son côté à l'affranchissement des serfs. Le champ était vaste et la moisson abondante; mais il préféra se faire le serviteur du pouvoir, et aujourd'hui, en eût-il la volonté, il n'aurait pas l'autorité nécessaire pour y parvenir. Lorsque l'empire romain succomba sous les coups des barbares, le clergé s'était mis à la place de l'autorité affaiblie, impuissante à défendre les populations. Aussi joua-t-il un rôle considérable dans la nouvelle société, sur laquelle il obtint, par son activité et ses lumières, une influence toute-puissante. En Orient, au contraire, il était resté sous la dépendance du pouvoir temporel, et, lorsqu'un plus grand théâtre se fut ouvert à son zèle par la conversion de la Russie,

il y porta les mêmes sentiments à l'égard du pouvoir et il y subit par conséquent la même domination. Ce fut grand dommage, car n'ayant jamais eu de luttes à soutenir, il s'endormit dans une dépendance servile. Plus tard encore, lorsque la réformation eut remué l'Europe jusqu'en ses fondements, le clergé russe ne prit aucune part à ce grand mouvement, resta isolé et sans action. Il avait subi le joug des Mongols; il fut étranger à la délivrance de la Russie, qui fut opérée par les armes seules des tsars.

Cet état d'infériorité à l'égard du pouvoir tient particulièrement à la manière dont le christianisme fut introduit en Russie. Le grand prince avait demandé le baptême et la main d'une princesse grecque avec la même autorité qu'il aurait demandé le prix d'une bataille gagnée. Ce fut donc une conquête plutôt qu'une soumission spontanée de l'esprit. Le peuple, de son côté, habitué à obéir, avait embrassé la nouvelle religion sans entraînement, de la même manière qu'il aurait exécuté un ordre de ses maîtres.

Le haut clergé, si remarquable par ses lumières et par sa piété, dépend trop du pouvoir pour agir en dehors de lui et contre lui. Le bas clergé, au contraire, dépend trop du peuple pour ses besoins matériels pour en être honoré. L'obligation où il est de s'engager dans les liens du mariage, le soin d'une famille souvent nombreuse, la nécessité de se créer en dehors de son ministère des moyens d'existence que l'État lui refuse, en

le plaçant dans la dépendance des soins domestiques, ne lui permettent pas de s'occuper avec assez de sollicitude des intérêts spirituels de son troupeau.

Comme représentants du culte et dispensateurs des sacrements, les prêtres sont l'objet d'une grande vénération. Le peuple les dépouille en quelque sorte de la partie matérielle et profane de leur existence, pour ne voir en eux que les ministres du Seigneur. Mais là se borne l'influence du clergé. Comme il n'a jamais pratiqué le soin des âmes; comme il n'a jamais connu la sollicitude pastorale; comme il est resté, en un mot, étranger à l'éducation du peuple, son action a été incomplète, pour ne pas dire nulle. Toutes les réformes religieuses sont parties du pouvoir séculier. Le clergé lui-même n'a gagné en instruction que depuis la suppression du patriarcat. De là est résulté cette situation unique dans les États chrétiens, que la religion a revêtu en Russie, sans lutte et sans contestation, un caractère exclusivement national, et que le pouvoir temporel, en s'identifiant avec l'idée religieuse, est devenu lui-même très-populaire.

L'Église russe n'a jamais eu, il est vrai, le zèle pour l'universalité, qui distingue l'Église catholique; mais elle a racheté ce défaut d'activité par un avantage inappréciable, l'esprit de tolérance. Uniquement concentrée dans l'intérieur de l'empire, elle a négligé le prosélytisme, dont la religion romaine s'est fait un si puissant instrument de domination; mais aussi elle a évité les

écueils de la persécution et les tempêtes religieuses qui ont bouleversé l'Europe catholique.

Lorsque le christianisme s'empara du monde romain, il revêtit en Occident le caractère de la domination, qui était celui de la société latine, et en Orient le caractère de la fédération ou des libertés communales, qui était celui de la société grecque. Dans l'un, il produisit la papauté, pouvoir souverain et absolu, qui exclut l'examen; dans l'autre, des églises indépendantes, sous l'autorité des conciles. Voilà pourquoi l'Église d'Orient n'a jamais prétendu à l'universalité; voilà pourquoi les tentatives faites pour opérer sa réunion à l'Église latine ont rencontré et rencontreront toujours des répugnances invincibles. Ce ne sont pas seulement des points de dogme qu'il s'agirait de mettre d'accord; ce sont des nationalités distinctes, des principes opposés, qu'il faudrait auparavant réunir.

Nous ne saurions cependant ne pas signaler, comme un obstacle sérieux au développement moral de la nation, l'abaissement du clergé séculier. Cet abaissement d'une part, et le servage de l'autre, retiennent la Russie dans le mouvement qui la pousse vers l'Occident. L'esclave, dans l'antiquité, placé en dehors de la société, en était l'ennemi naturel. Il n'en est pas de même en Russie, où le serf est animé du plus profond sentiment de patriotisme; il aime la patrie; il la défend, il travaille, il souffre et meurt pour elle, le plus souvent sans profit et sans gloire pour lui-même. Il est soumis à la

capitation et au recrutement. Ce dernier impôt est celui qu'il abhorre le plus; car la durée du service militaire étant de vingt-deux années, il est rare qu'il revoie jamais ses foyers. Cependant, une fois sous les drapeaux, le soldat russe ne montre plus qu'une profonde résignation, sentiment qui prend sa source dans sa nature religieuse. Aucun peuple en Europe ne possède ce sentiment avec plus de sincérité. Les Russes aiment les arts de la paix; ils sont industrieux et entreprenants. Si, au lieu d'exciter leurs instincts militaires, on les portait vers l'industrie, pour laquelle ils semblent formés, on ne saurait imaginer à quel degré de fortune la Russie pourrait prétendre et s'élever. L'accroissement de la population, le développement de la richesse publique par l'agriculture et le commerce, sont les principes qui devraient diriger à l'avenir la politique du cabinet russe. Toute lutte contre l'Occident ne ferait que retarder le mouvement qui pousse la nation dans la voie de ses véritables intérêts.

La Russie est un pays essentiellement agricole. Parmi cette population de 68 millions d'individus, 55 millions se livrent à l'agriculture. Un sol d'une prodigieuse fertilité s'étend, sur une superficie de 65,000 lieues carrées, dans les immenses plaines de la région méridionale, depuis la longue chaîne de l'Oural jusqu'aux monts Carpathes. C'est cette région qu'on désigne par le nom de zone de terre noire, en partie livrée à la culture des céréales, en partie couverte d'une herbe épaisse,

au milieu de laquelle errent d'innombrables troupeaux. Ce n'est donc point la terre qui manque à la Russie; c'est la population qui fait défaut. C'est d'une part l'état social, de l'autre ce sont les habitudes de la noblesse russe, la situation des paysans, et, dans beaucoup d'endroits, l'absence de voies de communication, qui s'opposent encore au développement de l'agriculture.

L'aspect de la Russie européenne, des monts Ourals aux monts Carpathes, et du Caucase à la mer Baltique, est une immense plaine ondulée, coupée au centre par les collines du Valdaï. Au nord, le pays est encore couvert de forêts qui la protégent contre les vents de la mer Glaciale. Ce sont, dans la grande Russie et la Lithuanie, les gouvernements d'Archangel, de Vologda, de Viatka, d'Olonetz, de Perm, une partie de ceux de Novogorod et de Kostroma, de Minsk, de Grodno, de Vilna et de Gitomir, dont la richesse forestière est la plus considérable. Après eux viennent les provinces de la Baltique, le gouvernement de Pétersbourg, la Russie blanche, la petite Russie, les gouvernements de Riazan, de Tambof, de Nijni-Novogorod, de Vladimir et de Penza. Les forêts du nord sont peuplées de pins, de mélèzes, de sapins et de cèdres. Le pin domine dans la partie occidentale; le chêne et le hêtre dans la Russie d'Asie et dans la région caucasienne. Au sud de l'empire, on rencontre plus communément l'érable, le frêne, le peuplier, le tilleul et le chêne.

On se fait en général une idée fausse de la Sibérie.

Cette immense contrée, qu'on s'était longtemps habitué à regarder comme une terre de désolation, est bien loin d'être partout rebelle au travail de l'homme. Une grande partie est susceptible d'une bonne culture; les gouvernements d'Irkoutsk et de Tobolsk sont couverts de belles forêts, et ses richesses minérales sont inépuisables. Rien ne peut donner une idée de la beauté de ses fleuves qui, descendus des monts Altaï, roulent leurs masses à travers des plaines immenses, à peine entrecoupées par quelques collines. A certaines époques de l'année, ces plaines présentent l'image de vastes oasis de verdure, où l'œil de l'homme ne rencontre aucune limite.

Ce sont surtout les céréales qui forment la principale richesse de l'empire. Le lin, le chanvre et le tabac sont cultivés avec le plus grand succès dans l'Ukraine et dans les gouvernements de Novogorod, de Tver et de Riga. Le chanvre croît même naturellement sur les bords du Volga, du Terek et de l'Oural. Les gouvernements de Saratof, de Simbirsk, de Perm, de Novogorod, et la Crimée particulièrement, produisent une immense quantité de sel. Les fleuves regorgent de poissons, et les forêts, d'une étendue presque incalculable, fournissent à la marine des planches, du goudron et les plus belles mâtures du monde. Rien ne manque à la puissance russe, ni le fer, ni le cuivre, aucune matière première. Enfin, elle possède des cours d'eau d'une longueur prodigieuse et reliés entre eux par un système

complet de canalisation, au moyen duquel toutes ses mers se communiquent.

Aucun peuple dans le monde n'a été doué d'autant de persévérance que le peuple russe, et d'un esprit de colonisation plus énergique. Du Valdaï, où nous le voyons surgir comme un point, il se porte en avant comme un intrépide pionnier, abattant les forêts, s'étendant le long des fleuves et couvrant de vastes contrées de ses colonies pacifiques. Ce n'est point par les armes qu'il a conquis le territoire qu'il occupe; c'est par son industrie. Telle était sa force d'expansion qu'il a successivement absorbé, sans guerre et sans violence, les races diverses qu'il a rencontrées dans sa marche.

Avant le quatorzième siècle, la Sibérie, cette contrée mystérieuse, qui tôt ou tard servira de route à la Russie pour pénétrer dans l'empire chinois, cette contrée était inconnue aux Russes. Avant qu'un chef de Cosaques y eût fait reconnaître l'autorité de la Russie, de hardis colons, commerçants et agriculteurs, s'étaient aventurés sur le versant oriental des monts Ourals, défrichant des terres, bâtissant des villes et des forteresses, pendant qu'un simple négociant, Anika, établissait un comptoir dans le pays des Tongouses et des Samoyèdes, et mettait la Sibérie septentrionale en rapport avec Moscou. C'est ainsi que cette vaste contrée fut réellement soumise à l'empire des tsars.

La Russie porte aujourd'hui ses plus grands efforts dans la Sibérie méridionale, dont la frontière touche au

lac Balkhaash ou Tenghiz. Elle a créé sur cette mer intérieure un port avec une place de guerre. Une flottille à vapeur sillonne sans cesse ses eaux et remonte le cours de l'Ili, qui, sur une étendue d'au moins 60 lieues, parcourt une vallée fertile. La population a plié sous la supériorité des armes russes. Elle se livre à l'agriculture et à l'industrie. Les peuplades voisines ne tarderont pas à être également fixées, et le temps n'est pas loin où les Mongols eux-mêmes se trouveront en présence de cette formidable puissance, dont ils seront forcés de subir le joug. Pour nous, que la Russie étende ses bras vers l'Asie ; qu'elle embrasse dans sa domination les tribus sauvages de la Sibérie, ensevelies dans les ténèbres, n'est-ce pas la lumière de la civilisation qu'elle présente à leurs yeux? Ses efforts entrent dans les vues de la Providence, qui se sert de tous les moyens pour conduire les peuples dans sa voie.

De toutes les familles de race slave, c'est celle des Grands-Russes qui a déployé au plus haut degré cet esprit de persévérance. Placée au centre de l'empire, elle s'est mêlée au nord et au nord-est avec les Tchoudes ; au midi, avec des Russes tartares et mongols; à l'ouest, avec d'autres Russes, et enfin avec les Lithuaniens. C'est la plus belle, la plus forte et la plus intelligente de toutes les tribus de cette race si féconde et si extraordinaire. Le sol qu'elle occupe est peu fertile; le climat en est rigoureux ; elle a donc lutté sans relâche et contre les rigueurs du climat et contre la stérilité du sol. Elle

a, pour ainsi dire, conquis ce sol par un travail opiniâtre. La Providence a secondé ses efforts. La race des Grands-Russes s'élève aujourd'hui à 36 millions d'individus, et c'est en elle que réside la véritable puissance de la Russie.

Ce développement naturel qui, depuis plusieurs siècles, n'a pas été interrompu un seul instant, pourrait être cependant retardé par trois causes principales, que nous croyons devoir signaler en peu de mots : elles consistent dans la condition du servage, dans les mœurs de la noblesse et dans les partages trop fréquents des terres communales.

Dans les gouvernements où le sol n'a besoin que d'une culture légère, le paysan trouve dans les produits qu'il en retire le prix de ses fatigues; mais tous ne jouissent pas des mêmes avantages. Il en est plusieurs où le sol est peu fertile, et le climat si rigoureux que les travaux des champs n'occupent les paysans que deux ou trois mois de l'année. Il en résulte que le serf, qu'une tendance naturelle porte d'ailleurs vers l'industrie et le commerce, se met à l'*obrock* et néglige complétement les travaux agricoles. Le seigneur favorise lui-même cette tendance, qui lui procure momentanément de plus grands avantages, et qui n'exige pas de sa part une intervention aussi active dans l'administration de sa fortune. C'est là une des causes les plus sérieuses de la stagnation de l'agriculture. Le maître, après avoir fixé le taux de l'obrock, ne se met plus en peine de savoir

par quels moyens le paysan acquittera ses charges. Le plus souvent celui-ci quitte sa commune et s'éloigne de sa famille pour aller dans les villes exercer une profession plus lucrative que les travaux des champs. Catherine II avait condamné très-énergiquement cette pratique, comme contraire aux bonnes mœurs, à la population, ainsi qu'aux progrès de l'agriculture.

La noblesse russe a vécu jusqu'ici dans les grandes villes, uniquement occupée de ses plaisirs, au milieu d'un luxe où sa fortune va trop souvent s'engloutir. Le premier inconvénient de cette vie dissipée est de placer la noblesse à une trop grande distance du peuple, de lui inspirer du dégoût pour cette vie des champs, simple et forte, qui donne en général aux hommes qui s'y livrent une plus grande indépendance de caractère. Que ne gagnerait-elle pas cependant à s'occuper directement de l'administration de ses terres ! Elle y acquerrait plus de dignité et une influence réelle sur les paysans, par des rapports fréquents avec eux, par l'étude de leurs besoins et par l'habitude de les secourir dans leurs misères. Ce serait un excellent moyen pour retenir les nobles dans les campagnes et pour appeler vers l'agriculture les capitaux qui la fuient.

La noblesse russe possède plus de la moitié des terres de l'empire et plus de la moitié de la population ; elle jouit de priviléges personnels très-étendus ; elle a dans l'administration intérieure une part considérable, et cependant son influence est presque nulle sur le gouverne-

ment et tout aussi nulle sur les serfs eux-mêmes. Cette institution, ayant pris naissance au milieu des conquêtes de Rurick, ne pénétra jamais profondément dans la société slave, dont le caractère était exclusivement démocratique. Les Slaves acceptèrent ensuite des princes varèghes des terres et des hommes, dans certaines conditions de dépendance et de services; mais la noblesse ne fut jamais considérée par la nation que comme une importation étrangère. Aussi fut-il facile à Pierre le Grand de renverser un édifice qui reposait sur des bases aussi fragiles. Du reste, à part les *kniaz*, princes apanagés, descendants ou alliés de Rurick, au-dessus desquels le souverain ne porta longtemps que le titre de *veliki-kniaz* (grand prince), la noblesse était purement personnelle; le titre de boyard n'était accordé par le tsar qu'à ceux qui occupaient de grandes charges civiles ou militaires, et ne constituait aucun droit à l'hérédité.

Les deux éléments constitutifs de la société slave sont d'une part la démocratie, de l'autre l'autocratie, l'une et l'autre d'une nature patriarcale et fondées sur la religion. Autocratie et démocratie ne sont point en Russie deux principes rivaux. L'autocratie représente le pouvoir paternel ou patriarcal dans son acception la plus large. La noblesse, placée entre le peuple et le tsar, n'ayant pas la même origine, n'a jamais eu de racines profondes dans le sol. Quant à la démocratie, elle n'est pas autre chose que la famille réunie sous l'administration du père. Chacun de ses membres jouit des mêmes droits;

tous sont frères; tous délibèrent et agissent avec une égale liberté. Rien, comme on le voit, ne ressemble à la démocratie des peuples de l'Occident, ou d'origine latine. En Russie, la démocratie est de l'essence du génie slave, comme l'autocratie. En Occident, au contraire, la démocratie n'ayant pu s'établir que sur les ruines d'une société fondée sur le privilége, ses luttes n'ont souvent profité qu'au despotisme.

La troisième cause que nous avons signalée comme contraire au développement de l'agriculture consiste dans les mutations trop fréquentes de la terre. Ces mutations tiennent d'une part au peu d'attachement de la noblesse pour les héritages de famille, et de l'autre à la constitution même de la commune russe. Les nobles, n'ayant aucun goût pour les exploitations agricoles, ne résident presque jamais dans leurs propriétés, les connaissent à peine et n'hésitent pas à s'en débarrasser, au moindre revers de fortune.

La constitution de la commune présente un autre inconvénient. Les terres affectées à la communauté sont divisées en autant de lots qu'il y a d'individus capables de les cultiver; mais ces divisions, trop souvent répétées, détruisent en quelque sorte l'émulation, et arrêtent l'essor de l'activité individuelle. Les paysans le comprennent si bien qu'ils appellent ce partage le partage noir (*tchornoï perediel*).

Le servage est donc un obstacle aux progrès de l'agriculture. Si le serf est à l'obrock, il néglige les tra-

vaux des champs; s'il est soumis à la corvée, il ne travaille pas avec soin, parce qu'un autre recueillera le fruit de ses labeurs. Le système des corvées serait sans contredit plus favorable au progrès de l'agriculture, en ce qu'il permettrait de cultiver une plus grande étendue de terre, et que les paysans, par le travail en commun, s'éclaireraient et propageraient ensuite les bonnes méthodes; mais il a le défaut d'être souvent arbitraire et oppressif. Le mieux serait sans doute que la terre fût libre, le travail libre et libre la population [1]. L'agriculture prendrait alors un essor merveilleux, et la Russie verrait elle-même avec étonnement une population forte et innombrable sortir de son sein.

Depuis que la Russie a conquis la mer Noire, elle est devenue une grande puissance maritime et commerciale. Toutes les mers baignent ses côtes. Ses fleuves, reliés entre eux par un admirable système de canalisation, portent au nord et au midi les innombrables produits de son sol. Il est peu de pays au monde auxquels la nature ait prodigué autant de faveurs. La terre y jouit d'une fécondité prodigieuse; les climats y sont nombreux et les productions variées. La Russie pourrait étendre ses produits à l'infini, car sa situation sur cinq mers lui offre la perspective du commerce le plus vaste et le plus riche. La mer Caspienne lui ouvre par la

[1] Ce vœu a été réalisé par le rescrit de l'empereur Alexandre II, en date du 20 novembre (2 décembre 1857), sur l'abolition du servage.

Perse les portes de l'Inde; par la mer Noire, ses produits se répandent dans tout le midi de l'Europe; par la mer Baltique, dans tout le nord. D'autre part, elle touche à l'Amérique, à la Chine et au Japon. Quel avenir se déroule devant cet empire si vaste! Quel sera l'instrument de sa puissance? l'agriculture. L'agriculture encouragée, développée au moyen du travail libre, augmentera les matières premières et multipliera les hommes. C'est là tout le secret de la puissance à laquelle ce peuple doit parvenir.

La Russie peut donc étendre son commerce dans toutes les parties du monde; mais il n'est pas de pays plus favorablement placé que la France pour entretenir avec elle des relations commerciales très-actives. Par l'Océan, elle se trouve liée avec Riga, Archangel et Pétersbourg, les trois grandes villes commerciales du nord de l'empire; par la Méditerranée, avec les provinces du sud qui avoisinent la mer Noire. Marseille, la reine de la Méditerranée, couvre les flots de ses innombrables navires. La France a besoin de mâts, de chanvre, de cordages, de cuirs, de goudron, de cire, de salpêtre, de viandes salées, que la nature a prodigués à l'Ukraine; les blés des provinces polonaises, les fourrures de la Sibérie, le fer et le cuivre des monts Ourals, trouvent sur nos marchés un écoulement facile et avantageux. De son côté, la France fournit à la Russie ses vins, ses fruits secs, ses étoffes de soie des fabriques lyonnaises; ses glaces, les plus belles du monde; ses

objets d'art d'un goût si pur, et ses modes recherchées du monde entier.

La France et la Russie n'ont point d'intérêts rivaux, ou plutôt leurs intérêts sont communs. L'Inde, où la puissance russe est exposée à rencontrer cette immense domination anglaise, aujourd'hui si fortement ébranlée, est une source de jalouses terreurs; les puissances allemandes, divisées entre elles, sentent de trop près le poids de l'empire russe pour ne pas concevoir beaucoup d'inquiétude; la Suède et la Turquie ont depuis longtemps renoncé à une lutte inégale. La France, maîtresse de la plus formidable puissance militaire qui soit au monde, n'a aucune vue d'ambition. Son rôle consiste à protéger et non à conquérir. Au point de vue des relations commerciales, les intérêts des deux peuples exigent une union intime; au point de vue des relations politiques, cette union les rendrait les arbitres de l'Europe. Concevez ces deux grandes puissances placées aux extrémités de l'Europe, animées du seul désir de ramener dans le monde la paix et l'harmonie, qui oserait troubler cet accord? Il y a dans les goûts, dans les mœurs et dans l'esprit des deux nations des similitudes si frappantes, qu'une alliance intime rencontrerait de part et d'autre une approbation générale.

Si, renonçant à toute idée d'agrandissement, la Russie entrait dans la pensée de la France pour rétablir l'harmonie de l'Europe troublée par de funestes ambitions, et pour développer les forces morales des peuples,

cette mission providentielle serait le fait le plus admirable des temps modernes. Les peuples marcheraient alors avec confiance dans la voie qu'ils ont vainement cherchée jusqu'à ce jour. Alors s'écrouleraient les barrières qui les séparent, barrières morales plus difficiles à franchir que les montagnes et les fleuves. Alors disparaîtraient l'ignorance, les préjugés, les passions jalouses; alors enfin tous les peuples ne formeraient plus en réalité qu'une seule famille. Que ces vœux soient considérés comme un rêve, nous n'en serons ni surpris ni découragé. Nous n'en resterons pas moins convaincu que nous marchons avec rapidité dans cette voie, et que la pensée chrétienne, pensée d'amour et de paix, triomphera un jour de toutes les agitations, soit qu'elles proviennent des passions royales, soit qu'elles aient leur source dans les inquiétudes populaires.

LIVRE I.

La Russie, à peine sortie de son obscurité, devient en peu de temps une grande puissance. — Deux souverains ont plus particulièrement contribué à ce résultat : Pierre Ier et Catherine II. — Naissance et éducation de cette princesse. — Son mariage avec le duc de Holstein-Gottorp, devenu l'empereur Pierre III. — Caractère d'Élisabeth. — Fin de son règne. — Intrigues qui se forment autour de Catherine. — Ses liaisons avec Seltikof et Poniatowski. — Le chevalier Williams Hampburg. — Caractère du grand-duc. — Conduite d'Élisabeth à son égard. — Disgrâce du chancelier Bestoujef. — Son portrait. — Mort d'Élisabeth. — Avénement de Pierre III. — Sa politique extérieure. — Ses réformes intempestives. — Son admiration pour le roi de Prusse. — Mécontentement de la nation. — Les amis de Catherine fomentent ce mécontentement. — Retraite et occupations de cette princesse. — La princesse Daschkof. — Le Piémontais Odart. — Les Orlof. — Le baron de Breteuil, ambassadeur de France. — Il apprécie mal la conspiration. — Activité des conjurés. — Obstination de Pierre III à ne prendre aucune mesure. — Arrestation de Passek. — Projets de guerre contre le Danemark. — Catherine quitte le château de Peterhof. — Elle arrive à Pétersbourg et se rend aux casernes. — Soulèvement des régiments de la garde. — Le général d'artillerie Villebois. — Arrestation du prince Georges. — Manifeste de Catherine. — Elle se rend à l'église de Kazan. — Enthousiasme du peuple et de l'armée. — L'impératrice marche contre son mari. — Incrédulité de ce prince. — Sa fureur et son découragement, quand il ne peut plus douter de la réalité. — Vaine tentative pour s'emparer de Cronstadt. — Conseils du maréchal Munich. — Frayeur des courtisans. — Faiblesse de Pierre III. — Il se rend à Peterhof. — Entrevue avec le comte Panin. — Abdication. — Retour de l'impératrice à Pétersbourg. — Aspect de la capitale. — Panin nommé

premier ministre. — Élévation des Orlof. — Bestoujef rétabli dans ses biens et ses dignités. — Pierre III conduit prisonnier à Ropcha. — Sa mort. — A qui faut-il l'attribuer. — Renvoi des soldats du Holstein. — Le prince Georges nommé gouverneur de ce duché. — Catherine va se faire sacrer à Moscou. — Agitations militaires. — L'impératrice confirme la paix avec la Prusse. — Opinion des cours de l'Europe sur cette princesse. — Mesures de Catherine au sujet des biens du clergé. — Ses occupations. — Ses vues. — Ses projets.

A une époque où la plupart des États de l'Europe avaient déjà parcouru une longue carrière de gloire, la Russie était encore plongée dans les ténèbres dont les Mongols l'avaient couverte. On savait en général qu'au delà des frontières de la Pologne s'étendaient des terres immenses, des solitudes sans nom, et que cette vaste partie du globe était habitée par des peuples de mœurs et de races différentes; mais on ne connaissait qu'imparfaitement les habitudes, les lois et les limites de ces peuples. Les habitants de ce vaste empire n'avaient avec les autres nations de l'Europe que des rapports accidentels, et leurs souverains étaient restés jusqu'alors étrangers aux mouvements de la politique générale; en un mot, la Russie, quoique maîtresse d'un immense territoire sur le continent européen, était plutôt considérée comme une puissance asiatique, et elle n'était ni consultée ni recherchée par les autres puissances de l'Europe, lorsqu'il s'agissait de régler leurs rapports réciproques.

Comment s'est-il donc fait que, dans un si court espace de temps, c'est-à-dire dans moins d'un siècle et demi, elle soit parvenue à un si haut degré de puissance, que son opinion réglait naguère celle de l'Europe, et qu'aujourd'hui encore elle pèse d'un si grand poids sur les destinées d'une partie du monde? Deux souverains ont particulièrement concouru à ce prodigieux résultat : Pierre Ier et Catherine II, ou Catherine le Grand, suivant l'expression du prince de Ligne. La pensée de Pierre le Grand, qui consistait à faire entrer la Russie dans le concert européen, se développa sous Catherine II avec une si rare habileté, que cette femme remarquable devint en quelque sorte l'arbitre de l'Europe.

Catherine cependant semblait n'être point née pour un rôle aussi glorieux. Son père, souverain du petit État d'Anhalt-Zerbst, était au service de la Prusse et gouverneur de Stettin. C'est là qu'elle naquit, le 2 mai 1729. C'est là, c'est-à-dire au milieu d'une garnison, entourée des hommages des soldats, qu'elle passa les premières années de sa vie.

Ses parents, sans prévoir ses glorieuses destinées, s'étaient attachés à former son esprit, qui était naturellement vif et droit; mais en même temps elle avait contracté, sous la direction de sa mère, des habitudes simples et modestes. Son instruction était plus solide que brillante; son esprit appliqué, son imagination contenue. Elle connaissait et parlait plusieurs langues,

et plus tard, lorsqu'elle fut arrivée en Russie, elle employait avec la même facilité, soit en parlant, soit en écrivant, l'allemand, le russe et le français. Sa taille, plutôt au-dessous qu'au-dessus de la moyenne, était pourtant noble et agréable. Mais la façon dont elle portait la tête, jointe à la beauté de son cou, la faisait paraître presque grande, surtout lorsqu'elle était assise. Son air était fier et majestueux, et tous les traits de son visage portaient l'empreinte d'un grand caractère. Elle avait le front large et ouvert, la bouche d'une grande fraîcheur, de belles dents, un nez presque aquilin, des yeux doux et perçants, et des cheveux d'un blond cendré, qui donnaient à l'éclatante blancheur de son teint un charme inexprimable.

Elisabeth Petrowna, fille de Pierre le Grand et de Catherine, régnait alors sur le vaste empire de Russie, et se laissait gouverner par les plaisirs et par ses favoris. Comme elle n'avait point d'enfants, le trône, où elle était montée par la violence, revenait au jeune Ivan, plongé dans un cachot dès l'âge le plus tendre. Mais, en Russie, la succession n'était point assujettie à des règles fixes et dépendait beaucoup du caprice des souverains. D'ailleurs, afin d'ôter à la famille déchue tout espoir de remonter sur le trône, Élisabeth s'était choisi pour successeur Charles-Pierre-Ulrich, duc de Holstein-Gottorp, issu du sang de Pierre Ier, par le mariage de sa mère, Anne Petrowna, avec Charles-Frédéric, régent du duché de Holstein-Gottorp et duc de Schleswig. Ce

prince prit le nom de Pierre Fedorovitch, abandonna le culte luthérien pour suivre la religion grecque, et fut déclaré grand-duc ou *tsarovitch*, à l'âge de quatorze ans (18 novembre 1742). Deux ans après[1], Élisabeth lui fit épouser Sophie-Auguste-Frédérique d'Anhalt-Zerbst, qui prit, en embrassant la même religion que lui, le nom de Catherine Alexeïeuna, sous lequel elle s'est rendue immortelle. Il fut stipulé dans son contrat de mariage qu'elle succéderait à la couronne si le grand-duc mourait sans héritier[2].

Ce mariage avait donné lieu à beaucoup d'intrigues. La cour de Saxe, qui venait de s'allier avec Marie-Thérèse, avait eu dessein d'offrir la princesse Marianne, seconde fille d'Auguste, et le chancelier Bestoujef avait promis son concours; mais dans l'intervalle, le roi de Prusse, qui désirait se former des appuis à la cour de Russie, dans le cas où l'Autriche voudrait reprendre la Silésie, proposa la princesse de Zerbst, dont la mère était tante du grand-duc. Le baron de Mardefeld, son ambassadeur, manœuvra si habilement que la princesse arriva à Pétersbourg avant même que l'Europe se fût en quelque sorte doutée qu'il avait été question de mariage. Il obtint de plus, afin d'assurer l'avenir des deux époux contre de nouvelles intrigues, que la famille déchue de

[1] Ils furent fiancés le 11 juillet 1744, mais leur union ne fut célébrée que le 1er septembre 1745.

[2] *Histoire des gouvernements du Nord.*

Brunswick serait *transférée* de Riga au delà d'Archangel[1].

La faction ennemie de Bestoujef se crut alors assez puissante pour obtenir son éloignement de la cour; elle mit en avant l'ambassadeur prussien et le ministre de France, La Chétardie. Mais la faveur du chancelier était solide, et le résultat de cette intrigue fut, au contraire, d'accroître son crédit; car Élisabeth, d'autant plus facile à tromper qu'elle avait horreur de tout travail sérieux, s'étant laissé prévenir contre les vues du roi de Prusse, conclut un traité d'alliance avec l'Autriche et l'Angleterre (1746). Ces premiers dissentiments furent si bien envenimés par les ennemis de Frédéric, contre lequel les coups étaient particulièrement dirigés, qu'on ne cherchait qu'une occasion d'éclater. On avait persuadé à Élisabeth que ce prince avait ourdi une conspiration pour replacer le jeune Ivan sur le trône; on lui répétait avec une feinte indignation les sarcasmes que la verve satirique du roi se permettait sur la cour de Russie; dans sa colère, elle rappela son ambassadeur, et toute relation entre les deux gouvernements fut interrompue[2].

Il s'en fallait de beaucoup que le grand-duc fût l'égal de sa femme par le génie. Aussi lui laissa-t-il d'abord prendre sur son esprit un ascendant auquel il aurait dû ne jamais se soustraire. Catherine, de son côté, se prêtait complaisamment à ses goûts, malgré sa répugnance

[1] A Kholmogory, dans une île de la Dvina, à 72 verstes d'Archangel.

[2] Œuvres de Frédéric II, *Histoire de mon temps*, chap. IX.

pour un homme dont l'extérieur avait quelque chose de hideux. On assure même qu'ils se dérobaient quelquefois aux yeux de la cour pour aller faire l'exercice à la prussienne; car, soit bizarrerie naturelle, soit désir de contrarier les intentions d'Élisabeth, dont les exigences paraissaient le fatiguer, le grand-duc professait pour le roi de Prusse une admiration qui allait jusqu'au ridicule.

Elisabeth avait espéré que cette union donnerait des rejetons à l'empire. Cependant plusieurs années s'étaient passées dans cette attente[1]. Le jeune Ivan vivait toujours. Il est vrai qu'elle aurait pu, à l'insu de la nation, mettre un terme à son existence et calmer ses propres frayeurs; mais elle avait horreur de pareils moyens. Elle se bornait à le faire porter de forteresse en forteresse, afin de tromper l'espoir de ses partisans par l'incertitude du lieu de sa retraite.

Telle était la situation de cette cour, lorsqu'on encouragea le jeune Soltikof à devenir l'amant de la grande-duchesse. Bestoujef s'en ouvrit, dit-on, lui-même à Catherine. Elle pleura, s'indigna et menaça de se plaindre; mais, à la longue, l'habileté du chancelier triompha de sa pudeur. Il fit observer à cette princesse qu'elle vivait dans une cour sujette à des révolutions; qu'elle était entourée de périls; que son contrat de mariage ne la garantirait pas contre un sort funeste, quand bien même

[1] Paul Petrovitch ne naquit que le 1er octobre 1754.

le grand-duc mourrait sans enfants, et que l'impératrice, loin de s'en irriter, verrait avec plaisir une intrigue, dont le but était d'assurer des héritiers à la couronne.

Le premier pas que la grande-duchesse fut en quelque sorte contrainte de faire dans cette voie de désordres décida de ses penchants. Au bout de quelques mois, soit colère contre Catherine, malgré les assurances de Bestoujef, soit crainte d'éveiller les soupçons du grand-duc, Élisabeth éloigna Soltikof, en lui confiant une mission diplomatique. Catherine se plaignit, mais on ne tint aucun compte de ses plaintes. Elle se consola par de nouveaux choix. On mit des obstacles à ses désirs, après les avoir excités, et, à force de contraindre ses inclinations, on la poussa à les avouer hautement.

Un homme doué de beaucoup de hardiesse et fort dépravé dans ses mœurs, le chevalier Williams Hampburg, qui venait d'arriver à Pétersbourg avec le titre d'ambassadeur de la Grande-Bretagne, eut une grande part dans les résolutions de la grande-duchesse. Il avait avec lui un jeune Polonais, le comte Poniatowski, qu'il avait connu en Angleterre, et sur lequel la renommée avait répandu des bruits injurieux, qui n'avaient d'autre fondement que la dépravation des mœurs du chevalier. Poniatowski était allié par sa mère à la maison des princes Czartoryski, une des plus anciennes et des plus puissantes de la Pologne. Remarquable par sa beauté, par la noblesse de sa taille, l'élégance de ses formes et

les grâces de son esprit, il possédait en outre une instruction des plus variées et parlait la plupart des langues de l'Europe. Son regard était séduisant, son sourire plein de finesse, et il avait un son de voix dont la douceur allait à l'âme. Sa mère, qui semblait avoir prévu ses glorieux destins, s'était appliquée à développer en lui tous les trésors dont la nature l'avait doué.

Tel est l'homme que le chevalier Williams proposa pour amant à la grande-duchesse. Poniatowski avait toutes les qualités qui plaisent. Il inspira une vive passion, à la faveur de laquelle il jeta les fondements de sa grandeur future. L'éclat dont cette intrigue fut suivie irrita le grand-duc, qui dès lors s'éloigna de sa femme et cessa de se gouverner par elle; mais en même temps il se laissa voir tel qu'il était, c'est-à-dire bizarre, dépourvu de talents et sans suite dans ses desseins.

Il y avait en quelque sorte deux hommes dans Pierre III, anomalie qui prenait sa source dans la direction donnée à ses idées, à deux époques de sa vie. Son enfance avait été confiée à un homme fort distingué, le colonel Bruhmer, qui l'avait élevé dans de grandes vues; mais, dès qu'il fut arrivé en Russie, on lui retira le sage Bruhmer, pour placer auprès de sa personne un des esprits les plus bornés de l'empire. On l'abandonna sans précaution à des flatteurs. Il en résulta que conservant les traces de cette double éducation, il visa au grand et tomba dans le ridicule. Imitant Pierre Ier, qui n'avait voulu s'élever qu'en franchissant successivement chaque

grade, il se vantait d'être devenu, par son mérite, premier violon dans les concerts de la cour.

D'ailleurs Élisabeth l'éloigna des conseils, et l'entoura d'espions. Elle paraissait le redouter comme un rival, et, dans cette lutte cachée entre ses sentiments et sa raison, elle préparait à l'empire un avenir chargé d'orages. Les amis de Catherine affectaient d'entretenir ses frayeurs, que la conduite du grand-duc semblait justifier. Car, irrité de n'avoir aucune part dans les affaires, contrarié dans ses sentiments pour le grand Frédéric, il ne pardonnait pas au chancelier Bestoujef d'avoir conclu une alliance avec la maison d'Autriche, et uni les armes de la Russie à celles de Marie-Thérèse pour détruire le roi de Prusse. Il fondait en conséquence tout son espoir sur la mort d'Élisabeth et se proposait de changer toutes ses alliances.

Pour bien comprendre ce que nous venons de dire, il faut savoir qu'il s'était opéré depuis peu dans la politique de l'Europe une révolution générale et inattendue. La France, qui, depuis Charles-Quint, n'avait cessé d'être l'ennemie de la maison d'Autriche, se rapprocha d'elle tout à coup, à la suite de l'agression dont elle avait été l'objet de la part de l'Angleterre, au sujet des limites de l'Acadie, et fit entrer la Russie dans cette alliance. Par ce concert, la France, n'ayant rien à craindre sur le continent, pouvait tourner toutes ses forces contre les Anglais. L'Autriche, de son côté, n'étant plus obligée d'entretenir sur le Rhin des armées considérables, res-

tait libre d'agir avec toute sa puissance contre le roi de Prusse, dont elle avait juré la ruine. Seule, la Russie semblait n'avoir qu'un intérêt fort éloigné dans ces querelles. Cependant le traité de Versailles (1756) eut pour effet d'accroître son importance et de fermer les yeux de l'Europe sur l'objet de son ambition; car la France permit alors que les troupes russes traversassent le territoire de la Pologne pour aller au secours de l'Autriche, son alliée, et elle ne prit aucune précaution pour calmer les inquiétudes de la Porte et de la Suède, que cette alliance avait troublées à juste titre.

Fidèle aux obligations du traité, Élisabeth fit marcher des troupes contre le roi de Prusse et les mit sous les ordres du feld-maréchal Apraxin. Ces troupes étonnèrent les ennemis par leur bravoure; mais tout à coup, après des succès assez éclatants, Apraxin revient sur ses pas et distribue son armée dans ses quartiers d'hiver. Ce mouvement s'était opéré à l'insu d'Élisabeth et contrairement à ses intentions. Dès qu'elle en fut instruite, elle envoya l'ordre au feld-maréchal Apraxin de laisser le commandement au général Fermor, et à celui-ci de rentrer sur-le-champ en Prusse. Apraxin comparut devant une commission que l'impératrice avait chargée de rechercher sa conduite; mais, par des raisons dont on connut plus tard le secret, ses juges le renvoyèrent absous. Bestoujef, au contraire, fut disgracié, comme l'auteur des instructions en vertu desquelles Apraxin avait agi. Vorontzof prit sa place.

Le comte Bestoujef Rumin, issu d'une famille originaire de la Grande-Bretagne, avait conservé une affection particulière pour le pays dans lequel il avait été élevé. Porté au pouvoir sous le règne d'Élisabeth, par l'influence de l'Angleterre, il laissa prendre à l'ambassadeur de cette puissance une trop grande part dans les affaires de l'empire. L'Angleterre savait reconnaître par des pensions considérables un dévouement aussi utile à ses intérêts ; car, perdu de dettes et de débauches, Bestoujef avait sans cesse besoin d'argent. Du reste, laborieux, infatigable, il avait non-seulement la pratique des affaires, mais encore beaucoup de discernement. Le séjour qu'il avait fait, au début de sa carrière politique, dans un grand nombre de cours de l'Europe, en qualité de ministre, lui avait donné le secret de leurs besoins, de leurs passions et de leurs intérêts.

Mais ses sentiments à l'égard du roi de Prusse lui avaient aliéné l'esprit du grand-duc, dont il avait en quelque sorte bravé le ressentiment, en formant une alliance avec le Danemark, et en préparant la cession à ce royaume des duchés de Schleswig et de Holstein. Il fallait donc prévenir la colère de ce prince. Bestoujef avait remarqué que Pierre était un esprit brouillon, inquiet, sans consistance; que sa femme, au contraire, était douée d'un génie vigoureux, d'une intelligence supérieure; en conséquence, il s'était attaché à son parti. Dans l'intervalle, Élisabeth étant tombée gravement malade, Bestoujef crut l'occasion favorable pour se pro-

noncer, et il envoya l'ordre au feld-maréchal Apraxin de rentrer en Russie avec l'armée qu'il commandait. Son dessein était de placer sur le trône le jeune Paul, sous la tutelle de sa mère, et de faire servir l'armée à l'exécution de son plan. Mais Élisabeth ne mourut pas, et elle n'eut pas plus tôt appris ce qui s'était passé, qu'elle fit arrêter Bestoujef.

Ainsi, dès cette époque, il existait à la cour de Russie des prétentions rivales. Élisabeth pouvait donc prévoir que sa mort serait suivie de troubles. Le parti de Catherine était faible et n'avait point encore de desseins arrêtés, mais il travaillait à perdre le grand-duc dans l'esprit de la nation. Au milieu d'une foule de jeunes gens aimant le plaisir, vifs et ardents, on distinguait quelques hommes sérieux, nourris dans les affaires, et dont l'autorité pouvait entraîner, au moment d'une révolution, beaucoup d'esprits irrésolus.

La disgrâce du chancelier Bestoujef, qui était l'âme du parti de la grande-duchesse, obligea Catherine à vivre plus retirée. Elle s'était formé une petite cour composée de femmes remarquables par leur esprit, qui s'attachaient à multiplier le nombre de ses partisans par l'influence que donne le mérite, et surtout par l'espoir d'une grande faveur, si cette princesse venait à monter un jour sur le trône.

Tel était l'état des choses, lorsque la mort d'Élisabeth, arrivée le 5 janvier 1762, amena le règne éphémère de Pierre III. Elle avait, sur la fin de sa vie, essayé

de réconcilier les deux époux. En effet, le grand-duc avait paru se placer de nouveau sous l'autorité de sa femme, et se laisser conduire par ses conseils; mais Élisabeth eut à peine rendu le dernier soupir qu'il brisa ses liens. Suivant l'usage antique des Russes, il se fit proclamer par les régiments des gardes, et, pour prouver à Catherine ce qu'elle devait craindre de son ressentiment, il annonça publiquement que son fils ne lui succéderait pas [1].

Les premières démarches de ce prince indiquèrent des intentions généreuses, mais elles manquèrent de prudence. La tête remplie de certaines idées confuses sur la liberté, il rendit un édit qui proclamait libre la noblesse de ses États, sans cesser toutefois de marquer ses désirs par une volonté capricieuse et absolue. Avant cette époque, on allait dans les provinces enlever les gentilshommes pour les obliger à servir; Pierre les affranchit de cette obligation, sauf le cas d'un besoin urgent [2].

On avait vu se former sous les règnes précédents une espèce de tribunal désigné sous le nom de *chancellerie privée*, instrument des vengeances des tsars et de leurs ministres. C'était une inquisition qui avait pour but de rechercher les crimes de haute trahison vrais ou prétendus. Sur le plus léger soupçon, on était traîné devant ce tribunal suprême, qui laissait rarement échapper ses victimes. On se débarrassait ainsi, sous le voile de la

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, t. I.

[2] Oukase du 18 février 1762, art. 7.

justice, de tous ceux qui faisaient ombrage au prince, aux favoris, aux ministres, ou dont les biens tentaient leur cupidité. On conçoit la terreur que devait inspirer aux Russes le nom seul de ce tribunal ; Pierre III l'abolit.

Pour favoriser le commerce, il abolit aussi le droit de 2 pour 100 qui frappait les marchandises de la Perse ou celles qui entraient par Archangel sur les terres de l'empire.

Jusque-là chacun de ses pas n'avait été marqué que par des bienfaits, et il n'avait froissé aucun intérêt puissant; mais, en voulant avancer trop vite dans cette voie de réformes, il rencontra sur sa route des obstacles contre lesquels sa couronne se brisa. Pierre le Grand avait beaucoup affaibli le clergé en le réglant ; mais, comme le clergé russe possédait encore d'immenses terres peuplées de serfs, il ne l'avait point abattu. Élisabeth, avec plus de mesure, avait aussi essayé d'introduire quelques réformes dans l'Église, sans soulever de réclamations, tant on était peu disposé à se méfier de ses intentions !

Mais Pierre III se précipita dans cette voie dangereuse avec un zèle si excessif qu'il ne put s'arrêter à temps sur le bord de l'abîme. Il s'empara de tous les biens du clergé [1] et lui assigna des pensions inférieures aux revenus qu'il possédait auparavant. Il divisa les ecclésiastiques en trois classes. Ceux de la première classe eurent 500 roubles ; ceux de la seconde, 300 ; ceux de la

[1] Oukase du 21 mars.

troisième, 150. On estime que les serfs appartenant à l'Église étaient au nombre de 900,000. Le couvent de Troïtza en possédait à lui seul 107,000, ce qui de nos jours représenterait une fortune de plusieurs millions.

Pierre défendit en outre de recevoir des novices dans les monastères avant l'âge de trente ans [1]. Cette mesure était sage ; mais il dépassa le but, lorsqu'il fit enlever des églises beaucoup d'images de saints, objets de la vénération des Russes, et qu'il obligea les ecclésiastiques à se faire couper la barbe.

Par un effet de cette ardeur extrême qu'il mettait dans toute ses actions, et qui l'empêchait de juger sainement, il faisait construire une chapelle luthérienne dans la forteresse d'Oranienbaum, tandis qu'il se dispensait dans le même temps d'assister à la consécration d'une église russe. Il ne manquait jamais une occasion de se moquer des popes, et poussait l'indécence jusqu'à leur tirer la langue en signe de mépris, pendant qu'ils remplissaient les fonctions de leur ministère [2].

A chacun de ces attentats, la nation poussait des cris d'indignation et de fureur. Le clergé mécontent fomenta la révolte parmi les serfs et affaiblit par ses prédications l'autorité souveraine. Cette opposition irrita le tsar et le jeta sur la pente de la persécution. Non content d'avoir dépouillé l'Église, insulté au

[1] Oukases des 16 février et 21 mars 1762.

[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, t. I.

culte, il voulut contraindre l'archevêque de Novogorod à souscrire à ses innovations. Le prélat fut inflexible; il l'exila. Mais les cris du peuple le forcèrent à le rappeler, ce qui détruisit l'effet de ses réformes, en laissant entrevoir à tous les yeux qu'elles étaient moins le résultat d'une volonté ferme et éclairée qu'une sorte d'entraînement irréfléchi.

Le grand Frédéric, en apprenant les tentatives de Pierre III contre le clergé, l'avait averti d'être prudent. Mais, tout rempli de ses propres idées, Pierre négligea ce sage conseil et continua, par des mesures intempestives, à irriter les sentiments les plus délicats de la nation.

Ce qu'il fit cependant, à l'égard des nombreuses victimes envoyées en Sibérie, à la suite des révolutions dont la Russie avait été troublée depuis la mort de Pierre le Grand, mérite d'être rappelé. Ce fut une résolution généreuse qui le porta à les tirer de leur prison de glace. Chose étrange! on vit alors réunis à la cour les hommes qui, sous les règnes précédents, avaient successivement gouverné l'empire: Biren, l'effroi de la Russie, qu'il avait inondée de sang; Munich, génie vigoureux, une des gloires de ce siècle; Lestock qui, par son audace, avait mis la couronne sur la tête d'Élisabeth.

Le rappel de Biren cachait un projet politique. L'empereur avait résolu de donner le duché de Courlande à son oncle, le prince Georges, qu'il avait créé maréchal et gouverneur du Holstein, et il ne pouvait y parvenir

qu'on y rétablissait Biren, dont on ferait valoir les droits et dont on achèterait ensuite la renonciation, au moyen des seigneuries de Wartemberg et de Militsch, qui seraient érigées en principautés. Déjà même on avait sondé les dispositions de la noblesse courlandaise, et tout préparé pour le succès de ces vues. On se flattait de vaincre, par de vigoureuses déclarations, les obstacles que la Pologne ne manquerait pas d'élever. Décidé, s'il le fallait, à employer la voie des armes, pour renverser le prince Charles de Saxe, possesseur actuel du trône de Courlande, l'empereur était d'autant plus ardent à l'exécution de ce projet, qu'il détestait personnellement ce prince.

Élisabeth avait à peine cessé de vivre qu'il envoya l'ordre au général Tchernychef de ramener ses troupes en Pologne. Deux jours après, un nouveau courrier lui apporta l'ordre de se joindre au roi de Prusse et de suivre en tout point les volontés de ce prince. Cette nouvelle causa à Vienne une rumeur extraordinaire. Outre le regret d'avoir perdu en un seul jour le fruit de tant d'avantages, on était alarmé des dispositions du tsar à changer ses alliances. On lui prêtait des vues sur la Pologne. La position de ce pays, exposé presque sans défense aux attaques de ses voisins, l'ambition connue du roi de Prusse, les passions furieuses de Pierre III, ouvraient un vaste champ aux conjectures des ministres étrangers. Ils étaient persuadés que la vacance du trône, qu'on croyait prochaine, dévoilerait les projets de ces deux

princes, et qu'un démembrement de la république était une des conditions de leur alliance [1]. Lorsque les ambassadeurs de France et d'Autriche se montraient à la cour, Pierre les accueillait avec froideur. Celui de Danemark, le comte de Ranzau, n'en recevait que des dégoûts. Pierre se plaisait à les humilier et à exalter en leur présence les grands talents du roi de Prusse. Il dit un soir au comte de Hordt, qui remplissait à la cour de Russie les fonctions de ministre du roi de Prusse : « Proposez à votre ami Keith de me donner, demain, à souper chez lui ; les ministres des autres cours en prendront de la jalousie ; mais je m'en mets fort peu en peine. » Keith était le ministre anglais à Pétersbourg et le seul, avec celui du roi de Prusse, qui partageât les bonnes grâces de l'empereur.

A l'occasion du traité qu'il venait de conclure avec le roi de Prusse, le 5 mai 1762, il donna des fêtes superbes, et il y parut avec un uniforme prussien, sur lequel brillait l'ordre de l'Aigle-Noir, que Frédéric lui avait envoyé. Le comte de Merci, ambassadeur d'Autriche, y fut invité, mais il refusa avec fierté. Pierre III, qui n'avait eu d'autre dessein que de l'insulter, lui annonça qu'il avait résolu d'envoyer 20,000 hommes de plus en Allemagne, afin d'arrêter l'ambition de Marie-Thérèse, et il excitait en même temps la Porte à se jeter sur la

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin, juin 1762.

Hongrie[1]. A son avénement au trône, Pierre III s'était empressé de relâcher les prisonniers prussiens, dont la plupart étaient en Sibérie. Il se plaisait à nommer le roi de Prusse : *le roi mon maître*. Il se vantait même de lui avoir fait connaître pendant la vie de sa tante les secrets du cabinet, ainsi que les plans de campagne arrêtés contre lui. « Que craignez-vous? dit-il un jour au conseiller d'État Wolkof, ancien ministre d'Élisabeth, qui lui en témoignait sa surprise et sa terreur; la vieille femme n'est plus; elle ne peut vous envoyer en Sibérie[2]. »

Il savait jusqu'aux plus petits détails des campagnes de Frédéric; il connaissait l'uniforme et la force de ses régiments; il mit toutes ses troupes sur le pied de l'armée prussienne, et leur fit quitter le vert pour prendre le bleu, qui était la couleur de l'uniforme prussien. Enfin, sa manie fut telle, qu'il envoya au sénat le Code que Frédéric avait rédigé pour son royaume, avec ordre de le faire exécuter dans tout l'empire, sans réfléchir aux différences de mœurs, de croyances et de civilisation qui existaient entre les deux peuples. L'envoyé de Prusse jouissait à la cour de la plus grande faveur. « Si j'étais resté duc de Holstein, lui disait-il un jour, je commanderais à présent un régiment au service du roi de Prusse, honneur que j'estime beaucoup plus que ce-

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin, 1762.

[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, vol. I.

lui de grand-duc[1]. » Il voulut toutefois avoir un grade dans l'armée prussienne, et, à la réception du brevet de lieutenant général, il revêtit son nouvel uniforme, fit tirer tous les canons de la forteresse, célébra sa nomination par une fête magnifique, et but jusqu'à l'ivresse à la santé de son *maître*.

Mais ce mépris qu'il semblait affecter pour sa nation ne fut pas longtemps à porter ses fruits. Les Russes méprisèrent à leur tour un prince qui s'avilissait à ce point. La noblesse n'avait pas vu sans dépit qu'il eût nommé son oncle, le prince Georges de Holstein, généralissime de ses armées. Déjà les régiments des gardes murmuraient. Habitués aux délices de la capitale, ces espèces de prétoriens avaient la guerre en horreur, et Pierre venait d'annoncer tout à coup la résolution de les conduire dans ses États de Holstein, pour aller reprendre sur le Danemark, auquel elle avait été cédée par un traité, la partie du duché de Schleswig que ses pères avaient autrefois possédée. Cette guerre ne plaisait pas à la nation. Depuis celle que la Russie avait faite au roi de Prusse, et qui avait coûté beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent[2], toute expédition éloignée était devenue odieuse aux Russes. Ils regrettaient que l'empereur exposât la

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, ch. XX.

[2] On évaluait à plus de 30 millions de roubles les sommes sorties de l'empire à cette occasion, et à plus de 300,000 hommes les pertes essuyées soit par les combats, soit par les maladies, soit par d'autres causes.

vie de ses troupes pour un objet aussi peu important et pour une cause toute personnelle.

Le roi de Prusse, instruit des intrigues qui se tramaient contre ce prince, lui écrivit pour le dissuader de ce projet. Il l'engageait en même temps à témoigner plus d'égards à sa femme. Frédéric prévoyait que le tsar courait à sa perte, et il recommandait à son ministre de ménager l'impératrice.

En effet, l'autorité de Pierre était minée sourdement par les amis de Catherine. Celle-ci vivait solitaire; pendant que son mari prenait à tâche de blesser tous les sentiments honorables de la nation, elle se faisait aimer par sa fidélité aux pratiques de la religion grecque, par le respect qu'elle montrait publiquement aux popes, par l'affabilité de ses manières, par ses soins empressés auprès des soldats. Plus son mari montrait d'éloignement pour la nation et de préférence pour les Allemands, plus elle affectait de paraître russe. Ce fut en effet l'arme la plus terrible dont elle se servit pour l'attaquer et pour le perdre. Le charme de son esprit cultivé, sa conversation solide et intéressante, toutes les grâces de sa personne formaient en outre un éclatant contraste avec les mœurs dissolues d'une cour ignorante et grossière. On savait, d'un autre côté, que l'empereur ne l'aimait pas. Le bruit s'était répandu qu'elle était maltraitée et que sa vie même était en danger. Lorsque fut célébrée la paix avec la Prusse (mai 1762), Pierre, qui, pendant le feu d'artifice, était assis auprès de l'impératrice, ayant

aperçu la comtesse Vorontzof, sa maîtresse, l'appela et la fit placer près de lui. Catherine se retira aussitôt, sans qu'il fît aucune tentative pour la retenir. D'autres fois elle ne craignait pas de laisser voir les pleurs qu'elle versait. Le jour de la fête de l'empereur, celui-ci l'avait soumise à la plus cruelle humiliation qu'elle eût encore subie; il l'avait obligée, le matin, à décorer la favorite de l'ordre de Sainte-Catherine. Pendant le repas, l'empereur, ayant porté la santé de la famille impériale, trouva mauvais que l'impératrice ne se fût pas levée. « La famille impériale, répondit-elle, ne se composant que de deux personnes, il ne me semblait pas convenable de me faire cet honneur à moi-même. » — « Allez lui dire de ma part, dit-il à un de ses officiers, qu'elle n'est qu'une bête; » et, de peur que son messager ne voulût adoucir la dureté de ses paroles, il lança à travers la table cette épithète injurieuse à l'impératrice. Celle-ci ne put retenir ses larmes. Tant que durèrent les fêtes, elle garda la chambre, afin de n'être plus exposée à de nouveaux outrages[1]. Le comte Strogonof, qui avait essayé de lui faire oublier cette humiliation, s'attira le ressentiment de Pierre III et fut exilé dans ses terres[2].

L'empereur passait une grande partie de son temps dans la société de la comtesse Vorontzof, au milieu d'un cercle de femmes galantes et de favoris débauchés. Les

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, ch. XXXI.
[2] *Memoirs of the princess Daschkaw*, London, vol. I.

fêtes qu'il donnait, tantôt dans une espèce de camp, tantôt dans une maison de plaisance près d'Oranienbaum, n'étaient, à proprement parler, que des orgies militaires, où la fumée du tabac mêlée à la vapeur du punch enveloppait les assistants dans un nuage impénétrable. C'est là qu'entouré d'officiers allemands, la plupart soldats ou caporaux au service de la Prusse, il triomphait d'avance du Danemark.

Partout cependant régnait une sourde agitation. Le tsar n'avait point encore exprimé sa volonté sur le sort qu'il réservait à son épouse ; mais on ne pouvait douter qu'un homme aussi étrange, dont l'âme était sans cesse tourmentée par des mouvements irréfléchis, ne se portât contre elle à quelque extrémité fâcheuse. Sa volonté de frustrer son fils de la succession au trône paraissait ferme et inébranlable. Il avait fait venir le malheureux Ivan à Schlusselbourg, forteresse voisine de la capitale, où il était allé le visiter. Il avait rappelé le premier amant de la grande-duchesse, le jeune Soltikof, et l'avait engagé à se déclarer publiquement le père du grand-duc, malgré les témoignages contraires que la nature avait écrits sur les traits de ce jeune prince. Enfin, un bruit encore faible courait dans l'intérieur du palais, et se répandit ensuite dans tout l'empire, qu'il était résolu à rompre son mariage avec l'impératrice.

On se livrait, en conséquence, aux plus tristes pressentiments. Chacun semblait redouter quelqu'une de ces catastrophes si terribles et en même temps si fréquentes

dans ce pays. Des murmures, des plaintes commençaient à se faire entendre. Les troupes étaient mécontentes; le peuple se croyait trahi, et le clergé l'excitait en secret. Toutefois, ce mécontentement n'allait pas encore jusqu'à la sédition. Mais un observateur attentif eût jugé qu'une seule étincelle pouvait allumer un incendie. Le roi de Prusse, avec sa sagacité ordinaire, prévoyant ce qui arriva peu de temps après, avait engagé le tsar à se faire couronner à Moscou, afin de rendre sa personne inviolable aux yeux du peuple russe, et l'avait conjuré de prendre pour sa sûreté les précautions dont la prudence lui faisait un devoir.

Pierre III repoussait avec énergie tout ce qui paraissait tenir au soin de son existence. Il répondit à Frédéric : « A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma conservation, je vous prie de ne pas vous en inquiéter. Les soldats m'appellent leur père, et ils disent qu'ils aiment mieux être gouvernés par un homme que par une femme. Je me promène seul et à pied dans les rues de Pétersbourg; si quelqu'un me voulait du mal, il y a longtemps qu'il aurait exécuté son *dessein*. Je me confie uniquement à la garde de Dieu[1]. »

De son côté, le visage de la tsarine paraissait tranquille. Dans la solitude où elle était en quelque sorte condamnée à vivre, la culture des lettres était devenue sa consolation et sa force. Les sentiments élevés qu'elle

[1] Œuvres de Frédéric, t. II.

y puisait, ses craintes, ses malheurs, les outrages qu'elle était encore quelquefois contrainte de subir, donnèrent à sa raison plus d'étendue et à son caractère une plus grande fermeté. Cette apparente tranquillité reposait en outre sur une liaison qu'elle avait formée depuis peu. Elle avait alors pour amant un homme aux intrigues et à l'audace duquel elle dut en partie l'empire. Ainsi, du sein des plaisirs et de l'étude, Catherine suivait d'un œil attentif les folies de son époux, le spectacle de ses saturnales, le dégoût du peuple, l'indignation de l'armée et la haine non moins redoutable des popes.

Grégoire Orlof, dont la beauté n'avait pas d'égale parmi les Russes, avait ravi au comte Schouvalof, grand maître de l'artillerie, le cœur de la princesse Kourakin, sa maîtresse. Il aurait expié cruellement cet avantage, si une main mystérieuse ne l'avait arraché au ressentiment du grand maître, dont il était l'aide de camp. Cette main n'était autre que celle de la tsarine. Grégoire Orlof, âgé de vingt-huit ans, entraîné au plaisir par un violent penchant, ouvrit alors son âme à l'ambition, et devint l'agent le plus actif et le plus infatigable de la révolution qui renversa du trône Pierre III, pour y faire monter Catherine.

On se souvient de ce jeune strelitz qui, dans le massacre de ses compagnons, avait repoussé du pied les cadavres entassés près du billot pour y poser sa tête, en disant : *Il faut pourtant que je me fasse place.* C'était le

grand-père d'Orlof. La même audace brillait dans son petit-fils.

A la mort du comte Schouvalof, dont la place fut donnée au lieutenant général Villebois, fils d'un Français réfugié, Orlof fut nommé trésorier de ce corps par les soins de l'impératrice, à laquelle Villebois était tout dévoué. Orlof avait quatre frères, dont plusieurs servaient dans les régiments des gardes, tous d'une audace et d'une force de corps prodigieuses. Ils se répandaient fréquemment dans les cabarets et travaillaient sans relâche à faire des partisans à l'impératrice. Ils parvinrent en effet à gagner deux compagnies des gardes Ismaïlof, dont le colonel, le comte Rasoumofski, avait connaissance des projets de l'impératrice et ne s'y opposait pas.

A côté de ces intrigues, qui avaient pour but de séduire les troupes, d'autres influences agissaient dans une sphère plus élevée. La princesse Daschkof en était l'âme. Elle était la cadette de trois sœurs, qui ont été célèbres à divers titres. L'une était la princesse Boutourline, qui remplit le monde du bruit de ses galanteries; l'autre, cette Vorontzof, laide, stupide et grossière, dont le grand-duc avait fait sa maîtresse [1].

La princesse Daschkof, dans une cour où le despotisme affectait les formes les plus brutales, s'était passionnée pour la liberté. Sa famille s'était flattée que

[1] *Mémoires du comte de Hordt*, t. II, chap. XXX.

l'ascendant de son esprit la rendrait maîtresse de l'État au lieu de sa sœur, la comtesse Vorontzof; mais la vue d'un palais où ne régnaient que de grossières débauches la remplit de dégoût. On la força de s'éloigner. Elle avait lié avec la tsarine, dans l'intimité de laquelle elle passait presque tout son temps, un commerce où l'horreur du despotisme était le sujet continuel de leurs entretiens. Esprit hardi et cultivé, caractère hautain et absolu, une grande ambition était mêlée dans son âme à l'amour de la liberté. Quoiqu'elle fût à peine âgée de dix-huit ans, elle n'avait aucune des grâces de la femme ; mais en revanche elle avait l'énergie d'un homme.

Quelque temps après son éloignement de la cour, elle vint habiter, sous prétexte de rétablir sa santé, un jardin situé aux portes de Saint-Pétersbourg, afin d'être plus à portée de suivre les intrigues, qui prenaient de jour en jour plus de consistance. Déjà plusieurs des grands étaient gagnés. Les évêques, encore irrités des attaques du tsar, entraient dans la conspiration avec toute l'ardeur de la vengeance, et il était peu d'hommes d'État distingués qui ne se trouvassent plus ou moins engagés dans la conspiration. On citait le comte Panin, le prince Repnin son neveu, le prince Bariatinski, Cyrille Rasoumofski, hetman des Cosaques, les deux comtes Tchernychef, le prince Volkonski, le baron Strogonof, le comte Bruce, etc. Ils s'accordaient tous dans la pensée de détrôner Pierre III, mais ils différaient en secret dans leurs vues, quant aux résultats de la révolution. Les uns

agissaient ouvertement dans l'intérêt de Catherine, sans aucune espèce d'arrière-pensée; d'autres, tels que Panin, rêvaient une forme de gouvernement, sur le modèle de la constitution suédoise; mais leur nombre était si peu considérable, qu'ils étaient en quelque sorte réduits à n'exprimer que des vœux timides, convaincus d'ailleurs que l'armée, qui faisait la force des conspirateurs, ne souffrirait pas qu'on affaiblît l'autorité souveraine de l'impératrice.

Jusqu'à ce moment la conjuration était restée concentrée dans deux régions différentes, les grands et les troupes. On se mit en devoir de faire pénétrer l'esprit de révolte parmi le peuple, et, dans ce dessein, on sema des bruits fâcheux. On répandit que les provinces murmuraient; que les esclaves des prêtres, mécontents du dernier oukase, avaient déjà pris les armes; que les Tartares de la Crimée s'avançaient vers les frontières, et qu'ils n'attendaient pour les franchir que le départ de l'empereur.

Ces bruits divers eurent pour effet d'agiter le peuple, ainsi qu'on se l'était proposé, à tel point qu'on parlait tout haut des affaires publiques, ce qui était déjà un commencement de révolte. On allait jusqu'à dire qu'il fallait détrôner un prince qui avait dédaigné de se faire sacrer. En effet, Pierre III, tout entier à ses préparatifs de guerre contre le Danemark, avait négligé de se rendre à Moscou, suivant l'usage, pour la célébration de cette cérémonie religieuse, qui était, aux yeux des Russes, la prise de possession légitime du pouvoir. On rappelait à cette occasion qu'il avait fait ériger une chapelle luthé-

rienne dans le château d'Oranienbaum ; qu'il avait distribué lui-même à ses soldats protestants du Holstein des cantiques en langue allemande, et qu'il méprisait du fond du cœur la religion grecque, qu'il n'avait embrassée que par contrainte.

Durant ce temps, Catherine s'appliquait à gagner les ministres des cours étrangères, dont l'empereur venait d'abandonner la cause. Ce fut au baron de Breteuil qu'elle s'adressa d'abord. Comme les conjurés manquaient d'argent, elle s'ouvrit à lui, afin d'obtenir de sa cour quelques moyens de crédit. Avec plus de pénétration, ce ministre aurait assuré l'influence de la France ; mais il traita de folie un projet dont le roi de Prusse avait déjà prévu l'issue, refusa toute espèce de subsides et profita même d'un congé qu'il avait obtenu, pour quitter la Russie dans une circonstance aussi grave.

Après le refus du baron de Breteuil, Odart, secrétaire de la tsarine, s'adressa à M. Weltden, négociant anglais, qui engagea le comptoir de sa nation à lui prêter 100,000 roubles. L'impératrice n'oublia jamais ni le refus de l'un ni l'empressement de l'autre. En effet, les Anglais obtinrent sous son règne des avantages commerciaux considérables, et nul doute qu'ils ne fussent le résultat de l'impression qu'elle avait reçue de ses premiers rapports sérieux avec cette nation.

Odart était un Piémontais que le désir de faire fortune avait conduit en Russie. Ses connaissances littéraires et une certaine liberté de penser avaient attiré sur lui les

regards de la princesse Daschkof. Sa discrétion, son esprit d'intrigue, un dévouement réel ou affecté pour sa protectrice, le conduisirent rapidement à une plus haute fortune. Catherine, charmée de ses talents, désira se l'attacher, et, en effet, Odart fut un des instruments les plus actifs de la révolution. Mais ensuite, moins touché de la gloire d'avoir contribué au succès de cet événement que du soin de mettre en sûreté sa vie et ses richesses, il quitta presque aussitôt une cour où l'expérience lui avait appris que le triomphe était souvent suivi de terribles revers.

Il est rare que le secret d'une conspiration soit si bien gardé qu'il n'en transpire pas quelque chose. L'obligation de se confier à tant d'hommes, différents d'humeur et de caractère, est presque toujours ce qui fait échouer ces sortes d'entreprises. Dans les circonstances actuelles, rien ne servait mieux les projets des conjurés que la confiance de l'empereur. Sur certaines indications qui eussent été suffisantes pour pénétrer le complot, quelques amis de ce prince l'avaient pressé d'ordonner des recherches, mais il s'y était refusé avec une sorte d'opiniâtreté fatale. Il se mettait presque en colère lorsqu'on lui en parlait. Enfin, son aveuglement était tel, qu'un de ses courtisans lui ayant présenté la liste des conjurés : « Quoi ! toujours ce vieux conte ! s'écria-t-il ; reprenez votre papier et ne me fatiguez pas davantage avec vos sornettes. »

Le prince Georges, son oncle, lui adressait vainement

des remontrances à ce sujet. Pierre III n'avait aucune idée de sa situation. Le jour même où la révolution éclata, un officier s'étant rendu à Oranienbaum pour l'avertir que la capitale était agitée, il le fit mettre aux arrêts, parce qu'il avait troublé son sommeil.

Ainsi le dénoûment approchait, sans qu'aucune précaution eût été prise. Mais un événement imprévu faillit tout perdre. Un des conjurés, le capitaine Passek, fut arrêté le 8 juillet, à neuf heures du soir, dénoncé, disent les uns, par un soldat qu'il avait maltraité; suivant d'autres, pour quelques irrégularités dans son service [1]. Quoi qu'il en soit, les conjurés furent saisis de frayeur. La princesse Daschkof, chez laquelle on s'était réuni, voulait que l'on commençât à l'instant même l'exécution de leurs projets, assurant que le peuple serait entraîné; que l'empereur ne s'attendait à rien et n'avait rien préparé contre ce coup. Elle ajouta que l'arrestation de Passek allait effrayer tous les conjurés, et qu'il valait mieux essayer de réussir par l'audace que de s'exposer à périr par la trahison.

Panin ne partageait pas cet avis. Il objecta que l'empereur avait autour de lui 3,000 soldats holstenais qui lui étaient dévoués, une place forte; que l'on ne devait pas espérer de soulever la capitale; et il conclut qu'il ne fallait rien précipiter.

La lenteur de Panin ne s'accordait pas avec l'esprit

[1] *Voyage en Russie* par Coxe.

aventureux de la princesse Daschkof. Elle s'enveloppe dans un manteau d'homme et se rend à la maison d'un des conjurés, située sur la Moïka. Sur sa route elle rencontre un des Orlof, échange avec lui quelques paroles et apprend de sa bouche que Passek était accusé d'un crime d'État. Elle revient aussitôt sur ses pas, plus inquiète qu'effrayée, mais surtout résolue à forcer les conjurés de se prononcer. Ceux-ci accueillirent avec joie la proposition d'agir immédiatement.

Alexis Orlof, qu'une cicatrice à la figure avait fait surnommer le Balafré, fut envoyé à la tsarine pour l'inviter à quitter Peterhof et à se rendre à Pétersbourg. Nul messager n'était capable de plus de résolution. Alexis avait vingt-six ans, une haute stature, une force prodigieuse et beaucoup d'ambition. Les autres conjurés passèrent la nuit à préparer la révolution. Ils le firent si habilement qu'à l'arrivée de Catherine toutes les dispositions étaient prises pour en assurer le succès. Ils avaient toutefois, dans la prévision d'un échec, ménagé à cette princesse une retraite en Suède.

Catherine habitait à cette époque le château de Peterhof, à huit lieues de la capitale, où elle s'était en quelque sorte exilée de la cour. Sous prétexte de laisser la place à l'empereur, que l'on attendait ce jour-là, elle avait quitté ses appartements pour occuper un pavillon isolé, donnant sur un canal qui communiquait avec la Newa. Cette situation était favorable à ses desseins; car,

en cas de malheur, une barque, amarrée sous ses fenêtres, pouvait servir à son évasion.

Le Balafré, qui connaissait tous les détours du parc, arrive au milieu de la nuit, éveille la tsarine et lui dit : « Levez-vous, madame, et venez, car le temps presse. » Pendant que l'impératrice s'habille, il court chercher une voiture. Elle y monte avec sa femme de chambre Ivanowena, se laisse entraîner sans réflexion, et conserve tant de calme, qu'elle rit avec sa suivante du désordre de sa toilette. Bientôt apparaît Grégoire Orlof, dans une autre voiture. Il crie à la tsarine que tout est prêt, et retourne à Pétersbourg, où Catherine arriva quelque temps après, entre sept et huit heures du matin, le 9 juillet 1762.

Les casernes étaient situées à l'orient de la ville et formaient, de ce côté, un grand espace fortifié. L'arrivée de l'impératrice y causa une agitation extraordinaire. Les deux compagnies du régiment Ismaïlof, qu'on avait gagnées, et dont le comte Rasoumofski était colonel, furent les premières qu'on aborda. Les soldats n'avaient pas encore quitté leurs logements. Ils s'habillèrent à la hâte et accoururent au-devant de leur souveraine. Elle leur dit avec émotion qu'elle venait se jeter dans leurs bras ; que l'empereur avait donné des ordres pour la faire tuer, et que ses barbares agents s'étaient déjà mis en route ; mais que, connaissant leurs desseins, elle les avait prévenus. Elle ajouta que son crime était d'avoir désapprouvé des réformes intempestives, et d'avoir

blâmé le mépris que son époux affectait pour la nation, la religion et l'armée. Les soldats, électrisés par ces paroles, s'écrièrent qu'ils mourraient pour la défendre.

Cependant la foule grossissait à chaque instant. Catherine ayant ordonné qu'on fît venir le prêtre du régiment, reçut le serment des troupes sur le crucifix. Rasoumofski ne tarda pas à se présenter. Il fut suivi du prince Volkonski, neveu de l'ancien chancelier Bestoujef et major général des gardes, du comte Sohouvalof, du comte Bruce, premier écuyer des gardes, et du comte Strogonof.

L'exemple des gardes Ismaïlof avait entraîné d'autres régiments, ceux de Semonoski et de Préobragenski. Deux officiers de ce dernier corps avaient essayé de s'opposer aux vœux des soldats, mais ils avaient été arrêtés à l'instant même. Le major Tschépélof ayant évité de paraître, Catherine lui envoya dire qu'elle n'avait pas besoin de lui et lui fit garder les arrêts.

Ainsi s'accomplissait sans trouble, sans obstacles, cette singulière révolution. Les régiments des gardes secondaient avec empressement les projets de la tsarine. Dans la crainte qu'il n'arrivât malheur à sa personne, les soldats s'étaient rangés autour d'elle en bataillon carré.

Il restait encore à gagner le régiment d'artillerie dont Orlof était le trésorier. Celui-ci, présumant trop de son influence sur l'esprit des soldats, avait tenté de leur faire prendre les armes en faveur de l'impératrice, mais ils s'y étaient refusés avant d'en avoir reçu l'ordre de leur géné-

ral. C'était Villebois, distingué jadis par Catherine, dont il croyait encore posséder les bonnes grâces. La nouvelle des événements qui venaient de se passer fut pour lui comme un coup de foudre, car Orlof l'avait tenu en dehors de la conspiration. Le général était occupé avec des ingénieurs, lorsqu'un envoyé de la tsarine vint lui porter les ordres de sa souveraine. Villebois demanda si l'empereur était mort; mais le messager ayant répété les mots de sa mission, il se tourna vers ses officiers : « Au fait, dit-il, tout homme est mortel, » et il obéit. Villebois ne vit pas sans dépit la foule qui entourait la tsarine. Comme il parla des difficultés qu'il pourrait trouver dans les dispositions de ses troupes, dont il n'avait pu sonder l'esprit, n'ayant pas été prévenu à temps, Catherine lui dit avec sévérité : « Je ne vous ai pas fait venir, monsieur, pour me demander des conseils, mais pour savoir ce que vous voulez faire. » Villebois, tombant à genoux, lui répondit : *Vous obéir, madame*, et il la quitta pour aller faire prendre les armes à ses soldats.

Catherine avait alors autour d'elle plus de 10,000 hommes de troupes. Elle se dirigea vers l'église de Kazan, pour y rendre au ciel des actions de grâces. Le peuple accourait en foule sur son passage, en criant hourra. L'archevêque de Novogorod l'attendait à l'autel, revêtu de ses habits pontificaux. Ce spectacle frappa vivement l'imagination du peuple. Le palais où elle se rendit en sortant de l'église était situé près de la rivière et donnait d'un côté sur une vaste place ; on en ferma

les issues par des détachements. Des canons furent braqués, la mèche prête, à toutes les avenues; des postes furent distribués de distance en distance, et, afin de dérober à l'empereur la connaissance de ce qui se passait dans la capitale, on fit garder par un corps de troupes le pont qui conduisait dans la campagne. Son oncle, le prince Georges, avait été arrêté au moment où il venait d'apprendre par un de ses aides de camp qu'il y avait du mouvement dans les casernes, et où il s'apprêtait à y courir. La populace pilla son palais, maltraita ses domestiques, et elle eût poussé plus loin sa fureur, sans le courage d'un officier de la garde qui la contraignit à se retirer. L'impératrice le rassura sur son sort et lui donna même des marques de sa bienveillance.

Un seul homme se montra fidèle au malheureux Pierre; c'était un étranger nommé Bressan, originaire de Monaco. Le tsar l'avait pris à son service comme valet de chambre et l'avait élevé à une assez grande fortune. En voyant le danger auquel allait être exposé son bienfaiteur, Bressan lui dépêcha un domestique déguisé en paysan, avec ordre de ne remettre qu'à ce prince un billet, par lequel il l'informait de l'état de la capitale. Cet homme venait à peine de franchir le pont lorsque le détachement chargé d'en défendre l'abord y arriva.

Pendant ce temps un officier courait à l'appartement du grand-duc qui occupait un autre palais. Ce jeune prince parut si effrayé en se voyant entouré de soldats qu'il en conserva toute sa vie une profonde impression. Le comte

Panin, l'ayant pris dans ses bras, le rassura par de douces paroles et le porta lui-même à l'impératrice. A la vue de cet enfant, les troupes, qui le croyaient aussi l'objet de la haine de son père, firent éclater une vive satisfaction. Quelques-uns savaient si peu ce qui se passait qu'ils croyaient proclamer le grand-duc sous la régence de sa mère.

Le lendemain, un manifeste imprimé annonça que l'impératrice, cédant à la prière de ses peuples, montait sur le trône de sa patrie pour la sauver de sa ruine. « Tous les vrais enfants de la Russie, y disait-elle, ont vu clairement le danger auquel cet empire a été exposé : les fondements de notre religion ébranlés, sa tradition menacée, et un culte étranger sur le point de prendre sa place. La gloire que nous avons acquise, au prix de tant de sang, a été comme foulée aux pieds par la paix conclue avec notre plus grand ennemi. Enfin, les règlements domestiques, qui sont la base de la prospérité d'un pays, ont été renversés par un étrange égarement de l'esprit. »

En même temps elle fit remettre aux ministres étrangers la note suivante : « Sa Majesté Impériale, qui est montée aujourd'hui sur le trône de toutes les Russies, pour répondre aux sollicitations de tous ses fidèles sujets, a ordonné de faire part de cet événement à tous les ministres étrangers résidant à sa cour, et de les assurer qu'elle est dans l'intention de vivre en bonne intelligence avec les souverains leurs maîtres. »

Au milieu du tumulte qu'avaient excité ces scènes diverses; pendant que les seigneurs arrivaient en foule au palais, joyeux, inquiets, étonnés; pendant qu'on agitait dans un conseil tumultueux le plan de conduite qu'il convenait de tenir, les soldats, toujours persuadés que la tsarine n'était pas en sûreté dans ce vaste palais qui donnait sur la rivière, demandèrent à grands cris qu'elle vînt habiter un ancien palais de bois, situé sur la même place, mais dont les proportions permettaient qu'ils pussent l'entourer de tous côtés. Elle traversa donc d'un air souriant cette foule agitée, ivre d'enthousiasme, et dont on avait soin d'échauffer les esprits par des libations de bière et d'eau-de-vie.

Un seul régiment était morne et silencieux; c'était un magnifique régiment de cavalerie, dont l'empereur avait été nommé colonel dès son enfance, et qu'il avait ensuite élevé au rang des régiments des gardes. Les officiers de ce corps, tous dévoués à ce prince, ayant refusé de prendre parti contre lui, on les avait arrêtés et remplacés par d'autres; mais les soldats témoignaient par leur silence qu'ils n'obéissaient qu'à regret.

Cependant on voyait se diriger vers le palais des popes à barbe blanche, revêtus de riches habits et portant avec eux les ornements du sacre, le globe, la couronne, les livres saints. Ils passèrent à travers les troupes, et leur marche lente, solennelle, produisit sur tous les esprits une impression de crainte et de respect. Chacun augurait bien d'une entreprise que le Ciel semblait

approuver. Ainsi la religion faisait disparaître les traces de la violence.

L'impératrice ayant pris d'un jeune officier l'ancien uniforme des gardes, que Pierre III avait en quelque sorte proscrit, pour affubler les soldats d'un habit ridicule, fit à cheval le tour de la place où toutes les troupes étaient réunies, ayant à ses côtés la princesse Daschkof, aussi en uniforme des gardes, et leur annonça qu'elle les conduirait elle-même à l'ennemi.

Ce fut dans ces dispositions que les troupes sortirent de la ville, où tout rentra dans le calme, comme si rien n'eût été changé dans ce vaste empire. Catherine était à leur tête. Un corps de 3,000 Cosaques, qui traversa Pétersbourg peu de temps après, se joignit à l'impératrice, et prouva, par sa promptitude à seconder la révolte, combien les souverains doivent être attentifs à éviter tout ce qui peut blesser le sentiment national.

Tandis que ces événements s'accomplissaient, le malheureux Pierre III était encore au château d'Oranienbaum; il devait se rendre à Peterhof, lorsque la tsarine abandonna la nuit cette résidence pour courir à Pétersbourg s'emparer du trône. Oranienbaum est situé sur une colline qui borde la rive gauche de la Newa, à 36 verstes de la capitale. C'est là que ses 3,000 soldats du Holstein attendaient le signal du départ; c'est dans le port de Cronstadt, en face d'Oranienbaum, qu'une partie de la flotte était prête à mettre à la voile.

Pierre était loin d'avoir la moindre crainte pour sa

couronne. Lorsque, le matin même de ce jour funeste, on était venu lui annoncer l'arrestation de Passek, il s'était contenté de répondre : « C'est un fou ! » et il était parti pour Peterhof. Il était dans une voiture découverte, avec sa maîtresse, le ministre du roi de Prusse et plusieurs dames de la cour, ne respirant que le plaisir, tandis qu'à Peterhof on était dans l'inquiétude. Le départ, ou plutôt la fuite de l'impératrice, y avait répandu l'alarme. Ceux qui arrivaient de Pétersbourg, ne soupçonnant pas ce qui se passait dans les casernes, au moment où ils avaient quitté cette ville, affirmaient que la plus profonde tranquillité y régnait; mais l'absence de Catherine et les circonstances de son évasion laissaient les esprits en proie à de tristes pressentiments.

On court sur la route d'Oranienbaum, au-devant de l'empereur. Son favori, Goudowitch, qui le devançait à cheval, ayant appris cette nouvelle, revient sur ses pas, fait arrêter la voiture du prince qui s'irrite, et lui parle bas quelques instants. Pierre pâlit, fait descendre toutes les femmes, leur ordonne de le rejoindre au château, dont on était à peu de distance, et se fait conduire avec une extrême rapidité jusqu'au pavillon occupé la veille par l'impératrice. Il en visita les appartements avec la plus grande attention, sonda tout : le plancher, le lit, les boiseries même, et s'adressant ensuite aux dames qui venaient d'arriver : « Je vous l'avais bien dit qu'elle était capable de tout. »

Quelques instants après survint ce valet travesti chargé

de remettre à l'empereur le billet de Bressan. Pierre le prend et lit tout haut ce qui suit : « Les régiments des « gardes sont soulevés, l'impératrice est à leur tête : « neuf heures sonnent : elle entre dans l'église de Ka- « zan ; tout le peuple paraît suivre le mouvement, et les « fidèles sujets de Votre Majesté ne se montrent pas. » « Hé bien ! n'avais-je pas raison de dire, s'écria l'empereur, qu'elle était capable de tout? »

Cependant il avait mandé ses soldats du Holstein; il avait envoyé dans tous les environs pour rassembler les paysans; mais on remarquait à son agitation qu'il n'avait aucun dessein arrêté. Tantôt il donnait l'ordre d'aller tuer l'impératrice, tantôt il se laissait aller au plus violent désespoir. Il occupait ses courtisans à transcrire deux manifestes remplis d'injures contre sa femme, et ses hussards à les distribuer. Il courait à sa perte comme un insensé. Alors, comme si un instinct secret lui eût tout à coup révélé la cause de ce désastre, il quitta l'uniforme et le cordon prussiens, pour prendre les insignes de son empire.

Un homme aurait pu le sauver, malgré ses folies, c'était Munich. Cet homme, auquel ses malheurs aussi bien que ses victoires avaient donné tant d'éclat, se trouvait, après vingt ans d'exil, dans cette cour bizarre, où rien ne rappelait les anciennes mœurs de la Russie. Il connaissait le génie du peuple russe et savait mieux que personne comment dans ce pays une révolution réussit ou échoue. Il dit à l'empereur que Catherine arriverait

dans une heure, à la tête de 20,000 hommes; qu'il n'avait sous sa main aucune force capable de lui résister, mais que Cronstadt serait son salut; que la place était bien fortifiée, qu'il avait dans le port une flotte prête à mettre à la voile, et une armée dévouée à sa personne; en un mot qu'il fallait à tout prix gagner du temps, et que, si le mouvement de la capitale ne tombait pas de lui-même, il aurait bientôt à ses ordres une armée assez importante pour faire trembler ses ennemis.

Ce parti vigoureux releva d'abord le courage des courtisans. Plusieurs, qui se disposaient à quitter le malheureux tzar, se décidèrent à rester auprès de lui, dans l'incertitude des événements. Sur ces entrefaites, ses soldats du Holstein arrivèrent à Peterhof. Mais ce qui aurait pu le sauver causa sa ruine. Au lieu de mettre le temps à profit, Pierre ne parla plus que de combats, et traitait de lâches tous ceux qui le pressaient de gagner Cronstadt. Telle était l'erreur de ce prince, quand tout à coup accourt un de ses aides de camp, pour annoncer que les troupes de la tsarine marchaient rapidement vers Peterhof et qu'elles ne tarderaient pas à paraître. Aussitôt chacun se précipite sur le rivage où deux yachts avaient été préparés, et l'on fuit vers Cronstadt à force de rames et de voiles.

Cette ville est bâtie à l'extrémité orientale d'une langue de terre sablonneuse, coupée dans sa longueur par une chaîne de rochers granitiques. Elle est à sept lieues environ de Pétersbourg, à trois et demie des côtes de la

Carélie et à trois quarts de celles de l'Ingrie. La possession de cette place avait d'autant plus d'importance qu'elle commande le canal étroit par où les vaisseaux d'une certaine grandeur peuvent approcher de la capitale. Sur le côté opposé de ce canal figure la petite île de Cronschlot, que dominait une forteresse en bois élevée sur un banc de sable. A l'époque où se passaient les événements que nous racontons, ce point important avait été fort négligé; mais Catherine II, qui en avait compris l'utilité, y fit exécuter dans la suite des travaux considérables, et le rendit propre à la construction ainsi qu'au carénage des vaisseaux de haut bord.

Lorsque les premiers mouvements de Pétersbourg s'étaient fait sentir, personne n'avait songé à Cronstadt. Ce fut un jeune officier allemand qui, dans un conseil tumultueux, en prononça le nom. L'importance de cette position était si peu douteuse, que chacun s'étonna de ne pas y avoir songé. Le vice-amiral Talisin sollicita la faveur de s'y rendre, pour y faire reconnaître l'impératrice. Il part et défend à ses rameurs, sous peine de mort, de dire d'où il vient et de parler des mouvements de Pétersbourg. Le général Lievers avait le commandement de la ville. Aux premiers bruits venus de la capitale, il avait donné l'ordre de n'y laisser entrer personne. Lorsque Talisin se présenta, il vint lui-même à sa rencontre pour avoir des nouvelles, ne le soupçonnant d'aucun mauvais dessein, à cause du petit nombre d'hommes dont il était accompagné. Talisin lui raconta que de sa

maison de campagne où il était, il avait entendu dire qu'il y avait des mouvements à Pétersbourg, et que, sa place étant sur la flotte, il s'empressait de se rendre à son poste. Le commandant le crut; mais Talisin eut à peine atteint le rivage, qu'il montra l'ordre de l'impératrice, et fit arrêter Lievers par ses propres soldats. Il dit à ces derniers que l'empereur avait cessé de régner et qu'il fallait se faire un mérite d'offrir Cronstadt à leur nouvelle souveraine. Il convoqua ensuite toutes les troupes de la garnison et leur fit prêter serment au nom de Catherine, sans qu'une voix s'élevât pour protester en faveur du malheureux tsar.

Voilà ce qui venait de se passer dans l'île lorsque ce prince y aborda. Il était dix heures du soir. Le nouveau commandant avait déjà pris ses mesures. Deux cents canons, mèche allumée, bordaient les remparts de la ville et étaient prêts à faire feu. Toute la garnison était sous les armes, la baïonnette en avant. « Qui vive ? cria la sentinelle. — L'empereur. — Il n'y a plus d'empereur, » répondit-elle. Pierre s'avance et ouvre son manteau. « C'est moi, mes amis, ne me reconnaissez-vous pas? » Pour toute réponse, Talisin menace de faire feu, si on ne s'éloigne à l'instant même. L'empereur, anéanti, tombe dans les bras de ses gens.

Du haut des remparts, on continue de crier au yacht de prendre le large. Alors Goudowitch, saisissant un des barreaux de la balustrade qui entourait le p[illegible] à l'empereur : « Sire, placez votre main

mienne et sautez à terre, personne n'osera faire feu, et Cronstadt sera à vous ; » mais Pierre avait perdu toute énergie. Le capitaine du yacht ordonna de couper les câbles et se hâta de fuir. Dans ce moment le cri de : Vive Catherine! retentit dans toute la ville et se prolongea sur les flots silencieux. Ce cri parut au malheureux empereur son arrêt de mort. Il répétait, baigné de pleurs : « Le complot est général, je l'ai vu dès le premier jour de mon règne. »

Les deux yachts s'éloignèrent donc. La nuit était calme. Pendant que Pierre III pleurait sur son infortune, seul avec sa maîtresse, Munich, assis près du tillac, le front superbe, rappelait ses longs souvenirs et cherchait les moyens de relever la fortune de cet indigne souverain. L'empereur l'ayant fait venir : « Feld-maréchal, lui dit-il, j'aurais dû suivre plus tôt vos conseils, mais pensez-vous que je puisse concevoir encore quelque espérance? » Munich l'assura que tout n'était pas perdu, qu'il fallait se rendre promptement à Revel, monter sur un vaisseau, gagner la Prusse et se mettre à la tête de ses troupes ; il ajouta qu'il se chargeait de le remettre sans obstacle en possession de son empire.

Les dames et les courtisans, qui avaient suivi Munich dans la chambre de l'empereur, s'écrièrent que les forces des rameurs ne suffiraient pas pour gagner Revel. « Eh bien ! nous ramerons tous, » leur répondit-il avec feu. A ces paroles énergiques, la terreur se peignit sur tous les visages; ils firent observer à l'empereur qu'il n'en

était pas réduit à cette extrémité, qu'il avait des troupes sous sa main, que toute la nation n'était point soulevée contre lui, et que ce qu'on voulait sans doute était de le réconcilier avec sa femme. La trahison la mieux conçue n'aurait pas conduit avec plus de succès ce malheureux prince dans l'abîme que cette coupable faiblesse. Pour les esprits médiocres, qui sont au-dessous de la position où la Providence les a placés, les avis timides sont toujours ceux auxquels ils s'attachent de préférence. Pierre suivit le dernier et donna l'ordre aux rameurs de débarquer à Oranienbaum.

A peine ses gardes du Holstein l'eurent-ils aperçu, qu'ils accoururent se ranger autour de sa personne. Les uns s'efforçaient de lui baiser les mains, les autres s'élevaient pour mieux le voir, quelques-uns se prosternaient, tous versaient des larmes d'attendrissement et le conjuraient de les mener contre ses ennemis, heureux de pouvoir sacrifier leur vie pour sa défense. Ces témoignages de zèle et de fidélité, bien éloignés de la circonspection des courtisans, semblèrent un instant avoir enflammé son âme; il cria aux armes! mais les gémissements des femmes, la mobilité de ses propres impressions, et, en outre, la crainte d'une résistance inutile, étouffèrent sa résolution plus promptement qu'il ne l'avait formée.

L'impératrice avait fait une première halte à Crasnoe-Kabak, village situé à quelques lieues de Pétersbourg. A la pointe du jour, Grégoire Orlof était allé reconnaître

les environs de Peterhof et n'y avait trouvé que quelques paysans, qu'il avait dissipés au cri de : Vive Catherine ! Après avoir pris quelques heures de repos dans une misérable chaumière, cette princesse était remontée à cheval et s'était arrêtée à Strelna, monastère de Saint-Serge.

Le voisinage de sa femme avait jeté le malheureux empereur dans de nouvelles agitations. Il fit seller le meilleur de ses chevaux, afin de s'enfuir en Pologne; mais, sur les instances de sa maîtresse, il écrivit à Catherine pour la prier de lui permettre de se retirer dans ses possessions du Holstein avec la comtesse Vorontzof et son favori Goudowitch, et chargea de ce message le vice-chancelier, prince Galitzin. Impatient dans ses désirs, il dépêcha presque immédiatement le général Ismaïlof, dans lequel il avait une entière confiance, avec ordre d'offrir sa renonciation à l'empire.

Ismaïlof trouva l'impératrice à Strelna. Le grand intérêt de cette princesse était de s'assurer de la personne de son mari sans effusion de sang. Pierre avait autour de lui des forces encore imposantes : 2,000 soldats du Holstein, pleins d'ardeur et de dévouement, quelques détachements tirés des régiments de campagne, plusieurs pièces de canon, et, en outre, un assez grand nombre d'hommes et de femmes dont les familles n'avaient pas quitté Pétersbourg, et qu'il pouvait retenir comme otages.

Catherine s'attacha donc à démontrer au général

Ismaïlof qu'il y aurait de la folie à vouloir se défendre; elle parla du nombre de ses troupes, du danger de les irriter; mit en avant le vœu du peuple, de la noblesse, du clergé, et demanda que son mari se rendît à Peterhof, où l'on pourrait traiter avec lui.

Ismaïlof, séduit par les manières gracieuses de l'impératrice, prit sur lui d'engager le tsar à céder au désir de sa femme. Pierre n'y était que trop disposé. La crainte d'essuyer un refus l'avait même jeté dans un si grand trouble qu'il accueillit avec joie cette proposition, sans réfléchir qu'il courait à sa perte. Le vieux Munich fut saisi d'indignation. Il lui demanda s'il ne savait pas mourir en empereur. « Vous avez peur d'être sabré, ajouta-il, prenez un crucifix, je vous réponds qu'ils ne vous feront aucun mal. » Mais sa résolution était prise. Ce malheureux prince était conduit à sa perte par ceux qui paraissaient lui montrer encore quelque attachement. Plusieurs, qui ne l'avaient pas quitté jusqu'à ce moment, se hâtèrent alors de l'abandonner.

Pierre monta donc avec la comtesse Vorontzof et Goudowitch dans la voiture qui avait amené Ismaïlof, et se rendit à Peterhof sans suite et sans gardes. Ils y arrivèrent à midi et demi. Les premières troupes qu'il rencontra sur sa route furent ces trois mille Cosaques dont nous avons parlé au commencement de ce récit; ils gardèrent sur son passage un profond silence, mais les cris de : Vive Catherine! qui l'accueillirent ensuite en approchant du château, portèrent le trouble jusqu'au

fond de son âme. Sa maîtresse lui fut enlevée, son favori fut l'objet des insultes des soldats. Lui-même resta seul, au milieu de cette soldatesque, exposé à tous leurs outrages. On lui ordonna de se déshabiller. Lorsqu'il eut ôté son cordon, son épée et son habit, il leur dit : *Me voilà donc entre vos mains.* Ils le laissèrent quelque temps dans cette indigne position, nu-pieds et couvert seulement d'une mauvaise pelisse.

L'impératrice lui envoya le comte Panin, qui eut avec ce prince une longue conférence, dont le résultat fut son abdication. Les termes de cet acte mémorable méritent d'être rapportés, pour l'instruction de l'histoire. « Durant le peu de temps de mon règne absolu sur « l'empire de Russie, j'ai reconnu que mes forces ne « suffisaient pas pour un tel fardeau, et qu'il était au-« dessus de moi de gouverner cet empire. Aussi en ai-je « aperçu l'ébranlement qui aurait été suivi de sa ruine « totale et m'aurait couvert d'une honte éternelle. Après « avoir donc mûrement réfléchi là-dessus, je déclare, « sans contrainte, solennellement, que je renonce pour « toute ma vie au gouvernement de l'empire de Russie, « ne souhaitant y régner ni souverainement, ni sous « aucune autre forme, sans aspirer même à y parvenir « jamais par quelque secours que ce puisse être. En « foi de quoi je fais serment devant Dieu et tout l'uni-« vers, ayant écrit et signé cette renonciation de ma « propre main, le 12 juillet 1762. »

Pendant ce temps, Pétersbourg était dans l'attente et

l'inquiétude. Les étrangers avaient été avertis de ne pas quitter leurs maisons, parce qu'on craignait de ne pouvoir les défendre contre la fureur du peuple, s'il soupçonnait leur attachement pour l'empereur. Plusieurs d'entre eux avaient déjà fait transporter sur les vaisseaux de leur nation leurs effets les plus précieux. Chacun attendait donc, pour se déclarer, l'issue de la révolution.

Si l'empereur avait suivi les conseils de Munich, il aurait trouvé des partisans dans cette grande ville, et une résolution énergique aurait peut-être relevé la fortune de Pierre III. Mais lorsque le bruit du canon eut annoncé la victoire de Catherine, tous les esprits furent fixés. Un sentiment unique les domina, celui de la joie. Le lendemain, chacun s'empressa d'aller reconnaître la nouvelle souveraine. En voyant aux pieds de l'impératrice plusieurs personnes de sa famille, la princesse Daschkof lui dit : « Madame, voilà ceux que je vous ai sacrifiés. » Catherine les accueillit avec beaucoup de bienveillance et remit ensuite à la princesse le cordon et les pierres de sa sœur, la comtesse Vorontzof, qui cependant ne fut point inquiétée, car elle vécut dans la capitale, moins honorée, mais aussi tranquille sur son sort que pendant le règne de Pierre III.

Munich se trouvait aussi dans cette foule. L'impératrice l'ayant aperçu : « Feld-maréchal, lui dit-elle, vous avez voulu me combattre.—Oui, madame, répondit Munich, mais désormais mon devoir est de combattre pour

vous.» Loin de lui en faire un crime, Catherine lui témoigna beaucoup de considération, et le nomma directeur général des ports de la Baltique et des canaux du Ladoga. Munich acheva d'illustrer sa carrière par des ouvrages considérables construits à Narva et à Revel, et mourut à Riga, le 16 octobre 1767, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Dans l'après-midi de ce jour, Catherine retourna dans la capitale, où son entrée ne fut qu'un long triomphe. Le peuple accourut sur ses pas. Chacun s'efforçait de lui baiser la main. Les popes l'attendaient à la porte du palais. Catherine, ayant mis pied à terre, s'en approcha et baisa sur la joue les principaux d'entre eux, ce qui est en Russie une grande marque de distinction.

L'impératrice avait montré dans cette courte et singulière révolution autant de résolution que de présence d'esprit. Elle s'appliqua, dès les premiers jours de son règne, à faire aimer et respecter son autorité. Affable envers le peuple, bienveillante et digne dans ses rapports avec les ministres des puissances étrangères, assidue au sénat, elle remplit d'espérance la nation et attira sur elle les regards de toute l'Europe.

Panin fut nommé premier ministre. Les Orlof, qui avaient pris une si grande part à la révolution, furent faits comtes et comblés de faveurs. Grégoire fut élevé au grade de général-major, nommé chambellan et décoré du cordon de Saint-Alexandre-Newsky. Elle le nomma successivement son aide-de-camp, chef des chevaliers-

gardes et lieutenant-colonel de la garde à cheval, général en chef, et, en 1766, grand maître de l'artillerie. Elle fit bâtir pour lui le Palais de marbre et lui donna le château de Ropcha avec 4,000 paysans. Grégoire était poli, bienveillant, accessible à tout le monde : il chercha alors à acquérir ce qui lui manquait d'instruction.

Plusieurs des officiers dont le zèle à servir les desseins de l'impératrice avait été remarqué furent avancés dans leurs grades et obtinrent des terres considérables ; mais pas un des amis ou des partisans de Pierre III ne fut recherché pour son dévouement à ce prince. Soit politique, soit modération, Catherine ne commit aucun acte de rigueur. La postérité doit lui en savoir gré, car la Russie, nous pourrions dire l'Europe entière, n'avait pas encore fourni l'exemple d'une révolution accomplie sans une seule goutte de sang versé.

Il y avait encore un homme qui avait perdu, pour la cause de cette princesse, sa haute position, son honneur, sa fortune, c'était Bestoujef. Catherine se hâta de le rappeler de l'exil. Elle le rétablit ensuite dans ses biens et ses dignités, et le déclara, par un oukase, innocent du crime dont il avait été accusé [1].

La cour de Russie offrait en ce moment un spectacle fort curieux. On était dans la joie du succès, mais on ne négligeait aucune des précautions que la prudence com-

[1] *Histoire des Gouvernements du Nord.*

mande. Chacun s'attachait à prendre la position à laquelle son ambition le faisait aspirer. Mais au milieu de cette foule de désirs et de prétentions diverses, un nom seul ne tarda pas à dominer tous les autres, celui d'Orlof.

Un jour que la princesse Daschkof entra chez l'impératrice avec la familiarité que semblait autoriser le souvenir récent des services rendus, ce ne fut pas sans une extrême surprise qu'elle vit ce jeune homme étendu sur un canapé, occupé à parcourir des papiers d'État, et l'impératrice attentive à lui plaire [1]. Elle fit d'abord des représentations, prit ensuite un ton plus sévère et provoqua sa disgrâce. Ses projets de liberté avaient beaucoup déplu ; ses manières impérieuses achevèrent de la perdre ; car, s'exagérant la part qu'elle avait prise à la révolution, elle se croyait en droit d'exiger de l'impératrice les plus grandes récompenses. Celle-ci, de son côté, se croyant offensée par les propos de la princesse plus encore que par ses prétentions, lui montra beaucoup de froideur et l'avertit secrètement qu'elle désirait ne pas oublier ses services [2]. Cette lettre ayant détruit les dernières illusions de la princesse Daschkof, elle prit le parti de se retirer à Moscou ; puis, sous prétexte de la santé de ses enfants, elle obtint l'autorisation de les conduire en Italie. L'impératrice, qui redoutait son

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.
[2] *Ibid.*

esprit, mit un soin tout particulier à prévenir l'opinion de l'Europe contre les prétentions de cette jeune femme [1]. Elle sut pourtant lui faire oublier dans la suite le souvenir de sa rigueur, par le don de 2,500 paysans attachés à la terre de Kruglo. La princesse, rentrée dans les bonnes grâces de l'impératrice, ne sortit plus de la réserve dont sa jeunesse avait méconnu la nécessité. Elle reçut des mains de son ancienne amie, au retour de ses voyages, une somme de 300,000 francs, et quelque temps après une autre somme considérable pour l'acquisition d'un palais.

Six jours s'étaient à peine écoulés depuis la révolution qui avait mis l'empire aux mains de Catherine. Pierre III était gardé à Ropcha, maison de plaisance de l'hetman Rasoumofski, à quelques lieues de Pétersbourg. A peine arrivé, il avait demandé son violon, son chien et son nègre, sans paraître affecté de son changement de fortune.

Dans un pays tel que la Russie, où les révolutions éclataient alors si soudainement, que la tête des souverains semblait sans cesse menacée par une puissance mystérieuse; où l'audace avait souvent rendu le pouvoir à l'homme que la fortune venait d'abandonner, la vie de ce prince était un obstacle au repos de ses ennemis. Un événement imprévu pouvait le replacer sur le trône,

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin (Archives du ministère des affaires étrangères).

aussi facilement qu'il en avait été précipité. Les soldats, après les premiers moments d'ivresse, ne comprenaient pas comment ils avaient pu se laisser entraîner jusqu'à détrôner le petit-fils de Pierre le Grand. Dans les cabarets, où ils se rencontraient avec les soldats de la marine, qui n'avaient point trempé dans la révolution, ceux-ci leur reprochaient d'avoir livré leur empereur. Une certaine agitation régnait dans les esprits, et il n'eût fallu peut-être qu'une circonstance fortuite pour changer en deuil la joie des vainqueurs. Cette disposition générale faisait présager quelque nouvelle catastrophe.

Un des Orlof, celui que nous avons déjà fait connaître par le surnom de Balafré, avait été chargé de la garde du prince, avec Passek, Baskakof, Teplof et le prince Fœdor Bariatinski. Pierre avait conservé dans sa prison l'habitude de boire avec excès. Ses gardiens, devenus les compagnons de ses orgies, le traitaient avec si peu de respect, que leur familiarité dégénérait souvent en violences. Un jour, entre autres, la conversation avait pris un ton plus animé. La dispute devient bruyante : des injures on passe aux coups, et bientôt commence une lutte affreuse, dont le souvenir jette une ombre lugubre sur l'éclat de ce grand règne. Alexis Orlof s'était précipité sur le malheureux empereur, qui, malgré la force prodigieuse de son ennemi, se défendait avec l'énergie du désespoir. Mais au bruit de la lutte et aux cris d'Orlof, les autres accourent, se jettent sur l'empereur, étouffent ses cris avec une ser-

viette, le terrassent et l'étranglent (12 juillet 1762) [1].

L'impératrice était chez le comte Panin, avec le grand chambellan Schouvalof, lorsque le Balafré se présenta devant elle, les vêtements en désordre et les yeux hagards. Elle fut saisie d'un mouvement d'effroi, et les larmes qu'elle répandit ensuite, au récit de cette effroyable aventure, ne laissent aucun doute sur la sincérité de sa douleur. « L'idée seule de cette mort, dit-elle à la princesse Daschkof, me glace d'horreur et de dégoût. » On publia que l'empereur avait succombé à une colique hémorroïdale, et l'on ordonna des prières pour le salut de son âme. L'impératrice crut devoir, à cette occasion, instruire la nation, ainsi que les puissances étrangères, des causes de la révolution qui l'avait portée au trône [2]. Frappée de l'idée que ses ennemis ne manqueraient pas de donner à cet événement une interprétation fâcheuse, elle s'efforça de justifier sa conduite par les folies de son mari.

Toutefois, comme il était à craindre que les mécontents n'agitassent un jour l'empire avec le nom de ce prince, elle fit porter son corps dans la capitale et le laissa pendant trois jours exposé aux yeux du peuple, dans l'église de Saint-Alexandre-Newski.

[1] *Histoire de Pierre III; Nouveaux mémoires du règne et du détrônement de Pierre III,* publiés à Berlin en 1762; *Voyage d'un Français en Allemagne,* t. IV (ces trois écrivains sont peu favorables à Catherine II); *Voyage de deux Français dans le nord de l'Europe,* t. IV.

[2] Manifeste du 22 juillet.

Les soldats du Holstein, que cette vue avait remplis de pitié et d'horreur, furent embarqués pour leur patrie ; mais, comme si la Providence avait eu quelque faute grave à leur faire expier, ils furent assaillis par une affreuse tempête, et la plupart d'entre eux ne revirent plus leur patrie. Peu de temps après, Catherine fit partir pour le Holstein tous les parents du feu roi et donna l'administration de ce duché au prince Georges.

Cette princesse ayant recueilli les fruits de la mort de son époux, sans l'avoir ordonnée, et sans pouvoir en punir les auteurs, obligée même de les combler d'honneurs et de biens, l'opinion publique a dû faire peser sur elle l'odieux de cet attentat. Il est pourtant vrai de dire que la conspiration qui renversa du trône Pierre III, ainsi que l'attentat qui le priva de la vie, furent uniquement l'œuvre des Orlof. On conçoit que Catherine, jeune, ardente, menacée dans ses jours par un tyran capricieux et barbare, se soit laissé entraîner jusqu'à lui enlever le pouvoir ; mais rien ne prouve qu'elle ait ordonné sa mort. Le fait accompli, elle l'accepta par nécessité, et, tout en craignant le parti que ses ennemis pourraient en tirer pour ternir sa réputation, elle se conduisit alors avec autant de dignité que de prudence. Ce ne fut qu'après sa mort qu'une lettre d'Alexis Orlof déchira le voile qui avait couvert jusqu'alors ce mystérieux attentat[1]. Cette lettre, où respirait l'ivresse du

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.

crime, où régnait un mélange confus de repentir et d'horreur, fut trouvée dans les papiers de l'impératrice et lue publiquement en présence de Paul. « Dieu soit loué ! s'écria-t-il, mes doutes sont dissipés. »

Les Orlof, qui avaient obtenu dans le gouvernement une part si considérable, n'avaient cru son pouvoir et le leur affermis que lorsqu'ils auraient enlevé aux mécontents, par la mort de Pierre III, le drapeau avec lequel ceux-ci auraient pu soulever les troupes. Tel est le secret de cet événement.

Lorsque l'impératrice eut pourvu aux besoins que réclamaient l'empire et sa propre tranquillité, elle se rendit à Moscou pour s'y faire sacrer dans l'antique palais des tsars (3 octobre 1762), cérémonie que Pierre avait malheureusement négligée. Le peuple de Moscou la vit, dit-on, avec indifférence, tandis qu'il fit éclater à la vue du jeune grand-duc des sentiments qui durent inquiéter sa mère. On vit même quelques complots se former et plusieurs de ses anciens amis se déclarer contre elle; mais elle parvint sans peine à les déjouer, et, par ses premiers succès, elle affermit les bases de son autorité naissante. Elle aurait pu déployer la plus grande rigueur, car les coupables, livrés au sénat, avaient été condamnés à mort; elle préféra la clémence. Quatre seulement furent exilés aux extrémités de l'empire [1].

Tout le crédit resta dans les mains des Orlof. Grégoire

[1] *Histoire des gouvernements du Nord.*

se fit donner la place de grand maître de l'artillerie, occupée par Villebois. Un autre de ses frères domina dans le sénat, et le Balafré exerça, comme major en second dans un des régiments de la garde, une influence presque sans bornes. Grégoire osa même porter ses regards plus haut. Ébloui de l'éclat de sa fortune, il se persuada que le trône n'était point une récompense au-dessus de ses services. Catherine fut suppliée de contracter une nouvelle union. Les principaux seigneurs furent intimidés ou séduits. Mais lorsque Bestoujef, qui s'était fait l'agent de cette intrigue, eut présenté la pétition au chancelier Vorontzof, ce ministre ne put cacher ni son étonnement ni son indignation. Quoique malade, il demande sa voiture et se rend au palais. Il représente à l'impératrice le tort qu'une pareille union ferait à sa gloire. « La nation, ajouta-t-il, loin d'avoir exprimé ce vœu, s'indignerait d'être gouvernée par un tel maître. » Soit que l'impératrice craignît en effet le mécontentement du peuple, soit plutôt qu'elle n'eût point approuvé ces démarches, elle répondit au chancelier, en louant son zèle, qu'elle n'avait pas autorisé cet intrigant vieillard (elle parlait de Bestoujef) à disposer de sa main [1].

L'Europe ne tarda pas à porter son attention sur la cour de Russie. Toutes les puissances étaient agitées par des mouvements contraires, ignorant encore quelle serait la direction de la politique russe. L'Autriche, que

[1] *Memoirs of the princess Daschkaw*, vol. 1.

Pierre III avait abandonnée pour s'attacher au roi de Prusse, n'avait pas vu sans un vif plaisir la révolution qui venait de détrôner ce prince bizarre et imprudent. Catherine envoya l'ordre, il est vrai, au général Tchernychef, de rentrer immédiatement en Russie avec son armée, mais en même temps elle confirma la paix que son mari avait conclue avec le roi de Prusse.

La cour de Versailles, de son côté, avait conçu l'espoir de fonder son crédit avec quelque solidité auprès d'une jeune et gracieuse impératrice, dont les goûts ne paraissaient nullement en rapport avec ceux de la nation qu'elle gouvernait; mais elle ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur. Catherine aimait les arts qui régnaient en France; elle flattait l'amour-propre de ses philosophes, dont les éloges établirent sa réputation en Europe; elle offrit même à d'Alembert de se charger de l'éducation du grand-duc; mais elle était bien éloignée de vouloir régler sa politique sur celle de Louis XV, pour lequel elle professait une médiocre estime. Cette cour s'était d'ailleurs complétement trompée sur le caractère de l'impératrice. On la croyait spirituelle, mais légère; habile à conduire une intrigue, mais sans talents sérieux, et l'on prédisait que son règne serait de peu de durée et sans éclat[1].

L'intention de Catherine parut être, au contraire, d'entretenir avec toutes les puissances des relations con-

[1] Correspondance diplomatique du baron de Breteuil avec le duc de Praslin (Archives du ministère des affaires étrangères).

venables, mais sans intimité ; de n'enchaîner sa politique aux passions de personne, et de faire respecter son isolement par une conduite prudente et ferme. Au moment de son élévation, elle avait publié un manifeste, dans lequel le roi de Prusse était traité de perturbateur du repos public et d'ennemi de l'empire russe. Mais ayant trouvé dans les papiers de son mari la lettre suivante, écrite par Frédéric : « La guerre contre le Danemark « est hors de saison. Vous n'avez rien de plus pressé que « d'aller vous faire couronner à Moscou. Les Russes sont « superstitieux. Au surplus, consultez l'impératrice ; « elle ne peut que vous donner de bons conseils, et je « vous exhorte à les suivre, » cette découverte changea la direction de ses idées.

On ne vit donc pas sans étonnement cette princesse nouer des relations amicales avec le roi de Prusse. L'œil pénétrant de Frédéric avait aperçu l'abîme dans lequel Pierre III allait se jeter aveuglément. « Puisque « l'empereur veut se perdre, avait-il mandé à son mi- « nistre, il faut se tourner du côté de l'impératrice. Ce « pauvre prince veut imiter Pierre le Grand, mais il n'en « a pas le génie. » Aussi le baron de Goltz, qui avait été le compagnon de plaisir du tsar et le confident de ses pensées, fut-il le premier à l'abandonner. Catherine l'accueillit avec distinction et traita avec la même faveur l'ambassadeur anglais, M. Keith, qui en profita pour obtenir des priviléges considérables en faveur du commerce de son pays.

Ainsi les prévisions de plusieurs furent trompées. C'est d'ailleurs le résultat de presque tous les changements. La nouvelle impératrice avait une âme grande, un esprit éclairé, un caractère viril. Elle s'aperçut en peu de temps que quelques-uns de ceux qui avaient pris part à la révolution ne tendaient à rien moins qu'à gêner son autorité.

Le clergé, de son côté, se crut au moment de rentrer dans la possession de ses biens, dont Pierre III l'avait imprudemment dépouillé. Mais là où ce prince n'avait gardé aucune mesure, Catherine apporta la prudence et l'habileté qui caractérisent tous les actes importants de son règne. Elle triompha des prêtres par eux-mêmes. L'examen de cette affaire fut soumis à une commission composée de créatures dévouées à ses volontés. Ce fut, dans le clergé, le métropolitain de Novogorod, l'archimandrite de Pétersbourg et l'évêque de Péréialoslaf, et, parmi les laïques, le comte Vorontzof, les princes Kourakin et Gagarin, Koslovski et Teplof.

L'administration des biens de l'Église était détestable. Quoique les paysans fussent accablés sous le poids des plus rudes corvées, les terres n'étaient ni mieux cultivées ni par conséquent plus productives. La commission fut invitée à porter particulièrement son attention sur la nature et la qualité des terres. Elle trouva que le nombre des paysans appartenant à l'Église s'élevait à 910,866. Aux corvées elle substitua la capitation, dont elle fixa le chiffre à un rouble et demi, im-

pôt d'autant plus modéré qu'il mettait un terme aux exactions dont les malheureux serfs avaient été jusque-là victimes. La commission ayant terminé son travail, un manifeste impérial du 20 février 1764 en approuva toutes les dispositions, et, dès ce moment, la sécularisation des biens de l'Église fut consommée.

Les principaux membres du clergé avaient été effrayés ou séduits ; le reste fut sacrifié et se contenta de nourrir de vains projets de vengeance. Arsène, évêque de Rostof, secrètement excité par quelques-uns de ses confrères, s'était montré fort insolent dans son opposition, et, à l'imitation du clergé catholique, il avait soutenu le principe des deux puissances. D'abord on s'était borné à lui imposer silence ; mais sa violence s'en étant accrue, on le déféra au synode, qui le condamna comme coupable d'attentat contre le pouvoir souverain. Il fut dégradé et livré au bras séculier ; mais l'impératrice lui fit grâce et se contenta de le reléguer dans un monastère.

Bien que les prêtres en Russie n'aient jamais exercé sur les populations cette redoutable influence à laquelle d'autres contrées ont été soumises, cependant des milliers de voix secrètes arrivèrent au cœur de la nation. On évoqua le nom du jeune Ivan ; on insinua que le trône lui appartenait ; on répéta que Pierre III l'avait tiré de sa prison pour le rétablir dans ses droits ; enfin on déterra un ancien manifeste dans lequel ce prince désavouait son fils comme étant le fruit de l'adultère.

Il résulta de tout cela quelques regrets parmi les trou-

pes, une certaine agitation dans le peuple. Mais Catherine sut étouffer par des mesures aussi promptes que vigoureuses, avant qu'ils fussent tout à fait formés, ces mouvements de l'opinion égarée. Les soldats appartenant aux régiments des gardes eurent défense de s'assembler sans y être autorisés par leurs officiers; quelques-uns furent châtiés sévèrement; d'autres allèrent expier dans les déserts glacés de la Sibérie la part qu'ils avaient prise à la chute de Pierre III. Ces châtiments ne détruisirent pas entièrement l'esprit de sédition, car on le vit à peu de temps de là faire un dernier effort pour abattre la puissance de la tsarine, avant qu'elle se fût plus solidement établie. Pendant un jour entier, Catherine eut à craindre un sort pareil à celui de son mari, mais elle ne s'abandonna pas elle-même ; elle répondit avec une si ferme confiance à ceux qui paraissaient inquiets des suites de ce mouvement, qu'elle releva leur courage. Les promesses, l'or et les faveurs, répandus par les mains des Orlof, avaient sauvé l'impératrice. Dès que les troupes furent rentrées dans le devoir, on arrêta vingt-quatre officiers. Quatre furent condamnés, comme coupables de haute trahison, à être écartelés; mais Catherine commua leur peine en un exil en Sibérie, persuadée que la clémence affermirait son autorité beaucoup mieux que les supplices. Du reste, philosophe par opinion, elle était profondément humaine et généreuse, et jamais la passion ne prit assez d'empire sur son âme pour étouffer ses sentiments ou sa raison.

Lorsqu'elle crut n'avoir plus rien à craindre, elle s'occupa très-activement de l'administration intérieure de son empire, sachant allier le devoir avec le plaisir, pour lequel elle avait une ardeur extrême, sans toutefois s'y laisser entraîner au delà de sa volonté ou de ses intérêts. Elle assistait régulièrement au Conseil, dont elle dirigeait les délibérations; dictait elle-même à ses ministres les dépêches les plus importantes, et les étonnait tous par la puissance de sa raison et de sa volonté. Quand une fois elle avait embrassé une résolution, elle ne l'abandonnait plus. Ferme dans ses principes, constante dans ses vues comme dans ses affections, on disait d'elle qu'elle n'abandonna jamais ni un projet ni un ami.

En attirant autour d'elle les hommes qui avaient acquis la connaissance des affaires, elle mettait à profit leurs lumières, sans leur laisser prendre un trop grand ascendant sur son esprit. Elle fut souvent trompée, quelquefois séduite, mais jamais dominée. Comme elle ne craignait pas de passer pour être gouvernée, elle donnait à ses agents l'autorité la plus étendue, et comme, d'autre part, elle n'était ni faible ni défiante, chacun jouissait de son emploi avec sécurité, sans craindre ni l'espionnage ni l'intrigue. Habile d'ailleurs à discerner le mérite, elle mettait chaque homme dans la position où il pouvait rendre le plus de services à l'empire.

L'ancien chancelier Bestoujef, qu'elle avait rétabli

dans ses honneurs, lui faisait connaître la politique et les ressources des puissances de l'Europe; Munich, qui, pendant ses longues années d'exil, avait conçu le plan de chasser les Turcs de l'Europe, lui en développait la suite dans des entretiens familiers qui échauffaient son imagination. « On portera sans doute sur cette conquête, écrivait-il, le même jugement que sur la construction d'un port sur la mer Baltique; on la qualifiera de chimère. Je suis cependant en état de démontrer que Pierre le Grand, depuis le premier siége d'Azôf jusqu'à sa mort, a eu principalement en vue de conquérir Constantinople, de chasser de l'Europe les infidèles et de rétablir la monarchie grecque. Je pourrais même dresser le plan de cette vaste entreprise ; j'y avais travaillé pendant mon exil [1]. »

Ces entretiens ne tardèrent pas à porter leurs fruits, comme nous le verrons dans le livre suivant. L'état de l'Europe laissait un libre cours à l'ambition de Catherine ; la manière dont elle avait acquis l'empire lui faisait en quelque sorte une loi de l'entourer de gloire ; et, comme d'ailleurs le ciel l'avait douée d'une âme forte et d'une imagination ardente, elle se trouvait portée naturellement vers les grandes entreprises.

[1] *Histoire raisonnée du commerce de la Russie;* par Schérer, t. II.

LIVRE II.

Premier acte de la politique extérieure de Catherine. — La Courlande fief de la république de Pologne. — Le duc de Biren. — Le prince Charles de Saxe, fils d'Auguste III, et duc de Courlande. — Déclaration de l'impératrice. — Manifeste de Biren. — Il se rend à Mittau, escorté par des troupes russes. — Déclaration menaçante de Keyserling, ambassadeur russe à Varsovie.— Le prince Charles quitte la Courlande.— Agitation en Pologne. — Deux partis en présence, celui des Potocki et celui des princes Czartoryski. — Leur but et leurs moyens. — Caractère des princes Auguste et Michel Czartoryski. — État de la Pologne. — Vices de sa constitution. — Son infériorité politique. — Prétention de la Russie à exercer en Pologne une sorte de protectorat. — Conduite de la France. — Elle veut se servir de la Turquie pour contenir les Russes. — Décadence de l'empire ottoman. — Le sultan Mustapha. — Le divan entre dans les vues de la Russie pour l'élection d'un roi de Pologne. — Résolution de l'impératrice en faveur de Poniatowski. — Motif de ce choix. — La situation de l'Europe favorable aux desseins de Catherine. — Erreur du duc de Choiseul au sujet de la Pologne. — Frédéric II, roi de Prusse. — Son alliance avec la Russie. — Le prince Repnin nommé ministre plénipotentiaire à Varsovie. — Occupation de la Pologne par des troupes russes. — Ouverture de la diète de convocation. — Elle est rompue. — Les partisans des princes Czartoryski se forment en confédération. — Ces princes présentent leurs réformes et les font approuver par la diète confédérée. — Ouverture de la diète d'élection. — Élection de Poniatowski.— Il prend le nom de Stanislas-Auguste. — Toutes les puissances le reconnaissent. — La Russie et la Prusse attaquent les réformes des princes Czartoryski. — Question des dissidents. — Les États protestants secondent les vues de la Russie. — Importance politique de la question. — Fanatisme du peuple excité par le clergé catholique. — Rétablissement des anciennes formes constitutionnelles. — Fausse position de Stanislas-Auguste. — Despotisme du

prince Repnin. — Confédération de Radom. — Folies des confédérés. — Convocation d'une diète extraordinaire. — Les troupes russes entrent dans Varsovie. — Demandes adressées à la diète par le prince Repnin. — Radziwill propose de déléguer les pouvoirs de la diète à des commissaires. — Discours de l'évêque de Cracovie. — Repnin fait enlever quatre nonces et les fait conduire en Russie. — La diète délègue ses pouvoirs et s'ajourne. — Tout plie sous la volonté de l'ambassadeur russe. — Résolutions de la délégation. — La diète approuve tout et se sépare. — Comment on apprécie en Pologne la situation de la république. — Agitation. — Nouveaux efforts de la France pour réveiller la Turquie de son assoupissement. — La guerre devient imminente.

La première occasion que Catherine eut de manifester aux yeux de l'Europe la vigueur de son caractère s'offrit au sujet de la Courlande. Les duchés de Courlande et de Semigalle, restes des anciennes possessions des chevaliers livoniens, étaient devenus, par un concours de circonstances particulières, un fief du royaume de Pologne. Les Courlandais, qui n'avaient pas été consultés, avaient d'abord refusé de ratifier la convention par laquelle leur vieux duc avait cédé leur pays à la Pologne, et lui avaient donné pour successeur Maurice, comte de Saxe, un des plus grands généraux de ce siècle. Mais les événements survenus en Pologne, à la mort d'Auguste II, ayant entraîné la Courlande dans un nouveau courant d'agitations, on vit alors renaître dans le sein de la république les deux partis qui l'avaient troublée quelques années auparavant, l'un attaché à Stanislas, l'autre à l'électeur de Saxe. Ce dernier l'em-

porta et, usant du droit que lui avait accordé la diète de 1736, de conférer à son choix le duché de Courlande, il en donna l'investiture à Biren, favori de l'impératrice de Russie (13 juin 1737), aux armes de laquelle il devait en quelque sorte la couronne de Pologne.

Jean-Ernest, comte de Biren, était d'une basse extraction; mais son père, qui avait élevé l'édifice de sa fortune en exploitant les forêts des ducs de Courlande, en avait fait usage pour donner à son fils une éducation distinguée. Après avoir sollicité vainement un emploi à la cour de Russie, le jeune Biren revint en Courlande, où, par le crédit de Bestoujef, père de celui qui fut plus tard chancelier, sous le règne d'Elisabeth, il fut introduit auprès de la duchesse, qui, charmée de ses manières, le prit à son service en qualité de secrétaire, et le nomma peu de temps après gentilhomme de la chambre. Il était bien fait de sa personne, d'une figure agréable, et joignait à beaucoup de hardiesse un art infini dans la conversation. Ses progrès dans la faveur de la duchesse furent si rapides, qu'il parvint bientôt à gouverner à son gré son esprit, malgré la jalousie et la haine qu'il excita par son caractère hautain, ambitieux et cruel.

Lorsque les députés russes vinrent offrir à la duchesse de Courlande la couronne de Russie, une des conditions qu'ils lui imposèrent fut qu'elle laisserait Biren à Mittau. Anne le promit; mais elle fut à peine maîtresse du pouvoir, qu'elle lui en abandonna les rênes. Biren dé-

ploya, dans sa nouvelle position, une férocité dont les Russes gardèrent longtemps le souvenir. La hache du bourreau frappa les plus nobles têtes, et la Sibérie se peupla de victimes.

Régent de l'empire après la mort de sa bienfaitrice, qui avait ajouté ce nouveau bienfait à ses autres faveurs, Biren aspirait peut-être à une plus haute fortune, lorsqu'une révolution le précipita dans l'abîme qu'il avait ouvert sous les pas de tant d'autres. Il n'avait qu'une instruction ordinaire, mais il possédait une qualité plus rare, un très-grand bon sens. Il concevait avec justesse, exécutait avec promptitude, et joignait à cela une ardeur infatigable pour le travail. Lorsqu'il avait quitté la Courlande pour venir régner en Russie sous le nom de l'impératrice, il n'avait qu'une idée superficielle de ce vaste empire; quelques années après on remarquait avec étonnement qu'il en connaissait à fond toutes les ressources. Aussi avait-il coutume de dire que c'étaient les affaires qui faisaient les hommes.

Durant son exil en Sibérie, le roi de Pologne et la noblesse de Courlande demandèrent vainement sa liberté. Elisabeth allégua des raisons d'État, ajoutant qu'elle verrait avec plaisir le prince Charles, fils d'Auguste III, en possession de la Courlande. En conséquence, le sénat de Pologne prononça la vacance du duché, et désigna le prince Charles pour y exercer les droits de la souveraineté, sous l'autorité de la république (1759)

Ce prince en jouissait en paix depuis trois ans, lorsque Biren fut tiré de l'exil. Catherine II, voulant essayer par lui ce qu'elle pourrait tenter sur la Pologne, s'empressa de rappeler les droits de Biren sur le duché de Courlande, et demanda son rétablissement (3 août 1762). La surprise du roi de Pologne fut extrême. Il répondit à l'impératrice qu'il avait disposé de la Courlande suivant le principe des fiefs; rappela les circonstances qui avaient déterminé la nomination de son fils et feignit de croire que l'intention de Catherine ne pouvait être de prescrire des bornes à l'exercice de ses droits, de même qu'elle ne permettrait pas qu'il en fût assigné à son autorité légitime.

L'impératrice n'avait point engagé ce débat sans en avoir prévu les difficultés; mais, décidée à les vaincre par la force, si la persuasion échouait, désireuse surtout de donner à la Pologne, au commencement de son règne, une preuve de cette volonté ferme dont son âme était douée, elle fit communiquer à la cour de Varsovie une déclaration portant en substance : « Qu'il avait été « statué en 1736 qu'après l'extinction de la famille « Kettler, celui à qui les duchés de Courlande et de « Semigalle seraient conférés en jouirait sa vie du- « rant, pour les transmettre à ses descendants mâles; « que le duc Jean-Ernest ayant reçu le diplôme royal « et souscrit aux conditions qui lui avaient été imposées « par les commissaires de la république, il avait acquis « un droit indubitable; qu'ayant été dépouillé de ses

« duchés, sans avoir été ni entendu ni jugé, il n'était « pas juste qu'il restât plus longtemps privé d'un bien « qu'il avait obtenu légalement et qu'il n'avait perdu « par aucun acte de félonie envers le roi ou la répu- « blique de Pologne. » Quant à la raison d'État, elle n'existait plus, et en outre, ajoutait-elle, il y a justice à rendre à chacun ce qui lui appartient, sans compter que les droits de la nature et du bon voisinage obligent toute puissance à protéger un prince opprimé contre une injuste persécution.

Cette déclaration fut suivie d'un manifeste de Biren. Il établissait : 1° que le décret du sénat, en vertu duquel le prince Charles avait été investi des duchés de Courlande et de Semigalle, n'avait point été unanime ; 2° que le roi de Pologne et le sénat n'avaient pas l'autorité requise pour décider cette affaire, qui était uniquement du ressort de la diète ; 3° que celle de 1736 n'avait donné au roi le pouvoir de nommer un duc de Courlande que pour une seule fois, et qu'ainsi le duc Jean-Ernest avait été établi souverain de Courlande par la seule autorité légitime ; 4° que la république de Pologne n'avait pas cessé un seul instant de reconnaître les droits de ce prince, en sorte qu'il n'avait pu en être privé tout à coup par un jugement du sénat, dans lequel aucune des formes requises n'avait été observée.

Biren était, par son caractère et son expérience, propre à jouer le rôle auquel le destinait la politique de Catherine. Hautain, vindicatif, il nourrissait contre le roi de

Pologne une profonde haine. La position de ce prince était donc très-difficile. Accablé de maux, placé entre la crainte d'attirer sur la république les armes de la Russie et l'humiliation de détrôner lui-même son propre fils, il n'osait ni l'engager à céder, ni l'encourager à la résistance. Au milieu de ces hésitations, l'impératrice avait donné l'ordre à ses troupes d'occuper la Courlande. Charles, qui se trouvait en ce moment éloigné de sa capitale, se hâta d'y revenir; mais les troupes russes y entrèrent en même temps que lui et furent distribuées sur les terres des partisans du duc, pour y vivre à discrétion jusqu'à ce qu'il se soumît.

De son côté, Biren était accouru avec le dessein d'employer la violence pour le triomphe de sa cause. Cependant, il crut devoir attendre à Riga, dernière ville de la Russie, le départ de son rival. Mais celui-ci, prisonnier dans son propre palais, où un simple résident russe avait apposé les scellés sur tous les objets publics, opposait aux outrages le mépris, aux menaces une fermeté calme, aux offres de l'impératrice les droits qu'il tenait de son père. Les employés qui lui étaient restés fidèles étaient sans cesse menacés de la colère de la Russie: c'est ce qui affectait le plus son cœur. On mit des gardes aux marchés, aux étangs, aux bûchers, dans les basses-cours, afin que les provisions n'arrivassent pas jusqu'au duc, et que, lassé de tant d'outrages, il abandonnât lui-même la Courlande. Le chancelier lui ayant signifié, de la part de Catherine, qu'il eût à se retirer au plus vite,

il répondit qu'il avait pour l'impératrice tout le respect possible, mais qu'il n'avait d'ordre à recevoir que du roi de Pologne. On lui offrit des dédommagements; il les refusa.

Mais, dès ce moment, les Russes ne mirent plus de bornes à la violence. Biren, lassé d'attendre à Riga le départ de son rival, fit un voyage de quelques heures à Mittau, pour y convoquer la noblesse de Courlande; car les lois du pays voulaient que les lettres de convocation ne pussent être expédiées que dans le pays même. Ces lettres furent accompagnées d'une circulaire adressée à la noblesse par le ministre russe. Il promettait à ceux qui obéiraient la protection de la tsarine, et menaçait de sa colère ceux qui resteraient attachés aux intérêts du prince Charles. Malheureusement la Courlande offrait le spectacle déplorable d'un petit État divisé, et, en présence des maux dont ils étaient menacés, la crainte glaçait les cœurs des Courlandais, dont la fidélité n'avait pas encore chancelé. Dans cette triste situation, le duc envoya demander à son père des conseils et des ordres. Auguste était en proie à une horrible perplexité. Il n'osait engager son fils à commettre une lâcheté; il osait encore moins l'exposer à des dangers sérieux, en lui ordonnant de résister. Il prit le parti de convoquer le sénat et d'adresser, en attendant, une exhortation à la noblesse de Courlande.

Au jour annoncé (20 janvier 1763), Biren fit son entrée dans Mittau, escorté par les troupes russes. Il

descendit à la principale église, où le clergé le reçut avec les honneurs souverains. Mais, comme le prince Charles n'avait pas quitté le palais ducal et qu'on n'osait pousser la violence jusqu'à l'en chasser, il se logea avec sa famille dans quelques maisons particulières situées sur la place même du palais. Telle fut alors la confusion dans ce malheureux pays, que toute l'administration resta suspendue et que les tribunaux cessèrent de rendre la justice.

Pendant que ceci se passait en Courlande, le sénat de Pologne s'assemblait. Déjà deux sénateurs étaient partis pour aider le prince de leurs conseils. Ils parvinrent jusqu'au palais qu'entourait un cordon de soldats étrangers; mais un officier russe leur signifia, au nom de l'impératrice, qu'il leur était défendu d'exercer en Courlande aucun acte de juridiction. Nonobstant cette défense, les deux sénateurs envoyèrent un héraut d'armes à tous les Courlandais, pour les inviter à ne pas se rendre à l'assemblée convoquée par Biren. Un écrit affiché aux portes des églises fut arraché en même temps, et le héraut conduit au delà des frontières de la Courlande.

Dès l'origine de cette lutte, Catherine avait envoyé à Varsovie, en qualité d'ambassadeur, un homme dangereux pour le repos de la Pologne, le comte Keyserling, originaire de Courlande. C'était un esprit fin et rusé, qui savait concilier la violence avec un respect apparent pour les formes républicaines. Il avait ordre de s'arrêter à Mittau et d'employer son habileté à obtenir du prince

Charles qu'il quittât la Courlande sans paraître céder à la force; mais il échoua contre l'inébranlable volonté de ce prince. Keyserling poursuivit donc sa route vers la Pologne, sans cesser toutefois de s'occuper de la Courlande; car, outre le désir de remplir les intentions de sa cour, il avait un autre motif pour désirer le succès de sa mission; il était lié à Biren, auquel il devait son élévation, par des liens de reconnaissance et d'amitié, et il espérait, en le replaçant dans cette haute fortune, s'en faire un appui contre les disgrâces qui pourraient l'atteindre lui-même.

Au moment où le sénat de Pologne allait s'assembler, Keyserling publia, au nom de sa souveraine, une déclaration menaçante, dans le but de frapper cette assemblée de terreur. Catherine s'y attribuait la gloire d'avoir fait cesser la guerre qui affligeait l'Europe à son avénement au trône. Elle se plaignait que la Pologne eût manqué d'égards envers elle, en rappelant dans une note les malheurs du jeune Ivan; enfin, en ce qui concernait la Courlande, elle disait que ce pays ayant toujours été considéré comme une barrière entre les deux États, elle devait à son repos de ne pas souffrir qu'il devînt un foyer de troubles. En même temps elle envoyait l'ordre aux troupes qu'elle avait en Pologne de ne pas quitter la république. Un corps de deux mille hommes venait en dernier lieu de s'établir à Graudentz, ville située sur une hauteur, au milieu d'une plaine marécageuse, et, comme point militaire, excellente position.

Ce fut sous de pareils auspices que le roi ouvrit le sénat. Ce prince, étant sur le point de partir pour la Saxe, où il espérait que l'air natal rétablirait sa santé chancelante, avait informé les sénateurs, par une note, qu'il appellerait d'abord leur attention sur deux points fort importants : l'affaire de Courlande et la présence des troupes russes sur le territoire de la république. Sur le premier, quarante-huit sénateurs sur soixante reconnurent les droits du prince Charles comme duc de Courlande, et décidèrent qu'on ferait le procès à Biren et à ses complices. Le prince Michel Czartoryski, grand chancelier de Lithuanie, homme ardent et ambitieux, qui voulait employer la Russie à changer la constitution de la république, parla contre cette mesure avec beaucoup d'habileté, sans ébranler toutefois la résolution du sénat.

Pour détruire l'effet de cette résolution, Keyserling s'appliqua à donner de la consistance au bruit d'une prochaine invasion d'une armée russe. En effet, cette menace acheva de jeter le trouble dans l'esprit du roi de Pologne, qui envoya l'ordre à son fils d'abandonner la Courlande, et aux deux sénateurs de le suivre. Sa frayeur était si grande qu'il partit lui-même sans avoir pris aucune mesure pour mettre la république à l'abri des agitations, qui déjà éclataient de toutes parts.

Le prince Charles quitta le palais où il était en quelque sorte assiégé depuis sept mois, manquant de tout et ne subsistant que par le dévouement de quelques Cour-

landais ; il quitta, dis-je, le palais, non en fugitif, mais en héros malheureux. Il traversa en plein jour les troupes russes, qui, frappées de son courage, lui rendirent les honneurs qu'on rend aux souverains.

Le départ d'Auguste avait donné aux intrigues dont la Pologne était le théâtre une plus grande activité. Chacun prévoyait que de grands malheurs étaient près de fondre sur elle, et cependant chacun n'avait en vue, dans ces circonstances malheureuses, que le succès de son ambition. Deux partis divisaient la Pologne, celui des princes Czartoryski, qui s'appuyait sur la Russie, et celui des Potocki, famille puissante, ennemie de la cour, qui avait la prétention de ne rien devoir qu'à sa seule force. Tous les deux sentaient la nécessité d'apporter certains changements dans la constitution polonaise, et notamment de supprimer le *liberum veto*, c'est-à-dire la loi qui exigeait l'unanimité dans les diètes ; loi déplorable qui avait produit tous les maux dont les Polonais se plaignaient, et conduit la république à ce degré d'abaissement où nous la verrons descendue. Mais leur but était différent. Les premiers désiraient fortifier la royauté à leur profit ; les seconds voulaient, au contraire, l'affaiblir davantage au profit de la noblesse, et ils se proposaient, à cet effet, d'établir, à côté de la couronne, un conseil permanent, dont le pouvoir presque souverain aurait flatté l'orgueil des grandes familles.

Les princes Czartoryski, hommes d'un rare mérite,

dont l'un était grand chancelier de Lithuanie, et l'autre palatin de la Russie polonaise, avaient des vues plus élevées, et ils fussent parvenus en d'autres temps à rendre la Pologne heureuse en fondant un gouvernement régulier. Mais les moyens par lesquels ils espéraient réussir étaient dangereux et devaient tromper leurs espérances. La présence des troupes étrangères, qu'ils appelèrent au sein de leur patrie, souleva contre eux l'indignation de leurs concitoyens, et leurs projets, lorsqu'ils furent mieux connus, rencontrèrent les plus grands obstacles de la part de la Russie, dont le but était d'entretenir la division parmi les Polonais. Ce furent donc les deux écueils contre lesquels la longue ambition de cette famille alla se briser, au moment même où elle croyait n'avoir plus qu'à jouir de son ouvrage.

Le prince Auguste, palatin de Russie, jouissait d'une haute réputation de sagesse, et joignait à un faste de souverain une sévère économie. Sa conduite mesurée, la gravité de ses manières, son immense fortune semblaient le rendre l'arbitre des destinées de la Pologne, dont la noblesse presque tout entière lui était dévouée; mais, nonchalant par caractère, il ne croyait pas que le pouvoir méritât qu'on le poursuivît aux dépens de son repos, de sorte qu'il traitait les affaires avec une sorte de dédain, et qu'il n'y apportait ni ardeur ni persévérance.

Son frère Michel, au contraire, grand chancelier de Lithuanie, avait une âme ardente et opiniâtre, une

grande expérience des hommes et des choses, et il se sentait capable de jouer dans une république le rôle de dictateur. Il connaissait plus de cent mille nobles par leurs noms, ce qui l'avait rendu extrêmement populaire. Il avait l'art de diriger une assemblée, savait à propos exciter les passions, employer l'intrigue; mais, avec un génie inquiet, remuant, audacieux, il se nuisait par le ton d'ironie qui régnait habituellement dans ses discours.

L'anarchie dans laquelle il voyait la république menacée de s'engloutir lui avait inspiré un violent désir de réformer le gouvernement, et ce sentiment, joint à l'espoir de fixer la couronne dans sa famille, donnait à son ambition une ardeur que la prudence avait de la peine à contenir. Abolir le *liberum veto*; augmenter les prérogatives de la couronne et la rendre héréditaire; réduire l'autorité des grandes charges; placer les tribunaux en dehors des passions populaires; abaisser la puissance des grandes familles, puissance dont elles avaient si souvent abusé; en un mot, faire entrer la république dans la voie où les États voisins étaient depuis longtemps engagés, telles étaient les vues de ces princes. Mais l'ignorance de la nation, son attachement pour une liberté orageuse, dont parfois elle déplorait l'usage funeste, la crainte de dévoiler leur ambition, la défiance qu'inspirent toujours des projets dont on n'entrevoit qu'imparfaitement le but; enfin l'obligation de ne pas éveiller la jalousie de leurs voisins, tout les invi-

tait à marcher dans cette voie de réformes avec une extrême circonspection.

Depuis longtemps la Pologne se reposait dans une tranquille anarchie [1]. La nation avait des mœurs douces, mais des lois vicieuses. Tandis que la plupart des peuples de l'Europe étaient en travail pour améliorer leur état social, la Pologne n'avait fait aucun progrès. Elle ne songeait à réformer ni ses lois [2], dont les défauts n'échappaient à personne, ni l'administration de la justice, qui rappelait une époque de barbarie [3], ni les principes de la propriété fondée sur le privilége, ni son organisation militaire qu'elle croyait parfaite, parce que les armées polonaises étaient d'une grande bravoure, et que leur gloire avait retenti dans tout l'univers; ni enfin la condition du peuple, réduit presque tout entier à l'esclavage. Le pays offrait en général un aspect misérable; les villes étaient sans industrie, les campagnes mal cultivées, et la population diminuait d'année en année d'une manière sensible.

« Je ne pense qu'avec crainte, écrivait le roi Stanislas

[1] *Polonia confusione regitur* était passé en proverbe.

[2] Aucun noble ne pouvait être arrêté qu'après avoir été condamné juridiquement, ou pris en flagrant délit.

Le coupable était absous, dès qu'aucun particulier ne l'accusait et ne le poursuivait en justice.

[3] Un individu s'était emparé du bien d'un autre : si la justice décidait en faveur de ce dernier, tout n'était pas fini pour cela; il fallait que, le décret à la main, il assemblât des troupes, et qu'il mît, s'il le pouvait, son ennemi à la raison.

Leczinski en 1738, à tout ce qui nous environne. Quelles forces avons-nous pour résister à nos voisins, et sur quoi fondons-nous cette confiance qui nous tient enchaînés et comme endormis dans le repos? Nous croyons que nos voisins, par leur propre jalousie, s'intéresseront à notre conservation ; vain préjugé qui nous trompe ! Ils s'accorderont plutôt à partager nos États. Il est vrai que ce sont les mêmes nations que nos pères ont connues et qu'ils n'ont jamais appréhendées, mais ne savons-nous point que tout est changé? Elles ont à présent d'autres mœurs, d'autres lois, d'autres usages, d'autres systèmes de gouvernement, d'autres façons de faire la guerre, j'ose même dire une plus grande ambition. Cette ambition s'est augmentée avec les moyens de la satisfaire. Tandis que nous, esclaves de nos usages, nous croyons notre gouvernement supérieur aux autres. Cette fastueuse prévention nous retient dans notre ignorance. Ainsi nous n'avons ni troupes, ni artillerie, ni argent, ni provisions, pas même le moindre rempart autour de nos villes. Qui que ce soit de nos voisins qui veuille nous faire la guerre ne trouve pas une barrière qui l'arrête. »

La souveraineté résidait dans la personne d'un roi, dans un sénat composé d'évêques, de palatins ou gouverneurs de province, de castillans ou gouverneurs de districts, et dans une chambre de nonces ou députés. Ceux-ci étaient élus dans les diétines de provinces, où les passions soulevaient le plus souvent d'effroyables

tempêtes. Les diètes n'avaient lieu que tous les deux ans; mais les Polonais ne craignaient pas que, dans l'intervalle, le roi étendît son pouvoir, ou l'exerçât arbitrairement, surveillé qu'il était par une commission permanente tirée du sein du sénat, et par des ministres qu'il ne pouvait destituer. D'ailleurs, la force de la république, c'est-à-dire les troupes, ne se trouvaient pas dans ses mains; elles étaient sous les ordres absolus de deux grands généraux, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie; et, afin que ces derniers n'eussent même pas la pensée de s'en servir pour opprimer la nation, la diète s'était réservé de voter, à chaque session, les subsides nécessaires pour son entretien.

Il résultait de cet état de choses que, les diètes étant aussitôt rompues que formées, l'armée se trouvait sans solde et mal équipée. Ainsi, pendant que tous les États de l'Europe s'appliquaient à développer leurs forces militaires et à leur donner une organisation plus vigoureuse, la Pologne, au contraire, avait diminué les siennes et en laissait tomber la discipline. Ses forteresses même étaient en ruines, et, de peur qu'elles ne devinssent un instrument de servitude, on ne prenait aucun soin de les relever. Ses arsenaux étaient vides ou négligés, et ses frontières, dans un pays ouvert de toutes parts, étaient complétement dégarnies [1]. L'administration avait subi le même abaissement. Il n'existait pas

[1] Discours du primat prononcé à la diète générale de 1764.

de grandes routes, ce qui rendait les communications difficiles et incertaines. Les terres restaient sans culture dans beaucoup d'endroits; le commerce languissait, et, à côté de fortunes presque royales, régnait la plus effroyable misère.

Cette nation, douée de qualités brillantes, généreuse dans ses instincts, mais trop attachée aux formes d'une trompeuse liberté, refusait de porter remède à des abus monstrueux, dans la seule crainte de laisser prendre une trop grande influence à la royauté. D'un autre côté, quand elle voyait l'exercice de sa souveraineté anéanti par l'opposition d'un seul membre de la diète, au moyen de ces trois mots : *Nie pox walam* (je ne puis consentir), elle déplorait l'abus de ce droit funeste et vouait à la malédiction le mauvais citoyen qui l'exerçait; mais elle n'était pas assez sage pour y renoncer, tant elle craignait d'ouvrir la porte au despotisme. La liberté était bannie des diètes, où presque toujours un parti opprimait l'autre et ne triomphait que par la violence.

Cependant rien en apparence ne paraissait changé dans l'État. Les mœurs valaient mieux que les lois. Les hommes s'y faisaient remarquer par leur esprit et leur courage; les femmes par une élégance et un charme incomparables. Nulle part ne régnait plus de distinction qu'à Varsovie, plus d'agrément dans la conversation, plus d'urbanité dans les mœurs, avec plus de magnificence, plus de faste et de galanterie. Le goût des arts, une éducation parfaite, une facilité merveilleuse à par-

ler toutes les langues, un costume un peu théâtral, une tournure orientale, beaucoup d'éloquence, des figures nobles, de grands caractères, tout cela avait pour les étrangers un attrait particulier. Du reste, une sécurité complète régnait dans toute la Pologne. Mais, en réalité, le désordre avait pénétré dans le cœur de la république. L'intérêt particulier se cachait sous toutes les formes. L'habitude de la dissipation, une hospitalité fastueuse, dans laquelle il entrait plus d'ostentation que de sentiment, avaient agrandi le cercle des besoins, sans plus de moyens de les satisfaire, en sorte que la plupart des nobles, mécontents de leur sort, passaient leur vie dans des intrigues sans dignité, toujours prêts à favoriser un changement dans l'État, s'ils en espéraient quelque profit pour eux-mêmes. Les grandes charges étaient exercées sans contrôle. Les hommes en place n'ayant rien à redouter de personne, puisque personne n'avait le droit de les reprendre en l'absence des diètes, apportaient dans leurs fonctions moins de zèle et de probité.

Ces déplorables abus avaient encouragé les puissances étrangères à se mêler plus activement des affaires de la Pologne. Pendant que tout déclinait chez elle, les États voisins n'avaient pas cessé de s'agrandir et de se fortifier. La Prusse était devenue une puissance considérable; la Russie, presque étrangère à l'Europe un siècle auparavant, avait maintenant des armées nombreuses, disciplinées, et commençait à mesurer son ambition à ses forces. Les troupes russes s'étant habituées à regarder

la Pologne comme une province conquise, y entraient sous le plus frivole prétexte et ne se pressaient jamais d'en sortir, ce qui produisit deux résultats également funestes. Le premier fut de rendre les Polonais presque indifférents à la présence des troupes étrangères ; car en voyant leur territoire sans cesse envahi, ils n'eurent plus pour elles cette horreur salutaire qui doit être dans le cœur de tout bon citoyen. En second lieu, pendant les deux règnes d'Auguste II et d'Auguste III, la Russie domina seule en Pologne et se fit à l'idée qu'elle seule devait y dominer. Cette idée avait pris de telles racines dans l'esprit de l'impératrice, que le baron de Breteuil, ambassadeur français à Pétersbourg, ayant proposé à cette princesse de s'unir avec sa cour pour donner à la Pologne un roi de leur choix, elle lui répondit que c'était à elle seule de décider du sort de cette république, par la raison que la position de son empire lui faisait un devoir ainsi qu'une nécessité d'en écarter toute autre influence, ajoutant que la France ne devait qu'à la faiblesse de ses prédécesseurs d'y avoir joué jusqu'à ce jour un rôle important.

Cette prétention de la Russie d'établir sa domination en Pologne, à l'exclusion des autres puissances, remontait plus haut que l'impératrice actuelle ; nous avons la preuve de ses desseins dans une lettre qu'Hélène, fille d'Ivan Wasilewitch et femme d'Alexandre Jagellon, écrivait à son père (1502), pour se plaindre des incursions et des envahissements de la Russie. « On dit ici, ajoutait-

elle, que vous ne m'avez envoyée en Lithuanie que pour mieux asservir ce pays. »

La Russie n'avait pas encore employé, en parlant au ministre d'une grande puissance, un langage aussi hautain que celui dans lequel venait de s'exprimer l'impératrice, soit qu'il prît sa source dans le sentiment que cette princesse avait conçu de sa puissance, soit qu'il lui fût inspiré par la faiblesse de l'Europe. La cour de Versailles, justement effrayée de cette ambition persévérante, dont la Suède était contrainte de subir les lois, et qui maintenant menaçait ouvertement l'indépendance de la Pologne, avait songé depuis longtemps à la contenir par les forces de l'empire ottoman. Mais la Porte, déjà fort affaiblie par une succession non interrompue de révolutions intérieures et par les guerres malheureuses qui avaient précédé la paix de Carlowitz et celle de Passarowitz, paraissait résolue à ne pas sortir du sommeil léthargique dans lequel elle était comme ensevelie.

Pendant le long règne de Mahmout (1730-1754), l'empire ottoman avait été en quelque sorte circonscrit dans l'enceinte de Constantinople. Ce prince cruel et voluptueux, porté au trône par une révolte populaire, ne s'était plus occupé que de prévenir par la corruption de pareils attentats. Les provinces furent négligées ; on laissa tomber la discipline dans les troupes ; on excita parmi le peuple le goût des plaisirs et du luxe, qu'il ne connaissait pas encore, et l'action du pouvoir ne s'appliqua plus qu'à étouffer l'esprit de révolte, dont la capi-

tale était devenue le foyer. Il en était résulté pour la nation la perte de ses mœurs simples et frugales, et pour le sultan l'oubli de sa dignité au dehors. Car, habitué à ne voir que des ennemis dans ses sujets, il avait adopté pour règle de conduite de conserver la paix avec ses voisins, afin de pouvoir comprimer, en tout temps, les mouvements séditieux de l'intérieur. Il avait donc laissé les Russes, au mépris du traité du Pruth, envahir de nouveau la Pologne.

La France avait essayé vainement d'effrayer ce prince sur les dangers que ces tentatives audacieuses faisaient courir à l'empire, et de lui faire comprendre la nécessité d'une entente sérieuse pour s'y opposer et en prévenir le retour. Mais ces démarches avaient échoué contre la résolution du sultan d'éviter toute espèce de conflit pour des questions extérieures. Elles continuèrent sous Osman, sans plus de succès. Ni les promesses, ni les présents, ni les influences occultes n'avaient pu vaincre et l'indolence du sultan et l'imprévoyance des ministres.

Parvenu au trône à l'âge de cinquante-sept ans, Osman ne connaissait d'autres hommes que ceux que l'ombrageuse méfiance de son frère avait commis à sa garde. Loin de rougir de son ignorance, il ne vit dans la possession du pouvoir, pendant son règne éphémère (1754-1757), que le plaisir puéril de satisfaire ses fantaisies, de sorte que les rênes de l'état continuèrent à flotter au gré de mille passions diverses.

Le peu d'espoir qu'avait conçu le ministre français à

Constantinople de faire accepter les projets de sa cour s'évanouit d'ailleurs à l'occasion d'un événement auquel personne en Europe ne s'attendait et qui vint en bouleverser les alliances. La France, menacée à cette époque par une guerre maritime avec l'Angleterre, ne doutait pas que celle-ci ne fît les plus grands efforts pour l'étendre sur le continent. En effet, l'Angleterre voulant mettre en sûreté ses possessions allemandes, s'était hâtée de resserrer ses liens avec la Russie par un traité d'alliance et de subsides. Le roi de Prusse comprit le danger auquel ce traité l'exposait lui-même, menacé d'un côté par les Russes, et de l'autre par les Autrichiens, qui n'avaient pas renoncé à l'espoir de rentrer en possession de la Silésie. Il prit son parti avec résolution, c'est-à-dire qu'il abandonna l'alliance de la France pour se rejeter sur l'Angleterre, avec laquelle il conclut à son tour un traité d'alliance et de garantie mutuelle. Ce brusque changement en produisit un autre qui fut encore plus imprévu. La France et l'Autriche, dont la rivalité avait ensanglanté tous les champs de bataille de l'Europe, se rapprochèrent soudainement et conclurent à Versailles, en 1756, un traité auquel accéda la Russie, pour ne pas se séparer de la cour de Vienne.

Ce traité produisit à Constantinople autant de surprise que de mécontentement. Habitués à voir la France et l'Autriche ennemies, les Turcs se crurent trahis et sacrifiés, surtout lorsqu'ils eurent acquis la certitude que la cour de Versailles ne les avait pas exceptés du

cas où elle serait obligée de secourir son alliée. En vain leur donna-t-on l'assurance que ce cas n'arriverait jamais, et qu'on était résolu à ne pas se séparer d'eux. La conviction contraire avait pris dans leurs conseils de si profondes racines, que la Porte [1], éblouie par les succès du grand Frédéric et voyant l'Autriche épuisée, fut sur le point de se jeter dans les bras de la Prusse. Si la France ne fût parvenue à parer ce coup, l'Autriche eût été précipitée vers sa ruine.

Telle était la situation de l'Europe, lorsque Mustapha monta sur le trône. Il était moins ignorant que son prédécesseur, mais il n'avait ni plus de connaissance des hommes, ni plus d'expérience des affaires. Porté cependant à la réflexion par son caractère soupçonneux et mélancolique, le gouvernement devint l'objet particulier de son attention, et il travailla sérieusement à ramener l'empire à la sévérité des mœurs, dans laquelle il avait si longtemps puisé sa force. Mais tels étaient les ravages que le règne de Mahmout avait produits dans les mœurs publiques, que son économie fut taxée d'avarice et sa justice de rigueur. Quoiqu'il fût naturellement ombrageux, il s'inquiéta peu de ces murmures, voulant que la guerre, s'il était contraint de la faire, justifiât sa pré-

[1] Ce mot désigne, à proprement parler, la résidence du grand visir, où tous les bureaux sont rassemblés et où tous les autres ministres siégent dans le jour pour vaquer aux affaires de leur département. On l'emploie pour exprimer l'idée même du gouvernement, parce que c'est de là qu'émanent toutes les résolutions, tous les actes importants.

voyance. Une certaine inclination le portait vers la gloire des armes, et, s'il n'avait rencontré dans ses propres ministres et dans la situation de l'empire des obstacles presque insurmontables, peut-être eût-il saisi l'occasion qui s'offrait alors d'élever contre la Russie l'étendard du Prophète.

La Porte d'ailleurs, dans son ignorance des rapports politiques de l'Europe, habituée à regarder toutes les nations chrétiennes comme autant d'ennemis du Croissant, se souvenant que la Pologne lui avait porté plus d'un rude coup, sans vouloir reconnaître la décadence de ce royaume, se réjouissait en secret de ses embarras, et ne comprenait pas que, si les Polonais avaient été, à une autre époque, le boulevard de l'Europe contre les invasions des musulmans, ils fussent devenus celui de Constantinople contre l'ambition plus formidable de la Russie. Elle servit donc les desseins de l'impératrice en croyant les combattre. Le choix d'un Piast pour occuper le trône de Pologne triompha des ressentiments du sultan, qui, ne se doutant pas du piége tendu à son ignorance, loua cette combinaison [1] comme devant flatter d'une part l'orgueil des Polonais, et, de l'autre, écarter les influences étrangères. Lorsqu'il ouvrit ensuite les yeux, il fit quelques tentatives pour s'y opposer; mais les assurances de la Russie, ses promesses captieuses,

[1] Lettre du grand visir au primat et au grand maréchal de la couronne, dans l'*Histoire des révolutions de Pologne*. Varsovie, 1778.

ses flatteries et ses présents endormirent de nouveau les ministres de la Porte.

La Russie avait en effet semé le bruit qu'un Piast, c'est-à-dire un Polonais, devait occuper le trône. Ce bruit flattait les Polonais et nourrissait l'ambition des grandes familles, qui toutes aspiraient à la royauté et s'en croyaient dignes. En éloignant ainsi tous les candidats étrangers, Catherine avait la certitude de faire prévaloir le sien. Depuis longtemps son choix était connu d'un certain nombre de personnes. C'était le comte Poniatowski, son ancien amant. A peine montée sur le trône, elle lui avait écrit en ces termes : « J'envoie « Keyserling en Pologne pour vous faire roi, après la « mort de celui-ci (Auguste III), et, en cas qu'il ne « puisse réussir pour vous, je veux que ce soit le prince « Adam, votre cousin [1]. » En effet, Keyserling avait reçu des ordres formels à ce sujet. C'était un Courlandais d'un esprit ordinaire, mais souple et intrigant. Il avait autrefois donné des leçons de grammaire à Poniatowski, qu'il appelait son fils, et l'assurance qu'il avait de le dominer, quand il serait pervenu au trône, réchauffait son zèle pour la mission dont il était chargé. Ce n'était pas toutefois le souvenir de son ancienne passion qui avait déterminé le choix de Catherine. Le sentiment n'entrait pour rien dans ses déterminations. Ponia-

[1] Le prince Adam était fils de Pierre-Auguste Czartoryski, palatin de Russie.

towski, avec des qualités brillantes, une instruction supérieure, beaucoup de lumières et de bienveillance, était faible, irrésolu, et par conséquent incapable de secouer le joug doré dont elle avait résolu de le charger. Elle ne tenait à lui que parce qu'elle le croyait plus propre à seconder ses vues.

La situation de l'Europe était à cette époque tout à fait favorable aux desseins de l'impératrice. Fatiguées de la guerre, épuisées par les énormes dépenses qu'elle avait occasionnées, toutes les puissances commençaient à peine à jouir du repos que la paix venait de leur procurer, en sorte que chacun regardait la reprise des hostilités comme un malheur qu'il fallait éviter à tout prix. La Porte elle-même, ainsi que nous en avons déjà fait l'observation, la Porte, plus directement intéressée à ce que la Russie n'écrasât pas la Pologne, venait de déclarer que son désir était conforme à celui de l'impératrice de Russie, relativement au choix d'un Piast pour occuper le trône[1]. Elle avait d'abord protesté contre l'entrée des troupes russes sur les terres de la république; mais au fond, peu disposée à s'engager dans une guerre pour une question dont elle appréciait mal l'importance, travaillée d'ailleurs par le ministre de Russie, elle borna son action à donner aux Polonais des conseils et des avertissements sur les dangers de la

[1] *Histoire des révolutions de Pologne*, publiée à Varsovie en 1778, t. Ier, pièces justificatives.

discorde. En vain l'ambassadeur français à Constantinople avait essayé de l'effrayer sur la marche des Russes; le Divan avait répondu que de tout temps les troupes étrangères avaient pénétré en Pologne, sans que la république en eût reçu aucun dommage; que le cas présent n'avait pas été prévu par le traité de Carlowitz, et qu'il n'appartenait pas à la Porte d'en faire un sujet de négociation. Cette manière de penser, consacrée en quelque sorte par la loi religieuse qui leur interdisait une participation trop directe dans les affaires des chrétiens, décelait au fond la faiblesse des ministres ottomans et ne laissait aucun doute sur l'influence cachée que la Russie avait prise dans les conseils de la Porte.

Enfin, chaque puissance, par des motifs différents, laissait la Russie agir en toute liberté, sous la condition qu'elle n'introduirait pas en Pologne une nouvelle forme de gouvernement, et qu'elle quitterait le pays lorsqu'elle aurait accompli sa mission.

Le comte de Broglie, qui représentait la France à Varsovie, favorisait le parti national, dont les Potocki et les Radziwill étaient les chefs, moins peut-être pour la Pologne elle-même, que par un sentiment d'opposition à l'Angleterre, dont le ministre approuvait les réformes. Le duc de Choiseul était à cette époque presque indifférent aux affaires de la Pologne. Tout occupé de former au Midi une grande ligue politique, sous le nom de *pacte de famille*, de tous les membres de la maison de Bourbon, il ne s'était point encore inquiété de l'in-

fluence que la Russie pouvait acquérir dans le Nord. Il détestait en secret les Polonais, éprouvait un profond dégoût pour leurs intrigues, et, sous l'influence de ces sentiments, il se persuadait que la France n'avait aucun intérêt dans la question. Rassuré d'ailleurs par la rivalité des puissances voisines de la Pologne, il envisageait cette rivalité comme la plus sûre garantie de la république. Pourquoi la France, disait-il, patronnerait-elle un candidat? Dans quel but épuiserait-elle ses trésors? Si elle parvenait à placer sur le trône un prince de son choix, elle serait engagée à l'y maintenir, au risque d'éveiller la jalousie de l'Europe.

Telle était l'erreur du duc de Choiseul. Aux yeux de Louis XV, la question polonaise avait au contraire une haute importance. Mais convaincu d'ailleurs de l'inutilité de ses efforts pour faire élire un prince étranger, il était d'avis de se rejeter sur un Piast. C'est ainsi que chaque puissance, avec des vues différentes, concourait à favoriser les vues de Catherine.

Le roi de Prusse observait la Russie et devinait ses projets. Il aurait pu, réuni à la France et à l'Autriche, ou seulement en restant neutre, en empêcher la réussite. Mais sa position était délicate. Après la paix d'Hubertsbourg, qui avait terminé la guerre de sept ans, Frédéric était demeuré sans allié. Il avait essayé de se rapprocher de la Russie, dont les rapports ne lui inspiraient ni crainte ni méfiance, mais il avait rencontré jusqu'alors des obstacles sérieux dans le Conseil,

où dominaient Orlof et Bestoujef, tous deux favorables à l'Autriche. La mort d'Auguste III[1] et les vues de l'impératrice sur la Pologne décidèrent la politique du cabinet russe. Panin devenu premier ministre, les intrigues de la France et de l'Autriche échouèrent complétement, et le traité d'alliance que le roi de Prusse sollicitait avec tant d'ardeur fut conclu le 11 avril 1764. Ce prince était en effet le seul allié qui pût servir les desseins de l'impératrice, car la France et l'Autriche avaient en Pologne des intérêts opposés aux siens.

Par ce traité, dont la durée devait être de huit ans, les deux cours se garantirent réciproquement leurs possessions, et se promirent au besoin un secours de douze mille hommes, ou un subside équivalent, s'obligeant à ne faire ni paix ni trêve sans le consentement l'une de l'autre. Mais de toutes les clauses de ce traité, celle qui regarde la Pologne mérite une attention particulière. « L'intérêt du roi de Prusse et de S. M. l'impéra-
« trice de Russie, y est-il dit, exigeant que la Pologne
« soit maintenue dans son état de libre élection, et
« qu'il ne soit permis à personne de rendre le royaume
« héréditaire dans sa famille, ou absolu, le roi de Prusse
« et l'impératrice s'engagent, par cet article secret,
« non-seulement à ne point le permettre, mais encore
« à prévenir et à détruire par tous les moyens possibles,

[1] 5 octobre 1763.

« et d'un commun accord, les vœux et les desseins qui « pourraient tendre à ce but, et à avoir même recours, « en cas de besoin, à la force des armes, pour empê- « cher le renversement de la république et de ses lois « fondamentales. »

Tel est le germe qui produisit dans la suite le démembrement de la Pologne. Sans doute, il était de l'intérêt de la Russie, plus encore que de la Prusse, de s'opposer à tout changement dans la constitution de la république, pour avoir toujours une porte ouverte à son intervention; mais n'était-il pas odieux que deux puissances voisines réglassent entre elles, sans y être invitées, et la forme du gouvernement de la Pologne et les principes de sa constitution?

Dès ce moment, les intrigues de ces deux cours devinrent plus actives. Le roi de Prusse envoya à son ministre à Varsovie l'ordre d'assister dans toutes ses démarches celui de l'impératrice de Russie, conduite qui contrastait avec les déclarations de l'Autriche et de la France; car, le 16 mars, le comte de Merci et le marquis de Paulmy avaient annoncé à la diète que l'intention de leurs cours était de ne point se mêler de l'élection du nouveau roi, et de reconnaître celui qui aurait été porté au trône par un choix libre et conforme aux lois [1].

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski.

A cette époque, les négociations dont nous venons de parler entre la Russie et la Prusse n'étaient qu'imparfaitement connues. Or, le cabinet de Vienne, voulant à tout prix empêcher cette alliance, avait cru, par sa déclaration, donner une complète satisfaction à l'impératrice, et l'éloigner de Frédéric. Mais la fausse politique dans laquelle ce cabinet avait entraîné la France n'eut d'autre résultat que de laisser le champ ouvert aux intrigues de la Russie et de la Prusse.

Jusqu'au moment décisif, Keyserling avait rempli les vues de son gouvernement; on crut alors devoir renforcer l'action de ce ministre par celle du prince Repnin, qui fut envoyé en Pologne en qualité de ministre plénipotentiaire. Le prince Repnin, lorsqu'il parut pour la première fois sur la scène politique, n'était connu que par ses dissipations. Quoiqu'il eût fait la guerre de sept ans, il était alors trop jeune pour que son nom eût jeté aucun éclat. Mais il est probable que l'impératrice, si habile à découvrir le mérite, avait deviné celui de Repnin, qui devint en effet un des hommes les plus remarquables de son règne, comme diplomate, comme militaire et comme administrateur. Repnin avait alors trente ans. Il déploya, dans sa mission en Pologne, tant de hauteur et de violence; il se montra constamment si impérieux, qu'il est impossible d'affirmer s'il fut ébloui par la grandeur de son pouvoir, ou si l'idée qu'il s'était formée des Polonais avait été le mobile de sa conduite à leur égard. Du reste, naturelle-

ment humain, généreux à l'excès et désintéressé, il ne fit jamais servir son pouvoir à sa fortune [1].

Keyserling était plus souple, Repnin plus audacieux. Aussi, dès son arrivée, tout changea de face. Aux manœuvres astucieuses du premier, succédèrent les déclarations les plus absolues, les ordres les plus hautains, les menaces même, à tel point que l'impératrice, informée de la fâcheuse impression que produisait sur l'esprit des Polonais la conduite de son ministre, se vit en quelque sorte obligée de rassurer la nation par une protestation publique au sujet des desseins qu'on lui prêtait. Mais, tandis qu'elle déclarait n'avoir d'autre désir que le bonheur de la Pologne, elle répandait l'argent à Constantinople pour assoupir les craintes des ministres de la Porte, et faisait arriver deux millions à Varsovie, pour servir à l'élection de Poniatowski. D'un autre côté, la Lithuanie était remplie de troupes russes; 10,000 hommes, commandés par le prince Daschkof, étaient aux portes de la capitale; 40,000 Prussiens gardaient les frontières, sous prétexte d'intercepter les communications avec les provinces turques infectées de la peste, et une division de hussards prit possession de la ville de Posen.

L'entrée des troupes russes sur les terres de la république y avait jeté l'inquiétude et l'effroi. Quelques dié-

[1] *Mémoires secrets sur la Russie*;—*Diairies and correspondence of James Harris*, London; — *Notice sur les principales familles russes*, par le comte d'Almagro.

tines avaient été troublées par leur présence. La ville de Graudentz, où se tenait la diète générale de la province, avait été investie par un corps de troupes sous les ordres du général Kommotof. Les Russes avaient occupé toutes les portes de la ville et s'étaient avancés jusqu'au lieu de la réunion, qui s'était dispersée à leur approche. Les Polonais s'en plaignirent, et les chefs du parti opposé à l'élection de Poniatowski obligèrent le primat à faire à ce sujet des représentations aux ambassadeurs russes. Ceux-ci répondirent, le lendemain 17 avril, que l'occupation du territoire polonais n'avait d'autre but que le maintien de la tranquillité publique et la liberté des élections; qu'il fallait prévenir les troubles dont la Pologne était menacée dans les circonstances présentes, et qu'on veillerait de la manière la plus sérieuse à ce qu'il ne fût commis aucune violence. Tels étaient les ordres de l'impératrice. Ils défendirent en effet au corps du général Daschkof d'arrêter les personnes qui se rendaient à Varsovie, et d'intercepter le transport des vivres et des fourrages. Mais ces mouvements de troupes ayant continué d'agiter la nation et répandu partout une sorte de terreur, il fallut, par de nouvelles déclarations (4 mai), rassurer tout à fait les esprits sur les vues désintéressées de Catherine.

Le roi de Prusse avait exprimé de son côté les mêmes sentiments. On disait toutefois que l'accord de ce prince avec l'impératrice, dans l'élection d'un candidat de leur choix, cachait des vues moins désintéressées, et on leur

supposait le dessein de s'approprier une partie de la Pologne. On savait qu'ils avaient honoré Poniatowski des plus flatteuses distinctions[1], et l'on craignait que ce candidat, s'il obtenait la couronne, ne se trouvât trop engagé par la reconnaissance.

Suivant les partisans de la Russie, l'impératrice ne se proposait que le bonheur de la Pologne. Ils attribuaient la rupture des diétines aux violences de quelques seigneurs mécontents, et prétendaient que le nombre des troupes russes, qui avaient envahi le territoire de la république, n'était pas assez considérable pour attenter à son indépendance.

Rien n'était plus faux et plus dangereux que cette manière de sentir et de raisonner. Parmi les hommes qui pensaient ainsi, les uns étaient de bonne foi et croyaient sincèrement que la Pologne ne pouvait se soutenir qu'avec l'appui d'une force étrangère ; les autres, plus ambitieux et par conséquent moins sincères, s'efforçaient de justifier leur conduite par celle de leurs adversaires. En effet, le grand général de la couronne, chef du parti national, s'était servi des troupes de la république pour opprimer les diétines. Il s'était même fait suivre d'un corps de trois cents Tartares, qu'il avait pris à sa solde, et il était entré dans Varsovie avec un appareil plus menaçant que protecteur.

[1] Catherine lui avait envoyé le collier de Saint-André avec une épée garnie de brillants ; Frédéric, l'ordre de l'Aigle-Noir.

Ainsi commençaient à se réaliser les craintes exprimées par le primat dans les lettres qu'il avait publiées après la mort du roi pour la tenue des diétines. « Si l'on considère attentivement, disait-il, l'état présent de la république, on peut facilement prévoir que sa ruine ne saurait être éloignée. Nous avons vu depuis trente-sept ans toutes les diètes rompues. Ce vaste empire, qu'environnent de toutes parts des voisins puissants et aguerris, est abandonné depuis près d'un demi-siècle à sa propre destinée. Les lois sont sans exécution, la justice sans vigueur, la liberté opprimée, le commerce presque éteint, les villages ruinés, le trésor public sans argent. Cette situation doit nous faire craindre que la Pologne ne touche à son dernier moment ; qu'elle ne vienne à se dissoudre ou à être envahie par l'ennemi. »

Le premier jour de la diète de convocation, qui se réunissait après la mort du roi, les Russes, dès le point du jour, se rangèrent en bataille hors de la ville. Cinq cents grenadiers se tinrent sous les armes dans la cour de l'ambassadeur. Des corps de cavalerie occupèrent les places publiques; plusieurs piquets de Cosaques furent postés, soit dans les carrefours, soit aux environs du château où la diète était assemblée, et, chose plus incroyable encore ! beaucoup d'hommes de guerre, Polonais et Russes, s'étant glissés dans la chambre des nonces, s'y emparèrent des tribunes. Aussi, l'assemblée fut-elle extrêmement tumultueuse. Le vieux comte Ma-

lakowski, maréchal de la dernière diète, qui tenait encore le bâton, en attendant l'élection de son successeur, déclara qu'il n'ouvrirait la séance que lorsque les troupes étrangères auraient évacué la salle. Le général Mokranowski, nonce de Cracovie, ayant appuyé cette déclaration, de tous les points de la salle les sabres furent tirés, et bientôt le désordre fut à son comble. Mokranowski fut obligé de se mettre en défense, et, sans le prince Adam Czartoryski et quelques nonces, qui se jetèrent au-devant de lui, pour lui faire un rempart de leurs corps, il aurait été massacré. Le tumulte s'étant apaisé, Mokranowski remit son épée dans le fourreau et se présenta, les bras croisés sur la poitrine, au-devant de ceux qui en voulaient à sa vie : « S'il vous faut une victime, leur dit-il, me voilà ; mais du moins je mourrai libre. » Il sortit précédé de Malakowski, et la diète fut rompue. Le parti le plus fort étant resté dans la salle proclama pour maréchal, ou directeur des travaux de l'assemblée, le prince Adam Czartoryski, et se constitua, malgré cette opposition.

La diète rompue, la nation se trouva plus divisée qu'auparavant. Les partisans du grand général, comte Branicki, sortirent de la ville avec l'armée de la couronne, suivis du prince Radziwill, palatin de Wilna, et de tous les chefs du parti national, et se retirèrent à Piacezno, à trois lieues de Varsovie, résolus de combattre les décisions d'une diète que la présence des troupes étrangères entachait d'illégalité.

De leur côté, les partisans des princes Czartoryski, désignés sous le nom de parti russe, en majorité dans l'assemblée, bravèrent cette opposition et, s'étant confédérés, rendirent leurs décrets à la pluralité des voix. Ils nommèrent le prince Michel Czartoryski général des troupes de la couronne, et en donnèrent avis à tous les commandants des régiments, avec ordre de se rendre à Varsovie, sous peine d'être privés de leurs charges. Le prince ayant fait ramener dans la capitale l'artillerie que le comte Branicki avait tirée de l'arsenal de cette ville, les troupes que ce dernier avait entraînées le quittèrent en grand nombre pour se ranger sous les drapeaux de la diète.

Le prince Michel Czartoryski ayant été nommé maréchal de la confédération, on lui donna vingt-quatre conseillers pour assistants. Déjà le prince Radziwill en avait formé une autre en Lithuanie, pour combattre les décrets de la diète confédérée. Ce prince féroce et débauché avait établi les tribunaux, le sabre à la main, épouvanté les diétines, forcé les votes et commis d'effroyables violences.

La formation de ces tribunaux tenait à l'essence même de la constitution polonaise. Ils étaient au nombre de deux, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie. Les membres en étaient choisis dans les diétines, et leurs décrets ne souffraient appel qu'à la diète générale. Toutes les causes, civiles et criminelles, étant du ressort de ces tribunaux, les grandes familles s'efforçaient d'y domi-

ner ; car ces juges suprêmes, pendant les quinze mois que durait leur magistrature, disposaient arbitrairement de la fortune et de la réputation de leurs concitoyens.

Les tribunaux établis par Radziwill furent cassés et ses décrets annulés; mais Radziwill, maître des places fortes de la Lithuanie, faisait chaque jour de tels progrès que ses adversaires furent contraints de s'adresser à l'impératrice de Russie pour en obtenir de nouveaux secours. Radziwill, de son côté, avait envoyé Pac à Berlin, en vue d'intéresser le roi de Prusse à la cause de la Pologne; mais celui-ci, que son intérêt unissait à l'impératrice, se borna au rôle de conseiller et l'engagea fortement à se rattacher à la république. Bientôt après, son armée fut dissipée, lui-même obligé de s'exiler à Dresde, et ses immenses possessions devinrent la proie de ses ennemis.

Les princes Czartoryski proposèrent alors à la diète les mesures qui devaient modifier si profondément la constitution polonaise. On résolut de supprimer le *liberum veto*, et d'établir deux commissions, l'une pour la guerre, sous la présidence du grand général, l'autre pour les finances, présidée par le grand trésorier, mais soumises toutes les deux au contrôle de la diète. On substitua également des commissaires aux deux autres grandes charges de la justice et de la police générale, qui, avec les deux premières, composaient toute l'administration de la république.

La diète porta aussi son attention sur l'état misérable des relations commerciales de la Pologne. Elle établit un

système de douanes; mais tel était le mépris dans lequel la république était tombée que le roi de Prusse en obtint la suppression, comme contraire au traité de Welhau[1].

Elle s'occupa des monnaies, des poids et des mesures; agrandit les prérogatives de la couronne, limita l'autorité absolue des seigneurs sur les paysans, et voulut qu'on ouvrît de nouvelles routes et qu'on rendît praticables celles qui existaient déjà.

L'indépendance des grandes charges ainsi restreinte par l'établissement des commissions des finances et de la guerre, la diète avait décrété que toutes les propositions d'un intérêt public, et l'on comprenait sous cette dénomination les questions de finances, de justice et de guerre, seraient présentées par ces deux commissions, et résolues par l'assemblée à la pluralité des voix. Tout cela était sage; on le reconnut plus tard; mais alors il s'éleva dans tout le royaume, sous l'influence des vieux Polonais, un mécontentement général, dont les puissances voisines ne tardèrent pas à tirer parti.

Enfin, la diète d'élection s'ouvrit le 27 août, dans la plaine de Wola. Au centre s'élevait un grand bâtiment, qu'on désignait par le nom de Szopa, entouré d'un rempart et d'un fossé, et percé de quatre portes, par où l'on pouvait entrer, sortir et communiquer librement avec la noblesse, dont les tentes se dressaient à quelque distance. C'est dans ce bâtiment que le primat du royaume,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

qui en était le chef durant l'interrègne, recevait les sénateurs et les ministres étrangers. C'est là que ces derniers proposaient leurs candidats et que l'on discutait leurs titres. Pendant ces conférences, les nonces, les nobles même sans caractère légal, avaient le droit d'entrer dans le Szopa et d'assister à l'entretien. Le soir, chaque nonce était obligé de faire à la noblesse de son palatinat un rapport de tout ce qui s'y était passé. Tel était néanmoins l'esprit de méfiance des Polonais, que la constitution les autorisait à changer chaque jour leurs nonces, dans la crainte qu'ils ne se laissassent intimider ou corrompre.

Les troupes russes s'étaient approchées en plus grand nombre de Varsovie. A mesure qu'elles arrivaient, elles se logeaient à quelque distance de la ville, pour ne pas enfreindre la loi qui défendait aux troupes étrangères d'approcher du camp d'élection. Quelques jours auparavant les ministres de Russie et de Prusse s'étaient rendus au Szopa, où se trouvaient réunis un grand nombre de sénateurs, de nonces et d'officiers de la couronne. Ils avaient expliqué dans cette assemblée les intentions de leurs cours au sujet de l'élection, et recommandé particulièrement Poniatowski. Du reste, dès l'ouverture de la diètè, tous les partis avaient paru favorables à ce candidat.

Le 7 septembre 1764, jour de l'élection, le primat, après la messe du matin, célébrée dans l'église paroissiale de Saint-Jean de Varsovie, monta dans un carrosse à six

chevaux et se rendit au camp d'élection avec le faste accoutumé, précédé des officiers de sa cour et suivi des sénateurs, des nonces et de l'ordre équestre. Chacun ayant pris place, les sénateurs au centre, les nonces avec les citoyens de leurs palatinats, qui s'étaient rangés sous leurs bannières respectives, le primat, après l'invocation au Saint-Esprit, fit à cheval le tour des palatinats pour recueillir les suffrages. A peine eut-il adressé la parole aux nonces placés à l'extrémité du champ, que ceux de l'autre bout s'écrièrent : *Nous voulons le grand panetier de Lithuanie*. Quatre palatinats ayant tardé à répondre, le primat dit au palatin de Kiovie : « Quel candidat souhaitez-vous pour roi ?—Celui que les autres veulent, répondit-il. — Eh bien, reprit le primat, nommez-le tout haut. » Le palatin nomma le comte Poniatowski. A son exemple, le palatin de Podolie ainsi que les deux autres se déclarèrent pour ce candidat. Poniatowski fut donc proclamé roi de Pologne, et prit le nom de Stanislas-Auguste.

Aucune élection n'avait été plus calme et plus unanime. Les hommes qui avaient témoigné le plus d'éloignement pour le candidat de la Russie, ceux même qui, après avoir protesté contre les réformes des princes Czartoryski, avaient quitté la diète pour courir aux armes, reconnurent le nouveau roi et le servirent. Le grand général revint, sans être inquiété, dans sa splendide résidence de Bialistok. Le comte Potocki, woïvode de Kiovie, le seul qui eût brigué le trône, dit au roi :

« Puisque vous ne devez, sire, votre élévation à aucune force humaine, mais aux décrets de la Providence, je vous promets, en mon nom et pour ma famille, obéissance et constante fidélité. » L'Europe entière reconnut Poniatowski.

Ce prince avait alors trente-deux ans. Il était instruit, éclairé, plein de bienveillance et de bonnes intentions. Il comprenait et désirait toutes les réformes, mais sa faiblesse rendit ses qualités inutiles. La Pologne toutefois aurait pu se promettre un avenir heureux, si dans son sein n'avaient bouillonné des passions furieuses, et cette agitation insensée qui semble toujours annoncer la chute des nations.

Les Czartoryski, pour éluder les inconvénients de l'unanimité dans la diète, avaient formé la confédération dont nous avons parlé. Une confédération était une sorte de dictature nationale, qui avait pour but de secourir la république envahie ou la constitution menacée. Dans cette extrémité, tous les pouvoirs cessaient. La république tout entière passait dans la confédération, qui, comprenant le danger du *liberum veto*, en rejetait les entraves et prenait toutes ses décisions à la pluralité des voix.

Dans la diète qui suivait l'élection, toutes les lois rendues pendant l'interrègne devaient être examinées. Les Czartoryski, redoutant cette épreuve, n'avaient pas dissous la confédération, et ce fut en conséquence sous ce nœud, *nexu confederationis*, comme on s'exprimait

alors, que la diète se réunit. Tout semblait donc assurer le succès des réformes. La Pologne allait enfin entrer dans une voie régulière, corriger les vices de sa constitution et se placer à la hauteur des États voisins.

Mais c'est ici qu'apparaissent dans tout leur éclat les vices de cette république. Soit ignorance, soit jalousie, les vieux Polonais s'indignèrent de ce qu'ils nommaient la perte de leurs libertés, et, dans cette fausse croyance, ils se firent volontairement les instruments de leur ruine. Les puissances voisines, au contraire, savaient que le *liberum veto* était la plaie vive de la Pologne, l'élément de sa désorganisation. Il fallait donc, pour atteindre leur but, que cette monstrueuse loi fût maintenue[1]. Frédéric II, qui suivait plus attentivement que la Russie, quoique avec une apparente indifférence, le travail des réformes, les lui signala comme une usurpation des princes Czartoryski. L'impératrice, dont il était facile d'éveiller les susceptibilités, lorsqu'il s'agissait de la Pologne, vit clairement l'erreur dont elle avait été dupe, et, déjà mécontente du roi et de ses oncles, elle envoya Saldern à Varsovie pour leur faire des remontrances et surveiller leur conduite[2].

Le motif de son mécontentement aurait dû rappeler les Polonais à des sentiments plus justes à l'égard de ces princes. L'impératrice avait proposé à la Pologne une

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 12 mars 1765.

alliance offensive et défensive; mais, sur les observations du grand chancelier de Lithuanie, la proposition avait été repoussée comme étant sans utilité pour la république et pouvant même devenir dangereuse pour son indépendance. Il en résulta d'abord que l'impératrice garda profondément le souvenir de ce refus, et ensuite que les ennemis du roi, ceux-là même qui lui avaient fait un crime de ses rapports avec la Russie, plus fidèles à leur haine qu'à la dignité de leur patrie, se rapprochèrent aussitôt de cette puissance, dont ils se plurent à glorifier les intentions.

Le prince Repnin se montra d'autant plus irrité contre les princes Czartoryski, que leurs desseins avaient échappé à sa pénétration, et qu'il s'en était fait involontairement le complice. Son humeur altière se déchaîna particulièrement contre le prince Michel, jusqu'à vouloir qu'il se dépouillât de ses dignités et ne prît plus aucune part aux affaires publiques. « Quoique mon âge et mes infirmités m'eussent fait songer à la retraite, répondit ce prince, avec autant de courage que de dignité, cependant, dès qu'on l'exige, je reste. Je n'ai pas reçu mon emploi de Sa Majesté Impériale. Ainsi, elle me pardonnera si je refuse de m'en défaire. » Repnin, devenu furieux de ce refus, le fit mettre en jugement, on ne sait sous quelle accusation ; mais il ne trouva, pour l'honneur de la Pologne, ni juges, ni preuves, ni témoins. Radziwill lui-même, dont la faiblesse et la haine servaient alors les vues de la Russie, déclara qu'il perdrait

plutôt la vie que de la flétrir par la condamnation d'un homme dont il estimait les talents et les vertus.

Le roi de Prusse, de son côté, protesta contre l'établissement des nouveaux impôts et l'augmentation des troupes de la couronne [1], et, le 11 novembre 1766, son ministre à Varsovie, de concert avec celui de l'impératrice, présenta une déclaration à la diète au sujet du *liberum veto*. Ils partaient de ce point que supprimer cette loi, c'était changer le principe du gouvernement et renverser la liberté polonaise. Les deux puissances se faisaient l'organe des craintes des patriotes, ou plutôt de quelques ambitieux, qui, après avoir tonné contre l'intervention de la Russie, mendiaient maintenant son appui. Cette déclaration, qui n'était pas seulement un avertissement, mais une menace, porta l'alarme dans l'assemblée.

Ce fut sous l'influence de cette menace qu'elle s'occupa des dissidents, question religieuse et politique à la fois. Ce nom de *dissidents* était originairement celui que s'étaient donné les gentilshommes polonais divisés sur la foi. Lorsque le protestantisme s'était introduit en Pologne, sous le règne de Sigismond Ier, ce prince s'était efforcé d'en arrêter le mouvement par des mesures de rigueur. Mais le nouveau culte fit de si rapides progrès, malgré la persécution, que Sigismond-Auguste se vit contraint d'accorder aux protestants, ainsi qu'aux

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

ariens et aux grecs, la liberté religieuse et le suffrage dans les diètes (16 juin 1563). Suivant les termes de ce privilége, tous les nobles lithuaniens ou russes d'origine, pourvu qu'ils fussent chrétiens, étaient admis d'une manière égale aux honneurs et aux dignités, tant du sénat que de la couronne, et à toutes les charges nobles.

Ces principes d'équité s'étaient si bien établis chez les Polonais, qu'après la mort de Sigismond-Auguste, en 1572, les nobles catholiques et protestants, appelés à se donner un nouveau roi, s'engagèrent à ne reconnaître que celui qui aurait juré de maintenir leurs droits, et de conserver la paix entre les dissidents en matière de religion. Ce serment, Henri de Valois le prêta le premier, et il devint un des fondements de la constitution polonaise. Plus tard, en 1660, le traité d'Oliva plaça les droits des dissidents sous la garantie de l'Europe [1].

Par une de ces réactions dont l'humanité s'afflige, les catholiques, sentant leurs forces, commencèrent à poursuivre les cultes rivaux et donnèrent le nom de dissidents aux différentes communions chrétiennes que l'Église romaine avait rejetées de son sein. Les grecs et les ariens furent les premières victimes de cette persécution. Les protestants, non moins intolérants que les

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio, pièces justificatives, *pro memoriâ*.

catholiques, ayant eu l'imprudence de se joindre à eux, furent attaqués à leur tour. Une loi, rendue en 1717, restreignit l'exercice de leur culte. Ils perdirent le droit de siéger dans les diètes, de faire partie des tribunaux, d'aspirer aux grandes charges et de briguer les starosties (1736). C'étaient des terres ayant jadis appartenu aux rois, et qu'ils avaient été dans la suite obligés de concéder à la noblesse, à titre de récompense. On en comptait plus de quatre cents, dont quelques-unes rapportaient jusqu'à 60,000 livres. D'autres jouissaient même d'une espèce de juridiction, qui donnait au staroste ou possesseur le droit de décider de certaines affaires contentieuses. Enfin, un dernier décret déclara coupables de haute trahison les dissidents qui auraient recours aux puissances étrangères pour obtenir, par leur intervention, le rétablissement des lois anciennes.

Poniatowski fut à peine monté sur le trône, que les dissidents invoquèrent son appui. Ils sollicitèrent en même temps la faveur des cours de Londres, de Pétersbourg, de Berlin, de Stockholm et de Copenhague, comme garantes du traité d'Oliva. La Russie fut la première à faire entendre sa voix [1]. Le ministre prussien à Varsovie déclara que le roi son maître regardait le rétablissement des dissidents comme un acte de justice et comme une des conditions de son alliance avec la Russie [2]. Les

[1] Keralio, pièces justificatives, *pro memoriâ.*

[2] *Mémoires de Frédéric II*, roi de Prusse.

autres puissances firent des déclarations semblables [1]. Les Polonais prétendaient que le garant, n'ayant aucun droit par lui-même, ne pouvait intervenir dans l'exécution du traité sans être requis, et que les dissidents, n'ayant pas été partie contractante dans le traité d'Oliva, ne pouvaient requérir l'assistance des puissances étrangères. Ils contestaient même à l'Angleterre le droit de garante, sur lequel elle se fondait pour justifier son intervention.

Du reste, le cabinet de Saint-James ne croyait se diriger que par des motifs d'humanité et de justice; mais il se bornait à blâmer en secret les violences de ses alliés [2]. Ses ministres à Vienne, à Varsovie, à Berlin et à Pétersbourg suivaient très-attentivement la marche de la Russie et de la Prusse; ils étaient persuadés que la cause des dissidents n'était qu'un prétexte pour couvrir des vues plus profondes; ils parlaient même d'un arrangement conclu entre ces deux puissances pour le partage de la Pologne; et, cependant, ils n'en témoignaient ni crainte ni indignation. Catherine s'était assuré l'appui de la Grande-Bretagne par un traité de commerce, dont les avantages avaient comblé de joie les intérêts an-

[1] Les déclarations des cours de Russie, de Prusse, de Danemark, de Suède et d'Angleterre furent remises aux États de la république, d'abord le 14 septembre, pendant la diète d'élection, et le 28 novembre pendant celle du couronnement, puis à la diète de 1766.

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Londres, 5 octobre 1766.

glais[1]. L'Autriche elle-même ne paraissait point effrayée de ce concert, et elle voyait avec une sorte d'indifférence le roi de Prusse compléter ses armements. On ne croyait pas que ce prince philosophe, habitué à se railler des croyances populaires, voulût s'exposer au risque d'une guerre pour un intérêt religieux, et l'on en concluait que la cour de Vienne était mieux instruite qu'elle ne feignait de le paraître[2].

Les hommes sérieux ne se trompaient donc pas sur le véritable caractère de la question; mais il n'en était pas de même des Polonais. Ils persistaient à ne l'envisager que sous le point de vue religieux, et cette erreur les jeta dans des excès de zèle catholique, dont leurs ennemis profitèrent habilement. En France, commençaient à se développer ces doctrines de tolérance, qui sont une de nos plus légitimes conquêtes. L'Europe, trompée ou séduite, semblait se prêter complaisamment à toutes les manœuvres de la Russie et de la Prusse, qui, sous le voile de la justice, préparaient l'asservissement de la Pologne. « Jusqu'ici, écrivait Voltaire au comte Schouvalof, on n'a fait marcher des armées que pour dévaster des villages, voler des bestiaux et pour détruire des moissons. Voici la première fois qu'on déploie l'étendard de la guerre uniquement pour donner

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais, Mitchell à sir Georges Macartney. Berlin, 14 février 1767.

[2] *Ibid.*, Berlin, 4 mars et 2 mai 1767.

la paix et pour rendre les hommes heureux. Cette époque est sans contredit ce que je connais de plus beau dans l'histoire du monde. »

Pendant ce temps, les paysans de l'Ukraine s'étaient révoltés, au nombre de trente mille, et s'étaient livrés aux plus effroyables excès. Cette province polonaise, toute peuplée de grecs non unis, était devenue le centre le plus actif des intrigues de la Russie. Leur soumission à l'autorité synodale de Saint-Pétersbourg et leur aversion pour les dogmes de l'Église catholique se confondaient avec la haine de la Pologne. Ils ne comprenaient pas que la souveraineté politique fût séparée de la suprématie religieuse, de sorte que les liens qui les attachaient à la république de Pologne étaient toujours près de se rompre. Les évêques et les prêtres étaient les agents de cette doctrine, agents infatigables. Une première révolte avait été étouffée en 1765 par le prince Czartoryski, palatin de Russie, alors régimentaire des troupes de la couronne; mais ce feu mal éteint se ralluma bientôt après. Trois chefs de Cosaques Zaporogues s'étant réunis au monastère du Montryn, ils y arrêtèrent le plan d'une révolte générale. Un moine grec, Melchisédech Jaworski, était l'âme du complot. Tout fut mis en œuvre pour entraîner la multitude : les prédications des prêtres, l'annonce d'une puissante protection, l'espérance de la liberté. Ce peuple barbare, égaré par le fanatisme, s'enivra de carnage. La Pologne tremblait que l'incendie ne gagnât les provinces voi-

sines, lorsque le grand général Branicki parvint à réprimer la révolte.

Ce fut sous l'influence de cette agitation que s'ouvrit la diète de 1766 (6 octobre). Le prince Repnin avait été chargé de faire connaître à la république le désir de sa cour au sujet des dissidents. Il rappela que la Russie avait pris l'engagement de veiller à la sûreté de tous les citoyens; que d'autres puissances avaient contracté les mêmes obligations par le traité d'Oliva, et que dès lors le rétablissement des lois relatives aux dissidents n'était pas seulement du ressort de la diète, mais tombait naturellement dans le domaine du droit international. Suivant lui, tout faisait un devoir à la Russie d'intervenir dans les affaires intérieures de la Pologne : le voisinage, le besoin qu'elles avaient l'une de l'autre, la part désintéressée que la Russie avait prise à la dernière élection. Il considérait comme une usurpation les décrets qui avaient anéanti les droits des dissidents, et il admettait que, dans le cas où ceux-ci ne pourraient obtenir justice, ils se trouveraient déliés de leur serment envers la république, et pourraient invoquer la protection d'une puissance étrangère.

Les prétentions des dissidents avaient pour objet deux espèces de droits : les droits religieux et les droits politiques. Au sujet des premiers, ils demandaient le libre exercice du service divin, la suppression de l'impôt auquel étaient assujettis les dissidents vis-à-vis des curés catholiques, pour les baptêmes, mariages et en-

terrements ; la liberté des mariages entre les personnes de culte différent, et le droit, pour les dissidents, de ne ressortir qu'aux juridictions séculières. Quant au temporel, ils demandaient, en vertu de l'égalité, qu'on déterminât leur part dans l'administration de l'État et dans les avantages de la couronne[1].

Ces prétentions n'avaient rien que de raisonnable. Un petit nombre d'hommes sages paraissaient disposés à garantir aux dissidents le libre exercice de leur culte. Les deux princes Czartoryski ne doutaient pas que la Pologne ne trouvât dans ces concessions un repos qui menaçait d'être si violemment troublé. Ils blâmaient le zèle inconsidéré du clergé catholique ; ils auraient voulu dissiper les préjugés dont la nation était encore enveloppée[2]; mais il régnait dans les provinces une agitation dont la capitale commençait à ressentir les funestes effets. Les prêtres catholiques avaient prodigieusement exalté les passions populaires. Les deux chefs du clergé, Gaetan Soltyk, évêque de Cracovie, et celui de Wilna, Massalski, tous deux puissants par la fortune, par les talents et par leur haute position, tous deux renommés par leur courage et par la ferveur de leur zèle, avaient publié, à l'approche des diétines, des lettres pastorales pour raffermir la foi de leurs ouailles. En vain Repnin les avait menacés de la Sibérie. Soltyk

[1] Keralio, pièces justificatives.

[2] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 3 septembre 1766.

avait répondu qu'il s'opposerait à toutes les mesures favorables aux dissidents, au péril même de sa vie[1]. Malheureusement la plupart des Polonais étaient animés des mêmes passions. Les plus éclairés d'entre eux, ceux même qui auraient été disposés à adoucir en leur faveur la sévérité des anciennes lois, auraient combattu leurs prétentions à la participation au gouvernement et aux charges.

Le roi se plaignait que l'impératrice, après avoir borné ses demandes au libre exercice du culte, voulût maintenant placer les dissidents sur un pied d'égalité politique. Il voyait clairement qu'elle ne l'avait élevé au trône que pour servir d'instrument à ses desseins. Elle, de son côté, l'accusait de trahir son amitié, et elle repoussait avec une impérieuse obstination les transactions les plus raisonnables[2]. Repnin avait annoncé qu'une armée russe était rassemblée sur les frontières et qu'il traiterait avec la dernière rigueur tout Polonais, quel qu'il fût, qui s'opposerait aux intentions de sa souveraine.

Ces menaces eurent pour effet de porter l'irritation à son comble. L'évêque de Cracovie ayant pris la parole dans la Chambre déclara qu'il était résolu de souffrir tous les maux plutôt que de voir les dissidents admis dans le sénat, et de permettre qu'un temple protestant s'élevât dans son diocèse. Il proposa de décréter immédiate-

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 27 septembre 1766.

[2] *Ibid.*, 27 octobre 1766.

ment une loi frappant d'infamie quiconque oserait parler en leur faveur dans la diète. A ces mots, un cri général s'éleva : « Faites, faites ! »

Le roi ayant tenu dans cette circonstance un langage modéré, on l'accusa de trahir la cause de la religion. Sa position était d'autant plus difficile qu'il n'approuvait pas ces mesures, dont l'injustice répugnait à son caractère, et qu'il avait à lutter, d'un autre côté, contre les exigences de la Russie. Le nonce du pape contribua beaucoup par ces démarches à irriter les esprits. Il faisait arriver aux oreilles du peuple des paroles imprudentes. Il l'exhortait à veiller sur ses lois menacées par le despotisme, et travaillait incessamment, soit auprès du roi, soit auprès du sénat et des nonces, pour obtenir qu'il ne fût accordé aux dissidents que les priviléges dont ils étaient actuellement en possession [1]. Les ministres des puissances étrangères agissaient de leur côté pour calmer l'irritation des prélats. Ils voyaient la Pologne menacée des plus effroyables calamités. Mais à peine si quelques nonces osèrent élever la voix en faveur des dissidents. L'assemblée confirma donc à l'unanimité, et dans toute leur rigueur, les lois existantes.

Telle était la fureur qui s'était emparée des esprits que le roi fut exposé à des outrages pour avoir essayé de s'opposer à cet emportement. Les hommes sages étaient

[1] *Histoire des révolutions de Pologne*. Varsovie, 1778, liv. III.— *Diairies and correspondence of James Harris*, t. Ier.

consternés. Les Czartoryski gardaient le silence. « Montrer seulement une apparence de modération, disaient-ils à l'ambassadeur d'Angleterre, serait pour nous un arrêt de mort dans la Chambre; et si nous parvenions à y échapper, nous risquerions d'être taillés en pièces dans le pays [1]. »

Quelle étrange folie que celle de ce peuple! Avec des sentiments généreux, il venait de se montrer injuste et cruel; avec des lumières, il se laissait conduire à sa perte, par imprévoyance. La passion étouffait en lui la raison et la justice. La constitution de 1764, ouvrage des princes Czartoryski, avait eu pour but de placer la république dans une situation régulière, en supprimant le *liberum veto*, et de prévenir les abus d'une liberté qui dégénérait en licence. Mais elle avait blessé les sentiments des vieux Polonais, dont chacun, s'estimant au-dessus de tous, s'était habitué à considérer comme un attentat contre ses droits toute mesure qui tendait à en régler l'exercice. L'indignation de la Russie et de la Prusse auraient dû leur ouvrir les yeux. Ils n'en furent que plus ardents à poursuivre l'abolition des nouvelles réformes. Les Czartoryski, soupçonnés d'aspirer au despotisme, abandonnés de presque tous leurs amis, furent en quelque sorte contraints de détruire de leurs propres mains l'édifice qu'ils avaient élevé avec tant d'efforts. Les ministres

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 27 novembre 1766.

polonais ayant soumis à la Chambre un rapport sur cette affaire, leurs conclusions tendant à l'abrogation de la constitution de 1764 furent adoptées après une légère opposition.

Personne, au milieu de cette confusion des esprits, ne ressentit aussi vivement que le roi le coup mortel dont ce vote venait de frapper la Pologne. Il n'en parlait que les yeux pleins de larmes [1]. « Comment ne pas voir, disait-il, le sort qui nous attend ! A mesure que nous avancerons, nous serons plus opprimés. Quant à moi, je ne sens que trop les épines dont ma couronne est semée, et je l'aurais déjà envoyée à tous les diables, si je n'avais honte d'abandonner mon poste [2]. »

Le rétablissement des anciennes formes constitutionnelles combla de joie les ennemis de la Pologne. Mais l'échec essuyé par la Russie dans la question des dissidents troublait l'orgueil de son triomphe. Le comte de Solms, ministre prussien à Saint-Pétersbourg, se servait de tous les moyens pour irriter l'impératrice [3]. Il semblait avoir pour mission d'augmenter la confusion et l'anarchie de cette malheureuse république. Les dissidents avaient envoyé en Russie le baron de Goltz, un des hommes les plus ambitieux qui fussent au monde, et qui,

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 26 novembre 1766.

[2] *Diairies and correspondence of James Harris*, t. Ier.

[3] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Pétersbourg, 7 décembre 1766; 2 janvier 1767.

sous une apparence de modération, cachait une âme implacable. Il était l'ennemi du roi et il ne songeait à rien moins qu'à le précipiter du trône. C'était avec lui que le comte de Solms concertait toutes ses démarches. Ce fut le baron de Goltz qui, le premier, conçut l'idée d'une confédération générale et qui en fit la proposition à Panin.

Ce projet fut accueilli par les Polonais avec une sorte de délire. La confédération de Radom compta bientôt plus de 60,000 adhérents. Un corps de 24,000 Russes était entré en Pologne, à la faveur de cette agitation. Personne n'avait protesté contre l'occupation du territoire de la république par des troupes étrangères. La passion égarait tous les esprits. Soltyk lui-même n'avait pas aperçu le piége. La Russie avait promis aux confédérés d'abolir jusqu'aux dernières traces des réformes introduites par les Czartoryski. Les ennemis du roi se flattaient de le renverser, et, soit qu'ils prissent le silence de la Russie pour un consentement à leur désir, soit qu'ils eussent reçu quelque promesse plus formelle, leur impatience et leur fureur ne connaissaient plus de bornes. Repnin s'efforçait en vain de les contenir. Ils lui reprochaient sa modération. Ils allèrent enfin jusqu'à faire partir des députés pour se plaindre à l'impératrice de la partialité de son ministre en faveur du roi de Pologne.

Repnin employait de son côté la violence pour réduire ces milliers d'esprits indociles, dont les projets ne ten-

daient qu'à la destruction de toute espèce de gouvernement. Tantôt il feignait de vouloir les abandonner à leurs propres folies ; d'autres fois il les menaçait des rigueurs d'une exécution militaire. Enfin, plusieurs d'entre eux, égarés par la haine, s'abaissèrent jusqu'à signer un écrit dont nous nous bornerons à mettre les termes sous les yeux du lecteur : « Je, soussigné, m'engage envers M. le prince Repnin... et lui promets que je ne converserai, à moins d'en avoir obtenu la permission, avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun ministre étranger, ni avec qui que ce soit, dont les sentiments soient contraires aux projets proposés par ledit ambassadeur. De plus, je lui promets que je ne porterai à la diète rien de ce qui m'a été enjoint dans l'instruction donnée par la noblesse de Halicz, et qu'en un mot je ne m'opposerai d'aucune manière aux volontés de cet ambassadeur. En cas de contravention, je me soumets aux peines de mort, de dégradation de noblesse, de confiscation de biens ou à celles des autres peines corporelles qu'il lui plaira de m'infliger. »

Il est difficile, en voyant cette malheureuse nation polonaise devenir le jouet des États voisins, de ne pas ressentir pour elle un vif intérêt ; mais lorsque, d'un autre côté, on la voit courir elle-même à sa perte, se jeter dans les bras de ses ennemis comme dans le sein de ses libérateurs ; lorsque, sans aucune prévoyance, elle se détruit par ses propres excès, cet intérêt s'affai-

blit, et, s'il nous reste encore quelque pitié, c'est en songeant aux artifices dont elle fut la victime, et à la cruelle habileté avec laquelle on se servit de ses passions pour consommer sa ruine.

Aussitôt que la confédération générale de Radom eut été constituée, les confédérés envoyèrent des députés à Pétersbourg (11 août 1767) pour remercier l'impératrice de la magnanimité avec laquelle elle avait daigné s'intéresser au rétablissement de leurs droits, et pour la supplier d'accorder sa garantie à ce qui serait statué pour le maintien de la paix et la conservation des libertés publiques. Les députés étaient Louis Pociey, général de l'avant-garde de Lithuanie; Michel Wielhorski; Joseph Potocki, grand écuyer tranchant de la couronne, et Joseph Ossolinski, staroste de Sandomir, tous les quatre distingués par leur naissance et par la considération dont ils jouissaient parmi leurs concitoyens [1].

Le prince Radziwill, que la Russie avait rappelé de l'exil pour le placer à la tête de la confédération, avait quitté Radom pour se rendre à Varsovie avec une escorte de deux cents hommes. Ces troupes campèrent vis-à-vis de son hôtel, où chaque jour on posait une garde de quarante hommes pour sa sûreté. Quelques jours après son arrivée dans cette capitale, il invita, comme chef de la république, les commissaires de la guerre et de la

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio. Pièces justificatives, t. Ier.

trésorerie à prêter serment à la confédération. Les uns le prêtèrent, les autres donnèrent leur démission. La confédération générale avait publié son manifeste, dans lequel ses vues étaient clairement exprimées. Les réformes des Czartoryski accusaient, suivant elle, les desseins ambitieux de cette famille et sa marche vers le despotisme. Ils ajoutaient que l'impératrice de Russie, ayant découvert ces funestes projets et offert à la république sa protection, les bons citoyens s'étaient confédérés dans l'unique but de rétablir l'ancienne forme du gouvernement et d'arrêter l'ambition des hommes qui aspiraient au pouvoir absolu. Quant aux dissidents, les confédérés distinguaient l'état de religion d'avee l'état civil. Le premier, intéressant l'âme uniquement, ne devait pas tomber sous les lois du pouvoir temporel; le second les faisant citoyens au même degré que les catholiques, il ne devait exister entre eux aucune différence. Ils consentaient en conséquence à leur rétablissement.

Les confédérés avaient demandé la convocation d'une diète extraordinaire, sous la proteetion de la Russie. Le roi, dont le cœur était en proie à de continuelles alarmes, abîmé dans une douleur profonde en voyant le mécontentement des esprits, publia des universaux pour la tenue de la diète, qui fut fixée au 5 octobre. C'est alors seulement que les confédérés ouvrirent les yeux sur la faute qu'ils avaient commise. Ils n'avaient regardé la Russie que comme une alliée; ils s'aperçurent avec

terreur qu'elle aspirait à une protection incompatible avec l'indépendance de la république. Un corps de troupes russes avait pris position en dehors de la ville, et un autre corps d'environ 2,000 hommes, étant entré dans Varsovie, occupait le jardin et une partie de l'hôtel du prince Repnin.

Les propositions dont la diète avait été saisie par cet ambassadeur consistaient : 1° dans la faculté pour la Russie d'entretenir en Pologne un corps de troupes, à titre d'auxiliaires, pour le maintien de la tranquillité publique ; 2° dans le rétablissement des dissidents sur le même pied que les catholiques ; 3° dans un droit absolu de garantie accordé à l'impératrice dans les affaires de la Pologne. Les lois voulaient que les matières dont la diète devait s'occuper fussent d'abord préparées par les députés de la confédération ; mais quel ne fut pas l'étonnement de l'assemblée lorsque le prince Radziwill proposa lui-même de déléguer leurs pouvoirs à des commissaires, qui seraient autorisés à régler, de concert avec l'ambassadeur russe, tous les changements qu'il conviendrait d'apporter dans la constitution polonaise.

L'évêque de Cracovie n'eut pas de peine à démontrer le danger d'une pareille proposition. Le 13 octobre, jour où elle devait être discutée, la salle présentait un coup d'œil magnifique. Le roi était sous le dais, entouré de ses ministres, ayant à sa droite le primat du royaume avec une foule de chanoines portant la croix archiépiscopale, et en face l'archevêque de Léopol. Sur les pre-

miers bancs figuraient les sénateurs; derrière eux les nonces. L'assemblée écouta d'abord, sans murmure, le rapport sur les dissidents. Un seul membre, ayant élevé la voix pour protester contre toutes les résolutions qui seraient prises à leur sujet, fut averti et ne se montra plus. Chacun paraissait livré à de pénibles pensées. Ce n'était plus en effet la liberté de quelques citoyens qui était en péril, mais l'indépendance de la nation. Voilà ce qui était au fond de tous les esprits et qui répandait sur l'assemblée comme un sombre nuage. Ce fut donc au milieu du plus profond silence et de la plus douloureuse anxiété que l'évêque de Cracovie prit la parole :

« Il nous a suffi d'entendre, à l'ouverture de la diète, la lecture du projet de l'acte qui en détermine les bornes, pour être pénétré de la plus vive douleur. On ose nous proposer ce qui mettrait le comble à l'opprobre et à l'infamie. On nous croit donc réduits à cet excès d'humiliation et d'abaissement de nous faire consentir à la perte du bien le plus précieux, la religion et la liberté, lorsqu'on nous juge capables d'en remettre le sort à la décision d'un petit nombre de citoyens.

« Je vous ai déjà fait connaître, dans un premier discours, que Dieu, la patrie et la conscience nous défendaient de signer le projet. On avoue qu'il se trouve dans le royaume des soldats étrangers, sous le nom de troupes auxiliaires. Mais qui se laissera séduire à cette dénomination? Par qui ont-elles été appelées? Est-ce

en vertu d'un ancien traité, ou à la réquisition de ceux en qui réside le pouvoir suprême? Sous lequel de ces titres des troupes étrangères peuvent-elles donc porter chez nous le nom d'auxiliaires? Contre quelle puissance sommes-nous en guerre? Nos frontières sont-elles menacées? Serait-ce pour nos discussions intérieures? Quelle honte! Quoi! ne nous reste-t-il donc pas assez de vertu pour accorder nous-mêmes nos troubles et nos différends? Qui fixera le terme du besoin imaginaire qu'on suppose que nous avons de ces troupes étrangères? Examinons les avantages que nous retirerons de ces secours; considérons la situation déplorable de la république, notre liberté asservie, nos sentiments enchaînés, les larmes et le désespoir des citoyens; voilà ce qu'ils ont produit. Pendant les dernières diètes, nous nous sommes trouvés hors d'état de satisfaire à la solde des troupes nationales; comment pourrions-nous subvenir à celle des troupes auxiliaires?

« Le projet de prorogation nous propose la garantie de l'impératrice. Je confesse devant l'univers entier que je regarderais la puissante garantie de cette auguste princesse, qui, par les plus sublimes vertus, est en quelque sorte supérieure à la majesté du trône, comme l'événement le plus heureux pour ma patrie. Mais, dans la situation présente de l'État, je ne puis me persuader de la nécessité de cette garantie, ni concevoir cette contradiction qui consiste à conclure un traité avec la Russie et à lui en demander en même temps la garantie, puisqu'en

traitant avec elle elle devient à notre égard partie intéressée.

« Ce projet, dont la décision est remise à la pluralité de huit suffrages sur quatorze, doit décider de la religion et de la liberté. Qui de nous peut assurer que cette commission ne se portera pas à l'abandon de tous nos droits, puisqu'elle pourra statuer, conclure et signer tout ce qui lui semblera bon dans les affaires qui concernent les dissidents, nos institutions, nos frontières et la forme de notre gouvernement? Qui ne frémirait en songeant aux conséquences qui pourraient en résulter? car la Russie, comme garante, aurait à l'avenir le droit d'interpréter arbitrairement les lois qu'elle veut nous imposer. Son influence ne s'étendrait-elle pas sur toutes nos affaires? Ne se croirait-elle pas en droit d'écouter les plaintes des mécontents? Notre république ne deviendrait-elle pas alors une province russe?

« Je ne veux pas m'arrêter ici à tous les articles du projet; je n'insisterai pas sur l'acte qui sursoit la diète, sans limiter le temps de sa réunion, et qui par là laisse un champ libre aux projets les plus dangereux. L'article qui fixe plus particulièrement mon attention est celui qui donne à quatorze personnes, ou plutôt, comme je l'ai déjà dit, à la pluralité de huit sur quatorze, le pouvoir absolu et inouï de décider en dernier ressort de la religion et de la liberté. O patrie! ô vous, citoyens, qui avez été élevés dans l'amour de ces deux biens, pourriez-vous consentir à un tel projet, sans vous rendre coupables de

trahison? Prenez-y garde, c'est peut-être la dernière fois qu'il vous sera permis d'user de vos prérogatives. Quant à moi, je juge la commission nécessaire, en tant qu'elle se borne à examiner, à vérifier les faits, pour les rapporter ensuite devant la république, à qui seule appartient le droit d'accepter, de refuser, d'approuver ou d'abroger tout ce qui pourra lui paraître utile ou contraire au bien public. Sans ces conditions essentielles, tant qu'il me restera dans les veines du sang à répandre, tant que je serai animé d'un souffle de vie, je m'opposerai de toutes mes forces à l'admission du projet. »

L'effet produit sur la diète par ce discours menaçait le parti russe d'une défaite, malgré l'appareil des armes dont la salle était entourée, lorsque, dans la nuit du 13 au 14 octobre, l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie (Joseph Zaluski), le comte Rzewski, palatin de Cracovie, et son fils, nonce de Podolie, furent enlevés, par ordre du prince Repnin, et conduits en Russie. Cet acte monstrueux frappa l'assemblée de terreur. Les citoyens étaient consternés. Varsovie était remplie de troupes russes. Les portes en avaient été fermées, et personne ne pouvait en sortir, sans la permission de l'ambassadeur. Enfin, chose plus étrange encore, celui-ci remit le lendemain à la diète une note, d'après laquelle les personnes arrêtées avaient mérité leur sort, en attaquant les intentions de sa souveraine; ajoutant qu'il avait agi dans l'intérêt de la Pologne, en éloignant de

son sein les ennemis de son repos. Un seul homme, au milieu de l'effroi public, donna l'exemple d'un courage qui ne saurait être assez admiré. Cet homme était le chancelier Zamoiski. Il rendit au roi les sceaux de la république, en lui disant qu'il ne confirmerait jamais par sa signature aucune opération tyrannique. Ni les prières ni les menaces ne purent l'ébranler.

La diète, placée désormais sous la crainte de voir se renouveler de pareils attentats, n'eut plus de volonté. Elle délégua ses pouvoirs à soixante-dix commissaires parmi les membres du sénat et de l'ordre équestre, et s'ajourna au 1er février 1768. Les réunions se tinrent alternativement chez le primat et chez le prince Repnin. Les délégués auraient voulu que la garantie de l'impératrice ne portât que sur les lois cardinales et sur les dissidents. Mais Repnin répondit avec hauteur que la garantie ayant été demandée par la nation confédérée et non par sa souveraine, il entendait qu'elle s'appliquât aux droits, libertés et prérogatives de chaque citoyen, ainsi qu'à la forme du gouvernement. Quelques-uns trouvaient exorbitant le pouvoir dont ils étaient investis de décider en dernier ressort. « On ajoutera, répliqua-t-il : *Salvâ approbatione reipublicæ.* — Ne pourrait-on pas ajouter aussi : *Salvâ approbatione et reprobatione?* — Ce serait outrager la dignité de l'impératrice. Sa Majesté, se faisant représenter par moi, ne peut traiter avec des personnes qui ne seraient pas investies d'un pouvoir suffisant. Je ne puis donc admettre que ce qui se traite entre son ambas-

sadeur et les délégués de la république puisse être rejeté. »

Pour s'assurer de la majorité, Repnin avait fait insérer dans l'acte de prorogation, que les membres présents auraient le droit de statuer d'une manière absolue et définitive, en l'absence de leurs collègues, et qu'à leur retour ceux-ci seraient tenus de tout approuver, sous peine d'être décrétés de prise de corps et déclarés inhabiles à toutes les charges.

Les délégués ayant exprimé des scrupules à ce sujet, le prince leur accorda que les peines n'atteindraient que ceux qui s'absenteraient de leur propre gré. « Au reste, ajouta-t-il, interprétez cela comme vous voudrez, mais sachez-le bien, des instructions ont été données dans les palatinats, conformément à l'acte de confédération; quiconque s'y opposerait résisterait à la volonté nationale, et moi, représentant de l'impératrice, j'userais des forces dont je dispose pour faire respecter cette volonté. Je vous prie donc, messieurs, de ne me point forcer à recourir à des mesures extrêmes. »

Enfin, quelqu'un ayant demandé s'il n'y avait plus aucun espoir d'obtenir que les projets fussent modifiés : « Aucun », répondit Repnin.

Les commissaires ayant sans cesse présent à la pensée le sort de ceux de leurs collègues qui avaient été transportés en Russie, ne délibérèrent plus que sous l'influence de la peur, et ils souscrivirent sans hésitation à tous les désirs, ou plutôt à tous les ordres de l'ambas-

sadeur russe. « Celui-ci, dit Harris, déploya autant de hauteur que la délégation montra d'humilité. » Les dissidents obtinrent un acte par lequel ils furent rétablis dans tous leurs droits, et admis à la jouissance de tous les priviléges de la noblesse catholique, à l'exception de la royauté[1]. Il fut créé un tribunal mixte pour les procès entre les catholiques et les dissidents.

Cette affaire terminée, les commissaires se partagèrent en comités pour la révision des lois nouvelles. L'unanimité fut rétablie pour toutes les affaires d'État, à savoir : la fixation des impôts, l'augmentation des troupes, les traités de commerce, le droit de décider de la guerre et de la paix, et l'élection des rois. Les matières économiques furent seules assujetties à la pluralité des voix, mais en même temps si embarrassées de formes qu'il ne pouvait en résulter aucun avantage pour le pays.

Ainsi furent définitivement renversées les réformes que les Czartoryski avaient introduites dans un intérêt général; ainsi furent perpétués les désordres dont la Pologne donnait depuis si longtemps le déplorable spectacle; ainsi le but de la Russie et de la Prusse se trouvait atteint. Ce but était de rendre impossible le gouvernement et de préparer l'asservissement de la république par l'anarchie.

[1] Cet acte fut signé le 21 novembre, sous forme de traité, d'une part, par les représentants de la Russie, de l'Angleterre, de la Prusse, du Danemark et de la Suède, comme garants du traité d'Oliva, et de l'autre par la Pologne.

Parmi les nouvelles lois, il en est quelques-unes qui méritent d'être louées. On fit des règlements pour les tribunaux; on diminua l'esclavage des paysans, en allégeant le poids de leurs chaînes; on retira aux seigneurs le droit de vie et de mort qu'ils avaient eu sur eux jusqu'à ce jour; on assigna aux serfs des juridictions particulières pour leurs procès avec leurs maîtres; on s'occupa de la discipline des troupes; enfin, on laissa subsister les quatre conseils souverains, ouvrage des Czartoryski, mais on en diminua l'importance.

La lecture de la nouvelle constitution fut interrompue par des murmures, lorsqu'elle fut présentée à la diète. En vain quelques nonces demandèrent la parole, ils ne purent l'obtenir; en vain celui de la Prusse polonaise protesta contre ce refus et contre la diète elle-même. L'ambassadeur russe, entouré de généraux, assistait à la séance, dans une pièce voisine de l'assemblée, et, par des signes de tête ou par des regards menaçants, il s'efforçait d'épouvanter les nonces dont il craignait l'opposition. L'assemblée, forcée de souscrire à tout ce que les commissaires avaient statué, se sépara le 5 mars 1768, et, par cette séparation, la confédération de Radom fut dissoute.

La situation de la république était appréciée différemment par les Polonais eux-mêmes. Les uns affirmaient que c'en était fait de la liberté; qu'ils étaient devenus les vassaux de la Russie; que, désarmés comme ils l'étaient par une longue paix, tandis que l'impéra-

trice entretenait une armée de 30,000 hommes sur les terres de la république, ils étaient réduits à la dure nécessité de courber le front, parce que la guerre entraînerait la ruine de la Pologne. Les autres, ceux-ci formaient le parti de la cour, prétendaient qu'il fallait regarder les Russes comme des amis et non comme des oppresseurs; que la constitution ayant besoin d'être changée, c'était en obtenant leur appui qu'on pourrait seulement y parvenir, parce que la nation, trop attachée aux vices de cette constitution, n'était pas assez éclairée pour voir que ces vices étaient la cause des désordres qui la dévoraient. Le roi avait un autre intérêt; il avait été abandonné par toutes les puissances; ses bonnes intentions avaient été méconnues, et les Polonais eux-mêmes se montraient si ennemis de son autorité, qu'ils auraient détruit, s'ils en avaient eu le pouvoir, jusqu'aux établissements d'instruction qu'il avait fondés avec ses ressources personnelles. Tant de mécomptes et d'ingratitude le jetèrent forcément dans les bras de la Russie, dont les troupes occupaient la Pologne, et qui seule pouvait le défendre.

La question des dissidents avait mis tous les esprits en émoi. La Russie voulait qu'on ne l'envisageât qu'au point de vue politique. Les hommes attachés à la cour déclaraient qu'il ne s'agissait pas de toucher à la religion. Leurs efforts pour calmer l'irritation ne servaient qu'à l'exciter davantage. Le parti opposé, les prêtres surtout, qui savaient combien les Polonais étaient ar-

dents dans leur croyance, affectaient de regarder toute espèce de concession à cet égard comme un attentat contre Dieu même. Les menaces contenues dans le bref du pape Clément XIII, le zèle emporté du nonce apostolique achevèrent d'irriter la nation.

Le prince Repnin essaya de calmer cette irritation par une déclaration publique. Mais ses efforts furent impuissants. Les évêques publiaient que la Russie, d'accord avec le roi de Pologne, avait résolu de détruire la religion catholique, et qu'il était du devoir de chaque citoyen de s'armer pour la défense de la foi. Jamais roi ne s'était trouvé dans une situation plus difficile; abhorré d'une partie de ses sujets, humilié par l'ambassadeur d'une puissance étrangère, lequel était plus roi que lui, il souffrait tout avec résignation, persuadé que le concours de la Russie dans l'œuvre de la constitution polonaise entraînerait moins de maux que l'ignorance et la légèreté de la nation. Plein du désir de faire le bien, Stanislas-Auguste en fut non-seulement empêché par des circonstances qui ne lui permirent pas de l'accomplir, mais qui servirent même de prétexte à ses ennemis pour lui reprocher la ruine de sa patrie. Avant de se séparer, la diète avait prié le roi de demander à l'impératrice de Russie la liberté de ceux de ses membres qu'elle avait fait enlever et qu'elle retenait prisonniers. Le primat répondit que ces Polonais avaient mérité leur sort, en s'opposant au bien qu'elle avait dessein de faire à la Pologne, mais que cependant le gouvernement fe-

rait auprès d'elle les démarches nécessaires pour obtenir leur élargissement. En effet, le résident polonais à Pétersbourg, Psarski, eut ordre d'en faire la demande, en vertu non de la justice et du droit des nations si odieusement violé, mais au nom de la bonté de l'impératrice[1]. Un langage si bas n'attira qu'un refus outrageant, et, en vérité, il ne méritait pas mieux. Dans une note remise en réponse à Psarski, Catherine déclara que son ambassadeur n'avait agi que par ses ordres; qu'elle avait rendu à la république un service éminent, en éloignant de son sein des hommes remuants et ennemis de la paix; qu'elle avait employé les représentations, les instances, les prières même, pour obtenir justice en faveur des dissidents, mais que sa modération n'avait servi qu'à lui attirer plus d'outrages de la part de ses ennemis, et que l'esprit de faction dont la république était possédée aurait rendu vaines les résolutions de la diète, sans la vigueur salutaire de son ministre à Varsovie[2].

Une réponse aussi hautaine fut loin de calmer l'agitation qui régnait dans les esprits. La plupart des nobles, voyant les troupes russes répandues sur le territoire de la république, se méfiaient des intentions de l'impératrice. Ils ne croyaient pas que de si grands efforts ne tendissent qu'à protéger les dissidents; ils y voyaient,

[1] Keralio, pièces justificatives.
[2] *Ibid.*, t. Ier, 23 novembre 1767.

au contraire, l'accomplissement des projets formés depuis longtemps par les empereurs de Russie d'asservir la Pologne ; ils affirmaient que le roi n'était qu'un instrument aveugle des desseins de l'impératrice ; car ce qu'elle faisait dépassait de beaucoup les devoirs d'une alliée. Les catholiques, plus irrités que les autres, continuaient à exciter les passions de la populace. Les paysans, qui étaient sans droits, semblaient soupirer après un changement, dans l'espoir de sortir de la condition misérable où ils vivaient ensevelis depuis des siècles. Cet état se trouvait encore aggravé par l'abandon où les terres avaient été laissées depuis les troubles, et par le dépérissement des relations commerciales.

Tout annonçait donc une crise violente[1] : des bruits sinistres circulaient dans le royaume ; on parlait de rassemblements ; on désignait la ville de Bar comme le siége d'une confédération dirigée contre la Russie et composée des ennemis du roi ; on disait que la Turquie, réveillée de son assoupissement, se préparait à la guerre ; chacun se livrait à l'espérance ou à la crainte, suivant la passion qui l'animait ; en un mot, on prévoyait que de grands événements allaient s'accomplir.

La Russie, en se faisant décerner par la diète un droit de garantie sur la nouvelle constitution, avait eu pour but de se perpétuer armée dans la république, et, sous

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Varsovie, 21 octobre 1767.

prétexte d'y calmer les divisions, de les entretenir et de soumettre en quelque sorte la Pologne à la condition d'une province russe[1]. Une pareille ambition inquiétait l'Europe. La Turquie était seule en état de s'y opposer. La France l'y poussait, en lui représentant l'asservissement de la Pologne comme le prélude des projets de l'impératrice contre l'empire ottoman. Mais le divan, enseveli dans un lâche repos, n'osait paraître trop sensible aux outrages dont il était en partie l'objet, dans la crainte d'être troublé dans ses jouissances; et, pour ne pas compromettre la dignité de l'empire, par des démarches qu'il n'avait pas la volonté de soutenir, il s'était borné jusqu'à ce jour à des déclarations impuissantes, dont la Russie avait triomphé sans effort.

Quelque soin qu'eussent pris les ministres russes pour calmer les ressentiments de la Porte, on semblait craindre cependant qu'un événement imprévu n'entraînât cette puissance à la guerre. La France avait redoublé partout d'activité. D'un côté, elle excitait les Polonais à s'armer, et, de l'autre, elle s'efforçait d'effrayer le divan sur les dangers de laisser la Russie consommer la ruine de la Pologne. Cette double action produisit le résultat que le duc de Choiseul avait envisagé. Mais avant d'aborder ce nouveau récit, portons nos regards dans l'intérieur de ce vaste empire de Russie, dont Catherine

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais. Saint-Pétersbourg, 15 juillet 1768.

réglait les destinées avec cette autorité souveraine qu'elle mettait dans tous les actes de sa vie, soit publique, soit privée. Ce récit n'aura pas l'attrait qui, dans les actions militaires, séduit en général les esprits par l'éclat de la renommée; mais il ne sera pas sans intérêt pour les hommes qui préfèrent le bonheur de leurs semblables à la vaine gloire de les subjuguer ou de les asservir.

LIVRE III.

Complot formé par Mirowitsch pour délivrer Ivan et le faire proclamer empereur. — Mort de ce jeune prince. — Mirowitsch est arrêté, jugé, condamné à mort et exécuté. — Erreur publique sur cet événement. — Soins de l'impératrice pour réformer son peuple. — Son instruction générale pour la formation d'un code. — Assemblée de Moscou. — Ses travaux. — Réformes judiciaires. — Organisation du sénat. — Création d'un tribunal de conscience. — Opinion de Catherine sur un code pénal. — Organisation des gouvernements. — La commune russe. — Efforts de l'impératrice pour propager l'instruction dans ses États. — Ses vues sur le caractère de l'enseignement. — Abolition de la torture et de la confiscation des biens. — Catherine adoucit le sort des paysans. — Caractère du servage russe. — Paysans de la couronne et paysans de la noblesse. — Institution de la noblesse. — Son organisation par Pierre le Grand.— Avantages et défauts de cette organisation. — Priviléges de la noblesse. — Catherine veut la constituer sur d'autres bases. — Organisation du clergé. — Le synode. — Le clergé régulier. — Les prêtres des paroisses. — A quoi faut-il attribuer leur peu d'influence. — Classe des marchands et des bourgeois. — Les Guildes. — Opinion de Catherine sur l'importance d'un tiers état. — Elle fait étudier par des savants les différentes provinces de l'empire. — Pallas, Falk, Gmelin et Guldenstadt. — Leurs voyages se rattachent à des vues commerciales. — Heureuse situation de la Russie pour commercer avec l'Asie. — Aperçu de ce commerce. — Les Boukhares. — Commerce avec la Perse et la Chine. — Fertilité de la Russie. — Catherine supprime les priviléges de plusieurs branches de commerce et d'industrie. — Balance du commerce de 1760 à 1775. — Améliorations introduites dans le système agricole. — Établissement d'une ferme modèle.— Réformes dans l'administration des mines. — Importance de la richesse minérale de l'empire. — Amé-

liorations dans les manufactures. — Priviléges de la couronne funestes au développement de l'industrie et du commerce. —Défaut de population. — Causes qui en arrêtaient le développement. — Mesures pour les faire disparaître. — Fondation du collége impérial de médecine. — Ses attributions. — Introduction de la vaccine. — Hospice des Enfants trouvés. — Dispositions admirables relatives aux enfants. — Etablissement de colonies agricoles. — Priviléges accordés aux colons. — Leur prospérité. — Avantages que la Russie a retirés de ces colonies. — Fondation de l'Académie des sciences. — Protection que l'impératrice accorde aux savants. — Fondation d'une maison d'éducation pour les demoiselles. — Fondation d'écoles pour le peuple. — Bezki. — Fondation d'une école de commerce par Procope Demidof. — Bureaux de placement pour les ouvriers et les domestiques. — Etablissement d'une caisse de retraite pour les veuves. — Améliorations apportées dans les différents corps des cadets. — Réflexions sur les institutions de Catherine.

La fortune et le génie semblent se partager les événements de ce monde, ou, pour mieux dire, la Providence, dont les vues échappent souvent à notre esprit borné, aplanit aux hommes qu'elle a choisis pour en faire les instruments de ses desseins, les voies qui mènent à la gloire. Catherine, qui avait ravi le trône à son époux, esprit fantasque et capable de faire tourner sa puissance à la ruine de l'empire, n'avait eu à redouter jusqu'ici que les sourds murmures d'un parti sans consistance ou de quelques ambitieux trompés dans leur espoir. Mais il existait encore un prince issu de Pierre le Grand ; c'était le jeune Ivan, détrôné par Élisabeth à l'âge de cinq mois, enfermé dans une étroite prison et transféré de temps à autre dans des lieux éloignés, afin que la nation en perdît peu à peu le souvenir en per-

dant ses traces. Un ordre avait même enjoint aux personnes chargées de sa garde d'empêcher par tous les moyens la délivrance de ce prince. Cet ordre, soit oubli, soit qu'il fût ignoré de la nouvelle impératrice, n'avait pas été révoqué.

On assure que Pierre III, excité par les ennemis de sa femme, avait eu la pensée de la répudier, de déclarer le grand-duc illégitime et d'appeler Ivan à la succession de l'empire. Cette pensée était digne d'un esprit aussi bizarre. Quoi qu'il en soit, il était allé visiter ce malheureux prince dans sa prison, accompagné du grand écuyer Naryschkin et du général Korff, et il s'était entretenu quelque temps avec lui. Ivan, qui avait alors vingt-deux ans[1], ne savait ni lire ni écrire. La solitude avait affaibli ses facultés, et il était tombé dans une sorte d'imbécillité maladive[2]. Catherine le vit aussi, lorsqu'elle fut parvenue au trône, et elle prit soin d'adoucir sa captivité, en lui procurant certaines jouissances dont il avait été privé. Cependant, comme les partis s'attachent volontiers aux souvenirs capables de réveiller les passions, la mort d'Ivan la délivra pour jamais d'inquiétude, en ôtant ce prétexte à ses ennemis.

Cet événement arriva pendant qu'elle parcourait la Livonie (1764). Ivan se trouvait alors enfermé dans la forteresse de Schlusselbourg, située dans une île du lac

[1] Il était né le 19 août 1740.
[2] *Mémoires du comte de Hordt.*

Ladoga. Le régiment de Smolensko tenait garnison dans la ville. Dans ce régiment servait un officier nommé Wassili Mirowitsch, dont le grand-père avait suivi Mazeppa, lorsque ce chef de Cosaques avait uni ses armes à celles du roi de Suède contre Pierre le Grand. Après la défaite de Charles XII, les biens de Mirowitsch furent confisqués. Dans la suite, son petit-fils les réclama, mais ce fut inutilement. Le souvenir de cette injure lui fit rechercher l'occasion d'en tirer vengeance ; le voisinage d'Ivan la lui fournit. Délivrer ce jeune prince, dont toute la Russie connaissait le malheureux sort, et le faire proclamer par les troupes, devint dès ce moment l'unique objet de ses pensées. C'était d'ailleurs un homme enthousiaste, qui mêlait à ses sentiments de haine une grande ambition. Il s'était ouvert de ses desseins au colonel d'un régiment d'infanterie, Apollon Ouchakof, et tous deux s'étaient liés par un serment, dans l'église de Kazan, à Saint-Pétersbourg. Ce colonel étant mort peu de temps après, Mirowitsch était parvenu, à force de promesses et de mensonges, à gagner quelques soldats de sa compagnie.

Il résolut d'exécuter son projet le jour où il serait de garde à la forteresse. Chaque officier y passait une semaine avec sa compagnie. Le tour de Mirowitsch arriva. Mais la semaine s'étant écoulée sans qu'il eût trouvé une occasion favorable, il sollicita, sous un prétexte plausible, le commandement de la compagnie qui devait relever la sienne, et, comme rien ne pouvait faire

soupçonner ses intentions, il obtint sans peine cette faveur.

Pendant ce temps il avait pris des inofrmations précises sur la partie du château dans laquelle le prince était enfermé. Enfin, il fixa au 15 juillet l'exécution de ses desseins. A deux heures du matin, il fait éveiller son détachement, lui ordonne de s'armer, et se dirige vers la chambre du prince. Le gouverneur, qui avait entendu du bruit, paraît et en demande la cause. Pour toute réponse, Mirowitsch le frappe avec la crosse de son fusil, le renverse et le remet aux mains de ses soldats.

Le corridor où la chambre d'Ivan était située se trouvait gardé par plusieurs sentinelles. Deux officiers, Wlassief et Tchekin, couchaient même dans sa chambre. A ce bruit inusité, ils en étaient sortis avec un certain effroi et avaient fait mettre leurs soldats sous les armes. Mirowitsch donna aux siens l'ordre de faire feu; mais on leur riposta sans hésiter. Les assaillants, étonnés de cette résistance, voulurent alors se retirer ou voir l'ordre en vertu duquel on les faisait agir. Mirowitsch, leur ayant montré un faux décret du sénat, qui excluait du trône Catherine II et y appelait Ivan, réussit par de nouvelles promesses, par des prières et des menaces, à les engager à tenter un nouvel effort. Justement on venait de lui amener d'un des bastions de la forteresse une petite pièce de canon. Mais à peine avait-il achevé de la pointer contre le passage qui conduisait à l'appartement du prince, que la porte de cet appar-

tement s'ouvrit tout à coup et laissa voir le corps ensanglanté du malheureux Ivan, que les deux officiers préposés à sa garde venaient d'égorger. Ce spectacle ayant fait tomber les armes des mains de Mirowitsch, il s'écria : « J'ai manqué mon coup; il ne me reste plus qu'à mourir. » On s'empara de sa personne, sans qu'il opposât la moindre résistance, et l'on trouva sur lui un manifeste rempli d'injures contre l'impératrice.

Le gouverneur, Berednikof, ayant envoyé sur-le-champ un rapport de cet événement au comte Panin, celui-ci fit partir pour Schlusselbourg le lieutenant-colonel Kaschkin, avec mission d'y rétablir l'ordre, et dépêcha un courrier à l'impératrice. Catherine reçut à Riga la nouvelle, et partit aussitôt pour sa capitale. Le général Veimarn eut ordre de se rendre à Schlusselbourg pour y prendre les informations nécessaires et préparer les bases du procès, dont il fut nommé rapporteur.

La commission instituée à cet effet était composée de cinq prélats, d'un pareil nombre de sénateurs et de plusieurs officiers généraux[1]. Mirowitsch, comme l'auteur du complot, fut condamné à la peine capitale, qu'il subit le 26 septembre 1764. Il y eut en tout soixante-trois personnes punies; mais en général les traitements qu'on leur infligea ne furent pas très-ri-

[1] Manifeste de Catherine II, en date du 17 août.

goureux. Du reste, cet événement ne fit alors que peu de sensation en Europe.

Lorsqu'on vint dans la suite à réfléchir sur cette mort extraordinaire, il ne manqua pas de personnes pour en charger la mémoire de Catherine, et, comme les hommes sont prompts à adopter sans examen toute opinion qui tend à rabaisser la gloire des grands personnages, celle-ci fut accueillie avec empressement, et, n'ayant pas été contestée, elle a fini par acquérir, aux yeux de certains esprits, la valeur d'une vérité incontestable. Mais il aurait fallu rechercher auparavant si cette princesse avait un intérêt quelconque à commander cet attentat. Or, il est positif qu'elle n'en avait aucun. Le souvenir d'Ivan était presque effacé de la mémoire des Russes, par le soin qu'avait pris Élisabeth de leur dérober le lieu de sa retraite. On concevrait que, dans les premiers jours d'un règne mal affermi, Catherine eût eu l'idée de ce crime; mais après deux ans d'une paisible jouissance, lorsque rien, ni dans l'intérieur de l'empire ni au dehors, n'était venu troubler son autorité souveraine, c'eût été une barbarie gratuite. D'ailleurs, le moyen qu'elle eût employé, en admettant sa participation, était aussi maladroit que contraire à son caractère. Dans un pays tel que la Russie, où le gouvernement peut si facilement dérober ses actes à la connaissance de la nation, la mort d'Ivan eût toujours été ignorée, au lieu que la tentative de Mirowitsch, en laissant soupçonner la complicité du pouvoir, aurait eu

pour résultat de produire une agitation dangereuse.

Libre de toute inquiétude, Catherine étendit ses regards sur toutes les parties de son vaste empire. Génie puissant et solide, rien n'échappait à sa pénétration. Elle fonda des hôpitaux, des écoles, des colonies, admirables conquêtes qu'elle remportait sur la nature; augmenta et fortifia sa marine, réforma les tribunaux et corrigea la barbarie de la législation. Elle avait rédigé elle-même une instruction générale pour servir de base au code dont elle voulait doter la Russie. Cette instruction contenait en substance les grands principes sur lesquels reposent les sociétés, dans les rapports des citoyens entre eux et des citoyens à l'égard de l'État. On y trouvait les maximes suivantes, que la Russie n'était peut-être pas encore assez éclairée pour comprendre, mais qu'il n'était pas moins utile de poser comme fondement d'une bonne législation :

« Il faut qu'un gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse pas craindre un autre citoyen, mais que tous craignent la loi.

« Il ne faut défendre par les lois que ce qui peut être nuisible à chacun en particulier ou à la société en général. »

La commission, ou plutôt l'assemblée, qu'elle avait chargée de la rédaction de ce code, se composait de cinq cent soixante députés, choisis parmi les membres du clergé, de la magistrature, les hauts fonctionnaires de l'État, la noblesse, la bourgeoisie des grandes villes, et jusque parmi les peuplades les plus sauvages de l'em-

pire. Elle se réunit à Moscou, le 31 juillet 1767, sous la présidence du général Bibikof. Cette assemblée se divisait en commissions, dont le travail était ensuite discuté en assemblée générale. Les commissions continuèrent à fonctionner après la dissolution de l'assemblée, qui eut lieu le 29 décembre de la même année, et ne furent dissoutes elles-mêmes qu'en 1774.

Outre l'instruction de l'impératrice, les députés avaient reçu des instructions particulières, soit des tribunaux, soit des corporations, soit des assemblées de la noblesse. Ce travail immense, digne de la souveraine qui l'avait ordonné, ne fut malheureusement pas achevé; mais il eut cependant pour effet de mettre fin à la confusion qui régnait dans l'application des lois et de supprimer une foule de coutumes locales, dont le moindre inconvénient était d'augmenter cette confusion.

Le nombre et la diversité des peuples qui composaient ce vaste empire étaient un obstacle presque insurmontable à l'unité des lois. Ces peuples n'avaient entre eux aucune ressemblance; ils différaient non-seulement de mœurs, de coutumes et de langage, mais plus encore de culture intellectuelle. Il eût été difficile de leur appliquer des principes généraux; mais quelles difficultés, lorsqu'on entrait dans les détails! « J'ai voulu voir cela par moi-même, écrivait-elle de Kazan. C'est presque un monde à créer, à unir, à conserver. »

Le principe d'autocratie, qui formait la base de l'ordre social en Russie, était d'ailleurs et sera peut-être long-

temps encore un autre obstacle à la division des pouvoirs, sans laquelle il n'existe ni liberté civile, ni liberté politique, ni liberté religieuse; car il ne peut y avoir de droits là où domine la volonté d'un seul, non pas seulement comme un fait, mais comme l'expression d'une volonté supérieure et irresponsable.

Une série de règlements concernant les finances, le commerce, la police, etc., devaient être le corollaire de ce code. Un projet en cent quatorze articles, pour l'établissement d'écoles dans les villes et les campagnes, fut élaboré par la commission d'instruction publique, et soumis ensuite aux délibérations de l'assemblée.

La commission des droits de l'homme et des droits des familles avait émis quelques idées générales, dont l'application eût rencontré de sérieux obstacles, eu égard au peu de développement intellectuel de la nation.

La commission de jurisprudence s'occupa de la rédaction d'un code pénal en quarante-cinq chapitres.

Dans cette assemblée si extraordinaire et si peu connue, toutes les idées eurent la liberté de se produire. Beaucoup de questions, qui eussent été regardées en Europe comme des nouveautés dangereuses, avaient été sondées, approfondies et discutées librement. Catherine en suivait les travaux avec une grande attention, et chacune de ses vues portait le caractère d'un sentiment généreux et de cette rectitude qui distinguait si éminemment son esprit.

Une des choses dont elle avait été le plus vivement

frappée à son avénement au trône était la vénalité des juges. « C'est au point, disait-elle, qu'on trouverait à peine le plus petit siége où l'exercice de la justice ne soit pas livré à cette contagion. » Afin donc que les juges ne fussent plus réduits à justifier leur corruption, en alléguant leur pauvreté, elle augmenta leurs appointements et leur en assigna la moitié pour leurs vieux jours. Dans l'oukase qu'elle publia à ce sujet, elle dit : « Le besoin a pu jusqu'à présent vous donner du penchant à l'intérêt, mais aujourd'hui la patrie paye elle-même vos travaux, en sorte que ce qui pouvait être pardonnable auparavant deviendrait criminel. »

Elle établit dans chaque gouvernement des tribunaux supérieurs, appelés cours de justice ou tribunaux de gouvernement. Ces tribunaux, dont les membres étaient électifs, comprenaient deux sections, une civile, l'autre criminelle, et décidaient en dernier ressort, dans toutes les affaires où la somme en litige ne dépassait pas une valeur déterminée.

La cour de justice était elle-même cour d'appel, comme nos cours impériales, à l'égard des tribunaux de district. Le but de l'impératrice avait été de prévenir les fréquents appels qui intervenaient aux colléges impériaux de Saint-Pétersbourg et de Moscou, ainsi que les dépenses et les délais considérables qui en étaient la conséquence. La nécessité de ces appels rendait la justice difficile pour les pauvres.

On rencontrait dans les cours de district ou de pre-

mière instance (*ouiezdnyi-soude*) les deux sections, civile et criminelle, dont nous venons de parler. Elles se composaient d'un président élu par la noblesse, et de trois juges également élus, l'un par la noblesse, l'autre par les marchands et les bourgeois, et le troisième par les *volostes* des paysans. Leur mandat était de trois ans. A chaque tribunal étaient attachés un greffier et deux bureaux de greffe, l'un pour les affaires civiles, l'autre pour les affaires criminelles.

La troisième instance, ou cour d'appel générale, était le sénat, divisé en huit départements. Au-dessus de chaque section existait, comme instance supérieure, l'assemblée plénière. L'organisation de ce corps était vicieuse. Il fallait d'abord l'unanimité dans les décisions des départements. Après cela, l'affaire était soumise au procureur général près le département auquel elle ressortissait, pour être examinée de nouveau, et, si le département n'adoptait pas les conclusions du rapporteur, elle était renvoyée à l'assemblée générale, où les deux tiers des voix suffisaient. Mais, du reste, quel que fût le jugement, il devait être soumis au ministre de la justice, qui pouvait en prononcer l'annulation et renvoyer de nouveau l'affaire au sénat. Si ce corps exprimait un avis contraire aux conclusions du ministre, l'affaire allait au Conseil de l'empire, dont les attributions avaient le tort de n'être pas exclusivement administratives. Enfin, en dernier ressort, il y avait encore le souverain, qui pouvait se prononcer pour la minorité, ce qui établissait une

série de conflits, dont le moindre vice était de multiplier les délais et de mêler trop d'intérêts dans l'administration de la justice, qui a besoin, pour être comprise, de formes extrêmement simples, et, pour être honorée, d'une indépendance reconnue.

Un des établissements les plus importants du règne de Catherine fut la création d'un tribunal appelé Cour de conscience ou d'équité, dans chacun des quarante-trois gouvernements de l'empire; chaque cour de conscience était composée d'un président et de six assesseurs, dont deux étaient pris parmi les nobles, deux parmi les bourgeois, et deux parmi les paysans. Les uns et les autres étaient élus pour trois ans dans leurs assemblées respectives; mais ils ne connaissaient que des causes dont ils étaient saisis par le gouvernement ou par une cour de judicature supérieure. Cependant, ce tribunal examinait les plaintes qui lui étaient adressées directement. Dans les affaires civiles, son intervention avait quelque chose de nos justices de paix. Il cherchait à concilier les deux parties, soit en aplanissant les difficultés, soit en calmant les passions qui aveuglent souvent les plaideurs sur leurs propres intérêts. Lorsque ceux-ci avaient accepté sa décision, la cour dressait l'acte de leur accommodement et y apposait son sceau. Si, au contraire, ils refusaient sa médiation, elle les renvoyait devant les tribunaux compétents.

Mais voici une circonstance où ressortait l'avantage de cette institution. Un individu avait-il été emprisonné

sans qu'il en connût le motif, ou se trouvait-il détenu depuis plus de trois jours sans avoir été interrogé; il pouvait adresser une réclamation au tribunal de conscience, qui se faisait amener le prisonnier, à moins qu'il n'eût été arrêté pour outrage contre la personne du souverain, pour crime de meurtre ou de trahison, et se faisait rendre compte, séance tenante, des motifs de l'arrestation et des raisons pour lesquelles il n'avait pas encore été interrogé. Lorsque le prisonnier n'avait été arrêté pour aucun des crimes spécifiés ci-dessus, la cour ordonnait immédiatement sa mise en liberté, et le renvoyait devant le tribunal qu'il plaisait au prévenu de choisir dans la province où il avait son domicile.

Nous ne parlerons pas des autres cours de judicature. Le défaut qu'on peut leur reprocher était leur trop grand nombre et leur diversité. Il faut que la justice soit une; que partout elle suive la même voie, obéisse à la même impulsion, et qu'on retrouve, en haut comme en bas, les mêmes principes et les mêmes garanties. Catherine avait compris cette grande pensée, et, si elle laissa aux uns trop de pouvoir, aux autres trop peu; si elle multiplia, non les degrés mais les formes, peut-être faut-il l'attribuer à la constitution politique et plus encore à l'étendue de son empire.

Dans les juridictions inférieures, l'élection était l'élément principal. Mais nous trouvons dans l'organisation de la justice un des caractères qui distinguent les sociétés où il existe des classes privilégiées, c'est-à-dire

des cours distinctes, selon la condition des justiciables.

La commission de jurisprudence, dans l'assemblée de Moscou, avait rédigé un projet de code pénal. L'impératrice écrivait à Voltaire : « Voici l'idée que je me fais du code pour le criminel. Les crimes ne sauraient être en trop grand nombre; mais de proportionner les peines aux crimes, cela demande, je crois, un travail à part et beaucoup de réflexion. Je suis persuadée que la meilleure des procédures criminelles et la plus sûre est celle qui fait passer ces sortes de matières par trois instances, dans un temps fixe, sans quoi la sûreté personnelle des accusés pourrait être à la merci des passions et de l'ignorance. »

Ce n'est pas que le code pénal fût plus sévère en Russie que dans le reste de l'Europe. Les abus de la justice criminelle ne provenaient en général que de la mauvaise application des lois. Aussi, plus on s'élevait en instance, moins on avait à craindre ces abus. La barbarie des mœurs avait en quelque sorte armé les juges subalternes d'une autorité arbitraire, dont la loi ne pouvait tempérer la rigueur, puisqu'ils n'en connaissaient le plus souvent ni l'intention ni les limites. Déjà cependant la peine du knout était devenue plus rare, depuis que l'application en avait été réservée aux cours pénales. Une ancienne loi, qui fut alors remise en vigueur, condamnait les juges qui avaient injustement infligé cette peine à payer au condamné cent roubles pour chaque coup de knout. Quoiqu'il fût au fond très-facile d'éluder cette

loi, elle n'en produisit pas moins un effet salutaire.

Il manquait un couronnement à cet édifice, la publicité. Mais, soit que l'impératrice craignît la prolixité des avocats, soit qu'elle n'appréciât pas suffisamment l'influence de la publicité sur la moralité des juges, soit peut-être aussi qu'elle ne trouvât pas la Russie assez avancée pour ce mode d'instruction, elle conserva la procédure écrite, espèce de tombeau d'où la lumière ne s'échappe qu'avec peine.

Une autre amélioration importante fut la formation de départements distincts dans le sénat pour les finances, la police et les autres branches d'administration. Elle obvia par ce moyen aux conflits de juridiction, et facilita l'expédition des affaires. Elle fixa à six le nombre de ces départements, ayant chacun des attributions spéciales [1]. Catherine appelait ce collége impérial le sanctuaire des lois. C'était le tribunal en dernier ressort; car personne ne pouvait appeler de ses arrêts qu'au souverain lui-même. Catherine avait l'habitude, lorsque l'appel arrivait jusqu'à son trône, de renvoyer l'affaire devant le sénat, toutes les sections réunies; si la décision était unanime, elle ne manquait jamais de s'y conformer. Il ne lui arriva qu'une fois de changer un décret du sénat, tant elle désirait que ce corps fût entouré de considération et de respect. Son opinion était qu'il fallait rendre difficile l'appel au souverain. Armée d'un pouvoir

[1] Oukase du 15 décembre 1763.

absolu, personne en Russie, disait-elle, ne me reprochera d'en avoir abusé.

Elle fit une meilleure répartition des gouvernements, dont le nombre fut porté à quarante-quatre [1]. Plusieurs de ces gouvernements étaient trop étendus. Le gouverneur, chargé d'administrer la justice, de percevoir les impôts, de veiller à la sûreté générale, ne pouvait suffire à des occupations si nombreuses. Il n'existait en outre dans ces anciens gouvernements ni cours de justice, ni conseils d'administration. C'était un chaos ténébreux. Catherine comprit combien cette organisation était déplorable et dans l'intérêt de l'État et dans celui des particuliers. Elle donna aux gouvernements trop étendus des limites convenables, les divisa en cercles, sépara les affaires suivant leur nature et les fit ressortir à des cours particulières. Il en résulta que la justice fut administrée avec plus de promptitude, qu'un nombre considérable d'affaires, engagées dans des lenteurs interminables, obtinrent une solution, et qu'à chacune d'elles fut ouverte une voie simple et régulière, tandis qu'auparavant il était presque impossible d'en suivre la trace, tant il régnait de confusion dans les attributions de chaque fonctionnaire.

Des ordonnances déterminèrent les époques et la durée des sessions des cours de justice, les places dont la

[1] Loi de 1775 intitulée : loi des gouvernements (*outchrejdende goubernii*).

nomination était réservée au souverain, celles réservées au sénat, aux gouverneurs, enfin celles réservées à la noblesse des gouvernements ou des cercles. Chaque gouvernement avait un gouverneur et un vice-gouverneur. Elle créa des gouverneurs généraux, dont le pouvoir s'étendait sur plusieurs gouvernements. Ceux-ci étaient divisés en districts (*ouiezde*). De même que chaque gouvernement avait sa capitale, où siégeaient le gouverneur et la cour de justice; de même chaque cercle eut son chef-lieu, où résidaient les officiers du cercle et les tribunaux de districts.

Ces gouverneurs, armés d'une puissance considérable, ayant sous leurs ordres les troupes de leurs gouvernements, pouvaient toutefois difficilement en abuser, parce que leur pouvoir avait été réglé avec intelligence et renfermé dans de justes bornes. Ils faisaient exécuter les lois et les jugements, et veillaient au bon ordre; mais ils n'étaient eux-mêmes ni juges ni législateurs. Ils administraient à l'aide 1° d'un Conseil de régence pour l'administration et la police, composé de deux conseillers et d'un secrétaire nommé par le souverain; 2° d'une Chambre des finances qui avait dans ses attributions les revenus de la couronne, les taxes, les monopoles du sel et de l'eau-de-vie, les mines, le dénombrement de la population, l'inspection des bâtiments publics et les douanes; 3° du collége de provision générale qui s'occupait des établissements de bienfaisance, des écoles, des hospices et hôpitaux et des maisons de

travail. Ce collége était composé de six assesseurs, deux nobles, deux bourgeois et deux habitants de la campagne. Ce qui réduisait encore le pouvoir des gouverneurs, c'est qu'ils n'étaient en quelque sorte que les présidents de ces colléges, lesquels recevaient directement leurs ordres du souverain ou du sénat, tandis qu'ils jouissaient auparavant d'un pouvoir presque illimité, dont les abus restaient toujours impunis.

Après que la nation eut échappé au joug des Tartares, tous les efforts des grands princes tendirent à fortifier leur autorité aux dépens des libertés publiques. L'administration des provinces fut livrée à la plus effroyable tyrannie. Il était si difficile aux malheureux habitants, écrasés sous le poids de leurs chaînes, de faire parvenir jusqu'au trône leurs réclamations ou leurs plaintes, que la puissance des gouverneurs était devenue en quelque sorte souveraine. De là ce proverbe russe, qui semblait avoir été dicté par le désespoir : « Nous ne pouvons aller à Dieu, parce qu'il est trop haut, ni au tsar, parce qu'il est trop loin. » Personne avant Catherine n'avait tenté de réduire ce pouvoir excessif. C'est un des actes les plus considérables de son gouvernement, et ce fut un bienfait inestimable pour les provinces.

Aux dernières limites de l'organisation sociale se trouvait la commune, dont la constitution est particulièrement remarquable. La commune russe (*mir*) est une république où règne la plus complète égalité; où chaque individu jouit des mêmes droits et des mêmes

avantages ; où l'on ne connaît ni propriété foncière personnelle ni par conséquent prolétariat. C'est là, en effet, que sont pratiquées, dans leur plus extrême développement, les doctrines socialistes, qui, dans les pays d'Occident, épouvantent même les plus hardis novateurs. Mais là, elles sont pratiquées naturellement et sans trouble. Le pouvoir central, si puissant dans ce pays, semble abdiquer ses droits aux limites de la commune. Il n'intervient en aucune façon dans ses affaires intérieures. Pour lui, la commune est une personne collective. L'impôt étant déterminé suivant le nombre de têtes, c'est elle qui le répartit. Quelque chose d'analogue existait autrefois et existe encore aujourd'hui en Égypte, mais avec cette différence qu'ici le chef de la commune est armé d'un pouvoir discrétionnaire, qu'il exerce arbitrairement, tandis qu'en Russie le *starschine* ou maire étant élu par tous les membres de la commune, ceux-ci peuvent le contraindre à donner sa démission, s'il ne répond pas à leur attente.

A des époques déterminées, les habitants se réunissent en assemblée générale (*shod*) et procèdent au partage des propriétés communales, en tenant compte du plus ou moins de fécondité des terres, du plus ou moins d'éloignement des habitations. Il s'ensuit que personne ne possède en propre, et que personne n'a ni droit ni intérêt à léguer ses champs à ses enfants. Ceux-ci, d'ailleurs, dès qu'ils ont atteint l'âge d'homme, sont admis au partage des terres.

C'est d'après ce système que la commune est responsable devant le pouvoir des impôts et des recrues. Ces impôts, au lieu de peser sur l'homme, reposent sur le lot de terre qui lui a été dévolu, en sorte que les malades et les vieillards en sont affranchis. La commune fait elle-même sa police; elle a sa prison, son hôpital, son école, son arsenal et son grenier d'abondance ; elle exerce sur elle-même une juridiction disciplinaire, et peut exclure de son sein ceux de ses membres qui troublent l'ordre.

Le maire (*starschine*) est élu par les délégués des villages, dont l'ensemble forme la commune rurale (*selskoïe obschestvo*). Chaque village a lui-même pour chef le *staroste* ou l'ancien, également élu et dont les fonctions durent une année. Des tribunaux ruraux siégent aux chefs-lieux des communes, sous la présidence du starschine, assisté de deux membres (*dobrosoviestnié*), c'est-à-dire hommes de conscience. Ces tribunaux, qui ont beaucoup d'analogie avec nos justices de paix, sauf l'élection, connaissent en dernier ressort des contestations dont le montant ne dépasse pas 5 roubles argent (20 francs), et peuvent infliger des châtiments corporels jusqu'à concurrence de vingt-cinq coups de verges.

Un certain nombre de communes réunies forment le canton (*volost*), dont le chef (*golova*) est élu pour trois ans, de même que plusieurs cantons forment un arrondissement, administré par un agent supérieur appelé *okroujnoï-natschalnik* et appartenant à la septième ou

huitième classe des employés civils. Le tribunal du canton, composé du golova, qui le préside, et de deux hommes de conscience, juge jusqu'à concurrence de 15 roubles argent (60 francs), mais il ne peut qu'adoucir les peines prononcées par les tribunaux ruraux. Si elles lui paraissent trop légères, il doit en référer au chef de l'arrondissement. Il ne s'agit ici que de certains délits dont la nature est déterminée. Quant aux crimes proprement dits, ils sont uniquement de la compétence des tribunaux ordinaires.

On ne saurait disconvenir qu'il n'y ait dans cette organisation le germe de grandes institutions politiques. Le jour, en effet, où la lumière pénétrera plus profondément dans les campagnes, où le sentiment de la liberté aura donné aux âmes plus d'élévation et aux bras plus de vigueur, où, enfin, le même esprit animera les nobles et les paysans, un immense avenir s'ouvrira pour la Russie.

Catherine l'avait compris, car aucun souverain avant elle n'avait fait de plus grands efforts pour propager l'instruction. Plus de deux cent mille volumes distribués aux bibliothèques de l'empire firent naître le désir d'apprendre et en fournirent les moyens. Chaque année elle prenait sur sa cassette une somme de cinq mille roubles pour la traduction des ouvrages classiques. « J'ai lu cet hiver, écrivait-elle à Voltaire, deux traductions russes nouvellement faites, l'une du Tasse, l'autre d'Homère ; on les dit très-bonnes. » Elle encouragea la princesse

Daschkof, qu'elle avait placée à la tête de l'académie des arts et des sciences, à s'occuper d'un dictionnaire russe. Frappée de l'abandon où la langue russe, si riche et si harmonieuse, avait été laissée jusqu'à ce jour, elle eut la pensée de créer une académie des lettres. Elle avait établi une commission d'instruction publique, dont elle suivait les travaux avec la plus grande sollicitude. Elle assistait fréquemment aux leçons des professeurs, afin d'inspirer par son exemple le goût des lettres à ses courtisans. Un jour qu'elle écoutait une leçon d'histoire et de géographie, elle proposa au professeur, savant allemand, membre de l'académie de Pétersbourg, une objection au sujet de la Sibérie. Le professeur ayant répondu victorieusement, les courtisans, peu habitués à ce langage, s'en montrèrent fort indignés. Elle, au contraire, remercia le professeur, avoua qu'elle avait été trompée, et obligea même Zawadoffski, son favori, dont l'indignation avait été plus vive, à lui adresser des remerciements et des excuses.

Pierre le Grand, ayant trouvé son peuple enseveli dans une profonde ignorance, avait employé pour l'éclairer les mêmes moyens dont il s'était servi pour le former aux armes, sans réfléchir que l'éducation d'un peuple ne doit être et ne peut être que l'œuvre du temps. De même qu'il avait placé à la tête de ses troupes des étrangers de toutes les nations, il avait ouvert à d'autres étrangers, la plupart Français, les maisons d'éducation. Ses successeurs ayant adopté le même système, bientôt

on ne connut plus et l'on n'estima plus dans tout l'empire que l'éducation française. Mais rien n'était plus contraire au génie de la nation ; car l'esprit français, léger, frondeur et philosophe, tendait à détruire chez les Russes le sentiment religieux, qui est un des caractères les plus sérieux de ce peuple.

Ce danger n'avait point échappé à la pénétration de Catherine. Quoique philosophe par principe, elle comprenait que la religion est un moyen puissant de gouvernement, et qu'un peuple religieux est en même temps un peuple fort. Elle se prononça donc avec énergie contre cette éducation étrangère, dont les fruits ne pouvaient être que funestes à la Russie. L'éducation française donnait en général la préférence au savoir et s'occupait fort peu de la morale, qui, dans la pensée de l'impératrice, devait au contraire en être la base. Il se fit donc, sous l'inspiration de cette princesse, un changement complet dans l'enseignement. L'éducation, tant privée que publique, devint plus sérieuse et nationale.

Lorsqu'on lui proposa, le 26 août 1765, des modifications aux règlements du corps des cadets, à l'article ainsi conçu : « Pour la jeunesse nommer un inspecteur et des professeurs étrangers, » elle écrivit de sa main : « Conserver, quant à présent, cette disposition ; mais à l'avenir, il faudra tâcher de remplacer ces professeurs par des Russes. » C'est dans ce but qu'elle y avait admis des enfants de bourgeois, dont elle se proposait de former une pépinière de professeurs.

De ce que l'impératrice voulait que la religion servît de base à l'enseignement, il ne faudrait pas conclure qu'elle eût dessein de retenir le peuple dans les langes de la superstition. Autant elle appréciait les bienfaits de la première, autant elle détestait les égarements de la seconde. Indulgente pour les erreurs, elle n'employa jamais, pour les combattre, que les armes de la raison. Elle avait posé en principe, dans son instruction pour le code, qu'il faut se tenir en garde contre toute inquisition en pareille matière. « Poursuivre ces irrégularités, y disait-elle, c'est s'exposer à troubler profondément la paix, la liberté et la prospérité des citoyens. Comme ces sortes d'accusations ne sont pas dirigées contre les actes proprement dits, mais qu'elles ne reposent que sur des conjectures, elles sont extrêmement dangereuses, à cause de l'emploi qu'on peut en faire, soit par intérêt, soit par ignorance. Le citoyen serait toujours en ce cas entouré de périls, dont ni sa conduite, quelque bonne qu'elle fût, ni les mœurs les plus vertueuses, ni l'accomplissement de tous ses devoirs, ne pourraient le défendre. »

La société européenne, tourmentée à cette époque par un esprit d'inquiétude et de doute, semblait s'être réfugiée dans les folies du mesmérisme, du martinisme, de l'illuminisme et des sociétés maçonniques. Catherine considérait ces aberrations comme le produit d'esprits désœuvrés, qui, fatigués du poids des anciennes croyances, s'égaraient dans les sentiers mystérieux de la na-

ture, sans autre guide que l'imagination; mais elles excitaient son mépris plus encore que son indignation. Sa raison éclairée l'éloignait de toute espèce de système, soit politique, soit religieux. Elle croyait sa mission attachée à poursuivre les abus qui blessaient les idées du juste, dont elle avait le sentiment au plus haut degré.

C'est ainsi qu'elle avait résolu d'effacer du code russe jusqu'aux traces de la torture, dont les monstruosités déshonoraient encore tous les États de l'Europe. Ce préjugé en faveur de ce mode barbare d'instruction judiciaire était tellement enraciné, que l'impératrice dut user des plus grands ménagements pour éviter de froisser les esprits. En 1762, l'année même de son avénement au trône, elle avait ôté aux *woïvodes*, ou juges inférieurs, le droit d'ordonner la torture, dont ils avaient prodigieusement abusé, autant par ignorance qu'à cause de la barbarie des mœurs. En 1767, un ordre secret fut donné aux juges des gouvernements, toutes les fois qu'ils croiraient la torture indispensable pour obtenir d'un accusé des aveux complets, de soumettre les principales charges portées contre lui à l'examen du gouverneur. Or, les gouverneurs avaient reçu des instructions, d'après lesquelles ils devaient déterminer les cas où la question pouvait être appliquée, mais ces cas ne pouvaient jamais exister; car, en leur ordonnant de prendre pour base les principes qu'elle avait elle-même posés dans ses instructions pour la formation d'un nou-

veau code, où elle avait établi que la torture n'est pas moins inutile que cruelle pour arriver à l'aveu du crime, elle leur faisait assez entendre qu'ils devaient s'abstenir d'y avoir recours. Ainsi elle se trouvait tacitement abolie ; mais elle le fut ensuite formellement.

Elle abolit également la confiscation des biens, qui n'était pas une plaie particulière à la Russie, car il n'existait pas en Europe un seul gouvernement qui n'eût exercé, avec plus ou moins de violence, ce droit barbare, qui avait le double inconvénient de satisfaire la cupidité et les vengeances des gouvernants.

Catherine s'occupa aussi du sort des paysans, et elle l'adoucit autant que le comportait son époque. Dans son instruction pour la rédaction d'un code de lois, elle avait loué cette maxime des Japonais, que les serviteurs ne doivent pas être traités trop durement, parce que la dureté engendre la résistance.

Nulle part la misère des paysans n'était plus grande que dans les provinces allemandes assujetties à la Russie ; nulle part l'autorité des seigneurs n'était plus dure ni plus arbitraire. Des plaintes fréquentes étaient arrivées jusqu'aux oreilles de l'impératrice, et ce fut une des causes du voyage qu'elle avait fait en Livonie au commencement de son règne. Frappée du spectacle de cette misère, elle exigea que la diète, convoquée l'année suivante (1765), prît des mesures pour y mettre un terme. En effet, les prestations des paysans furent fixées d'une manière légale et authentique, les peines adoucies et le

pouvoir des seigneurs limité. Il fut en outre interdit de vendre des serfs sur la place publique et de séparer les époux.

La noblesse livonienne ne se prêta qu'avec une extrême répugnance à l'exécution de ces mesures; mais le comte Brown, gouverneur général de la province, qui en avait démontré la nécessité, ne permit pas que la justice et l'humanité fussent plus longtemps sacrifiées à l'intérêt mal compris des seigneurs.

Les paysans se divisaient en paysans de la couronne et en paysans de la noblesse. Les premiers payaient, outre la capitation ordinaire, qui était de 70 copecks par tête, les mêmes droits que ceux des particuliers envers leurs maîtres. La fixation de ces droits était attribuée à la chancellerie des domaines de la couronne. Ils étaient soumis en outre à des corvées pour l'entretien des routes, et ils pouvaient être mis en réquisition pour le transport et la nourriture des soldats; mais, dans ces cas, leurs services étaient rémunérés.

En échange de ces charges, les paysans recevaient de la couronne la terre nécessaire à leur subsistance, et jouissaient d'une liberté presque complète. Simplement attachés au sol, ils étaient maîtres de leur temps et ils pouvaient même obtenir l'autorisation de se transporter dans les villes pour y exercer une industrie.

Mais il n'en était pas de même des paysans de la noblesse; leur condition était plus dure. Soumis à l'arbitraire de leurs maîtres, quoique protégés par des règle-

ments sévères, il leur était plus difficile d'éviter certaines vexations. Toutefois, l'adoucissement des mœurs et l'exemple de la souveraine avaient contribué à rendre les dispositions de la noblesse plus conformes aux sentiments d'humanité, qui est le caractère de la religion chrétienne. « Pendant cinq ans que j'ai passés en Russie, dit le comte de Ségur dans ses *Souvenirs*, je n'ai pas entendu parler d'un trait de cruauté commis par un seigneur contre un paysan. »

Du temps de Catherine II, la capitation des paysans de la noblesse était de 71 copecks et demi. Aujourd'hui ils payent à la couronne 8 roubles par tête mâle et doivent donner la moitié de leur temps à leurs maîtres. Ils sont tenus en outre de fournir les gens pour le service domestique de ces derniers, qui, de leur côté, leur accordent la terre nécessaire à leur subsistance. Cette concession varie suivant la fertilité du terrain. Elle est en moyenne de 4 dessiatines, près de 5 hectares, par âme [1], à la charge par eux de cultiver 3 dessiatines du champ seigneurial. Mais si un paysan désire quitter sa commune pour exercer ailleurs un métier, il a besoin de la permission de son maître, qui en profite quelquefois pour lui imposer une redevance considérable. Cette redevance se nomme l'obrok.

Catherine avait songé à l'affranchissement des serfs; mais elle recula devant les obstacles qui auraient

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

rendu trop dangereuse l'exécution de cette mesure. Dès les premiers jours de son règne, elle avait institué, sous la présidence d'Alexis Orlof, une société économique dans le sein de laquelle on agitait des questions sociales. On y proposa celle-ci, entre autres : « Est-il utile à la Russie de donner la liberté aux paysans ? »

Dans l'assemblée que l'impératrice avait convoquée à Moscou, à l'occasion du nouveau code, un membre de cette assemblée ayant parlé de donner la liberté aux paysans, plusieurs seigneurs s'étaient écriés qu'ils poignarderaient le premier qui en ferait la proposition. Le temps n'était pas venu pour opérer une transformation sociale aussi importante. La gloire en était réservée à un jeune souverain, dont le nom transmis d'âge en âge ne rappellera que le souvenir d'un bienfait, gloire plus pure que celle des conquérants, dont l'éclat trompeur ne couvre ordinairement que des ruines.

Le servage russe n'a aucun des caractères qui déshonorent la liberté américaine. L'esclave russe possède en toute propriété les biens mobiliers qu'il peut acquérir, et il a le droit d'en disposer à son gré. Le paysan de la couronne, lorsqu'il s'est mis en règle avec sa commune pour le payement de l'impôt, peut se transporter où bon lui semble, exercer la profession qui lui convient et entrer même, moyennant quelques formalités, dans la classe des bourgeois. Il en est de même des serfs des terres seigneuriales soumis à l'obrok. Un grand nombre

de ces derniers jouissent d'une aisance remarquable ; plusieurs possèdent des fabriques ; quelques-uns enfin se sont élevés à des fortunes prodigieuses. Le paysan russe est en général économe, sobre, laborieux et doué d'une intelligence et d'une sagacité merveilleuses. C'est lui qui bâtit sa maison, qui la répare, qui confectionne ses outils, ses instruments d'agriculture, les harnais de ses chevaux et souvent même ses propres vêtements. Le paysan russe, sans en excepter le plus pauvre, a sa cabane, ses chevaux, ses vaches, ses moutons, et, sous le rapport matériel, il est bien certainement dans une position plus heureuse que la plupart des paysans libres de l'Europe.

Nous ne prétendons pas cependant approuver, encore moins louer, l'esclavage. Nous croyons que tous les hommes sont égaux devant Dieu et qu'ils ont le droit de l'être devant la loi. Nous dirons plus, c'est que la Russie libre serait plus forte et plus riche au dedans, et plus puissante encore au dehors qu'elle ne l'est aujourd'hui avec sa population d'esclaves.

L'ordre social en Russie comprend un certain nombre de classes, ayant des droits et des obligations particulières, mais au-dessus desquelles plane la personne de l'empereur ou tsar, en qui réside la puissance souveraine, et de qui émane toute justice. Ces classes sont : les nobles, les prêtres, les bourgeois, les marchands et les serfs.

L'institution actuelle de la noblesse remonte au règne

de Pierre le Grand. A cette époque, la vieille aristocratie, composée de *kniaz* ou princes apanagés, et de *boyards*, simple titre non héréditaire, tenait encore au sol par de fortes racines. Elle formait un corps puissant, qui exerçait une part considérable d'influence dans l'administration de l'empire, et qui, dans plusieurs circonstances, avait décerné la couronne par le choix libre de ses membres. Son pouvoir se manifestait par cette formule placée en tête des actes publics : « Le tsar a ordonné et les boyards ont consenti. » Longtemps le tsar ne porta que le titre de *veliki-kniaz*, grand prince.

Cette aristocratie, éloignée par son éducation et par ses goûts de la civilisation européenne, ne voyait qu'avec méfiance les projets de Pierre le Grand. Celui-ci, de son côté, n'osait affronter ouvertement une institution populaire, fondée sur l'éclat des services et couvrant le sol de ses immenses possessions. Cette aristocratie était plus forte par sa cohésion que par le nombre. Pierre introduisit au milieu d'elle un élément nouveau, par la création d'une noblesse personnelle, sur laquelle son action devait être plus directe et plus sûre. Il divisa les nobles en quatorze classes, dont chacune correspondait à un grade militaire; établit des règles pour le passage de l'une à l'autre, et ouvrit ainsi la carrière des honneurs et des priviléges à des hommes que leur naissance en avait jusque-là éloignés.

Le tsar Fœdor Alexiovitch avait porté la première atteinte à la noblesse, en faisant brûler tous ses titres, afin

de mettre un terme aux querelles de rang qui tendaient à détruire la discipline militaire; car on voyait fréquemment, à l'armée, les jeunes nobles refuser d'obéir à leurs supérieurs, sous prétexte que leurs pères avaient un rang plus élevé. Catherine rétablit le livre généalogique de la noblesse par l'oukase du 21 avril 1785. Mais, comme à cette époque l'institution de Pierre le Grand avait complétement changé l'esprit de cette classe, la concession de Catherine fut accueillie avec la plus grande faveur, sans ramener les anciennes querelles.

La première classe répondait au grade de feld-maréchal ; la quatorzième à celui d'enseigne. Tout roturier parvenu, dans le service militaire ou civil, à la quatorzième classe, commençait à participer aux priviléges de la noblesse ; mais il n'en jouissait complétement que quand il s'était élevé à la neuvième classe dans le service militaire, ou à la huitième dans le service civil. La noblesse des classes inférieures est purement personnelle ; celle des autres classes, à partir de la huitième, est héréditaire. Les premiers jouissent de la plupart des priviléges de la noblesse ; mais ils ne peuvent ni la transmettre à leurs descendants, ni acquérir des terres avec des serfs. Quant aux autres, ils sont aussi nobles que les premiers nobles de l'empire.

Outre ces priviléges inhérents à la qualité de noble, la noblesse russe jouit encore de certains droits politiques, qu'on ignore généralement ou qu'on a trop l'ha-

bitude de rabaisser. Tous les nobles d'un district ont leurs réunions ou diétines, dans le sein desquelles se discutent les affaires du district, dont les plus importantes sont renvoyées à la diète générale, qui a lieu tous les trois ans, sous la présidence d'un maréchal de la noblesse. Cette assemblée générale répartit l'impôt et les recrues, exerce une sorte de censure sur la moralité des membres de la noblesse, surveille et juge leur conduite à l'égard de leurs paysans, et constitue des tribunaux, sans la participation desquels les procureurs impériaux ne peuvent instruire une affaire judiciaire concernant un noble ou ses biens.

Un noble ne peut perdre la vie, la fortune ou l'honneur, sans un jugement légal, et, en matière criminelle, il ne peut être jugé que par ses pairs.

Malgré l'étendue de ces priviléges, la noblesse russe ne jouit presque d'aucune influence. C'est qu'au fond l'organisation établie par Pierre le Grand était plutôt une hiérarchie bureaucratique qu'une aristocratie territoriale. La noblesse ainsi constituée n'avait aucune racine dans le sol. Habituée d'ailleurs au séjour des villes et aux délices de la cour, elle dissipait sa fortune dans les plaisirs, abandonnant l'administration des affaires à ceux de ses membres qui étaient les moins fortunés ou les plus corrompus. Catherine II, frappée de ce danger, s'efforça de constituer la noblesse sur d'autres bases. Elle aurait voulu développer en elle l'esprit de corporation, l'attacher à la campagne, lui donner le goût des

affaires; en former en un mot une aristocratie éclairée et indépendante.

La deuxième classe dont nous avons parlé est celle des prêtres. On sait que l'Église russe n'est qu'un démembrement de l'Église grecque, et que leur séparation fut amenée par les mêmes causes qui avaient déterminé la rupture des Églises grecque et latine, c'est-à-dire l'ambition du pouvoir temporel. L'Église russe, lorsque Pierre le Grand monta sur le trône, était régie par un patriarche investi d'une autorité souveraine et absolue. Avec les idées que Pierre s'était faites du pouvoir autocratique, l'autorité patriarcale était trop puissante et trop étendue pour qu'elle pût subsister longtemps; il la supprima, et l'autorité patriarcale fut confiée à un synode, espèce de ministère ecclésiastique, où l'empereur est représenté par un procureur général chargé de lui transmettre ses ordres.

Le saint synode, comme on l'appelle, administre donc, au nom de l'empereur, toute l'Église nationale; c'est lui qui présente aux emplois ecclésiastiques, qui exerce un contrôle immédiat sur les commissions des écoles religieuses, et qui veille à l'observation des canons et à la pureté de la doctrine. Outre ces fonctions importantes, il prononce encore, soit directement, soit sur appel des juridictions ecclésiastiques des diocèses, qui embrassent, en matière civile, toutes les causes matrimoniales.

Au-dessous du synode, les métropolites, au nombre de quatre, les archevêques, au nombre de vingt-quatre,

et les évêques, au nombre de trente-sept, composent le haut clergé ; mais, sous des titres différents, ces dignitaires sont égaux devant le synode, de sorte que cette hiérarchie de rangs est plus apparente que réelle.

Enfin, au dernier degré de l'échelle ecclésiastique figurent les prêtres de l'ordre inférieur, divisés en deux classes : les moines ou clergé régulier, et les prêtres des paroisses ou clergé séculier. Le prêtre séculier ne peut s'engager dans les ordres que marié ; mais, s'il devient veuf, il peut continuer à exercer les fonctions sacerdotales, s'il n'aime mieux prendre l'habit de moine. Réduit, pour tout salaire, aux offrandes volontaires des fidèles, obligé de chercher des moyens d'existence que l'État lui refuse, dans des métiers qui le font descendre au niveau des dernières classes de la société, il est dépourvu d'autorité morale sur ses paroissiens, et de considération auprès des classes plus élevées. Ce n'est pas que les prêtres russes manquent de lumières; c'est leur dépendance qui ne leur permet pas d'obtenir l'influence et la considération qui les rendent ailleurs si puissants.

Cet abaissement n'est guère compensé par les priviléges que les lois accordent au clergé. Il est exempt de la capitation, affranchi du recrutement et des peines afflictives, et n'a d'autre juge que l'autorité ecclésiastique. Il n'est pas rare cependant de voir le synode autoriser la levée des fils des prêtres, et, soit faiblesse, soit complaisance, livrer les membres coupables du clergé

au pouvoir séculier, après les avoir dégradés, par une sorte de respect pour ses prérogatives.

Anciennement, le haut clergé se recrutait parmi les membres de l'aristocratie; mais, après que Pierre le Grand eut aboli le patriarchat, après surtout que Pierre III et Catherine eurent confisqué ses biens, son importance diminua considérablement. Quant au clergé séculier, il n'a cessé de traîner une existence misérable. Plus occupé de pourvoir à ses besoins matériels et à ceux de sa famille, il lui est presque impossible de donner à ses ouailles la nourriture spirituelle. Le voulût-il, qu'il trouverait encore de grands obstacles dans l'étendue des paroisses et dans les distances immenses qui, dans certaines provinces de l'empire, s'opposent à de fréquentes communications. Il en résulte que les populations, d'ailleurs profondément religieuses, privées des secours de leurs pasteurs, se créent souvent des opinions particulières, en dehors du culte officiel, qu'elles sont naturellement portées à regarder comme un instrument de leur misère. De là ce grand nombre de sectes, dans le sein desquelles paraît s'être réfugiée la seule résistance que puisse se permettre une population opprimée.

Le clergé régulier comprend les évêques, archevêques et métropolites. Ces dignitaires ne peuvent être pris que dans l'ordre de Saint-Basile, le seul qui existe en Russie. Un prêtre séculier, pour devenir évêque, doit, une fois veuf ou divorcé, prendre l'habit de moine. Les jeunes gens, fils de prêtres ou autres, qui se destinent

à l'état ecclésiastique, ont, à leur sortie du séminaire, le choix entre la vie monacale ou l'administration des paroisses. Dans ce dernier cas, forcés de se marier, leur existence est obscure et misérable ; si, au contraire, ils embrassent la vie du cloître pour continuer leurs études, ils deviennent professeurs dans les séminaires et parviennent assez rapidement à l'épiscopat.

Le haut clergé doit à son mérite, à ses lumières et à sa piété la considération dont il jouit dans tout l'empire.

La Russie ayant reçu le christianisme de Constantinople où il était dans la dépendance du pouvoir temporel, ne prit aucune part au mouvement intellectuel qui remua si profondément les peuples de l'Occident. Les tsars s'en servirent pour dominer la société et ne rencontrèrent que peu d'obstacles, tant on était habitué à envisager l'action du clergé sous ce point de vue. Dans la société latine, au contraire, le clergé, au moment des invasions barbares, se plaça naturellement à la tête des populations opprimées. Le mouvement religieux fut d'autant plus considérable que les souffrances ont en général pour effet de développer les aspirations vers une vie meilleure. Or, cette vie était celle que le christianisme promettait aux fidèles. C'est par là que l'Église d'Occident finit par absorber la société barbare.

Mais, en Orient, l'esprit de sophisme et d'intrigue agissant sur une société plus énervée par les jouissances matérielles et moins bouleversée par les invasions, cet

esprit arrêta l'essor du mouvement religieux. La vie intellectuelle y fut étouffée par le despotisme. Tel est le christianisme que la Russie reçut de Constantinople ; il y conserva ce caractère, à peu de chose près ; mais il est juste dire que, s'il y fut contenu par l'action du pouvoir, la Russie n'eut pas à déplorer ces écarts, ces persécutions, ces vengeances atroces, dont l'Occident a laissé dans son histoire des traces si profondes et si douloureuses. Cette réflexion mérite d'être pesée.

On comprend sous la dénomination de bourgeoisie la classe intermédiaire entre les nobles et les serfs. La loi les divise en marchands et en bourgeois proprement dits. Les premiers jouissent dans tout l'empire, par leur intelligence, leurs richesses et leur activité, d'une considération qui ne fera que s'accroître lorsque la Russie sera entrée plus complétement dans les idées européennes. On les range sous trois catégories ou *guildes*, suivant l'importance du capital, dont la loi exige la justification.

Ceux de la première guilde doivent justifier d'un capital de 15,000 roubles (60,000 francs), et, à cette condition, ils ont le droit d'étendre leur commerce à l'extérieur, d'établir des comptoirs et des banques de change, d'armer des bâtiments pour leur compte, et de placer leurs enfants dans certains établissements d'instruction, au sortir desquels ils peuvent être admis au service de l'État et acquérir la noblesse héréditaire. Eux-mêmes, après douze années d'exercice dans la première

guilde, obtiennent le titre héréditaire de bourgeois notables, qui assure à leurs descendants des droits politiques assez étendus.

Ceux de la seconde sont tenus de faire preuve d'un capital de 6,000 roubles (24,000 francs). Ils font sans restriction le commerce dans l'intérieur de l'empire, mais au dehors leurs transactions sont limitées à 90,000 roubles. Leurs enfants ne sont pas admis dans tous les établissements, et eux-mêmes doivent rester plus longtemps dans leur guilde pour acquérir le titre de bourgeois notables.

Enfin, la loi ne permet à ceux de la troisième qu'un commerce de détail, soit dans les villes, soit dans les campagnes. Ils sont affranchis des peines corporelles et exempts, eux et leur famille, du recrutement et de la capitation.

Les bourgeois proprement dits (*mestchané*) sont à l'égard des marchands à un degré d'infériorité. On comprend en général sous cette dénomination tous ceux qui ne font partie ni des guildes ni de la classe des paysans, les artisans qui se livrent à des métiers ou qui appartiennent à des corporations. Ils ont des tribunaux particuliers, où ils sont jugés par leurs pairs; mais ils sont assujettis à la capitation et, par conséquent, au recrutement.

Jusqu'au règne d'Ivan IV, les marchands et les bourgeois jouissaient de priviléges assez étendus, et on les appelait aux grandes assemblées de la nation, dans les-

quelles ils donnaient leurs suffrages comme les boyards.

Catherine II, qui avait à cœur de former un tiers état, constitua la bourgeoisie sur d'assez larges bases. Elle assujettit aux mêmes charges que les bourgeois les nobles qui possédaient, soit des jardins, soit des maisons, dans l'enceinte des villes. Ces villes avaient le droit d'élire leurs magistrats ; elle leur permit d'avoir un sceau, des armes et une caisse. Celles qui possédaient une douane étaient autorisées à percevoir un droit sur les marchandises, soit à leur entrée, soit à leur sortie ; d'autres, qui jouissaient d'une vente de boisson, prélevaient également un droit sur les bénéfices ; enfin, les amendes résultant des condamnations, et les biens des bourgeois qui mouraient sans héritiers, complétaient le budget de la commune. C'est au moyen de ces ressources qu'elle payait ses employés, et qu'elle entretenait ses écoles, ses hôpitaux, son arsenal, en un mot, tous ses établissements publics [1].

En dehors de ces classes, il existe en Russie plus d'un million de paysans libres, les Odnodvortsi, qui cultivent pour leur compte et qui possèdent même des serfs ; mais ils sont soumis à la capitation et au recrutement.

Les institutions de Catherine témoignent de sa sollicitude à l'égard de toutes ces classes. Nobles, serfs, marchands et bourgeois, furent plus ou moins l'objet

[1] Oukase de Catherine, en date du 21 avril 1785. Pétersbourg.

de sa prévoyance et de ses soins. Du reste, tout ce qui touchait à la gloire, à la prospérité et à l'avenir de l'empire, excitait au plus haut degré son attention et son intérêt.

A cette époque, plusieurs contrées de ses vastes États n'étaient qu'imparfaitement connues. Elle y envoya des hommes distingués par leur science, pour en déterminer les points géographiques, en étudier les productions, la religion, les mœurs, la nature du sol et du climat, l'état de l'agriculture, les traditions des peuples, leurs monuments et leurs antiquités, les maladies les plus communes, avec la mission d'en rechercher les remèdes ou les moyens de les prévenir, ainsi que les moyens de rendre à la culture les déserts qui couvraient encore une partie de l'empire.

Pallas, que l'impératrice avait appelé à Pétersbourg comme professeur et inspecteur du Cabinet d'histoire naturelle, partit accompagné de Falk, au mois de juin 1768. Le docteur Samuel Gmelin et Guldenstadt furent les deux autres voyageurs que l'amour de la science conduisit dans des contrées barbares, au mépris de tous les périls auxquels devaient les exposer et la dureté du climat et l'avidité des peuplades qu'ils visitèrent, et la jalousie des petits princes, dont le voisinage de la Russie inquiétait l'indépendance. L'absence du dernier dura sept ans. Gmelin fut arrêté avec ses compagnons, par ordre d'Usméï-Khan, prince tartare, sous prétexte que les Russes avaient donné asile à des déserteurs de sa na-

tion, et transporté de prison en prison jusqu'à ce que, brisé par les fatigues, la douleur et les privations, il expira à l'âge de trente ans dans un village du Caucase, au mois de juillet 1774. Quelques-uns de ses manuscrits avaient été envoyés à Kislar; mais on eut beaucoup de peine à sauver le reste des mains d'Usméï-Khan.

Pallas, de son côté, s'était avancé jusqu'aux frontières de la Chine, à travers les plaines glacées de la Sibérie. A Krasnoyarsk, sur le Yenisei, le froid fut si rigoureux que le mercure gela dans le thermomètre. « Je reviens, disait-il lui-même en terminant sa relation, avec un corps ruiné par la fatigue et des cheveux gris, quoique je n'aie que trente-trois ans. Je suis beaucoup plus fort cependant que lorsque j'étais en Sibérie, et je dois à la Providence de m'avoir préservé de périls sans nombre. » Falk, son compagnon, était mort en route.

C'est à cette pensée, digne du génie de Catherine II, que nous devons les ouvrages de Pallas et de Gmelin, et les premières connaissances certaines des provinces les plus reculées de l'empire russe. On y voit ce que pourrait devenir la Russie avec une population plus nombreuse, et l'énorme puissance qu'elle acquerrait avec une administration plus éclairée et plus active. Sous des latitudes différentes, son sol est susceptible de recevoir toute espèce de culture. Dans son sein se trouvent cachées les plus grandes richesses minérales; en un mot toutes les matières premières y abon-

dent, et elle pourrait en fournir tous les marchés de l'Europe.

Pendant que ces hardis voyageurs étudiaient le continent, des navigateurs exploraient, par les ordres de Catherine, l'océan Pacifique, les côtes septentrionales, et les rivages les moins connus de l'Asie et de l'Amérique. Elle avait fait lever en sa présence une carte de la mer Caspienne et l'avait vérifiée elle-même.

Un de ses projets qui, s'il eût été exécuté, aurait immortalisé son nom, était de joindre ce vaste lac à la mer Blanche par un canal. Pour se faire une idée de ce projet, il faut suivre le cours du Volga depuis Astrakan jusqu'aux environs de Kazan, où la Kama se jette dans ce fleuve. On le remonte ensuite jusqu'à Tzerdin, dans la Permie. A trente-cinq verstes de cette ville (Tzerdin), il prend la Perskaïa, qu'on nomme aussi Kiltma méridionale et qu'on pouvait rendre navigable à dix verstes de sa source. De cette même source est formée la Kiltma septentrionale ou Siranska, qu'on pouvait également rendre navigable à dix verstes de cet endroit. En réunissant ces deux points par un canal de vingt verstes, qui n'aurait eu besoin que de deux écluses, on aurait descendu la Kiltma septentrionale dans la Wyczagda, laquelle se jette dans la Dwina. On sait que celle-ci verse ses eaux dans la mer Blanche, à Archangel. Un ingénieur hollandais leva sur les lieux, en 1787, le plan de ce canal, qui devait être commencé l'année suivante. Déjà même cinq cents ouvriers avaient été dirigés de ce côté, et les tra-

vaux étaient commencés, lorsque la guerre vint les interrompre.

Un autre ingénieur, Gherardt, persécuté par Marie-Thérèse pour ses opinions religieuses, avait trouvé à la cour de Russie un asile honorable. Catherine, qui avait résolu de transformer le gouvernement d'Olonetz, au moyen du lac Onega, envoya Gherardt sur les lieux, pour en diriger les travaux. Il ne s'agissait de rien moins que d'y établir une flotte, former des matelots et ouvrir de nouvelles voies au commerce.

Les voyages dont nous venons de parler se rattachaient également, dans l'esprit de l'impératrice, à des vues commerciales d'une haute importance. Depuis longtemps, les relations de la Russie avec la Perse étaient tombées dans un grand état de langueur. Catherine ayant résolu de tourner de ce côté l'activité de ses sujets, les ordres qu'elle avait transmis à Gmelin portaient que ce voyageur dirigerait son attention sur le commerce actuel de ce pays. Pour se conformer à ses instructions, Gmelin rédigea à Tzaritzin, le 6 août 1772, un mémoire curieux, dans lequel il établit qu'aucun peuple n'est plus avantageusement situé que le peuple russe pour commercer avec la Perse. En effet, à l'exception des étoffes de laine, des ingrédients pour la teinture et des riches tapis, la Perse a besoin des productions de la Russie, telles que fourrures, cuirs, vases de fer, acier, plomb, linge, etc. A son tour, celle-ci reçoit de la Perse la soie de Schamachin et du Ghilan, le coton du Mazen-

deran, les épiceries, les étoffes riches et brillantes, les moelleux tapis.

On ne saurait se figurer l'activité commerciale qui règne entre la Russie et la Boukharie. Outre leurs produits naturels, qui consistent en pelleteries, en rhubarbe, en coton filé et non filé, en toiles de toute couleur, en pierres fines, telles que turquoises et lapis-lazuli, en thés, fruits secs, sel ammoniac, nitre, poudre d'or, châles et étoffes de soie, les Boukhares mettent l'empire russe en communication avec l'Asie orientale. Ils achètent dans le Thibet des poils de chèvre qu'ils transportent à Cachemire, où plus de trente mille métiers sont employés à les convertir en châles. Leurs principaux marchés sont Tomsk, Kiakhta et Orenbourg.

Parmi les peuples de l'Asie qui entretiennent les relations les plus suivies avec les Boukhares, on peut citer les Hindous et les Afghans. Ils apportent en Boukharie des châles fabriqués à Cachemire, à Caboul et à Hérat, des étoffes de soie brochées en or, des toiles fines de coton, des pierreries, de l'indigo, et prennent en échange des mousselines russes, du papier, du cuivre, du fer, de la verroterie, de la cochenille, etc.

De leur côté, les Boukhares tirent de la Russie, soit pour leur usage, soit pour les livrer aux peuples de l'Asie centrale, des clous de girofle, du sucre, de l'étain, du bois de sandal, du drap, des cuirs rouges de Kazan, du miel, de la cire, de l'acier, du fil d'or, des nankins, des vases de fer et de fonte, du corail, des aiguilles,

des perles, etc. Plus de 6,000 chameaux sont employés à ce commerce, moitié pour la Russie, moitié pour l'Asie.

Le commerce avec la Chine avait subi depuis sa naissance de fréquentes interruptions, soit à cause des excès auxquels s'étaient portées les caravanes russes, soit à cause de la politique ombrageuse des Chinois. L'émigration, en 1770, des Kalmouks Tourgaouts ayant élevé de nouvelles difficultés entre les deux pays, l'entrée du Céleste Empire fut en quelque sorte fermée aux Russes; mais le commerce continua sur les frontières. Kiakhta, sur la frontière russe, et Zourouktaï, sur la frontière chinoise, furent les marchés où s'effectuèrent les échanges de la Russie et de la Chine. De Kiakhta, située à l'extrémité de la Sibérie, près des confins de la Mongolie et de la Chine septentrionale, les marchandises chinoises traversent les steppes et arrivent à Nijni-Novogorod, après un voyage qui dure trois mois.

Le thé et les soieries formaient les principaux articles de commerce avec la Chine, qui recevait en échange des draps, des velours, des toiles, des cotonnades, du fer, du cuivre, des aciers ouvrés, des cuirs, des pelleteries, des cristaux, etc. Du temps de Catherine, ce commerce était évalué à plus de 20 millions. Les Kirghiz et les Boukhares servaient de liens entre les deux empires. Les hordes Kirghizes, qui occupent les vastes plaines situées au delà de l'Oural, au nord de la mer Caspienne,

se livrent plus particulièrement au soin des troupeaux, et ils en élèvent un nombre considérable qu'ils vendent aux Russes. Ils prennent en retour des objets en fonte et en cuivre, des ustensiles de ménage, des mouchoirs, de l'alun, des perles fausses, des toiles, du tabac, des cuirs ouvrés, etc., produits russes qui ne trouveraient pas d'écoulement en Europe. On estime à plus de 100,000 le nombre de chevaux que les Kirghiz ont livrés aux Russes, de 1762 à 1796, c'est-à-dire pendant le règne de Catherine. Le nombre des moutons s'éleva jusqu'à 5 millions, et celui des chèvres à plus de 400,000.

Avant que les Européens eussent découvert la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance, le commerce de l'Asie suivait la route d'Astrakan, qui, par cette raison, avait pris un développement considérable. Par la mer Caspienne, cette ville communiquait avec le Turkestan et les provinces septentrionales de la Perse; par le Don et le Volga, avec les provinces centrales de l'empire de Russie et le littoral de la mer Noire. Au moyen âge, Astrakan d'un côté, et Soldaïa de l'autre, sur la mer Noire, furent les deux grands chaînons qui rattachèrent l'Europe à l'Asie. Ces deux ports échangeaient les marchandises de l'une et de l'autre au moyen des caravanes du Kouban et du Volga. De Soldaïa, les productions de l'Asie passaient partie à Constantinople et de là dans l'Europe méridionale, partie à travers la Russie, jusqu'à Wisby, dans l'île de Gothland, qui était un des comptoirs des villes hanséatiques. Lorsque les

Gênois eurent conquis la Crimée, Caffa prit la place de Soldaïa, et le commerce avec l'Asie prit une plus grande activité. Tout porte à croire que les communications entre la mer Noire et la mer Caspienne avaient lieu également par le Don et le Volga, dont la route était plus courte et moins dangereuse que celle de terre, à cause des incursions des Tartares.

La découverte du cap de Bonne-Espérance fit presque tomber le commerce d'Astrakan. Il languit jusqu'à Pierre le Grand, auquel rien n'échappa de tout ce qui pouvait devenir une source de prospérité et de grandeur pour l'empire. Il se transporta lui-même dans cette ville, explora les côtes de la mer Caspienne, sous l'inspection de marins hollandais, parcourut les embouchures du Volga, et annonça le dessein de faire revivre l'ancienne splendeur d'Astrakan; mais la mort arrêta ses projets. Il était réservé à Catherine de relever le commerce de cette ville. Lorsqu'elle eut étendu ses possessions jusqu'au pied du Caucase; qu'elle eut conquis la Crimée et assujetti la plupart des princes barbares des montagnes, les côtes de la mer Caspienne furent de nouveau fréquentées par les navigateurs, et les caravanes de Khiva et de Boukhara reparurent à Astrakan. Les colonies qu'elle avait fondées dans le voisinage servirent ses desseins. Celle de Sarepta, dans le gouvernement de Saratof, se livra à la filature du coton et affranchit l'empire du surcroît de prix qu'il payait à la Boukharie pour la main-d'œuvre; car auparavant la

plus grande partie du coton arrivait tout filé en Russie. Or, le prix du coton filé était à celui du coton brut dans la proportion de 35 à 11.

La Russie tirait de la Perse, année commune, plus de 130,000 kilogrammes de soie. Pour soustraire son empire à ce tribut, Catherine favorisa, par des exemptions de droits, la culture du mûrier dans les environs d'Astrakan et sur les rives du Terek. Sur le rapport de Gmelin, elle avait jeté les bases d'une compagnie de Perse, avec un privilége exclusif; mais les observations du collége de commerce la firent renoncer à ce projet. Elle avait craint que ses sujets n'eussent encore ni l'expérience ni la hardiesse qu'exigent ces sortes d'opérations.

La Russie est un pays essentiellement agricole. Il n'est point de contrée au monde où la terre soit plus féconde et les productions plus variées; car il n'est point de denrées et de fruits qu'elle ne produise ou qu'elle ne puisse produire. Mais Catherine savait aussi que le commerce, pour lequel cet empire est admirablement situé, deviendrait une source intarissable de richesses, si on lui donnait les moyens d'exporter l'abondance de ses productions. Cet empire immense, que baigne l'océan du Nord, que le détroit de Behring sépare de l'Amérique, qui touche aux fertiles provinces de la Perse et qui s'étend jusqu'aux frontières de la Chine, à travers les vastes plaines de ses possessions asiatiques; cet empire, arrosé en outre par les plus grands fleuves de l'Europe, que

des canaux réunissent ou peuvent réunir sans difficulté, n'avait plus qu'à s'emparer de la mer Noire et de la mer Caspienne pour s'élever au plus haut degré de puissance.

C'est pour ouvrir cette grande voie à son commerce, que l'impératrice Catherine porta les plus terribles coups à l'empire ottoman; c'est dans ce but qu'elle lui enleva la Crimée; qu'elle s'empara des bouches du Danube et qu'elle souleva la Grèce. Les fers et les fourrures de la Sibérie, les grains, le lin et le chanvre de l'Ukraine, les cuirs, la cire, les poissons salés, la poix, le goudron, les cordages, les mâts, les ancres, toutes les munitions navales, trouvèrent alors un débouché naturel, et les peuples du midi de l'Europe des marchés plus avantageux et plus faciles.

Dès le commencement de son règne, Catherine avait annulé le bail à ferme d'un nombre considérable de branches de commerce, comme étant un obstacle à la concurrence. Ainsi, le droit d'exporter le tabac de l'Ukraine avait été concédé pour vingt ans au feld-maréchal Pierre Schouvalof, moyennant une rétribution de 10 *copeks* par *poud* [1]. La récolte produisait alors communément 300,000 pouds, ou 9,768,000 livres, dont le prix sur les lieux variait, dans les bonnes années, entre 40 et 50 copeks, et, dans les années médiocres, de 60

[1] Le *copek* vaut 5 centimes; le *poud* vaut 16 kilogrammes 280 grammes.

à 80 copeks. Catherine abolit ce privilége par une ordonnance du 31 juillet 1762.

La vente de la rhubarbe, de la potasse, du goudron, de la porcelaine, celle des belles fourrures, étaient autant de monopoles que la couronne s'était réservés; elle les abolit également. Elle déclara libre la pêche de la baleine et du hareng, qui ne l'était pas avant elle. C'était un moyen de diriger vers la marine marchande, qui aurait ensuite fourni de bons matelots, l'esprit imitateur de ses sujets.

Animée du désir de faire pénétrer ses idées dans l'esprit du peuple russe, elle établit une commission, chargée de donner au commerce un plus grand développement. Les marchands russes, ayant jusqu'alors borné leur activité aux opérations commerciales qui ne sortaient point des limites de l'empire, manquaient de hardiesse pour les grandes entreprises maritimes. Habitués d'ailleurs à recevoir des étrangers, et surtout des Anglais, les productions des autres pays, ils n'osaient entrer en lutte avec eux, et n'y voyaient même aucun avantage. Mais Catherine n'en jugeait point ainsi. Elle avait résolu de reprendre le système de Pierre le Grand, qui consistait à établir un commerce direct avec les ports de la Méditerranée. Elle y engagea, moyennant quelques priviléges, quatre négociants de Toula.

Cette entreprise ne réussit pas; mais ce n'est point à Catherine qu'il convient d'en attribuer la cause. Le peu d'habitude qu'avaient les Russes des opérations com-

merciales de cette nature, et la concurrence des autres nations, contribuèrent au peu de succès de cette tentative. Toutefois, l'essor que prit le commerce, sous les yeux de cette princesse, fut en quelques années très-considérable. D'après un relevé, dont l'exactitude ne saurait être contestée, la balance en faveur de la Russie, qui, en 1760, présentait un bénéfice de 3,413,000 roubles [1], s'était élevé, en 1775, à 7,258,000 roubles.

Catherine apportait la même attention au développement de l'industrie et de l'agriculture, qui sont les aliments du commerce extérieur. Sans elles, un peuple s'appauvrit et décline; car, moins il produit, plus il devient tributaire des autres nations, et plus sa population diminue. La Société libre d'économie, qu'elle avait fondée, en 1765, a rendu à la Russie, par la publication de ses travaux, qui n'ont jamais été interrompus, des services considérables. Avec un sol doué d'une incomparable fécondité, la Russie méridionale présente, sur une superficie de plus de 65,000 lieues carrées, une couche si épaisse d'humus végétal décomposé qu'elle n'a besoin d'aucun engrais pour produire les plus riches moissons; c'est la région connue sous le nom de *région de la terre noire*. Les céréales fournissent non-seulement à la consommation des provinces de l'empire les moins favorisées sous ce rapport, mais encore à celle de plusieurs contrées de l'Europe, au point qu'aujourd'hui les ports de

[1] Le rouble argent vaut 4 francs de notre monnaie.

la Baltique et de la mer Noire livrent au commerce du monde pour plus de 100 millions de francs de céréales. Les vastes plaines de l'Ukraine, les steppes immenses qui se déroulent comme un océan de verdure dans le voisinage de la mer Noire et de la mer Caspienne, nourrissent d'innombrables troupeaux, dont le suif forme une des branches les plus considérables de son commerce.

Dans ces contrées fortunées, la nature a été prodigue de ses dons. Mais ailleurs, des forêts humides, un climat rigoureux, un sol rebelle, avaient besoin que le travail de l'homme fût secondé par son intelligence. Un obstacle sérieux se présentait, le servage; car la terre a besoin que les bras qui la cultivent ne soient pas chargés de chaînes. Si les fruits qu'elle donne ne profitent pas à celui dont les sueurs ont fécondé son sein, elle ne les donne qu'avec parcimonie.

Habile cependant à découvrir les hommes instruits en tout genre, Catherine savait admirablement mettre à profit leurs connaissances, dans l'intérêt de sa gloire et pour le bonheur de son peuple. Un ecclésiastique de beaucoup de savoir, Samborski, avait étudié pendant plusieurs années l'agriculture en Angleterre, et plus tard il avait accompagné le grand-duc dans ses voyages, afin de lui faire connaître les diverses méthodes de culture usitées dans chaque pays. A son retour, l'impératrice établit à Sophisk, près Tsarskoe-Selo une ferme de mille arpents, avec les bâtiments nécessaires, dans laquelle on devait enseigner la théorie ainsi que la pratique de l'agri-

culture. Samborski en fut nommé directeur, et les jeunes gens qui l'avaient suivi en Angleterre y enseignèrent sous ses ordres. On fit venir à cette école deux fils de prêtres de chaque séminaire de l'empire, pour s'y instruire à fond de tout ce qui regarde l'économie rurale, afin de pouvoir instruire à leur tour leurs paroissiens. Chaque seigneur, propriétaire de terres, pouvait également envoyer à Sophisk un de ses paysans.

Le gouvernement d'Archangel, si renommé pour ses pâturages, doit à Catherine l'avantage de fournir à l'empire les bestiaux les plus recherchés. Elle y fit transporter des vaches de race hollandaise et les fit distribuer aux habitants.

Les environs de Pétersbourg n'étaient, à proprement parler, qu'un marais, couvert au midi par des forêts de sapins. Outre l'inconvénient pour une grande ville de tirer de lieux éloignés les objets de sa consommation journalière, ces marais étaient dangereux pour la salubrité publique, en ce qu'ils répandaient tout autour des miasmes délétères. Catherine fit abattre les forêts, saigner les marais par de nombreux canaux, rendit ces terrains à l'agriculture et y appela des colons, de sorte qu'on vit s'élever en peu de temps trois grandes fermes dans un lieu où auparavant un homme ne pouvait s'engager sans courir le risque d'être enseveli sous des masses d'eau croupissante.

Le travail des mines reçut un développement remarquable, tant par la suppression d'un grand nombre

d'abus, que par le choix d'hommes plus intelligents et plus intègres. On sait que les mines forment une branche considérable des revenus de la Russie. La chaîne des monts Ourals est une des plus riches du monde par l'étendue et la variété de ses productions minérales. Les minerais de fer de la Sibérie sont d'une qualité supérieure. L'impératrice, par de sages règlements, en augmenta les produits dans des proportions énormes. On estime en effet qu'ils s'élevèrent à plus de 300 millions de roubles, pendant la durée de son règne.

L'industrie manufacturière avait également fait quelques progrès; mais elle était bien éloignée d'avoir pris tout l'essor auquel elle aurait pu prétendre, sans les entraves qui la gênaient. Les Russes étaient encore d'ailleurs si novices dans les arts, qu'ils étaient réduits, le plus souvent, à la nécessité de recourir aux lumières des autres peuples. Dans la manufacture de draps fins, que l'impératrice avait établie à Iambourg et qu'elle soutenait à grands frais, les principaux ouvriers étaient étrangers. Cependant, elle était parvenue à donner à la fabrique d'armes de Toula un degré de perfection qui lui permettait de rivaliser avec les Anglais. Quant à celles de cuirs, elles n'avaient pas de rivales.

Les manufactures de draps ordinaires, employant uniquement les laines du pays, et particulièrement celles de l'Ukraine, inondaient l'empire de leurs produits. Plus de cinquante de ces fabriques occupaient 1,700 métiers, et ne travaillaient que pour l'habillement des

troupes. Les autres, beaucoup plus nombreuses, fournissaient au peuple des draps de bonne qualité, mais grossiers et qui n'auraient pu soutenir la concurrence, sur les marchés de l'Europe, avec ceux des autres pays, à cause des laines courtes et rudes employées pour leur confection. Catherine avait essayé d'y remédier par le renouvellement des races, et elle avait appelé sur ce sujet l'attention de Pallas et de Gmelin, dans les instructions qu'elle avait données à ces deux voyageurs.

La Russie a cet immense avantage que les matières premières y abondent, et que son industrie, fondée sur une grande puissance agricole, pourrait facilement atteindre une prodigieuse prospérité. Mais de nombreux obstacles s'opposaient alors à son développement. Outre les priviléges de la couronne, qui avaient pour effet d'arrêter l'essor du commerce et de l'industrie, tantôt par des prohibitions, tantôt par des restrictions funestes, l'absence d'une classe moyenne et le défaut de population contribuaient encore à maintenir la Russie dans l'état de langueur dont Catherine s'efforçait de la faire sortir par de meilleures institutions.

Les priviléges de la couronne consistaient dans la vente exclusive du sel, du fer et du cuivre, des bois de construction, de la rhubarbe, de la potasse et de l'eau-de-vie. Ç'était pour le gouvernement une source considérable de bénéfices; mais, d'autre part, ces monopoles pesaient sur les consommateurs. La couronne ache-

tait ces produits à des prix d'autant plus avantageux qu'elle n'avait pas de concurrents, et les revendait ensuite d'après une estimation arbitraire, au gré de ses besoins ou de son intérêt. Pour n'en citer que deux exemples, le gouvernement achetait la rhubarbe à raison de trente roubles le *poud*, et la vendait de cinquante-cinq à soixante. Le bénéfice était plus grand encore dans la vente de l'eau-de-vie, qu'il achetait communément depuis un rouble jusqu'à un rouble quinze copeks le *vedro*, et qu'il revendait trois roubles, sans compter le droit qu'il prélevait sur les fermiers pour le privilége de vendre pour leur propre compte.

Catherine attachait une grande importance à la formation d'une classe moyenne, qui, sous l'influence de la liberté, aurait développé les forces productives de la nation. Nous avons déjà vu, et nous verrons encore dans la suite que plusieurs de ses institutions portaient le caractère de cette pensée.

Mais de toutes les causes qui entretenaient l'agriculture et l'industrie dans la langueur, la plus grande était le défaut de population. Cependant, il n'est pas de pays où les femmes soient plus fécondes. « Nos paysans, dit-elle dans ses instructions, ont pour la plupart douze, quinze et jusqu'à vingt enfants d'un seul mariage; mais rarement la quatrième partie parvient à l'âge viril. Il faut donc qu'il y ait, ou dans la nourriture ou dans l'éducation, un vice qui fait périr cette espérance de l'empire. Que la Russie serait florissante, ajoutait-

elle, si nous pouvions empêcher ou prévenir cette perte! »

Le vice dont parlait Catherine tenait particulièrement à la mauvaise nourriture du peuple russe, aux épreuves d'un froid excessif auquel on exposait les enfants, sans aucune espèce de ménagement; à l'habitude des bains de vapeur; enfin au scorbut et à la petite vérole, dont les ravages étaient affreux. La tsarine avait invité les membres de la Commission réunie à Moscou, pour la formation d'un nouveau Code, à remonter jusqu'à la source du mal, afin d'en trouver plus facilement le remède.

Un oukase particulier (1775) régla le nombre de chevaux d'attelage, ainsi que la livrée des nobles de la capitale, suivant le rang militaire de chacun. Un autre oukase devait enjoindre à tous ceux qui avaient quitté le service, ou qui se trouvaient sans emploi, de se retirer sur leurs terres. Ces mesures avaient pour but, d'une part, d'empêcher que trop de bras ne fussent enlevés à l'agriculture, et, de l'autre, d'exciter l'intérêt des nobles pour les travaux de la campagne, qu'ils s'étaient habitués à mépriser.

C'est dans le même but que Catherine établit des colonies dans les provinces désertes mais fertiles de son empire, et qu'elle s'efforça de fixer les hordes vagabondes.

Toutes les parties de ce vaste empire n'étant pas douées de la même fertilité, il suffisait quelquefois d'une mau-

vaise récolte pour amener une disette. Catherine y remédia, en établissant dans chaque province un dépôt général de grains [1].

Mais par quels moyens prévenir cette effroyable mortalité dont elle s'affligeait à si juste titre ? Le mal était si profond, qu'il semblait presque impossible d'y apporter un remède prompt et efficace. Elle commença par fonder le collége impérial de médecine (novembre 1763), dont les attributions s'étendirent à tout l'empire. « Deux choses, disait-elle dans ses instructions, doivent être l'objet de l'attention de ce corps : la conservation du peuple par les différents arts qui tiennent à la médecine, et, en second lieu, l'administration des pharmacies de l'empire. »

Le collége de médecine était chargé de veiller à ce que les gouvernements et les cercles fussent pourvus d'un nombre de médecins et de pharmaciens déterminé par les règlements ; mais il ne permettait l'exercice de la médecine ou de la chirurgie qu'aux individus dont un examen lui garantissait la capacité. Ce collége, composé, outre le directeur et le président, de quatre docteurs, d'un chirurgien, d'un opérateur et d'un pharmacien, avait l'inspection générale des hôpitaux et des écoles de médecine, et entretenait une correspondance régulière avec toutes les provinces de l'empire, à l'effet d'obtenir des informations exactes sur l'état sanitaire du pays. Il

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

ne se bornait pas à publier ses travaux ; il encourageait les médecins à composer et à traduire en russe de bons ouvrages de médecine. Un médecin du Hanovre, le célèbre Zimmermann, l'ami de Lavater, ayant été chargé de recruter des médecins instruits et de bonnes mœurs, une foule d'étrangers, la plupart Allemands, se rendirent en Russie, à des conditions avantageuses.

Le collége de médecine établit à Pétersbourg, à Moscou et à Tobolsk, trois fabriques d'instruments de chirurgie pour le service de l'armée, de la flotte et des hôpitaux.

Lorsqu'on présenta à l'impératrice les instructions pour ce collége, elle écrivit de sa main : « Le collége ne doit pas oublier de rédiger des plans sur la manière d'établir des hôpitaux dans les provinces. » Un vif intérêt pour la santé du peuple occupait continuellement son esprit.

Libre de préjugés, elle ne reculait devant aucune épreuve pour en affranchir ses sujets, surtout lorsque ces préjugés tendaient à les priver des bienfaits de la civilisation. A cette époque, l'inoculation de la petite vérole, comme toutes les voies nouvelles que la Providence ouvre devant nos pas pour nous garantir des influences du mal, effrayait encore beaucoup d'esprits, qui en admiraient cependant les merveilleux résultats. Catherine voulut donner elle-même à son peuple l'exemple du courage. Elle se fit inoculer par le docteur Dimsdale, célèbre chirurgien anglais (12 octobre 1768),

et, quelques jours après, elle soumit son fils à la même opération. Le sénat décréta que cet acte de courage, ainsi que le bienfait, seraient rappelés chaque année par une solennité publique. Le docteur Dimsdale fut fait baron, conseiller d'État et médecin de l'impératrice.

Après avoir été inoculée, l'impératrice écrivit à Voltaire la lettre suivante : « Je n'ai pas été au lit un seul instant, et j'ai reçu du monde tous les jours. Je vais faire inoculer mon fils. Le grand maître de l'artillerie, le comte Orlof, ce héros qui ressemble aux anciens Romains du beau temps de la république, qui en a le courage et la générosité, doutant s'il avait eu la petite vérole, s'est mis entre les mains de notre Anglais, et, le lendemain de l'opération, il s'en est allé à la chasse, dans une très-grande neige. Nombre de courtisans ont suivi cet exemple, et beaucoup d'autres s'y préparent. Outre cela, on inocule à présent, à Pétersbourg, dans trois maisons d'éducation et dans un hôpital établi sous les yeux de M. Dimsdale. »

Une des plus belles fondations de l'impératrice est l'asile qu'elle destina aux enfants, que la débauche ou la misère exposaient à une mort presque certaine. Les malheureuses mères, retenues par la honte, allaient se faire délivrer secrètement dans les bains publics, et elles abandonnaient ensuite leurs enfants à la rivière, ou bien les ensevelissaient sous la neige. Ces infortunées créatures ne venaient à la vie que pour en être en même

temps privées par un crime. Cet état de choses, fort grave au point de vue de la morale, avait un autre inconvénient pour la Russie, dont la population était bien loin d'être en rapport avec l'étendue de son territoire, c'était de détruire dans sa source un élément qui eût concouru à l'augmenter.

L'esprit de Catherine ne pouvait manquer d'être frappé de ces désordres. Elle fut à peine montée sur le trône, qu'elle résolut d'y porter remède. Un magnifique établissement, destiné à recevoir les enfants abandonnés, fut fondé à Moscou en 1763, et quelques années après (1770), un autre fut créé à Pétersbourg. Des dépôts furent établis dans les principales villes de l'empire, et les enfants qu'on y accueillait étaient ensuite dirigés sur l'une ou l'autre de ces maisons. Ce plan était loin d'être parfait, car un grand nombre d'enfants envoyés des provinces, ayant déjà souffert dans les premiers moments de leur naissance, privés en outre des soins maternels, mouraient en route, ou conservaient une santé languissante; mais le principe de l'institution n'en était pas moins excellent. Beaucoup de ces malheureuses créatures, que la mort eût saisies à leur entrée dans la vie, durent une longue existence, une existence utile, à la pensée de Catherine. D'ailleurs, ces établissements ne tardèrent pas à se multiplier, et par là disparut ou s'affaiblit le vice que nous venons de signaler.

L'hospice de Moscou était administré avec une admirable intelligence. Les enfants y trouvaient une nour-

riture saine, un air pur, et, à mesure qu'ils grandissaient, des exercices propres à développer leurs forces. Dans les premières années de sa fondation, il reçut de vingt à vingt-trois enfants par semaine. De 1763 à 1786, on évaluait leur nombre à 37,607[1].

Près de l'entrée, à gauche, était un corps de logis destiné aux femmes en couches, où elles étaient reçues et soignées sans frais. Celles qui ne voulaient pas être reconnues trouvaient à côté de la porte des masques, qui leur sauvaient la honte de leur déshonneur.

L'enfant abandonné appartenait à l'État. La mère ne pouvait le retirer, à moins qu'elle ne présentât une nourrice qui voulût en prendre soin jusqu'à l'âge de six ans. En principe, cette disposition n'était pas très-morale, en ce qu'elle tendait à étouffer le sentiment maternel; mais à l'époque où elle fut établie, il s'agissait moins de rendre facile aux mères l'accomplissement de leurs devoirs que de former des citoyens, et, à tout prendre, c'était un bien pour la plupart des enfants abandonnés; car, du moment qu'ils tombaient sous la tutelle de l'État, ils devenaient libres. L'union même d'une fille orpheline avec un esclave brisait les fers de ce dernier. Rien, à notre avis, n'était plus libéral et plus touchant que ce droit accordé à une pauvre fille, dont nos lois flétrissent la naissance, et que nos préjugés repoussent.

Aussitôt que l'enfant avait franchi le seuil de l'hos-

[1] *Tableau de l'empire de Russie*, par Storch.

pice, il était inscrit et baptisé, s'il était né dans la religion chrétienne; car, dans cet asile comme ailleurs, l'impératrice avait été fidèle à ses principes de tolérance. Tous les cultes y étaient non-seulement tolérés, mais pratiqués. Quelquefois un simple billet attaché aux langes de l'enfant indiquait l'intention des parents qu'il fût élevé dans telle ou telle religion. Leur vœu était fidèlement rempli.

Après un court séjour dans la maison, ces enfants étaient confiés à des femmes de la campagne, qui, moyennant un modique salaire, en prenaient soin jusqu'à l'âge de cinq ans. Ils y rentraient alors pour y commencer leur éducation. Outre le russe et l'allemand, les garçons apprenaient le dessin, les mathématiques et l'architecture; ceux d'entre eux qui annonçaient des dispositions particulières passaient ensuite à l'Académie des arts; les autres étaient confiés à des ouvriers, pour faire l'apprentissage d'un état manuel. Mais dans cette nouvelle position, l'administration continuait à veiller sur eux avec une sollicitude maternelle. Elle les protégeait contre la dureté des patrons qui auraient été tentés d'abuser de leur faiblesse ; elle plaçait leurs petites épargnes et les faisait valoir à leur profit, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus assez habiles dans leur profession pour former eux-mêmes des établissements. Si un accident venait à mettre un enfant dans l'impossibilité de se créer des moyens d'existence, la maison lui ouvrait de nouveau ses portes, et elle ne l'abandonnait plus.

Catherine ne se borna pas à conserver la population de son empire, elle s'appliqua plus particulièrement encore à l'augmenter. C'est dans ce but qu'elle avait rappelé, au commencement de son règne, une foule de réfugiés et de proscrits, dissidents persécutés pour leurs croyances, serfs opprimés par leurs seigneurs. L'oubli du passé, l'espoir d'un traitement plus favorable, les promesses de la tsarine, produisirent une vive agitation parmi ces malheureux, qui se hâtèrent presque tous de rentrer dans leur patrie. Ils furent autorisés à s'établir dans les gouvernements d'Astrakan, d'Orenbourg et de Sibirs, près de Tobolsk, où l'impératrice pourvut à leurs premiers besoins.

C'est encore dans ce but qu'elle fonda des colonies d'étrangers, auxquels elle accorda gratuitement des terres dans les provinces méridionales de l'empire. Dès la fin de l'année 1762, elle avait publié un manifeste destiné à recruter des colons dans toute l'Europe, par l'appât de grands priviléges. L'année suivante, elle établit une chancellerie tutélaire, à l'effet de protéger les étrangers, dès qu'ils seraient arrivés en Russie, et de favoriser leur transport jusqu'au lieu de leur destination. Cette chancellerie recevait une allocation annuelle, destinée à pourvoir les colons de blé, de semences, d'animaux domestiques, d'instruments aratoires, ainsi qu'à l'établissement de manufactures. Il lui fut enjoint de prendre des informations sur toutes les terres incultes; de diriger la construction des fermes et des maisons,

et d'entretenir une correspondance avec les ministres russes dans les cours étrangères.

Un second manifeste fonda en quelque sorte la législation relative aux colonies agricoles. Il permit aux étrangers de s'établir librement dans tout l'empire, sans être tenus à faire d'autres démarches que de s'adresser à la chancellerie tutélaire ou aux gouverneurs et commandants des villes frontières. Si leurs ressources étaient insuffisantes, ils étaient défrayés jusqu'au lieu de leur destination. Là, ils trouvaient des maisons bâties aux frais de la couronne, des vivres et de l'argent pour un an, et en outre une somme considérable à titre de prêt, mais sans intérêt, dont le Trésor se réservait le droit d'exiger le remboursement en plusieurs termes éloignés.

Outre l'exemption du service militaire, et de toute espèce d'impôts pendant trente et un ans, les colons, soumis uniquement aux lois générales de l'empire, jouissaient d'une administration indépendante, d'une justice particulière, exercée par des juges de leur choix, et d'une liberté religieuse complète. Afin de les encourager à créer des produits nouveaux, Catherine en affranchit l'exportation pendant plusieurs années.

Les promesses prodiguées aux colons en attirèrent un grand nombre. Beaucoup d'Allemands surtout, persécutés pour leur culte, se rendirent à son invitation, séduits par la tolérance de ses opinions et par la douceur de son gouvernement. En Allemagne, où presque tout

le monde savait lire, ce qui alors était rare dans les autres États de l'Europe, le manifeste impérial produisit une grande agitation parmi cette classe d'hommes qui souffre et n'espère rien. Il est d'ailleurs dans notre nature d'aimer la nouveauté. D'abord un petit nombre de familles se rendirent en Russie; mais bientôt celles-ci en attirèrent d'autres, par l'assurance d'une meilleure position, par le récit des avantages dont elles jouissaient, et des espérances qu'elles concevaient pour l'avenir.

Malheureusement la spéculation vint s'emparer d'une chose qui n'avait besoin, pour réussir, que de suivre son cours naturel. Certaines personnes s'étant engagées envers le gouvernement russe à lui procurer des colons, il y eut alors une si grande fureur de recrutement, que l'impératrice ne tarda pas à s'apercevoir qu'on était allé au delà de ses intentions. Un moment elle fut embarrassée de tant d'hommes, dont quelques-uns moururent de fatigue et de besoin, avant même d'être arrivés à leur destination. Pour surcroît d'infortune, l'année 1765 fut pluvieuse et froide; les étrangers, qui abordaient en foule à Cronstadt, étaient aussitôt dirigés sur Oranienbaum; mais le nombre en était si considérable, qu'ils n'y trouvèrent pas de logements suffisants pour les abriter. On leur dressa des tentes; on leur prodigua des soins; mais le changement de climat, la nécessité où l'on se trouva d'entasser tant de monde à la fois dans un lieu qui n'avait point été disposé à cet effet, la misère

enfin firent naître des maladies. La contagion avait sous la main tant de victimes qu'elle fit d'énormes ravages. L'impératrice eut ces malheureux colons à sa charge pendant dix-huit mois, et elle les soutint encore longtemps, après qu'ils furent arrivés sur les lieux où les colonies avaient été établies. Il est vrai qu'on ne s'était point attendu à une aussi prodigieuse émigration. Outre cela, parmi les hommes chargés d'exécuter la pensée de Catherine, les uns avaient manqué d'intelligence, les autres d'honnêteté, en sorte qu'une partie des fonds destinés aux colonies avaient été dissipés ou détournés à leur profit.

La contrée où les colonies devaient s'établir était parfaitement choisie. Cette contrée, qui s'étend le long du Volga, depuis Nikolajewsk jusqu'à Saratof, est d'une admirable fertilité; le climat y est doux et l'air très-sain. Cette douceur dans la température y fait prospérer tous les arbres à fruits.

Le nombre des colons n'excédait pas, dans l'origine, 23,000 individus des deux sexes, formant 102 villages, 56 sur la rive gauche du Volga et 46 sur la rive droite; mais il s'accrut rapidement; car, en 1793, Pallas, qui visitait pour la seconde fois les colonies de Saratof, y trouva 33,000 âmes. Il fut frappé de leur prospérité et de l'état florissant d'une infinité de villages nouvellement fondés. A Sarepta, colonie des frères Moraves, établie en 1769 au confluent de la Sarpa et du Volga, tous ces frères étaient obligés d'exercer un métier. La ville se

remplit en peu de temps de manufactures, et, à la faveur de sa prospérité, elle établit ensuite des comptoirs dans les grandes cités industrielles de l'empire. Chaque rue de Sarepta, chaque maison avait sa fontaine. Les colons ne payaient à la couronne qu'une légère imposition par dessiatine de terre. Ils avaient leur administration à part, et toutes les affaires contentieuses se traitaient chez eux sans l'intervention d'aucun tribunal russe.

Cette contrée, auparavant déserte, s'était animée sous le souffle de l'industrie, et Sarepta était devenue en peu de temps une des villes les plus actives et les plus riches de l'empire. Aujourd'hui il s'y fabrique du velours, des toiles, des soieries, des cotonnades, et ses campagnes sont couvertes de magnifiques plantations de tabac, qui forment une des branches les plus importantes de son commerce.

Les colonies allemandes du Volga ont rendu à la Russie de très-grands services. Ce sont elles qui ont donné l'essor à la fabrication du coton, qui ont appris aux Russes à travailler le fer avec plus de perfection, et qui, par l'établissement de moulins à farine, ont fait d'Astrakan et de Nowotscherkask deux entrepôts considérables, d'où ces produits se répandent partout. Les Russes, naturellement industrieux, ne tardèrent pas à suivre l'impulsion donnée par les colons étrangers. Plusieurs propriétaires obtinrent du gouvernement des concessions de terres pour y établir une partie de leurs

serfs ; on y vit accourir des paysans de la couronne, les uns pour y fonder des établissements agricoles, tous pour y chercher une meilleure fortune et comme une autre patrie.

Pendant ce temps une colonie de mennonites s'était établie sur le Dnieper, à soixante verstes au midi d'Ekaterinoslaf. Ceux-ci se livraient exclusivement aux travaux de l'agriculture. C'était même pour eux un devoir religieux. Ils étaient distribués dans 17 villages, sur une étendue de 82,684 dessiatines de terres.

L'exploitation agricole ayant été le but qu'on s'était d'abord proposé, les colons devaient élever, dans un temps déterminé et d'après l'étendue de leur propriété, un certain nombre d'animaux domestiques. Si cette condition était remplie, le colon recevait un acte de propriété valable pour quatre-vingt-dix ans ; si la même industrie était continuée cinq ans de plus, l'acte de propriété devenait définitif ; mais si, à l'expiration du terme prescrit, le colon n'avait pas rempli la condition qui lui avait été imposée par l'acte de concession, la terre faisait retour à la couronne. Cette obligation fut une des principales causes de la prospérité des colonies agricoles. Plusieurs colons acquirent, au bout d'un certain nombre d'années, des richesses considérables, et tel, qui était arrivé pauvre en Russie, put compter par milliers ses animaux domestiques et contempler avec orgueil ses campagnes couvertes de riches moissons.

C'est à de si nobles soins que l'impératrice occupait les loisirs que lui laissait la paix. Les succès de sa politique avaient effacé les impressions qu'elle avait données à l'Europe au commencement de son règne. La gloire des armes, qu'elle avait ambitionnée, avait entouré son trône d'un grand éclat ; mais elle aspirait à une gloire plus solide. Elle savait que les victoires, achetées le plus souvent par de grands sacrifices, ne laissent presque toujours après elles que des souvenirs douloureux, tandis que les beaux-arts et les sciences donnent aux peuples qui s'y distinguent une supériorité morale qui les fait vivre après même qu'ils ont cessé d'exister. Elle créa l'académie des sciences et voulut que les noms de quelques savants étrangers fussent placés à côté de ceux qu'elle était fière de compter parmi sa nation. Après qu'Euler eut quitté la Prusse, à la suite d'une discussion avec le roi, il offrit ses services à Catherine, qui mit autant d'empressement que de grâce à les accepter et qui sut lui faire oublier par ses bienfaits les procédés peu généreux de Frédéric.

Si elle flattait les philosophes, dont les éloges servaient sa gloire, elle savait aussi bien encourager les savants, dont les travaux plus modestes servaient à élever la grandeur de son empire. Informée que Pallas cherchait à vendre son cabinet, pour donner une dot à sa fille, Catherine lui en fit demander le prix. Pallas l'ayant estimé 15,000 roubles : « Vous vous connaissez mieux en histoire naturelle qu'en dot, lui écrivit-elle ;

je prends votre cabinet pour 100,000 francs, et je vous en laisse la jouissance pendant votre vie. »

L'Ermitage, sa demeure favorite, d'où le faste était banni, paraissait plutôt le temple des arts que le palais d'une grande souveraine. Outre les chefs-d'œuvre de la peinture, elle y avait rassemblé une riche bibliothèque et des collections scientifiques. Pendant la guerre de Turquie, lorsqu'on la croyait à bout de ressources, elle avait acheté pour plus d'un million de tableaux tant en Hollande qu'en France, et elle écrivait à Voltaire, qui s'étonnait de cette magnificence : « Avec de l'ordre on est toujours riche, et je ne manquerai, dans cette guerre, ni d'argent ni de soldats. » Diderot fut en quelque sorte contraint d'accepter de sa munificence une somme de 50,000 francs, offerte avec une délicatesse qui en relevait le prix. Elle entretenait un commerce de lettres avec les hommes les plus distingués de l'Europe, et, quand on lit attentivement sa correspondance avec Voltaire, on ne saurait dire lequel des deux montre le plus d'esprit, de finesse et de raison.

En 1764, elle avait fondé à Pétersbourg une maison d'éducation pour les filles des bourgeois et des gentilshommes sans fortune, pénétrée de cette pensée qu'en éclairant les femmes, elle établissait un foyer de lumière dont les hommes seraient forcés de subir l'influence. « Nous les élevons, écrivait-elle à Voltaire, pour les rendre les délices des familles dans lesquelles elles entreront. Nous ne les voulons ni prudes ni coquettes,

mais bonnes mères et capables de prendre soin de leurs maisons. »

Quatre cent quatre-vingts jeunes filles y étaient entretenues à ses frais. Elles y entraient à six ans et n'en sortaient qu'à dix-huit. Leur éducation était proportionnée aux devoirs qu'elles étaient appelées à remplir dans le monde. Celle des jeunes filles nobles était plus relevée; celle des jeunes bourgeoises plus pratique. Dans la quatrième classe, qui comprenait comme les autres une période de trois ans, elles faisaient elles-mêmes la cuisine, pétrissaient le pain et blanchissaient le linge. Leur éducation terminée, les premières recevaient une dot de 2,000 roubles, les secondes une dot de 100 roubles.

Le peuple eut aussi sa part de cette nourriture spirituelle. Catherine institua dans les provinces des écoles publiques élémentaires, chargées de distribuer aux enfants, gratuitement ou à des prix modérés, suivant la position de leurs familles, les premières notions des connaissances humaines. Elle en avait posé les fondements dans les règlements administratifs sur l'organisation des gouvernements de l'empire (1775), et elle en avait recommandé l'établissement aux autorités des villes et même des villages; mais ce ne fut qu'en 1782 qu'elle résolut d'en surveiller elle-même l'exécution. La Commission spéciale, instituée sous sa présidence, fut chargée de tracer un plan d'études et de composer les livres appropriés à chaque degré d'instruction. Enfin,

l'année suivante, la commission établit à Pétersbourg la première école populaire, sorte d'école normale, dont le but était de former des instituteurs.

L'impératrice avait eu le rare bonheur, au commencement de son règne, de rencontrer un de ces hommes qui brûlent d'amour pour leurs semblables et qui n'hésitent pas à mettre au service de la plus noble des causes, celle de l'humanité, leur intelligence, leur fortune et leur vie. Cet homme était Bezki. Frappé de la misère où l'ignorance retient les peuples, témoin de la superstition et des préjugés qui en sont le partage, Bezki avait résolu d'employer les connaissances qu'il avait acquises dans ses voyages à dissiper les ténèbres qui couvraient encore la plus grande partie de ce vaste empire. « C'est une œuvre ingrate, disait-il, de donner l'éducation au peuple ; la postérité seule en recueille les fruits. »

Nommé en 1763 directeur de l'Académie des arts, puis curateur général des établissements d'instruction, chef du corps des cadets de terre, conseiller intime, ce fut lui qui dressa les plans de toutes les maisons d'éducation et qui en composa les règlements. Il avait publié un système complet d'éducation publique et morale pour les personnes des deux sexes ; il entretenait à ses frais un certain nombre d'élèves dans presque toutes les écoles, au corps des cadets, à l'Académie des arts, dans la maison des demoiselles nobles, etc., et il avait au monastère de Smollin une école supérieure, dont il supportait seul toutes les charges.

L'impératrice l'avait comblé d'honneurs ; le sénat voulant à son tour honorer par une distinction particulière son dévouement, sa bienfaisance et son ardeur infatigable pour les intérêts publics, fit frapper une médaille d'or, représentant d'un côté la figure de Bezki, et de l'autre le plan d'une maison d'éducation.

Le mouvement imprimé aux esprits se fit sentir assez rapidement dans tout l'empire. Bezki avait eu des imitateurs. Un seigneur de Moscou, Procope Demidof, aussi connu par ses bizarreries que par sa bienfaisance, avait établi, dans cette ancienne capitale de l'empire, une école de commerce, où cent élèves étaient entretenus à ses frais. Les jeunes gens dont les succès avaient attiré l'attention étaient, au sortir de l'école, envoyés dans les grandes villes de l'Europe, et placés, toujours aux frais du fondateur, dans les maisons de commerce les plus importantes, pour y compléter par la pratique l'instruction qu'ils avaient si libéralement reçue.

La maison d'éducation de Moscou s'enrichit de ses libéralités. On évalue à plus d'un million de roubles les sommes que Procope Demidof affecta à son entretien ; 20,000 roubles furent consacrés à la fondation d'une école pour le peuple, et un hôpital pour les mères dans la détresse fut établi et entretenu à ses frais.

La pensée de Catherine avait interrogé tous les besoins. Après avoir créé des établissements hospitaliers pour les enfants délaissés et les vieillards infirmes, elle s'occupa des hommes valides qui cherchaient du travail.

En 1782, elle nomma des agents auxquels pouvaient s'adresser tous les jours, à une heure indiquée, tous ceux qui cherchaient du service ou de l'ouvrage, ou qui avaient besoin d'ouvriers ou de domestiques. L'agent inscrivait sur son registre les noms des demandeurs, la nature de leurs demandes, ainsi que les conventions auxquelles il présidait; car, en cas de contestation, son registre faisait foi. L'impératrice voulut même que les tribunaux n'admissent aucune plainte soit des maîtres soit des domestiques, si leurs conventions n'avaient pas été consignées sur le registre d'un de ces agents.

On ne saurait trop louer la sagesse de ce règlement, lorsqu'on pense aux fréquentes agitations causées dans notre société par les discussions des maîtres et des ouvriers. L'esprit de Catherine avait abordé les problèmes les plus difficiles de l'économie sociale; mais ce qui nous paraît plus digne d'admiration, c'est qu'en les abordant elle les résolvait avec une volonté ferme.

Tous les projets qui tendaient à l'amélioration du peuple étaient accueillis par elle avec empressement, étudiés avec ardeur et appliqués sans hésitation. Combien d'institutions de bienfaisance, dont nous sommes glorieux, ont vu le jour sous son règne! Nous avons nos caisses d'épargne, notre caisse pour la vieillesse; Bezki avait déjà fondé une caisse de retraite pour les veuves, divisée en quatre classes. Une somme de 240 roubles, versée par un mari, assurait à sa veuve une pension de 100 roubles; c'était la première classe. 180 roubles

donnaient droit à une pension de 75 roubles; c'était la deuxième classe. La troisième et la quatrième, formées par des versements de 120 et de 60 roubles, produisaient, l'une une pension de 50, l'autre une pension de 25 roubles.

Les actes de l'état civil furent rédigés avec plus de soin. Des hôpitaux pour les malades, et des hospices pour les indigents, furent fondés, à l'exemple de Saint-Pétersbourg et de Moscou, dans presque tous les chefs-lieux de gouvernements.

L'impératrice avait trouvé, à son avénement au trône, plusieurs établissements qui, après avoir jeté un certain éclat, languissaient. Elle les releva en leur donnant une organisation plus vigoureuse. Cinq de ces établissements étaient consacrés à l'éducation militaire et aux beaux-arts. La fondation de l'Académie des beaux-arts était l'œuvre d'Élisabeth; Catherine en modifia les statuts et fit porter à deux cent cinquante le nombre des élèves. On les prenait à l'âge de trois ans; on les confiait d'abord à des femmes; ensuite, lorsque le temps était venu de les instruire, on leur apprenait à lire et à écrire, et on leur enseignait les préceptes ainsi que la pratique des beaux-arts. Enfin, après treize ans d'études, ils sortaient de l'Académie pour se livrer librement à la profession qu'ils avaient choisie sans contrainte, par la seule impulsion de leurs goûts et de leurs dispositions naturelles. A ceux dont la conduite avait répondu aux soins de leur éducation, on accordait des titres de noblesse;

ceux, en outre, qui par leur intelligence avaient mérité des distinctions, obtenaient de voyager pendant trois ans dans toute l'Europe, avec une pension de l'impératrice.

Le plus important des établissements militaires que nous venons de rappeler était le corps des cadets de terre. Ce corps, œuvre du maréchal Munich, était placé dans une enceinte de deux verstes et demie. Lorsque Catherine releva cet établissement, qui avait été négligé sous le règne d'Élisabeth, elle lui donna un directeur général avec un conseil d'administration. Le nombre des élèves était de six cent quatre-vingts : six cents nobles et quatre-vingts bourgeois. Une fois admis, ils ne pouvaient quitter l'établissement que leur éducation ne fût terminée. Ils entraient d'abord dans la première classe, où ils se trouvaient confiés, pendant trois ans, aux soins d'une directrice et de dix gouvernantes. Leur costume était alors un petit habit de couleur brune avec une ceinture bleue. Les trois années suivantes, des gouverneurs prenaient auprès d'eux la place que les femmes y avaient occupée. En passant d'une classe dans une autre, les enfants conservaient le même costume, dont la couleur seule était différente. On les retenait trois ans dans chaque classe. L'éducation physique était excellente pour fortifier leur constitution. Ils étaient baignés tous les huit jours et changés de linge deux fois par semaine. Quoique vêtus suffisamment, il ne leur était permis de porter, dans les plus grands froids, ni pelisses ni manteaux. Leur nourriture était simple, leur

boisson de l'eau. Couchés le soir à neuf heures, ils étaient levés à cinq heures du matin.

Tous les étés, les cadets de la quatrième et de la cinquième classe restaient campés pendant plusieurs semaines. Les punitions corporelles étaient bannies de l'établissement. L'égalité la plus complète y régnait. Le fils du prince le plus riche ne pouvait avoir ni plus d'argent, ni plus de linge, ni des habits plus beaux que le plus pauvre des élèves.

On leur enseignait d'abord les éléments de la grammaire et de la religion. Après cela, venait l'étude de la langue russe, du français et de l'allemand. Les cadets de la marine apprenaient de préférence l'anglais. La géographie, la statistique, l'histoire, la physique, les belles-lettres, la logique, l'architecture civile et militaire, l'algèbre et la géométrie complétaient leur éducation intellectuelle; l'escrime, l'équitation, le tour, la voltige, composaient leur éducation physique. Chaque maître donnait sa leçon dans la langue qu'il connaissait le mieux. La salle de récréation pour les élèves de la quatrième et de la cinquième classe était ornée de bustes et d'estampes; les tables couvertes de livres, d'atlas et de dictionnaires, mais fixés de façon à ne pouvoir être déplacés.

L'éducation durait quinze ans. Après ce temps, les cadets cessaient d'être élèves pour devenir lieutenants ou enseignes, ou bien ils obtenaient des emplois civils. Les bourgeois restaient, en général, dans le corps en qualité de professeurs; car le but de Catherine, en les y ad-

mettant comme élèves, avait été de former un corps de professeurs russes et de s'affranchir de l'enseignement des professeurs étrangers. Chaque cadet coûtait à l'empire, pour toute la durée de son éducation, quatre mille quatre cent dix roubles.

Catherine avait fondé, après la guerre de 1769, le corps des cadets grecs, composé de deux cents élèves, dont la plupart étaient Grecs ou Albanais. Nul ne pouvait y être admis s'il n'avait été auparavant agréé par les consuls russes. Cette formalité remplie, ils étaient envoyés à Pétersbourg aux frais de l'impératrice. On leur enseignait, entre autres choses, l'italien et le grec ancien. A la fin de leur éducation, ils recevaient une gratification de cent roubles avec un brevet d'officier. Le prince Potemkin avait eu la pensée de transporter ce corps à Kherson et d'en former une école de marine pour la flotte de la mer Noire.

L'impératrice Anne avait institué une école d'artillerie pour cent cinquante élèves. Catherine fit pour ce corps ce qu'elle avait fait pour les autres, elle le régénéra en lui donnant de nouveaux règlements. Le nombre des élèves fut porté à quatre cents et le corps entier divisé en trois compagnies. On y était admis en tout temps et à tout âge, de six à quatorze ans.

L'enseignement du premier âge consistait dans le catéchisme, les éléments des trois langues russe, française et allemande, l'écriture et les premières règles de l'arithmétique.

Dans le deuxième âge, ils continuaient l'étude des langues, en y ajoutant celle de l'histoire, de la géographie et l'arithmétique en entier.

Enfin, dans le troisième, ils complétaient leurs connaissances, pour devenir bons géomètres, ingénieurs ou artilleurs. Les plus capables sortaient en effet de ce corps avec le grade d'officier d'artillerie ou du génie.

Tel est le tableau des principales institutions de Catherine II. Toutes ne portèrent pas des fruits immédiatement; mais celles-là même qui avaient peut-être besoin du travail du temps pour se développer ne furent pas sans résultat sur le mouvement des idées. Car, ne nous y trompons pas, la civilisation ne consiste pas à devancer les mœurs, mais à les suivre. Lorsque les lois sont le résultat des besoins, l'harmonie règne dans le corps social, au lieu que, si elles les supposent, il en résulte un trouble inévitable, qui nuit au progrès naturel de la nation. Ce ne fut donc pas sans raison que nos poëtes, dont les éloges ont toujours, il est vrai, quelque chose de pompeux, surnommèrent Catherine II la Sémiramis du Nord, et les Russes eux-mêmes la mère de la patrie.

LIVRE IV.

État de l'Europe au moment où la Porte déclare la guerre à la Russie. — Affaiblissement de l'influence française dans le Nord. — Sentiments du duc de Choiseul à l'égard de l'impératrice Catherine. — Tentative infructueuse pour détruire l'influence russe en Suède. — Le roi de Prusse refuse de s'associer à la politique de ce ministre. — Situation de l'empire ottoman. — A quelle occasion la guerre éclate. — Incendie des faubourgs de Balta par les Cosaques Zaporogues. — Effroi des ministres ottomans. — Griefs de la Porte contre la Russie. — Disgrâce du grand visir Muhsin-Sade. — Son remplacement par Hamsa-Pacha. — Celui-ci est remplacé à son tour par Emin-Pacha. — La guerre est résolue dans un grand conseil. — Le ministre russe Obreskof est enfermé au château des Sept-Tours. — Manifestes de la Porte et de la Russie. — Le sultan propose une alliance à l'Autriche pour le partage de la Pologne. — Parallèle entre les puissances belligérantes. — Plan de campagne de la Turquie. — Maksoud-Gueraï, khan de Crimée, remplacé par Krim-Gueraï. — Exil du grand visir. — Destitution de Grégoire Ghika, prince de Valachie. — Expédition des Tartares dans la Nouvelle-Servie. — Mort de Krim-Gueraï. — Il est remplacé par Dewlet-Gueraï. — État de l'armée ottomane. — Plan de campagne de la Russie. — Le prince Galitzin, général en chef. — Le général Roumiantzof commande l'armée de l'Ukraine.—Une troisième armée, sous les ordres du général Meden, entre la mer Noire et la mer Caspienne. — Deux escadres sont envoyées dans l'Archipel. — De quelle manière la Russie fournit aux frais de la guerre. — Les deux principautés de Moldavie et de Valachie. — Leur état physique. — Leur situation morale et politique. — Première opération de l'armée russe. — Siége de Khotin. — Les Russes repassent le Dniester. — Position de l'armée ottomane. — Deuxième siége de Khotin. — Le khan des Tartares opère sa jonction avec Molda-

vangi. — Le prince Galitzin lève de nouveau le siége. — Disgrâce et exécution d'Emin-Pacha. — Moldavangi nommé grand visir. — Révolte et déroute de l'armée ottomane. — Les Russes entrent dans Khotin. — Ils sont reçus dans Jassy. — Prise de Giurgewo. — Reddition de Bukarest. — Administration des deux principautés sous la domination Russe. — Fin de la campagne.

Depuis la révolution qui avait porté Catherine II sur le trône de Russie, la France, qui s'était vue au moment de dominer dans le Nord, n'avait cessé d'y perdre de son influence. L'Angleterre, sa rivale, y était au contraire recherchée, et l'or qu'elle répandait en Russie en éloignait de plus en plus l'influence française. Le cabinet de Versailles, blessé de l'autorité que l'impératrice semblait vouloir s'arroger dans les États voisins, ne garda plus de ménagement avec elle, de sorte que, pendant que les philosophes faisaient retentir les voix de la renommée en faveur de la Sémiramis du Nord, le gouvernement de Louis XV la traitait avec indignité. Voici de quelle manière le duc de Choiseul, ministre des affaires étrangères, formulait les instructions qu'il donnait à l'ambassadeur français à la cour de Russie : « Nous connaissons l'animosité de cette cour contre la France. Le roi méprise si profondément la princesse qui règne dans ce pays, ses sentiments et sa conduite, que notre intention n'est pas de faire un seul pas pour la faire changer. Le roi pense que la haine de Catherine II

est beaucoup plus honorable que son amitié, mais en même temps il désire éviter l'éclat d'une rupture. »

Le duc de Choiseul, après avoir concentré pendant longtemps toute son attention sur le midi de l'Europe, dont il aurait voulu former une puissante ligue, sous la direction de la France, voyait maintenant avec une vive inquiétude l'affaiblissement de la politique française dans le nord de l'Europe; mais cet affaiblissement étant dû à certaines causes que le cabinet de Versailles avait méconnues, il était injuste et surtout peu habile de laisser voir à ce sujet une opinion et des sentiments trop arrêtés.

L'influence que la Russie exerçait alors sur les cours du Nord remontait au commencement du dix-huitième siècle, époque où l'ambition de Louis XIV avait amené pour la France une suite de revers, dont le résultat avait été l'affaiblissement de sa puissance politique. La Suède, épuisée par des guerres sans proportion avec l'étendue et les ressources de son territoire, n'était plus capable de contenir l'ambition des tsars, et la Pologne, livrée à la plus affreuse anarchie, était réduite à subir tour à tour la protection de ses voisins. Quant à l'empire ottoman, l'esprit guerrier qui avait animé ses troupes s'était affaibli dans les voluptés. C'est alors que Pierre le Grand avait conçu le projet de prendre en Allemagne la place que la Suède y avait occupée. Dès lors en effet, il n'avait laissé échapper aucune occasion de s'immiscer dans ses affaires, et sa politique avait pénétré si profondément dans

l'esprit du gouvernement russe que ses successeurs ne la perdirent jamais de vue.

Mais aucun n'en avait poursuivi l'exécution avec plus de suite et de vigueur que ne le fit Catherine II. L'état de l'Europe, dont la fortune s'était en quelque sorte abîmée dans des guerres effroyables ; les changements qu'elles y avaient amenés; l'esprit de liberté qui grondait dans son sein; une puissance nouvelle, la Prusse, à laquelle sa position imposait beaucoup de ménagement, tout secondait les vues de la jeune impératrice, dont l'ambition, loin de s'énerver dans les plaisirs, semblait y puiser des forces.

Le duc de Choiseul apercevait cette ambition et voulait en arrêter l'essor; mais il n'était plus aussi facile d'y parvenir, depuis les changements que nous venons d'indiquer. Quoi qu'il en soit, l'objet constant de ce ministre, tant qu'il eut en main le pouvoir, fut de relever la politique de la France en formant une ligue de tous les peuples que la Russie n'avait pas encore asservis. « J'ai vu avec peine, mandait-il au comte de Vergennes, son ambassadeur à Constantinople, que le nord de l'Europe s'asservissait de plus en plus à l'impératrice de Russie, et que les subsides de l'Angleterre étaient l'appât que cette princesse présentait, pour y établir son despotisme. Le Danemark, par crainte, et aussi dans une espérance illusoire d'acquérir la partie du Holstein appartenant au grand-duc, se livre avec bassesse aux volontés de la tsarine. La Suède, par des circonstances

inouïes, ne délibère et n'agit plus que par ses ordres. Le roi de Prusse est ménagé et soutient les opérations de Pétersbourg.... Je vois donc avec peine qu'il se prépare dans le Nord une ligue qui deviendra formidable pour la France. Le moyen le plus certain de rompre ce projet, et peut-être de culbuter de son trône usurpé l'impératrice Catherine, serait de lui susciter une guerre. Il n'y a que les Turcs à portée de nous rendre ce service. Si vous le croyez possible, et que vous espériez y parvenir, on vous fera passer tous les secours en argent qui vous seront nécessaires. »

Le comte de Vergennes reçut ensuite les ordres les plus précis de pousser les Turcs à la guerre[1]. C'était beaucoup d'entraîner la Porte, mais il fallait encore occuper la Russie dans le Nord pour l'empêcher d'éteindre l'incendie que la France se proposait d'allumer sur ses frontières méridionales. Le duc de Choiseul avait essayé sans succès de détruire l'influence russe qui écrasait la Suède, en modifiant la constitution suédoise; ses agents parvinrent jusque dans la Crimée pour y disposer le khan, le fameux Krim-Gueraï, à entrer dans les vues du Grand Seigneur; enfin, il fit sonder le roi de Prusse, qui resta sourd à toutes ses insinuations, parce que l'alliance russe lui offrait plus d'avantages et de sé-

[1] *Mémoires de Fabvier* dans l'ouvrage du comte de Ségur, intitulé : *Politique de tous les cabinets de l'Europe*. — *Histoire de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis* 1769 *jusqu'en* 1774, tirée des *Annales de Vassif-Efendi*.

curité, et qu'il croyait d'ailleurs que le duc de Choiseul avait pour la maison d'Autriche un dévouement sans bornes[1].

Frédéric se trompait cependant. Le duc de Choiseul avait trouvé son pays dans les liens du traité de Versailles et il n'avait aucune envie de les rompre, mais la dignité de son caractère et le sentiment qu'il s'était formé de la dignité de la France ne l'asservirent jamais aux volontés d'un prince étranger. Ce qu'il eût fallu, au contraire, blâmer en lui, c'était une imagination trop vive, un esprit trop léger et une disposition naturelle à ne s'occuper que d'un seul objet à la fois.

Ni l'occupation de la Pologne par les troupes russes, ni l'affaire des dissidents, à la faveur de laquelle un parti puissant avait secondé par reconnaissance les projets de l'impératrice, ni le droit de garantie qu'elle s'était attribué sur la constitution polonaise, n'avaient pu jusqu'alors tirer le divan de son apathie. Un besoin immodéré de repos, une longue habitude des jouissances matérielles, un sentiment exagéré de leur puissance, qu'ils croyaient hors des atteintes des chrétiens, tout semblait enchaîner l'antique valeur des Ottomans. Pendant que la France bornait son action à des conseils, la Russie employait la corruption pour endormir les ministres de la Porte. Ceux-ci, d'ailleurs, appréciaient mal la question des dissidents, qu'ils ne considéraient qu'au

[1] *Mémoires de Frédéric II*, roi de Prusse.

point de vue religieux, et, sous ce rapport, il leur semblait injuste que des citoyens fussent privés de leurs droits pour une simple différence sur quelques articles de foi.

En vain essayait-on de leur faire comprendre que, sous une couleur religieuse, la question était toute politique. Ils restaient sourds à ces représentations, et, ce qui était bien plus grave, ils ne paraissaient pas s'inquiéter davantage des violences exercées par les Russes sur la diète de 1767, ni du droit de garantie que l'impératrice s'était attribué et qui plaçait la Pologne sous une absolue dépendance de ses volontés. Ils prétendaient que la Russie exerçait ce droit depuis plus d'un siècle; que la Pologne n'en existait pas moins comme État indépendant, et que, si Catherine avait conçu d'autres desseins, la Porte serait toujours en mesure de s'y opposer.

Ils firent cependant quelques tentatives pour obtenir que les troupes russes quittassent le territoire de la république; mais ces tentatives ne furent pas soutenues avec assez d'énergie, et la confédération de Bar, formée sur ces entrefaites, loin de leur ouvrir les yeux sur le danger de rester dans l'inaction, servit au contraire de prétexte à leur faiblesse; car l'impératrice profita fort habilement de cette circonstance pour faire comprendre à la Porte la nécessité de pacifier la Pologne avant d'en retirer ses troupes. Le divan effrayé regarda ce motif comme suffisant, et, calmé d'ailleurs par les assurances

réitérées des ministres russes, il ne fit plus aucun effort pour s'opposer à leurs desseins.

Ainsi les intrigues de la France auraient peut-être échoué, sans une circonstance imprévue qui fit éclater la guerre, malgré les vœux secrets des ministres ottomans, et en dépit des efforts qu'ils avaient faits pour l'éviter. La ville de Balta, située entre le Dniester et le Boug, sur les confins de la Podolie, appartenait au khan de Crimée. Les confédérés polonais, poursuivis par des troupes russes, se jetèrent sur le territoire ottoman et les attirèrent jusque dans Balta, dont les faubourgs furent brûlés. Au milieu de la confusion, quelques musulmans périrent. Cette troupe était une bande de Haïdamaques ou Cosaques Zaporogues, qui, habitant au milieu des cataractes du Dniester, dans des îles d'un accès difficile, ne vivaient que de brigandages. Ils servaient la Russie, moins par dévouement qu'en haine des Turcs et des Polonais; car leur soumission était plus apparente que réelle. Depuis qu'ils s'étaient détachés de la Pologne pour se placer sous la protection de la Russie, ils avaient plus d'une fois ravagé les provinces de la république, couvrant, sous le titre de défenseurs de la religion grecque, leur humeur sauvage et leur instinct pour le pillage. Ils furent dans la suite transportés des bords du Dniester à ceux du Kouban, pour protéger la frontière de l'empire contre les incursions des Circassiens, et changèrent alors leur nom de Zaporogues contre celui de Cosaques de la mer Noire.

L'impératrice n'attendit pas que la Porte lui demandât la punition des coupables; elle envoya contre eux, aussitôt que leur attentat lui eut été connu, un corps de troupes qui les atteignit près de Balta, et qui en tira, en vue même de cette ville, une justice éclatante. Leur châtiment fut donc presque aussi prompt que leur crime, et notifié à la Porte par le ministre russe, avant même que le divan eût exprimé aucune plainte à cet égard[1].

Cependant le gouverneur de Balta avait rendu au Grand Seigneur un compte si exagéré de cet événement, que la frayeur fit sur les ministres ce que n'avait pu faire ni l'intérêt de l'empire, ni le soin de leur dignité. Ils crurent sérieusement à un dessein prémédité de la part des Russes, et ils communiquèrent leur terreur au sultan. Plus, en effet, ils avaient paru indifférents au sort de la Pologne, plus ils se montrèrent indignés et résolus, pour ne pas être accusés de trahison ou de connivence. Mustapha convoqua donc le conseil. C'était un prince violent et soupçonneux, qui ne manquait pas de courage, et qui se fût placé volontiers à la tête de son armée, si les ministres n'avaient mis un frein à son ardeur. Le désir de la gloire, joint à l'espérance de réunir quelques provinces à son empire, le portait à la guerre avec plus d'impatience que de raison. L'assurance que lui donnaient ses courtisans qu'au seul bruit de sa co-

[1] Manifeste de l'impératrice de Russie.

lère, les Russes quitteraient le territoire polonais ; la promesse de la part des confédérés de lui abandonner la Volhynie et la Podolie, pour prix de son intervention [1], les excitations de la France, tout l'entretenait dans des sentiments belliqueux.

Aussi avait-il depuis longtemps résolu en lui-même de rompre la paix. La Porte reprochait à la Russie l'occupation de la Pologne, la construction d'une forteresse dans la nouvelle Servie, la violation du territoire de la Kabarda, le soulèvement des peuples du Monténégro, l'assistance prêtée au prince de Géorgie, enfin les provocations adressées aux Moldaves et aux Valaques. Le ministre russe Obreskof avait répondu qu'Orel, où l'on avait construit une lazaret et non une forteresse, était situé en deçà du Dniester, à quatre-vingts lieues d'Otschakof et à cinquante de Bender ; que la démarcation des limites sur les frontières de la Kabarda était incertaine, ce qui avait donné lieu aux plaintes adressées par le divan ; que les retranchements élevés le long du Terek ne pouvaient être envisagés ni comme une usurpation ni comme une menace ; que la Géorgie, protégée par ses forteresses, ses défilés et ses hautes montagnes, n'avait besoin d'aucun appui, et que la Russie, loin d'exciter à la révolte les populations chrétiennes de la Turquie, désirait conserver avec la Porte des relations de bon voisinage et d'amitié.

[1] Lettre de Catherine II à Voltaire, 1769. L'historien turc Vassif-Efendi le dit formellement.

Le grand visir Muhsin-Sade ne partageait pas la confiance de son maître. Sans être opposé à la guerre, il ne croyait pas qu'on pût la faire avec succès avant d'avoir organisé l'armée, mis les places frontières en état de défense, et préparé tous les moyens d'attaque. Il craignait pour les deux principautés de Moldavie et de Valachie, si l'on ne réunissait pas sur le Danube des forces considérables. Sa prudence passa pour de la pusillanimité ; ses ennemis répétèrent qu'il s'était vendu à la Russie; il fut disgracié, exilé et remplacé par Hamsa-Pacha, qui n'occupa qu'un mois cette haute position. Miné par la fièvre, et n'ayant du reste aucune connaissance des affaires, il céda sa place à Emin-Pacha, moins ignorant, mais plus présomptueux. Ce dernier s'était élevé de la condition la plus obscure, ce qui n'était pas rare en Turquie, jusqu'aux plus hauts emplois du gouvernement. Son ambition lui fit désirer la première dignité de l'empire, sans paraître effrayé du fardeau, dans les circonstances difficiles où se trouvait l'État, mais il lui en coûta la vie [1]. Il avait été successivement secrétaire du grand visir, ministre des affaires étrangères, et nidschangi, ou gardien du sceau. Il s'exprimait avec noblesse et facilité; mais il avait un défaut qui nuisait particulièrement à son mérite, c'était un sentiment exagéré de sa supériorité, qui le rendait hautain, susceptible et implacable dans ses ressentiments.

[1] Vassif-Efendi; — *Mémoires du baron de Tott*, t. II et III.

Hamsa-Pacha avait convoqué, le 4 octobre, en présence du sultan, un grand Conseil auquel avaient été appelés tous les ministres, les docteurs de la loi, les chefs des janissaires, des spahis et des autres corps militaires. Chacun savait que Mustapha désirait la guerre; on avait sous les yeux l'exemple du dernier visir; le résultat de la délibération fut donc une décision unanime pour la guerre, décision que le mufti fut en quelque sorte contraint d'approuver. Cependant, le fetva, par lequel cette mesure prenait un caractère légal, fut tenu secret quelque temps encore, afin de ne pas fermer la voie aux négociations. Une dernière démarche fut tentée auprès du ministre russe, en vue d'obtenir la réparation des griefs que la Porte croyait avoir contre l'impératrice. Ce ministre était Obreskof, auquel un long séjour à Constantinople avait donné une connaissance approfondie des mœurs et de l'esprit des musulmans. Obreskof ayant comparu devant le Conseil, dont les portes restèrent ouvertes, le grand visir lui demanda s'il pouvait prendre l'engagement, au nom de sa souveraine, d'évacuer la Pologne et de ne plus s'immiscer dans les affaires de ce pays; mais en même temps, comme s'il avait eu dessein de détruire l'effet de cette démarche pacifique, il traita publiquement ce ministre avec une brutale insolence. Obreskof ayant répondu qu'il n'avait pas de pouvoirs suffisants pour signer une pareille déclaration : « La Russie, ajouta-t-il avec dignité, ne demande pas la guerre; mais, si elle lui est dénoncée, elle

la fera avec énergie. » Plus de six cents personnes avaient assisté à cette conférence, dont le résultat produisit sur le peuple de Constantinople une prodigieuse agitation, où la joie et la fureur fanatique avaient plus de place que la crainte. Obreskof fut conduit sur-le-champ au château des Sept-Tours avec dix-huit personnes de sa suite, et dès ce moment là guerre fut déclarée.

Plus cette mesure était grave, plus elle devait être justifiée par des motifs sérieux. En conséquence, la Porte publia son manifeste, qui fut notifié à toutes les cours de l'Europe. Il portait « que la Russie, au mépris des traités, avait construit des forteresses dans le voisinage des frontières ; qu'elle avait élevé au trône de Pologne, contre la volonté de la nation, un homme indigne d'être roi, parce qu'il n'était pas du sang royal ; qu'elle avait fait entrer dans ce pays des troupes en trop grand nombre pour n'avoir que des vues désintéressées ; que ces troupes y violaient en effet la liberté des élections et massacraient tous ceux qui s'opposaient aux desseins de l'impératrice ; qu'une armée russe avait poursuivi les confédérés polonais jusque sur le territoire ottoman, et attaqué le village de Balta, dont les habitants avaient été égorgés ; en un mot, que la Russie ayant enfreint les traités, la Porte lui déclarait la guerre [1]. »

Il était difficile de montrer plus d'ignorance au sujet

[1] *Histoire de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs*, par Keralio, pièces justificatives, t. II.

de la Pologne, et d'appuyer par de plus mauvaises raisons une résolution aussi sérieuse. L'impératrice en fit ressortir la faiblesse dans le manifeste qu'elle publia le 18 novembre. Elle y exposa sous le jour le plus favorable la conduite qu'elle avait tenue à l'égard de la Pologne, et répondit aux autres griefs avec autant de modération que de fermeté.

On lui reprochait d'avoir construit des forteresses sur les frontières des deux empires, mais on ne les nommait pas. Par le traité de paix perpétuelle, ou plutôt par le règlement des frontières dressé par les commissaires des deux États, il avait été stipulé qu'il resterait aux environs d'Azof une certaine étendue de terres inhabitées pour servir de barrière aux deux empires : ce terrain, disait l'impératrice, je l'ai respecté.

Elle établissait ensuite que sa conduite en Pologne était l'effet des engagements contractés entre les deux pays, et notamment du traité de 1686, par lequel il avait été réglé que les Grecs jouiraient en Pologne des mêmes droits que les catholiques ; que les cours protestantes avaient joint leurs efforts aux siens en faveur des dissidents, mais que tout cela n'avait attiré qu'une plus grande rigueur sur les malheureuses victimes du fanatisme ; elle ajoutait que ses troupes n'étaient entrées en Pologne qu'après avoir employé la douceur et les menaces, et qu'en réalité elles avaient préservé la république de sa destruction. Ces troupes se disposaient à quitter la Pologne, lorsque dans la Podolie, près des frontières

de la Turquie, les ennemis de la nouvelle constitution, jaloux de la paix que ce pays commençait à goûter, les avaient attaquées près de Vinitz, et avaient allumé une guerre civile. La république avait alors demandé à la Russie de suspendre le départ de son armée jusqu'à ce que la tranquillité fût entièrement rétablie.

« Mes nouveaux engagements, ajoutait l'impératrice, la sûreté de mes frontières et la dignité de mon empire, m'ont fait un devoir de ne pas repousser la prière des Polonais. Ces bandes de révoltés dissipées, il s'en est malheureusement formé d'autres qui, sous prétexte de défendre la religion catholique, ont perpétué les troubles. Mais je me flatte qu'ils ne tarderont pas à être apaisés, ce qui me permettra de rappeler immédiatement mes troupes de la Pologne. »

L'impératrice faisait observer en outre que jusque-là la Porte avait considéré ces mouvements d'un œil tranquille, mais que les ennemis de la paix, et les Polonais séditieux retirés sur ses frontières, avaient fini par l'entraîner dans une résolution déplorable, les uns en lui persuadant qu'elle ne pouvait souffrir plus longtemps cet état de choses, sans danger pour elle-même, les autres en la flattant de l'espérance que la Podolie et l'Ukraine se soumettraient à sa domination sur le même pied que la Moldavie et la Valachie.

Tels sont les prétextes que la Porte a mis en avant pour rompre la paix dont jouissaient les deux empires. La Russie dénonce à l'Europe le traitement barbare

exercé contre son ministre et remet dans les mains de la Providence le jugement de sa cause et le succès de ses armes. Il lui en coûte de ne pas épargner à ses sujets et au genre humain les flots de sang que leur querelle doit faire couler, mais du moins aura-t-elle cette consolation qu'elle ne sera responsable ni devant Dieu ni devant les hommes de tant de calamités.

Catherine essaya par une dernière protestation de ramener le divan à des vues plus pacifiques; mais les ministres ottomans repoussèrent avec indignation ces nouvelles ouvertures et déclarèrent qu'ils ne pouvaient les accueillir qu'après une bataille.

Cependant, le bruit s'étant répandu à cette époque d'une quadruple alliance entre la Russie, l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse, le divan en conçut aussitôt une vive inquiétude. Il est certain qu'une pareille alliance aurait menacé l'empire ottoman d'une ruine inévitable. Des ordres furent en conséquence envoyés aux pachas de Bosnie et de Belgrade pour offrir à la cour de Vienne la satisfaction de certains griefs, qu'elle réclamait depuis longtemps au sujet des frontières. Le sultan espéra même séduire tout à fait l'Autriche en lui proposant, pour prix d'une alliance offensive et défensive, de l'aider à reprendre la Silésie, de disposer du trône de Pologne en faveur du roi de Saxe, ou même, après avoir chassé les Russes du territoire polonais, de partager entre eux ce pays. Mais le prince de Kaunitz refusa d'entrer dans cette voie, bornant alors tous ses

efforts à faire accepter la médiation de sa cour. Ainsi, au moment où la Porte prenait les armes pour protéger la Pologne contre les prétentions de la Russie, elle concevait elle-même le dessein d'un partage de ce pays, pour s'en approprier les dépouilles [1].

Les deux nations rivales allaient donc entrer seules dans la lice : l'une abrutie par une longue habitude des jouissances matérielles, ignorante des progrès en tout genre qu'avait faits l'Europe, énervée, brave, fanatique, mais sans chef renommé ; l'autre réduite par un joug de fer à une discipline sévère, patiente, non moins brave, pouvant tout supporter, la faim, la soif, les douleurs ; plus avancée dans les nouvelles découvertes, ayant des chefs capables et des ressources sans nombre.

Le plan de la Turquie consistait à attaquer l'empire russe avec trois grandes armées. La première, commandée par le grand visir en personne, devait opérer en Moldavie ; la seconde, sous les ordres du khan de Crimée, se jetterait sur la nouvelle Servie et donnerait la main, à travers l'Ukraine, aux troupes musulmanes ; la troisième avait pour mission d'agir du côté d'Astrakan et de remuer toutes les peuplades barbares qui entouraient les possessions de la Russie. Plus de 100,000 hommes furent mandés à cet effet de Bagdad, du Chirvan et du Curdistan. Les Lesghiz, peuple sauvage qui habite les montagnes du Caucase, dans les environs de la mer Cas-

[1] *Histoire de l'empire Ottoman*, par Hammer.

pienne, offrirent au sultan une armée de 30,000 hommes; on se borna à leur confier la défense de la Kabarda [1].

Outre les forces imposantes qui étaient au service de ces trois armées, la Turquie comptait sur les confédérés polonais. Suivant une lettre adressée au commencement de l'année 1769, par ordre du séraskier ou commandant des troupes ottomanes en Moldavie, à l'un des chefs des confédérés [2], ceux-ci avaient promis de seconder de tout leur pouvoir les efforts de cette puissance, de faciliter à l'armée turque le passage du Dniester et de préparer des magasins ainsi qu'une armée de 80,000 hommes. Il était convenu que les Turcs se réuniraient à Khotin, passeraient le Dniester entre cette ville et Kaminieck, et que les confédérés s'attacheraient à harceler les Russes, à s'emparer de leurs magasins et à rendre leurs approvisionnements difficiles. Après la prise de Kaminieck, on chasserait les Russes de la Pologne et l'on porterait le théâtre de la guerre dans leur propre pays. Ce plan eût été excellent, si les Polonais avaient pu disposer, non pas de 80,000 hommes, comme ils s'y étaient engagés, mais d'une force moitié moindre. La Porte ignorait que les confédérés ne formaient que des corps épars, toujours errants, presque toujours poursuivis par les Russes, sans union entre eux et capables tout au plus d'inquiéter la

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II.

[2] Cette lettre, écrite en mauvais latin, fut trouvée dans les papiers de Pulawski.

marche de l'armée ennemie. Le projet de s'appuyer sur les Turcs répugnait d'ailleurs à certains Polonais. « Attirer ces barbares en Pologne, pour se défaire des Russes, écrivait à Potocki l'évêque de Kaminieck, c'est mettre le feu à la maison pour se débarrasser des souris. »

Le Grand Seigneur avait pris des mesures pous s'assurer de la Crimée. Maksoud-Gueraï, prince faible, soupçonné d'être favorable aux Russes, avait été déposé, et Krim-Gueraï rétabli sur le trône des Tartares. Celui-ci joignait à beaucoup de bravoure une haine implacable contre les Russes, auxquels il attribuait sa disgrâce. Il était âgé d'environ soixante ans, mais l'énergie de son caractère, sa haute intelligence, ses connaissances peu communes parmi les princes tartares, promettaient à la Porte un appui vigoureux. C'est avec lui que le sultan concerta les premières opérations de la campagne.

L'influence du nouveau khan fut signalée par la chute du grand visir et par celle d'Alexandre Ghika, prince de Valachie, qui avait livré sa province aux intrigues des Russes. Le premier fut exilé à Gallipoli ; le second fut remplacé par Grégoire Ghika. Enfin, une disgrâce non moins éclatante atteignit Ibrahim-Efendi, secrétaire près l'interprète de la Porte, dont le divan avait découvert les intelligences avec Obreskof. Il était fils d'un renégat hongrois, et attaché depuis vingt-cinq ans au service de la Turquie.

Avant de quitter Constantinople, Krim-Gueraï avait

demandé à Mustapha de n'être pas sous les ordres du grand visir, afin d'agir avec plus de liberté. Il avait obtenu cette faveur, mais par cela même il s'était suscité des ennemis puissants.

En conséquence de ce plan, l'armée tartare réunie à Kichela, dans la Bessarabie, eut ordre de se mettre en marche le 7 janvier 1769. Krim-Gueraï partit lui-même de Kauschan, où un envoyé des confédérés s'était rendu pour conférer avec lui sur l'ouverture de la campagne. L'armée se trouvait divisée en trois corps : le premier, s'élevant à 40,000 hommes, devait marcher sur le Donetz; le second devait prolonger la rive gauche du Borysthène jusqu'au delà de l'Orel; enfin, l'armée principale, commandée par Krim-Gueraï en personne, devait se jeter sur la nouvelle Servie. Quelques livres de farine de millet rôti, pilé et pressé dans un sac de cuir pendu à la selle de chaque tartare, assuraient à l'armée plusieurs jours de vivres. On comptait pour le reste sur le pillage.

La marche des troupes fut pénible. Le froid était rigoureux, la neige couvrait la terre, et les spahis, qui précédaient les Tartares, avaient réduit en cendres la plupart des villages qu'ils avaient traversés. On ne voyait partout que les traces d'une horrible dévastation.

Arrivé sur les frontières de la nouvelle Servie, Krim-Gueraï convoqua un conseil de guerre dans lequel on discuta les meilleurs moyens de destruction. Une partie des troupes fut destinée à s'abattre sur cette mal-

heureuse province, à enlever les habitants et les troupeaux, et à livrer aux flammes tout ce qui ne pourrait être emporté.

Cet ordre barbare fut exécuté dans toute sa rigueur. Trente mille prisonniers furent emmenés par les Tartares ; cent cinquante villages furent brûlés. Pendant quatorze jours l'armée tartare, disposée sur vingt colonnes, parcourut, le fer et la flamme à la main, les provinces méridionales de la Russie. Les bois mêmes furent fouillés. Un grand nombre de paysans s'étaient cachés dans les meules de blé et de fourrage ; les soldats y mirent le feu et firent périr ces malheureux dans d'affreuses tortures[1]. Tout ce qui put échapper à la destruction devint la proie des vainqueurs. Chaque soldat eut pour sa part plusieurs esclaves et environ soixante à quatre-vingts brebis. Les enfants, enfermés dans un sac attaché à l'arçon de la selle, les jeunes filles jetées devant les cavaliers, les mères en croupe, les pères et les fils sur des chevaux de main, les troupeaux chassés en avant, tout cela présentait un spectacle extraordinaire, toutes les passions réunies, la douleur et l'abattement chez les vaincus, une joie sauvage sur le visage des vainqueurs.

Mais, de leur côté, les Tartares avaient extrêmement souffert dans cette expédition. Les spahis, habitués à la

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II. L'auteur accompagna le khan dans cette expédition.

mollesse, avaient presque tous succombé à la rigueur du froid autant qu'à leurs propres excès. Beaucoup d'entre eux furent engloutis dans l'Ingoul, dont la glace s'était brisée sous le poids de leurs chevaux. Il fallut toute l'énergie de Krim-Gueraï pour contenir ses troupes prêtes à se soulever. Les Tartares, avides de butin, ne se bornèrent pas à ravager la nouvelle Servie; quelques-uns passèrent dans l'Ukraine, à l'insu du khan, et y commirent les mêmes horreurs[1].

Krim-Gueraï était revenu à Kauschan, où il faisait de nouveaux préparatifs pour une seconde campagne, lorsque le poison vint terminer sa vie. Depuis quelque temps, ce prince était en proie à une affection hypocondriaque dont il ne pouvait se rendre maître et qui le torturait horriblement. Pendant un de ces accès, un Grec nommé Siropolo, médecin du prince de Valachie et son agent en Tartarie, lui présenta une potion calmante. Krim-Gueraï la prit avec confiance, quoiqu'il eût été mis en garde contre les desseins de cet étranger, et il ne tarda pas à en ressentir les funestes effets. Le crime était évident, mais l'instigateur fut toujours inconnu. Krim-Gueraï avait des ennemis puissants à Constantinople, lui-même ne l'ignorait pas. Le grand visir, dont il connaissait l'incapacité, lui avait voué une haine sourde. Cependant ce n'était pas sa haine que redoutait le khan, mais bien plutôt les effets de son incapacité sur le sort

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

de la guerre actuelle. Emin-Pacha, en apprenant sa mort, se hâta de lui donner pour successeur Dewlet-Gueraï, aussi faible que Krim-Gueraï était ferme, mais entièrement dévoué à ses intérêts.

La mort de ce prince, en privant l'empire d'un de ses principaux appuis, ne changea rien toutefois aux dispositions de la Porte. Les préparatifs de la guerre avaient été poussés avec une incroyable célérité. Le sultan animait par sa présence les travailleurs et les soldats. Il assistait aux exercices des troupes, aux expériences des mineurs. Quelquefois il parcourait la ville sous un déguisement pour juger par lui-même de l'opinion publique et de l'esprit de l'armée. Cette opinion était telle qu'il pouvait la désirer. Partout, la déclaration de guerre avait été accueillie avec des transports de joie. Mais les excès de la multitude étaient montés à un tel point, qu'il n'était plus possible de les contenir, encore moins de les réprimer [1].

Les troupes quittèrent Constantinople, où les chrétiens avaient été insultés, maltraités, massacrés même, dans un désordre qui faisait mal augurer du succès de la campagne (21 mars 1769). Le corps des janissaires, amolli par une longue paix, n'avait conservé de sa vigoureuse institution que l'orgueil. Dans une armée aussi nombreuse, il régnait une confusion extrême. La plu-

1 *Histoire de la guerre des Russes contre les Turcs en* 1769, par Keralio, t. II, p. 82. Paris, 1777.

part des soldats n'avaient pas de baïonnettes à leurs fusils. Comme ils étaient armés à leurs frais et à leur guise, il existait une grande diversité, tant dans les armes que dans les costumes. La même confusion se faisait remarquer dans les campements, où chaque troupe prenait la place qui lui convenait, ce qui engendrait des querelles incessantes. En revanche, ils avaient dans eux-mêmes une confiance excessive. Des troupes de fanatiques s'étaient attachées à l'armée, moins pour combattre que pour exciter les combattants et profiter de la victoire. Le luxe le plus effréné avait présidé aux équipages des officiers. Leurs tentes étaient tissues d'or et de soie, certains que la victoire les dédommagerait de tant de frais. Si nous ajoutons à ce tableau que l'artillerie ottomane offrait les mêmes vices; que les canons étaient mal montés et mal servis; que l'armée manquait de pontons; nous aurons une idée sinon complète du moins suffisante de la dégénération dans laquelle étaient tombées les armées d'une nation autrefois si redoutable. En effet, leurs canons n'étaient que des masses gigantesques, dont le poids écrasait des affûts lourds et si mal construits qu'il était presque impossible de les mouvoir. Les hommes qui servaient cette artillerie n'avaient aucune connaissance de ses règles, ne tenaient aucun compte des lois du recul, tiraient au hasard, et s'enivraient d'un orgueil insensé lorsqu'ils étaient parvenus à faire un bruit effroyable.

Par une inconcevable imprévoyance, aucun magasin

n'avait été établi sur la route que l'armée devait parcourir. Il en résulta que les soldats, traitant les provinces de l'empire comme un pays conquis, pillaient, brûlaient, saccageaient et ne laissaient à ceux qui les suivaient qu'un désert affreux [1], où beaucoup d'entre eux trouvèrent la mort. La Valachie et la Moldavie avaient déjà souffert d'horribles ravages de la part de quelques corps de spahis destinés à joindre le khan des Tartares. Tel était donc l'état de l'armée ottomane, lorsqu'elle parvint sur le territoire de la Moldavie, où les Russes avaient déjà pénétré.

Avant que la guerre eût été déclarée, Catherine aurait fait des sacrifices pour l'éviter [2]; car, loin de la désirer, elle en craignait les suites. Elle s'était endormie sur les assurances de paix qu'elle avait reçues de la Porte. La Pologne s'agitait: les confédérés devenaient chaque jour plus nombreux et plus hardis. D'autre part, les troupes n'étaient pas encore rassemblées, et quelques-unes avaient à parcourir des distances énormes pour se rendre sur le théâtre de la guerre. Lorsque cependant elle eut acquis la certitude qu'elle ne pourrait conjurer l'orage, elle fit des préparatifs qui indiquaient de grandes vues. Son dessein parut être alors non-seulement de repousser l'agression, mais encore d'ébranler l'empire

[1] *Mémoires de M. de Vergennes* dans l'ouvrage du comte de Ségur, intitulé : *Politique de l'Europe.*

[2] *Histoire de la guerre entre la Russie et la Porte, de* 1768 *à* 1774. Vienne, 1788, en allemand.

ottoman jusque dans ses bases. Le plan de la Russie, quoique vaste, avait été conçu avec autant d'habileté que de hardiesse. Il consistait à couvrir, sur une étendue d'environ six cents lieues, toute la frontière de ses États confinant à la Turquie et à la Pologne, et d'attaquer à son tour les provinces de l'empire ottoman les plus à la portée de ses coups et les plus faciles à détacher.

En conséquence, trois armées furent mises sur pied. La première, destinée à protéger la Pologne et à empêcher les Turcs de se réunir aux confédérés, était commandée par le prince Alexandre Galitzin et pouvait être forte de 60,000 hommes, avec un train d'artillerie de cent pièces de canon. Mais lorsqu'elle entra en campagne, sa force réelle n'était que de 30,000 hommes, réduite à ce nombre par la nécessité d'en laisser une partie à la garde des magasins, des hôpitaux, des places fortes, et de maintenir en Pologne de nombreux détachements. Les ennemis ayant consommé en vert les fourrages de la Moldavie, le prince Galitzin avait en outre disséminé sa cavalerie pesante sur le territoire polonais.

Ce fut pourtant avec une armée ainsi réduite que la Russie ne craignit pas de se mesurer contre les troupes ottomanes, dont on évaluait la force à plus de 100,000 hommes. Cette infériorité numérique fut ce qui détermina le prince Galitzin à prendre l'offensive. Il fallait, en effet, pour empêcher les Turcs de pénétrer en Pologne, où leur apparition aurait produit un soulèvement

général contre les Russes, porter le théâtre de la guerre sur leur propre territoire et les étonner par quelques succès éclatants, avant qu'ils eussent rassemblé toutes leurs forces. Attendre au contraire l'ennemi derrière le Dniester, c'était accepter la lutte dans les conditions les plus défavorables ; car, ce fleuve franchi, ce qui n'était point une entreprise difficile, il devenait impossible aux Russes de se maintenir en Pologne, de défendre leurs magasins, d'assurer leurs convois et de conserver leur ligne d'opération. Ce plan n'exigeait, en conséquence, ni cavalerie pesante, ni artillerie de siége, mais bien plutôt une armée légère et aguerrie. Le succès dépendait uniquement de la promptitude des marches, de l'habileté des manœuvres et de la vigueur de l'attaque.

Le prince Galitzin avait fait ses premières armes sur le Rhin, en qualité de volontaire, sous les ordres du prince Eugène. Plus tard, il combattit contre le roi de Prusse et reçut un coup de feu à la bataille de Francfort. Lorsque la paix eut été conclue, il obtint la division des troupes de la Livonie, et fut un des premiers, après la révolution de 1762, à se déclarer pour Catherine, qui ne cessa de lui montrer autant de bienveillance que d'estime. Comme homme, il était d'une probité à toute épreuve ; comme général, une chose le distinguait, c'était un sang-froid remarquable dans les occasions difficiles; mais il manquait de décision. Les soldats l'aimaient, parce qu'il les aimait lui-même, qu'il les traitait

avec douceur et qu'il leur donnait l'exemple de la patience et du devoir.

La seconde armée devait occuper l'Ukraine, où quelques corps de Tartares s'étaient déjà montrés, et se porter sur Otschakof. Elle était sous les ordres du général Roumiantzof, et elle avait été formée de 14 régiments d'infanterie, d'un nombre égal de régiments de cavalerie, de 10,000 Cosaques, et de 40 pièces de campagne. Un détachement de cette armée, confié au lieutenant général de Berg, avait pour mission spéciale de surveiller la Crimée avec 16,000 Kalmouks.

Le major général Medem avait le commandement de la troisième. Ses instructions portaient qu'il descendrait le Don avec des troupes régulières, renforcées de Cosaques, et qu'il s'avancerait entre ce fleuve et le Volga jusqu'aux rivages de la mer Noire et de la mer d'Azof.

Le comte de Tottleben avait été envoyé en Géorgie, pour diriger les opérations d'un corps de troupes que le prince Héraclius s'était engagé à mettre à sa disposition, et pour soulever contre la Porte les princes de la Mingrélie, de la Cartalinie, du Guriel et de l'Imirette. Quelques-uns de ces princes étaient chrétiens, et, comme ils ne portaient qu'à regret le joug ottoman, ils avaient promis à l'impératrice de Russie de lever 40,000 hommes. Elle fit occuper par un corps de ses propres troupes les défilés de leurs montagnes, par où les Lesghiz auraient pu faire une irruption sur les terres de l'empire.

Les opérations de ce corps eurent peu d'influence sur le résultat général de la guerre, et elles sont restées presque ignorées. Le but de Catherine était moins d'agir que de priver l'empire ottoman des ressources qu'il aurait pu trouver dans la bravoure de ces peuples; car c'était des provinces situées au delà du Caucase que le Grand Seigneur tirait une partie de ses meilleurs soldats. Héraclius ayant battu les troupes ottomanes sous Acalziké, Tottleben, qui avait combiné ses mouvements avec ceux de Salomon, prince d'Imirette, s'empara de deux forts, que l'impératrice nomme, dans sa correspondance, Schéripan et Bagdat, et, s'étant rapproché de la mer Noire en suivant les rives du Phase, il attaqua Poti, ville ou village situé dans l'ancienne Ibérie.

Enfin, deux escadres parties de la Baltique devaient entrer dans l'Archipel, pour y appuyer les mouvements des Grecs, franchir ensuite le détroit des Dardanelles, et se montrer sous les murs du sérail. La première de ces escadres, commandée par l'amiral Spiritof, était composée de 13 vaisseaux de ligne, de 3 galiotes à bombes, de 2 pinques de 8 galères et de 44 chaloupes. Elle portait 60 pièces de canons montés sur leurs affûts, outre l'artillerie dont chacun de ces bâtiments était armé. L'équipage consistait en 8,910 matelots et en 1,660 soldats de marine, en tout 10,570 hommes. Les galères avaient été chargées sur les plus grands vaisseaux, en pièces détachées, avec leurs agrès et leur artillerie, et elles ne devaient être assemblées que lorsque la flotte

serait arrivée à sa destination. Deux vaisseaux de transport suivaient cette première escadre.

La seconde, sous les ordre d'un Anglais, le contre-amiral Elphinston, était de 8 vaisseaux de ligne, de 2 galiotes à bombes, d'autant de pinques, de 5 galères, et de 27 chaloupes, 3 grandes et 24 petites. L'équipage consistait en 3,960 matelots et 860 soldats, en tout 4,820 hommes.

La Russie avait demandé à plusieurs cours de l'Europe la liberté pour sa flotte de relâcher dans leurs ports, soit pour réparer ses avaries, soit pour y prendre des provisions. Toutes, à peu d'exceptions près, s'étaient empressées d'accéder à sa demande. Alexis Orlof, muni de pleins pouvoirs, quoiqu'il n'eût jamais commandé une frégate, devait au besoin réunir les deux escadres sous ses ordres. Son titre officiel était celui de général des troupes de terre. Il eut le bon esprit de se montrer docile aux conseils de l'amiral anglais.

Une autre flotte, construite et équipée dans le gouvernement de Voroneje, était destinée à croiser dans la mer Noire, afin de couvrir les opérations des armées de terre. Elle consistait en 15 galères, dont chacune portait 300 hommes et 15 canons d'un petit calibre ; en 10 demi-galères chargées de 200 hommes chacune et de 12 canons, et en 5 brigantins portant 2,000 hommes et plus de 100 canons. On y avait joint 30 petits bateaux armés chacun d'un canon, avec 80 hommes d'équipage, ce qui donnait un total de 60 bâtiments, 10,900 hommes

et 875 canons. Cette petite flotte était sous les ordres de l'amiral Siniavin. Son but, outre celui que nous avons indiqué plus haut, était de gêner la communication de Constantinople avec la presqu'île de Crimée.

Pour fournir aux frais de la guerre, le gouvernement augmenta les impôts. Les employés civils furent taxés à 20 pour 100 de leurs appointements; les propriétaires de voitures à 5 roubles par cheval. La Livonie et l'Esthonie, qui avaient une juridiction particulière, produisirent à la couronne 120,000 roubles chacune. Catherine fit en outre des emprunts en Hollande. Elle donna aux capitalistes de ce pays une hypothèque spéciale sur les douanes de Saint-Pétersbourg et de Riga, et sur d'autres branches du revenu public. Les intérêts en furent payés avec une si scrupuleuse exactitude que les emprunts suivants ne rencontrèrent point d'obstacle. Un banquier de Corfou, le marquis Maruzzi, servit l'impératrice par son crédit. On l'attira à Pétersbourg; on le combla de caresses; on flatta sa vanité par le cordon de Sainte-Anne et le titre de ministre de Russie à Venise. Ce fut 35 millions qu'elle trouva en Italie par son intermédiaire; en sorte qu'Alexis Orlof ne manqua ni de fonds ni de crédit[1].

On est encore surpris, malgré tout cela, que la Russie, dont les revenus étaient alors peu considérables, ait pu soutenir la guerre pendant plusieurs années. Mais peu de personnes se rendent un compte exact des res-

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, t. Ier.

sources de ce pays, encore moins de la manière dont il fait subsister ses troupes. La Pologne fit les frais des deux ou trois premières campagnes. La Volhynie et la Podolie furent taxées, en différentes fois, à plus de 60,000 chevaux et de 20,000 chariots attelés de quatre bœufs chacun, pour le transport des équipages, des vivres et des fourrages qu'elles avaient fournis. Les armées russes ne connaissaient ni munitionnaires, ni boulangers. Chaque soldat faisait de sa ration de farine ce qu'il voulait ou ce qu'il pouvait. Les chariots se vendaient à mesure; ils servaient alors à faire du feu, et les bœufs étaient distribués aux troupes, qui se nourrissaient de leur chair. L'armée n'en était que plus légère et n'était point arrêtée dans sa marche. Le soldat russe est d'ailleurs d'une incroyable sobriété. L'habillement complet d'un chasseur à cheval, hiver et été, ne coûtait à cette époque que 11 roubles et 8 copeks. Enfin, les domaines de l'État administrés avec plus d'intelligence, les dépenses de la cour réglées avec plus d'économie, les mines de la Sibérie et de l'Oural exploitées avec plus d'activité, les monopoles accordés à des favoris sous les règnes précédents réunis à la couronne, le prix du sel, de l'eau-de-vie et du tabac élevé, la capitation portée de 70 à 90 copeks, étaient autant de revenus dont une campagne ne pouvait tarir la source.

Le prince Galitzin avait établi des magasins non loin du théâtre de la guerre, à peu de distance du Dniester,

n de profiter du cours du fleuve. Il devait avoir constamment à Polonne, à Mendzibos et à Berditchef, des vivres et des munitions pour son armée. Ces trois dépôts servaient à alimenter d'autres magasins moins considérables. On ajouta de nouvelles fortifications à Polonne, et l'on plaça une bonne garnison tant à Mendzibos qu'à Berditchef. Berditchef était un grand couvent bâti en pierres et situé sur une hauteur qui domine les environs. On y traîna quelques canons, dépouilles des confédérés, et l'on en fit par ce moyen une position assez sûre. Un hôpital général fut établi à Saslav; mais les malades graves, dont le traitement exigeait plus de temps et de soin, devaient être dirigés sur Kief. L'impératrice avait recommandé aux troupes de ménager les pays qu'elles auraient à traverser, et aux généraux de réprimer avec sévérité les violences dont elles se rendraient coupables envers les habitants.

Ainsi, d'un côté, étaient l'ordre, la prévoyance; de l'autre, la confusion et le plus déplorable aveuglement. Il ne nous reste plus qu'à faire connaître, avant d'entrer dans le récit des faits militaires, le théâtre des opérations. Ce théâtre comprenait la Moldavie et la Valachie. La Volhynie, la Podolie et l'Ukraine polonaise n'ayant ressenti que le contre-coup de la guerre, nous n'en parlerons que succinctement, et lorsque les événements nous forceront à nous y transporter.

La Moldavie et la Valachie forment un vaste bassin borné au nord et à l'ouest par les monts Carpathes, et

au midi par le Danube, dont le cours les sépare de la Bulgarie. La Moldavie s'étend du nord-ouest au sud-est sur environ cent lieues de long et vingt-cinq de large, et présente une superficie de 32,000 kilomètres carrés. Ses limites au nord sont les montagnes de la Pokutie, province polonaise, et une partie du cours du Dniester, qui la sépare au nord-est de la Podolie; les montagnes de la Transylvanie et le Bannat au sud-ouest. Le Budziack ou Bessarabie, canton aride, la borne au sud-est; enfin, elle est séparée de la Valachie par les cours du Milkov et du Sereth, qui se réunissent près de Galatz pour se perdre dans le Danube. Ce n'est cependant qu'après avoir reçu le Milkov, que le Sereth sert de limite aux deux principautés; car, depuis sa source dans les montagnes de la Pokutie, il traverse le territoire moldave du nord au sud, jusqu'à ce que, chargé des eaux de plusieurs rivières, il se dirige tout à coup vers l'est, où il atteint le Danube, à l'endroit où ce fleuve forme l'angle, sur l'un des côtés duquel est situé Galatz. Cette ville importante, couverte au nord et à l'est par des marais et le lac Bratisch, au sud par le Danube, et à l'ouest par le Sereth, est dominée par des hauteurs qui commandent les trois routes venant de Tecouez, de Birlat et de Faldji.

Au nord de la Moldavie s'élèvent des collines boisées, entrecoupées de champs de maïs, de vignobles et de vergers. Mais à mesure qu'on descend le long du Dniester, les collines s'abaissent et les forêts diminuent.

Le Dniester sort d'un lac de la Pokutie, au-dessus de Léopol, dans une branche des monts Carpathes, roule rapidement du nord-ouest au sud-est, entre des rochers et des montagnes abruptes, et va se perdre dans la mer Noire, à peu de distance d'Ackerman. De grandes forêts de chênes et de bouleaux couvrent ses rives. La droite surtout est coupée par des ravins, des vallons et de petits cours d'eau, qui tombent dans son lit à peu de distance les uns des autres. Peu de ces cours d'eau sont navigables, et, en été, on les passe facilement à gué; mais les marais, les ravins et les défilés gênent et ralentissent la marche d'une armée chargée de bagages. Les plaines y sont courtes et peu favorables au développement d'une armée, surtout de la cavalerie. Le passage du Dniester est en général difficile, à cause de l'escarpement de ses bords et de la rapidité de son courant. L'été, on le traverse fréquemment à cheval, quoique près de trente rivières s'y jettent d'un seul côté; mais une pluie abondante enfle si subitement ses eaux que leur fureur entraîne tout. Cependant, entre Kalus et Kaminieck, et plus bas encore, du côté de Mohilef, le passage est assez facile.

Lorsqu'on est au delà du fleuve, on entre dans la Pokutie par la Bukovine, magnifique forêt de hêtres, pleine de vallons, de ravins et d'embuscades. Sur la gauche, en tirant vers Khotin, le terrain est plus uni, mais les deux rives du Dniester y sont très-élevées, tandis que vers Kalus on rencontre de très-beaux rivages. Cette dernière ville est située au centre d'une forêt dans

laquelle on pénètre par des chemins étroits et tortueux.

Bornée par la Transylvanie, la Moldavie et le Danube, la Valachie présente une superficie de 71,000 kilomètres carrés, en y comprenant les îles du Danube. Elle est couverte de petits lacs, d'étangs, de marécages, et sillonnée par d'innombrables courants. Son territoire forme deux parties bien distinctes. Du nord-est au sud-est, le long du Danube, depuis le Sereth jusqu'à Orsowa, des plaines de douze à vingt lieues de large s'étendent jusqu'au pied des Carpathes, et, du sud au nord, le pays est sillonné par les rameaux de cette chaîne, dont la hauteur et les défilés ont été souvent le refuge des habitants contre leurs oppresseurs.

Ces deux provinces, qu'on désigne habituellement sous le nom de Principautés danubiennes, forment l'ancienne Dacie, que Trajan avait soumise à l'empire romain. Les plaines immenses qui s'étendent dans la partie orientale, sur les deux rives du Danube, s'élèvent graduellement jusque dans les Carpathes, où elles atteignent une hauteur de 2,587 mètres. Mais au nord elles vont rejoindre, par delà le Pruth et le Dniester, les vastes champs de la Russie méridionale. C'est par là que s'étaient précipitées sur l'empire romain les hordes barbares de l'Asie. Dans ces plaines ouvertes rien ne protége les populations, à moins qu'elles ne soient puissamment organisées, contre une invasion étrangère, ce qui explique la facilité avec laquelle ce pays a toujours

accepté ou subi sans résistance le joug de tous les conquérants.

Les Moldo-Valaques se glorifient de leur origine romaine ; mais les fréquentes invasions dont ils ont reçu le choc depuis le quatrième siècle ont singulièrement altéré leur caractère primitif. Après avoir reconnu pendant quelque temps la suzeraineté de la Hongrie, les deux principautés avaient passé, l'une par la force (1393), l'autre volontairement (1513), sous la suprématie de la Porte, à la condition de n'être gouvernées que par des princes indigènes, élus par les boyards, de conserver leurs lois, leur administration intérieure et leur culte, en un mot tous les droits de la souveraineté. Un tribut en argent fut l'unique signe de leur soumission ; mais ce pacte ne fut pas longtemps observé. D'abord, le divan substitua au nom de *woïvode*, qui était le titre de ces princes, celui de *hospodar*, et peu après il cessa de les prendre parmi les indigènes.

Il existait à Constantinople un quartier connu sous le nom de Fanar et uniquement habité par des Grecs, qui remplissaient auprès de la Porte ottomane les fonctions d'interprètes dans ses relations avec les cabinets de l'Europe ; car la loi interdisait aux musulmans d'apprendre aucune des langues à l'usage des infidèles. C'est là que le divan alla prendre les princes chargés de gouverner les principautés ; c'est ce régime odieux, dont les Moldo-Valaques aspiraient à briser le joug. La nomination de ces princes était devenue une espèce

d'enchère. Le Grand Seigneur les déposait à son gré, avec la même liberté qu'il déposait un simple pacha, sans avoir à redouter, de la part des malheureux habitants, que la servitude avait avilis, ni opposition ni murmure. Le hospodar, c'est ainsi qu'on nommait ce fantôme de souverain, qui avait acheté sa principauté à un prix exorbitant, n'avait plus qu'un moyen pour relever sa fortune abîmée, c'était d'écraser ses sujets sous le poids des impôts, et c'est à quoi il ne manquait jamais. Étrangers aux mœurs et aux besoins des Moldo-Valaques, les princes du Fanar ne marquaient leur passage que par des ruines, opprimant, corrompant la nation et détruisant un à un tous ses priviléges; car la Porte semblait être devenue indifférente au sort des principautés. D'ailleurs les Turcs avaient deux motifs pour faire subir aux Moldo-Valaques les plus indignes traitements : leur religion et leur titre de maîtres. Un Turc, pourvu qu'il fût revêtu d'une mission quelconque, parcourait la Moldavie et la Valachie comme un conquérant, entouré d'hommages, de respect et de crainte, distribuant des coups de bâton, et s'appropriant tout ce qui excitait ses désirs [1].

Mais il résulta de cette servitude humiliante que les Moldaves et les Valaques, tout abrutis qu'ils étaient, ne tardèrent pas à abhorrer le joug sous lequel ils gémissaient, et que, dans leur infortune, ils tournèrent les yeux vers la Russie, avec laquelle ils avaient du moins

[1] *Mémoires du baron de Tott*, t. II.

des rapports de croyanees. Plus d'une fois, cette puissance était intervenue dans les deux principautés de Moldavie et de Valachie, afin d'arrêter le système d'oppression suivi par le divan avec une atroce barbarie [1]. Dans la guerre actuelle, les sympathies des habitants étaient pour elle, leur vœux pour le succès de ses armes [2].

Le 11 avril, l'armée russe sortit de ses cantonnements en Pologne et campa dans la Podolie, aux environs de Minkovitz, près du village d'Antonowka. Les corps détachés, savoir : l'avant-garde commandée par le général major prince Prozorofski, et la réserve, par le lieutenant général Stoffeln, prirent leur position près du Dniester.

Pendant ce temps, les troupes ottomanes disséminées dans la Moldavie avaient reçu l'ordre de se rassembler. L'infanterie se retira dans les lignes de Khotin ; la cavalerie se mit en campagne pour arrêter la marche des Russes ; mais elle ne put les empêcher de passer le fleuve près de Kalus (15 avril), partie à la nage, partie sur des radeaux.

Après avoir dispersé les cavaliers d'Abasa au débouché de la forêt de Swanlas, l'armée continua sa marche et se dirigea vers Khotin, sans être inquiétée. De temps à autre on voyait apparaître quelques partis d'ennemis, qui se dispersaient à l'instant même, de sorte qu'elle se

[1] *Tableau de la Moldavie et de la Valachie,* par Wilkinson.

[2] *Histoire de la guerre des Russes contre les Turcs, en* 1762, par Keralio, t. II.

trouva le 18 en vue de la ville, et qu'elle campa à une lieue des remparts. Le lendemain, le prince Galitzin reconnut la position des Turcs, occupa les points les plus importants, éleva des batteries et fixa l'attaque pour trois heures de l'après-midi.

La ville de Khotin, située sur la pente d'une montagne qui borde la rive droite du Dniester, était la clef de la Moldavie. La citadelle, entourée de maisons bâties en terre, sans ordre et sans alignement, occupait le centre. C'était une mauvaise fortification ; mais une enceinte de remparts flanqués de distance en distance, du côté de la campagne, par des tours à pans, et défendus par un large fossé, un chemin couvert, des contre-mines et 20,000 combattants, faisaient de Khotin une place presque imprenable, surtout à une époque où l'art des siéges n'était point encore parvenu à l'état de perfection qu'il semble avoir atteint de nos jours. Outre ces moyens de défense, Karaman-Pacha occupait, sous le canon de la forteresse, avec ses cavaliers, un vaste retranchement non achevé. Cet ouvrage, qui n'était guère qu'une levée de terres, sans banquette, avec une espèce de fossé, dans une étendue d'un quart de lieue, avait pour but d'enfermer quelques hauteurs qui commandaient la place ; on l'avait garni de canons.

Les Russes se présentèrent d'abord devant le retranchement. Leur feu, dirigé par le colonel Mélissino, fut si vif et si soutenu, qu'à six heures du soir les Turcs se retirèrent en désordre. Le général Stoffeln et le prince

Dolgorouki se mirent à leur poursuite, à la tête de huit bataillons de grenadiers et de cinq régiments de carabiniers formant la réserve, mais ils furent arrêtés par les palissades de la forteresse. Les Turcs ayant eu le temps de mettre le feu aux faubourgs, où l'artillerie des Russes avait fait de grands ravages, firent à la lueur de l'embrasement un tel feu de mousqueterie et de canon, du haut des remparts, des jardins et des maisons, qu'ils forcèrent l'ennemi à reculer.

L'incendie dura toute la nuit et consuma la plus grande partie de la ville. Au milieu de cet affreux tumulte, les Grecs avaient quitté Khotin pour se réfugier dans le camp des Russes, qui s'établirent alors dans les retranchements d'où les Turcs venaient d'être chassés. Ils y trouvèrent plusieurs drapeaux, sept pièces de canon, des tentes en grand nombre, quelques centaines de chevaux et des bagages. Ils avaient perdu peu de monde, mais le prince Dolgorouki, qui commandait les grenadiers, reçut une blessure dont il mourut au bout de quelques jours. Le lendemain ils se rapprochèrent davantage de la ville, et de nouvelles batteries furent établies près des faubourgs.

Ce premier échec paraissait avoir produit quelque impression sur l'esprit des Turcs. Toutefois, comme la ville était abondamment pourvue de vivres et de munitions, qu'elle avait une garnison nombreuse, et qu'elle attendait, en outre, des secours puissants, elle ne marquait encore aucune faiblesse. L'attaquer d'emblée était

dangereux; l'assiéger en forme offrait plusieurs inconvénients. Le prince Galitzin n'avait fait aucune disposition en vue d'un siége; il n'avait point de grosse artillerie, et ce qu'il redoutait le plus, c'était d'être séparé de ses magasins, établis sur l'autre rive, par l'arrivée des troupes ottomanes qui marchaient contre lui. La Moldavie, ravagée par les Turcs, présentait peu de ressources et ne fournissait aux chevaux exténués par de longues marches que des feuilles d'arbres [1].

Le prince résolut donc de regagner la rive gauche du fleuve, et il exécuta son dessein dans la nuit du 24 avril. L'armée était à peine à trois lieues de Kothin que les Turcs attaquèrent ses équipages et lui enlevèrent quelques voitures. Mais le major Samiatin, leur ayant coupé le chemin de Khotin, les chargea si vivement qu'ils prirent leur course du côté du Pruth, après avoir laissé une centaine d'hommes sur la place. Le prince Prozorofski les poursuivit avec les troupes légères, leur tua 300 hommes, leur enleva le butin qu'ils avaient fait, et leur prit, en outre, leurs bagages, dans lesquels on trouva beaucoup d'argenterie, des provisions, des drapeaux et des têtes coupées. On apprit de la bouche des prisonniers que ce corps était composé de 5,000 à 6,000 hommes de leur meilleure cavalerie, sous les ordres d'Abasa-Pacha.

[1] Dans une lettre à Voltaire du mois de novembre 1769, Catherine attribue la levée du siége au manque de fourrages.

L'armée russe, ayant alors continué sa marche, repassa le Dniester à Kalus. L'avant-garde et la réserve furent laissées au delà du fleuve pour observer les ennemis. Les détachements envoyés sur le Pruth rapportèrent que des corps nombreux de Tartares et de Turcs étaient en marche vers Khotin et que le grand visir lui-même approchait avec le reste des troupes. L'armée russe ayant pris du repos pendant trois jours, le prince Galitzin ordonna de replier les ponts et de se préparer au départ. Son dessein était de se rapprocher de ses magasins et particulièrement de Mendzibos. On reçut à cette époque des nouvelles sur les opérations des troupes qui combattaient en Pologne contre les confédérés. Elles avaient attaqué, le 17 avril, le bourg de Kouta où Pulawski s'était enfermé, lui avaient tué 40 hommes, fait 18 prisonniers et dispersé le reste.

Le prince Galitzin répandit ses troupes dans une excellente position, entre Bar et Mendzibos; l'artillerie à Mendzibos, l'infanterie dans les environs et à Schoumetza. Le général Stoffeln avec la réserve tenait le bourg de Tchérejna ; le comte Soltikof, avec une partie de la cavalerie, le village de Schmélinsk. Enfin le prince Prozorofski, qui commandait les troupes légères, avait pris position près de Bar, d'où il observait l'ennemi. Le général en chef désirait garder ses quartiers le plus de temps possible, afin de pouvoir former les recrues qui venaient d'arriver, et de donner à son armée tout le repos dont elle avait besoin. L'important était de se

procurer des provisions suffisantes. Les détachements chargés de ce soin étaient continuellement harcelés. Les provinces polonaises, ravagées par des partis turcs et par les confédérés, étaient menacées de la disette. Les propriétaires cachaient leurs grains; dans beaucoup d'endroits les campagnes n'étaient plus cultivées; enfin les magasins de Polonne, d'Olitz, de Mendzibos étaient exposés à des tentatives d'enlèvement. Le prince Galitzin ordonna de renforcer les corps commis à leur garde.

Durant ce temps, le désordre régnait à Khotin. Les Turcs, entassés dans une ville de peu d'étendue, éprouvèrent bientôt la disette et la contagion. Les soldats, fatigués de réclamer leur paye, passèrent des murmures à la révolte, massacrèrent le gouverneur et désertèrent en grand nombre. Mais cette révolte n'eut pas de résultat plus fâcheux, parce que les Russes étaient trop loin pour en profiter, et que, d'autre part, il arrivait journellement de nouvelles troupes. On assurait, en outre, qu'un corps de 12,000 hommes se dirigeait sur la ville, escortant un convoi de farine.

De son côté, le grand visir s'avançait entre Bender et Khotin, prêt à secourir l'une ou l'autre de ces places ou à se jeter sur la Pologne, position excellente dont il ne sut pas tirer parti. C'était un homme prudent, réfléchi, mais qui ne connaissait pas la guerre. Il se contenta de pousser quelques Tartares au delà du Dniester, et ceux-ci bornèrent leurs exploits à piller les bourgs, à

incendier les villages de la Podolie, à massacrer les habitants et à faire des prisonniers.

Avant de quitter Isaktchi, où il s'était arrêté vingt jours pour compléter les approvisionnements de l'armée, le grand visir avait délibéré si l'on marcherait sur Bender ou sur Khotin. L'aveu qu'il avait fait de son ignorance sur la conduite de la guerre avait consterné le conseil. Il fut conclu qu'on franchirait le Danube, et qu'ensuite on se déterminerait d'après les circonstances. Le passage du fleuve s'effectua le 12 juin sur un pont de bateaux et, quatre jours après, l'armée atteignit Riabaïa-Mogila sur le Pruth, entre Jassy et Khotin. Mais, au lieu de continuer sa marche vers cette ville, elle fit un mouvement du côté de Bender, où elle espérait trouver des vivres dont elle manquait. Poursuivie par des tourbillons d'insectes, exposée aux rayons d'un soleil brûlant, elle parvint à Khantepessy, où le grand visir, malade et irrité, semblait avoir perdu de vue le sujet de la guerre. Il se croyait trahi par les Polonais; il reprochait au comte Potocki d'avoir compromis le sort de l'armée ottomane par de fausses promesses. Le projet de marcher contre la Pologne fut discuté sérieusement, et en effet un fetva déclara légitimes le ravage de la république et l'asservissement des Polonais, sous prétexte qu'ils étaient devenus semblables aux Russes.

Telle était la situation de l'armée, lorsque la nouvelle que les Russes avaient franchi de nouveau le Dniester et qu'ils étaient sous les murs de Khotin parvint au camp

du grand visir. Cette nouvelle y produisit une certaine agitation, car on ne croyait pas les Russes, depuis leur premier échec, disposés à tenter si promptement la fortune. Des mesures furent prises cependant pour délivrer la ville assiégée. Le khan des Tartares fut chargé de voler à son secours ; Moldavangi-Ali-Pacha eut le commandement en chef des forces destinées à protéger Khotin, et reçut l'ordre d'agir de concert avec le khan ; enfin, Abasa-Pacha fut investi du gouvernement de Bender, par suite de la disgrâce d'Ahmed, que le grand visir avait fait arrêter comme coupable de n'avoir pas suffisamment pourvu aux besoins de l'armée.

Lorsque le prince Galitzin s'était déterminé à passer de nouveau le Dniester, quelques corps ennemis s'étaient montrés sur l'autre rive, mais ils n'étaient pas en mesure de s'y opposer ; il espérait que la terreur lui ouvrirait les portes de Khotin, avant que l'armée ottomane eût quitté Bender. Il avait donc envoyé l'ordre aux détachements répandus dans les provinces polonaises d'observer avec soin les mouvements des ennemis qui avaient passé le fleuve, et recommandé particulièrement au général Prozorofski d'éviter d'en venir aux mains avec des forces inégales.

La faute que commirent les Turcs dans cette guerre fut d'avoir laissé dans l'isolement les confédérés polonais. Livrés à leurs propres efforts, ceux-ci ne pouvaient tenir la campagne contre les Russes, qui étaient disciplinés et mieux exercés ; tandis qu'appuyés sur l'armée

ottomane, ils auraient pu arrêter leurs convois, inquiéter leur marche et nuire à leurs approvisionnements. Au lieu de cela, les Turcs laissèrent les Russes maîtres de la Pologne, et, dans le temps où le comte Potocki agitait la Volhynie, le lieutenant-colonel Chander suffit pour tenir en échec les confédérés.

Cependant les Turcs continuaient à passer le Dniester. Prozorofski, fidèle aux ordres qu'il avait recus, les observait, tout en se rapprochant lui-même du fleuve. Un corps ennemi qui l'avait aperçu fut chargé et mis en fuite (18 juin). L'armée russe était campée au village de Jerdni situé tout près du fleuve, et à une demi-lieue de Kaminieck. Le dessein du prince Galitzin était de s'opposer au passage des troupes ottomanes rassemblées sous les murs de Khotin, de couvrir Kaminieck et de se porter lui-même sur l'autre rive. En conséquence, il envoya la division Rennekampf et le major général Kamenski prendre position vis-à-vis Khotin, entre le village de Janchintz et Dolichka, avec ordre de s'étendre le plus possible, afin d'en imposer aux Turcs, et d'inquiéter la garnison par un feu soutenu. Rennekampf était un Livonien qui avait servi sous Munich et suivi en France Lowendahl. Il était froid, mais appliqué; Kamenski, au contraire, était vif et emporté.

Rennekampf s'étant établi sur les hauteurs, l'infanterie en face de la ville, la cavalerie sur la droite, vis-à-vis le faubourg d'Ivanetz, l'armée remonta le Dniester jusqu'à Tchernokosnitza, où les Tartares avaient commis

d'effroyables cruautés. Le 23 juin, elle se trouvait près d'Outcha, sur les hauteurs de Samochine, et elle commença le même jour à construire un pont sur le fleuve. Ce pont ayant été achevé dans la nuit, le passage s'effectua sans désordre et sans difficulté, quoique les eaux fussent hautes.

Le prince Galitzin ayant continué à s'avancer, la réserve et les troupes légères occupèrent les bois de la Bukovine. Le reste marcha droit à Rogosi, village situé à une lieue du Pruth et à trois lieues environ de Khotin. Les gros bagages avaient été laissés à Samochine avec une garde suffisante, et l'on avait envoyé le colonel Schirkof en Pokutie former un magasin à Stanislavof.

Les Turcs ne commencèrent à se montrer que le 29. Les Russes ne s'arrêtèrent point, quoique le chemin dans lequel ils étaient engagés fût montueux et coupé çà et là par des ravins. Un détachement ennemi, qu'ils avaient poussé de hauteurs en hauteurs, s'étant grossi peu à peu jusqu'au nombre de 30,000 hommes, Turcs et Tartares, se mit tout à coup en bataille. Les Russes se formèrent sur deux lignes, tirèrent quelques coups de canon et virent se dissiper cette nuée de barbares plus promptement qu'elle ne s'était formée, laissant en leur pouvoir un petit nombre de morts, des prisonniers et des chevaux. Dès ce moment, les Russes ne furent plus retardés que par la nature du pays et par les pluies qui avaient dégradé les chemins, en sorte que le 1er juillet ils n'étaient plus qu'à une lieue et demie de Khotin. Leur

avant-garde venait de traverser un fond marécageux et commençait à occuper les hauteurs voisines, que couvraient d'épaisses broussailles, lorsque quelques milliers de Turcs se montrèrent sur la gauche pour lui en disputer la possession. Ils chargèrent deux fois avec tant de vivacité, que les Russes furent obligés de se replier sur l'infanterie par l'intervalle des colonnes. Le prince Galitzin, informé de ce mouvement, se porta lui-même à cet endroit, fit avancer les grenadiers de la réserve et leur ordonna de se former, serrés les uns contre les autres, sur le milieu de la colline. Les Turcs se répandirent aussitôt le long des chevaux de frise et tentèrent de les couper à coups de sabre, mais ils furent arrêtés par un feu terrible de mousqueterie. Pendant ce temps, l'infanterie déboucha d'un défilé, et, s'étant déployée à droite et à gauche, borda toute la hauteur.

Les Turcs, suivant leur habitude, s'étendirent sur le front de cette longue ligne; mais, dépourvus d'artillerie, ils furent contraints de s'éloigner pour éviter le feu des Russes. A une demi-lieue de là, ils se montrèrent plus nombreux et pourvus de canons et de mortiers. C'était le corps du seraskier de Roumélie[1] qui, ayant renoncé à poursuivre l'armée russe dans les montagnes, se pro-

[1] *Seraskier* ou *Serasker* est un mot turc composé de *ser* (tête) et de *asker* (soldats). C'est un grade militaire qu'on ne peut comparer qu'à celui de *généralissime*. On donne ordinairement ce titre à ceux qui commandent sur la frontière ou qui sont détachés avec un corps de troupes considérable.

posait de lui livrer bataille, dès qu'elle déboucherait des défilés qui aboutissent à la plaine. En effet, il eut à peine aperçu la tête des premières colonnes qu'il tomba sur elle. Son armée n'était guère composée que de cavaliers. Au signal donné, ils s'étaient répandus sans ordre, attaquant sur tous les points, faisant feu à la fois de tous leurs canons, mais avec si peu de discernement et de justesse qu'ils ne firent presque point de mal aux Russes. Ceux-ci, au contraire, ayant jeté au milieu des Turcs quelques bombes, le ravage qu'elles causèrent, joint à celui du canon, les dissipa avec une extrême rapidité. Les uns prirent la fuite vers Khotin, les autres derrière le Pruth. Les Turcs avaient perdu plus de 300 hommes, les Russes 1 officier seulement et 53 soldats.

En voyant fuir les ennemis, ces derniers eurent beaucoup de peine à se contenir, quoique fatigués. Cependant, comme l'armée ottomane était forte en cavalerie, il eût été difficile de l'atteindre. Ce que le prince Galitzin eût préféré, c'eût été de profiter de leur épouvante pour les attaquer sous les murs de Khotin; mais la fatigue et la nuit ne le permirent pas. Il fit donc arrêter l'armée au village de Bachkiwtzi, près de la redoute de Munich, à trois quarts de lieue de la place. C'était une de ces redoutes que le maréchal faisait élever, lorsqu'il marchait en Moldavie, afin d'assurer ses communications. La garnison de Khotin tira quelques boulets, qui n'arrivèrent pas jusqu'aux Russes.

La terreur était encore si grande chez les Turcs, qu'ils

abandonnèrent leurs retranchements, dans lesquels ils laissèrent beaucoup d'artillerie, des bombes, des boulets, des tentes et des bagages, pour se retirer partie dans la ville, partie derrière le Pruth. Galitzin les fit occuper immédiatement par six régiments. Du reste, ce retranchement était peu susceptible de défense. Ce n'était à proprement parler que des tranchées faites à la hâte, et dont la terre avait été jetée du côté de la place sans aucun art.

L'armée avait son camp sur une hauteur, entre deux ruisseaux qui se jettent dans le Dniester, la gauche appuyée à la rivière. L'infanterie formait un carré long, dont un des grands côtés regardait la place. Il était défendu par cinq redans. Une partie de la cavalerie se déployait le long de cette éminence. Le reste avait été distribué sur les bords du ruisseau qui couvrait le front de l'armée. Les régiments qui avaient occupé les retranchements abandonnés par les Turcs furent employés à soutenir trois batteries, dont le prince Galitzin avait donné le commandement au colonel Mélissino. Indépendamment de ces trois batteries, le prince avait fait construire à mi-côte quatre redoutes garnies de canons, pour protéger la droite de l'infanterie.

Cela fait, le général Rennekampf, qui s'était rapproché de la rive gauche du fleuve avec la grosse artillerie, et qui avait dressé des batteries sur une hauteur dominant plusieurs quartiers de la ville, se mit à foudroyer les maisons que les boulets pouvaient atteindre. La garnison

répondit par un feu très-vif, mais sans effet. Le général russe avait compté, pour tenter un coup de main, sur la terreur dont les Turcs avaient été saisis à son approche; mais ils paraissaient disposés à se défendre vaillamment. Galitzin résolut en conséquence de changer le siége en blocus. Le prince Prozorofski, avec 10,000 hommes de troupes réglées, 3,000 Cosaques et 10 pièces de canon, fut placé en avant du village de Leycaucy, pour entretenir la communication avec la rive gauche du fleuve. Les six redoutes établies le long des lignes, jusqu'au Dniester, furent occupées par l'infanterie et l'artillerie; les intervalles des redoutes par la cavalerie. Zwanin fut occupé par un corps de réserve.

La garnison, entassée dans un étroit espace, souffrit bientôt du feu des Russes, du manque d'eau et de fourrages. Resserrée de plus en plus par le cordon que formaient les ennemis, elle vit mettre en batterie de nouvelles pièces et ne tarda pas à essuyer une canonnade des plus vives. Les troupes légères se tenaient en observation, soit pour empêcher les convois d'arriver dans la place, soit pour surveiller les routes de Bender et de Jassy. L'artillerie de Rennekampf, qui enfilait les rues de Khotin, incommodait horriblement les habitants, en même temps qu'elle leur défendait l'accès du Dniester.

Les Russes avaient donc pris une position excellente. Les vivres arrivaient dans leur camp en abondance par les deux ponts d'Okopi, et jusqu'à ce jour ils avaient

repoussé, sans avoir essuyé de pertes sérieuses, les sorties de la garnison. La ville commençait au contraire à manquer de subsistances; les maladies y faisaient de grands ravages, et cependant ni les Tartares, ni le grand visir, qui se trouvait encore aux environs de Bender, ne semblaient prendre un parti. Le prince Galitzin ayant envoyé quelques régiments pour renforcer les postes les plus voisins de la ville, ces troupes chassèrent les Turcs des jardins et des maisons ruinées, et les forcèrent à se renfermer dans l'intérieur de la place.

Le major Missuref, détaché par le prince Prozorofski avec des hussards et quelques Cosaques, rencontra, le 15, à deux lieues et demie de Khotin, un corps de 3,000 Turcs, Tartares et confédérés, contre lequel il escarmoucha. Ce corps précédait la grande armée ottomane. Une division de cette armée, composée de 20,000 hommes et munie d'artillerie, sous le commandement de Moldavangi, avait pris la direction de Jassy, où elle devait se réunir au khan des Tartares pour marcher au secours de Khotin. Le prince Galitzin donna l'ordre à Prozorofski d'aller au-devant de cette armée, d'en reconnaître la force, et de s'attacher à l'inquiéter, et au comte de Bruce de le soutenir avec trois régiments d'infanterie, deux bataillons de grenadiers et six régiments de carabiniers, pendant que Stoffeln observerait la garnison de Khotin pour l'empêcher d'entrer en communication avec les Tartares. L'ennemi s'étant retiré à l'approche du comte de Bruce, Galitzin

jugea que ce n'était qu'une partie de l'armée ottomane et rappela ce général.

Mais le 22 juillet, on découvrit derrière le bourg de Liptschane un corps de Tartares. On apprit qu'il pouvait être de 20,000 hommes, qu'il avait 12 pièces de campagne et que le khan le commandait en personne. Peu après, les postes avancés découvrirent les têtes des colonnes, et vers midi elles furent en présence. Le feu des Russes obligea plusieurs fois les Tartares de se retirer; mais leur nombre augmentant sans cesse, les Russes firent un mouvement en arrière, afin de les attirer sous le feu de leur artillerie. Les Tartares, repoussés par le canon, effrayés par l'éclat des bombes, poursuivis par les hussards, se retirèrent en désordre à l'entrée de la nuit, à la faveur de laquelle ils échappèrent aux poursuites. Pendant le combat, les troupes de la garnison avaient fait une tentative pour se joindre aux Tartares, mais elles avaient été repoussées dans la place. Le lendemain, on trouva sur le champ de bataille un nombre considérable de morts. Les Russes avaient perdu 22 hommes et 26 chevaux.

Les Tartares s'étant éloignés dans la direction du Pruth pour attendre Moldavangi, le blocus de la place fut repris. Les assiégés étaient réduits aux plus dures extrémités. Les vivres étant devenus rares, on ne distribuait plus aux troupes qu'un peu de froment. Galitzin fit passer dans la place des billets portant la promesse de traiter la garnison avec douceur si elle voulait se ren-

dre, mais elle résista courageusement. Elle espérait être promptement secourue.

En effet, le khan des Tartares ayant opéré sa jonction avec Moldavangi, le prince Galitzin rappela tous ses corps détachés, dans l'attente d'une bataille générale. L'armée ottomane s'était placée dans une excellente position, le long du Dniester, entre des rochers presque inaccessibles. Si Moldavangi avait envoyé au delà du fleuve quelques détachements considérables pour surprendre les convois des Russes, attaquer leurs magasins, tomber sur leurs fourrageurs, qui étaient obligés d'aller au loin et ne revenaient que vingt-quatre heures après, il les aurait à coup sûr forcés de repasser le Dniester dans des conditions défavorables, et leur aurait fermé les portes de la Moldavie.

Le prince Galitzin le craignit, en apprenant qu'un de leurs corps venait de franchir le fleuve à quinze lieues de là, avec l'intention de se porter sur ses derrières. La position devenait alors si dangereuse qu'il n'hésita plus. Dans la nuit du 1er au 2 août, toutes les troupes furent en mouvement. La nuit était claire; mais les mesures avaient été si bien prises, le silence fut si bien gardé, que les Turcs ne s'aperçurent de leur retraite qu'au point du jour, lorsque déjà la plus grande partie des troupes était sur la rive opposée. En vain, un corps de cavalerie tartare se mit en devoir de séparer du corps principal la dernière colonne commandée par Rennekampf; protégée par le régiment d'Inghermanie, qui

gardait la tête du pont d'Okopi, et par neuf batteries établies sur la rive gauche, elle passa avec ordre et sans perte, et aussitôt les ponts furent repliés.

Le premier soin du prince Galitzin, sans perdre de vue les bords du fleuve, fut de chercher une position où son armée pût facilement subsister. Il se dirigea en conséquence du côté de Kaminieck, où sa cavalerie trouva encore quelques fourrages; établit des postes le long du fleuve et fit battre les environs par des patrouilles de troupes légères. Un gros de cavalerie tartare ayant passé le Dniester sous le canon de Khotin, dont le feu ne faisait aucun mal aux Russes, Galitzin, sur l'avis qu'il en reçut du prince Prozorofski, y envoya quatre régiments d'infanterie et deux de carabiniers, sous les ordres du lieutenant général Soltikof, pour soutenir les troupes légères, et détacha le prince Repnin avec le général major Potemkin, à la tête d'un corps nombreux, tant de cavalerie que d'infanterie. Ces forces en imposèrent aux Tartares qui se hâtèrent de gagner l'autre rive.

On apprit alors, et par la voix de la renommée et par les salves d'artillerie que tira la place (7 août), que le grand visir Emin-Pacha avait été rappelé, et que Moldavangi venait d'être élevé à cette haute dignité. C'était un homme présomptueux et violent, qui ne justifia point les espérances de Mustapha.

L'armée ottomane, sous les ordres immédiats du grand visir, était restée près d'un mois aux environs de

Bender, dans une complète inaction. Pendant ce temps, elle avait consommé le peu de vivres qui s'y trouvaient, en sorte qu'elle était réduite à un état déplorable, avant même d'avoir aperçu l'ennemi. Les soldats murmuraient hautement; chaque jour des corps entiers désertaient; le grand visir, qui était malade, en éprouvait un violent chagrin; ses ordres étaient méconnus, car il avait perdu par son incapacité et sa faiblesse toute autorité sur les troupes. Dans cette situation, il résolut, au lieu de marcher en avant pour se joindre au khan des Tartares et à l'armée qui défendait Khotin, de retourner à Khantepessy, où il espérait tirer des vivres d'Isaktchi et d'Ismaïl. Le jour de son arrivée dans cette ville, il fit exécuter Karaman-[illegible], accusé d'avoir dissipé les fonds destinés à l'entretien des troupes. Le drogman de la Porte, un Grec nommé Nikoloki, aux conseils duquel le grand visir attribuait une partie des malheurs de cette expédition, fut envoyé à Constantinople, où il eut la tête tranchée. Mais ces sanglantes exécutions n'étaient que le prélude de la disgrâce qui devait le frapper lui-même. Le sultan, qui, au lieu des victoires dont on l'avait flatté, apprenait que les Russes avaient impunément franchi le Dniester, le regarda comme le principal coupable. Il fut rappelé, décapité, et chaque habitant de Constantinople put lire à la porte du sérail cette inscription placée sur le poteau qui portait la tête du ministre : *Pour n'avoir pas suivi le plan de campagne envoyé directement par le sultan.*

Emin-Pacha sentait si bien son incapacité qu'il avait à plusieurs reprises sollicité le sultan de le décharger du fardeau des affaires. Ce ne fut cependant qu'après la délivrance de Khotin que, sur les plaintes du khan des Tartares et des autres chefs de l'armée, Mustapha s'était résolu à le sacrifier. Outre l'inaction dans laquelle Emin avait d'abord laissé l'armée, et plus tard ses incertitudes et ses mouvements sans but, on l'avait accusé de s'être approprié 25 millions de piastres destinées à l'approvisionnement des troupes.

Aussitôt que les Russes eurent atteint la rive gauche du Dniester, le prince Galitzin fit ses dispositions pour empêcher les ennemis de franchir le fleuve, ou pour les attaquer avec avantage, s'il ne pouvait s'y opposer. Son camp était situé vis-à-vis Khotin, à un quart de lieue du rivage. Il fit construire des redoutes et des batteries, principalement aux endroits guéables, et, pour empêcher les Turcs de donner la main aux confédérés, il invita le général Roumiantzof, qui commandait l'armée de l'Ukraine, à veiller sur les mouvements des Polonais. Il était surtout important que les Turcs n'approchassent pas de Braclaw, d'où les Russes tiraient leurs fourrages. Les troupes envoyées pour couvrir les magasins rencontrèrent près de Rechova un corps de confédérés, sous les ordres du prince Lubomirski. Les Polonais furent battus, dispersés, et perdirent leurs canons.

Le prince Galitzin continuait cependant à se fortifier. Il avait établi son armée sur deux lignes, sa droite vers

Ivanetz d'où elle découvrait le camp ennemi, sa gauche à un terrain inégal d'où elle plongeait également sur eux. L'infanterie occupait les hauteurs sur un carré long; l'aile droite faisant face à Khotin était protégée par deux redoutes; le centre et l'aile gauche, qui s'étendaient dans la plaine, étaient couverts par d'autres redoutes; le front et l'arrière par treize redans. Le village de Rouda, situé un peu en arrière de la gauche, fut garni de hussards. La cavalerie, échelonnée entre les hussards et le bourg de Gabrilovitz, soutenait l'infanterie. On jeta quelques fantassins dans un petit bois qui masquait le front de l'armée; on pratiqua dans ce bois, qui s'étendait jusqu'au pied des hauteurs, des abattis et deux redoutes, dans lesquelles on plaça 300 grenadiers; enfin, tout le bord du fleuve fut gardé par des postes de Cosaques, qu'une chaîne de patrouilles et de sentinelles liait les uns aux autres.

Moldavangi, de son côté, fier d'avoir éloigné l'ennemi des murs de Khotin, avait formé le projet de conduire son armée sur les terres de Pologne et d'engager une action générale. On estimait à plus de 100,000 hommes toutes les troupes réunies sous les murs de la place. Chaque jour des corps entiers passaient le Dniester à gué ou à la nage, et se mesuraient avec les Russes. Des récompenses attendaient ceux qui revenaient au camp avec des prisonniers ou des têtes coupées.

Le pont ayant été achevé le soir du 20 août, on y fit passer une centaine d'hommes protégés par de la cavalerie, mais les Russes les repoussèrent.

Pendant ce temps le canon de la forteresse ne cessait de tonner, quoique sans succès ; car la plupart des boulets tirés à toute volée passaient par-dessus le camp des Russes. D'autres, au contraire, n'arrivaient pas jusqu'à eux. Le 22, à la pointe du jour, un corps d'environ 4,000 hommes atteignit la rive droite, et s'y retrancha. Il devait attendre, pour agir, que d'autres corps le rejoignissent.

Le prince Galitzin, qui n'avait rien fait pour l'empêcher de s'établir, conçut l'espoir de détruire ces 4,000 hommes et de mettre le feu au pont. Il désigna, pour l'exécution de ce projet, quatre officiers dont l'audace et la prudence lui en garantissaient le succès. C'étaient les colonels Soukotin, Igelstrom, Weismann et Kreczetnikof. Leurs instructions portaient qu'ils prendraient chacun 1,000 hommes, qu'ils sortiraient du camp sans bruit, et qu'ils fondraient en même temps sur l'ennemi, par quatre côtés différents, une heure avant le jour, en ne faisant usage que du sabre et de la baïonnette, afin de ne pas attirer l'attention de la rive opposée. Après avoir détruit ou chassé ce corps, ils devaient se porter vers le pont et y mettre le feu, au moyen de fascines préparées à cet effet.

Les troupes chargées de cette expédition s'en acquittèrent heureusement. Elles marchèrent avec tant de précautions que les Turcs n'eurent aucun avis de leur approche. A peine arrivés, les grenadiers franchirent le retranchement au cri de : *Vive Catherine !* et se précipi-

tèrent sur les ennemis, que cette attaque imprévue avait jetés dans un désordre extrême, et qui, au milieu du trouble et des ténèbres, tiraient au hasard; aussi ne s'en sauva-t-il qu'un petit nombre. Les Russes, s'étant rendus maîtres du pont, essayèrent trois fois d'y mettre le feu, mais deux pontons seulement brûlèrent. Le bois était trop mouillé. Ils ne purent non plus parvenir à le rompre.

L'ennemi répara son pont et ne se montra point les jours suivants. Il se borna à faire gronder ses canons, dont les Russes ne s'inquiétaient guère. La plupart des boulets n'arrivaient pas jusqu'à leur camps. Ils s'aperçurent cependant qu'il régnait sur l'autre rive un mouvement inusité, et ils entendaient de temps à autre des clameurs bruyantes. Ils en conclurent que les Turcs méditaient quelque tentative plus importante. En effet, le 29 août, à la pointe du jour, ceux-ci couvrirent tout le rivage et se dirigèrent en colonnes, les uns près du bois de Ratchef, à la gauche des Russes, les autres contre l'aile droite. Par une heureuse prévision, le prince Galitzin avait renforcé, la veille, le poste couvert par le bois, qui par conséquent ne put être ébranlé. La cavalerie ottomane chargea l'aile droite avec impétuosité, mais le feu d'une batterie commandée par Mélissino et celui de deux redoutes contraignirent les assaillants à se replier sur l'infanterie. Les Turcs dirigèrent alors toutes leurs forces contre le bois de Ratchef, où, pendant six heures, le soleil fut témoin d'un combat acharné. Le

comte Bruce, attaqué cinq fois avec furie, les repoussa autant de fois et parvint à les chasser de tous les postes dont ils s'étaient rendus maîtres.

Les Turcs, que ces deux échecs n'avaient pas découragés, résolurent d'engager un combat général. Ils enveloppèrent toute l'armée russe, depuis le village de Gabrilovitz jusqu'à Schvanietz ; mais, comme ils avaient épuisé leur furie dès le commencement de l'action, cette seconde charge fut molle et sans effet. L'artillerie russe fit d'affreux ravages dans leurs rangs. Fatigués, effrayés de leur perte, ils se retirèrent vers sept heures du soir, poursuivis jusqu'au Dniester. Quelques instants après, on ne voyait plus aucun turban sur la rive gauche du fleuve, où le silence le plus lugubre avait succédé au tumulte, aux cris des blessés et des mourants et au bruit du canon. Plus de 3,000 morts furent trouvés sur le champ de bataille.

Aussitôt après le combat, le général major Volodimer Galitzin fut envoyé à Saint-Pétersbourg, pour annoncer la victoire à l'impératrice et mettre à ses pieds neuf drapeaux. Le prince lui signala particulièrement les comtes Bruce et Soltikof, comme ayant eu la principale part au succès de la journée.

Les Turcs qui, malgré leurs échecs, s'étaient rapprochés de la rive, ne cessèrent pendant plusieurs jours de jeter des bombes et des boulets dans le camp des Russes. Quelques détachements se hasardèrent même à passer le fleuve, soit pour escarmoucher, soit pour aller en

fourrage. D'autres les suivirent, en sorte que leur nombre s'éleva bientôt jusqu'à 12,000. Mais le fleuve ayant grossi pendant la nuit, le pont se rompit et fut emporté par le courant (6 septembre).

La position de ces 12,000 hommes, séparés de l'armée par un fleuve rapide et furieux, était affreuse. Ils veillaient dans une inquiétude mortelle, quoique résolus à vendre chèrement leur vie. Le prince Galitzin ayant désigné cinq colonnes pour les attaquer, elles partirent du camp, à neuf heures du soir, dans le plus grand silence. Elles avaient ordre de n'employer d'autre arme que la baïonnette. L'obscurité de la nuit favorisa leur marche et rendit presque nul le feu des batteries ennemies. Cette expédition n'était pas cependant sans difficultés. La pluie avait rompu les chemins et rempli les fossés, au delà desquels se dressait un retranchement garni d'une artillerie formidable. Les Russes les franchirent sans hésitation, au cri de *Vive Catherine!* atteignirent le parapet et se précipitèrent dans le camp, au milieu des clameurs confuses des assiégés et du feu de la mousqueterie et du canon. Il resta dans ce premier choc plus de 1,000 hommes sur la place. Bientôt les Turcs épouvantés se dispersent; les Russes les suivent et les tuent à coups de sabre et de baïonnette. Quelques-uns s'étaient jetés dans le bois voisin, où ils furent atteints et massacrés les jours suivants. Les cavaliers tentèrent de gagner à la nage la rive opposée, mais le fleuve les engloutit. Le lendemain, lorsque le jour éclaira le champ de ba-

taille couvert de morts et de blessés, souillé de sang et de boue, ce fut un horrible spectacle. A tout moment, les Russes retiraient de l'eau des cadavres, dont ils vendaient les dépouilles. Ils prirent tout le camp des Turcs, dans lequel ils trouvèrent un grand nombre de drapeaux, deux pièces de canon et plusieurs bâtons de commandement.

Dès lors les Turcs cessèrent leur canonnade. Galitzin, au contraire, ayant placé quelques batteries sur une colline voisine du Dniester et vis-à-vis leur camp, fit ouvrir le feu. Ils y répondirent d'abord, mais peu de temps. Quelques-unes de leurs tentes ayant pris feu, ils se retirèrent aussitôt derrière la place. Ce fut le signal d'un tumulte horrible. Les troupes ottomanes, déjà disposées à la révolte, ne connurent plus de frein. Les ordres du grand visir étaient méconnus, et l'on assure que que quelques pachas, jaloux de l'élévation de Moldavangi, excitèrent eux-mêmes l'armée à la révolte. En peu d'instants, la déroute fut complète. Chacun se disperse. La garnison de Khotin suit cet exemple, et le grand visir lui-même, cédant à l'entraînement, précipite sa fuite et ne s'arrête qu'à Khantepessy.

Pendant ce temps, les Russes s'étaient rapprochés du fleuve. Quelques Cosaques, l'ayant passé à la nage, s'avancèrent jusqu'aux portes de la ville et revinrent annoncer avec étonnement que le plus profond silence y régnait. Les Russes osaient à peine ajouter foi à ce récit, tant il leur paraissait invraisemblable. Le prince Ga-

litzin rassembla à la hâte quelques pontons, fit embarquer le premier et le troisième régiments de grenadiers, sous les ordres du baron d'Elmpt, du général Kamenski et du colonel d'artillerie Mélissino, et se disposa lui-même à les suivre sur les bateaux qu'on avait sauvés du pont des Turcs.

Les grenadiers, ayant escaladé les murs de la ville, en ouvrirent les portes au détachement du colonel Mélissino, et l'on ne trouva dans l'intérieur de la place qu'une vingtaine de personnes. Galitzin fit élever l'étendard impérial sur un des bastions de la forteresse et dépêcha immédiatement le général major Stoupichin pour en informer l'impératrice. Le lendemain, 10 septembre, un *Te Deum* fut chanté, au bruit de l'artillerie, dans la cour même du pacha qui commandait la place. On trouva dans Khotin 165 canons, 16 mortiers de grand calibre, avec des magasins remplis de munitions. On s'empressa de nettoyer les rues encombrées de cadavres et d'ordures ; on répara les maisons que les bombes avaient ruinées, et le général donna le commandement de la place au colonel Weismann, officier plein de zèle et de bravoure.

Ces dispositions arrêtées, le prince mit une partie des troupes à la poursuite des fuyards. Le grand visir n'avait eu ni le temps ni la pensée de pourvoir à la sûreté des places de la Moldavie et de la Valachie. Arrivé à Khantepessy, il avait convoqué les principaux officiers de l'armée, pour délibérer sur le parti qu'il convenait de prendre. La frayeur était si grande parmi

les troupes, qu'il fut décidé dans un conseil tumultueux qu'on porterait le camp de l'autre côté du Danube et qu'on ferait passer la grosse artillerie à Isaktchi, avant que le fleuve ne devînt impraticable. On laissa quelques troupes à Mogila pour en défendre le gué; on chargea Abasa-Pacha de protéger la Moldavie; on prononça quelques destitutions; puis chacun prit sa course, et l'armée entière arriva à Isaktchi, épuisée de fatigues, manquant de tout et dans un désordre effroyable.

Abasa-Pacha, fidèle à ses instructions, avait commis en Moldavie les plus grandes férocités; mais le prince Galitzin ayant détaché le baron d'Elmpt avec 10,000 hommes pour soumettre la Moldavie, un détachement commandé par le lieutenant-colonel Chorvat entra dans Jassy sans beaucoup d'obstacle; un autre sous les ordres du major Heiking occupa Zozori, et un troisième se mit à la poursuite des Turcs. Le joug ottoman était si abhorré dans les principautés que les habitants de Galatz se joignirent aux Russes pour attaquer la garnison.

Le baron d'Elmpt fut reçu dans Jassy, le 26 septembre, avec des honneurs extraordinaires et de grandes démonstrations de joie; car les Moldaves, qui suivaient la religion grecque, et que les Turcs opprimaient depuis si longtemps, aspiraient à rompre leurs fers et ne voyaient alors dans les Russes que des libérateurs. L'évêque et le clergé l'attendaient aux portes de la cathédrale, que remplissait une foule immense. Dès qu'il en eut franchi le seuil, les voûtes retentirent d'actions

de grâce, pendant que le canon grondait au dehors. Les prières terminées, le baron d'Elmpt fit prêter serment au peuple, au nom de l'impératrice, ce qui fut exécuté avec de nouvelles acclamations, et donna l'ordre au divan ou conseil municipal de reprendre ses fonctions. Ensuite on s'occupa de mettre la ville en état de défense ; on creusa des fossés et l'on éleva de nouvelles fortifications.

La soumission de la Valachie n'exigea pas de plus grands efforts. Le lieutenant-colonel Karasin arriva sur Bukarest, dont il s'empara, après s'être saisi de Grégoire Ghika, de son frère, de son fils et de toute sa maison. Les Turcs furent taillés en pièces. Partout retentissait le cri de guerre russe : En avant ! L'archimandrite d'Ardschisch guidait lui-même les assaillants, une médaille russe autour du cou et un pistolet dans chaque main.

En apprenant la défection des Moldaves et des Valaques, le sultan s'abandonna à la plus violente colère. Il voulait qu'on leur fît une guerre d'extermination, que leurs biens fussent confisqués, et que leurs enfants et leurs femmes fussent réduits en esclavage. Mais ces menaces devaient avoir et eurent en effet pour résultat de pousser plus ardemment ces peuples dans les bras des Russes.

Pendant que ses lieutenants achevaient de soumettre les principautés, le prince Galitzin se disposait à quitter les bords du Dniester, où le fourrage était rare et le froid incommode. Ses premières opérations avaient mécontenté l'impératrice ; la nouvelle de son double échec contre Khotin avait surtout produit une fâcheuse im-

pression. A ces motifs se mêlaient des intrigues de palais. Grégoire Orlof redoutait la franchise de la princesse Galitzin, femme d'esprit, sage et fort estimée à la cour, où elle parlait avec fermeté. Ne pouvant atteindre la princesse, il dépréciait son mari ; et, comme il ne manquait pas de courtisans à l'armée, ceux-ci peignaient dans leurs rapports les actions du général sous les couleurs les plus défavorables. Du reste, il faut dire, pour être juste, que le prince Galitzin avait manqué de vigueur dans ses opérations, et que, sans l'inconcevable déroute de l'armée ottomane, il aurait complétement échoué, ce qui faisait dire au grand Frédéric, avec sa causticité habituelle, que c'était la guerre des borgnes contre les aveugles.

On avait donc résolu de le rappeler et de le remplacer par le comte Roumiantzof, qui aurait abandonné à Panin le commandement de l'armée de l'Ukraine. Mais, avant que ces ordres fussent parvenus dans les deux camps, la fortune livra au prince la Moldavie et la Valachie. Ainsi, ce général qui, avec plus d'audace et de talent de la part du grand visir, eût compromis l'honneur des armes russes, était maintenant victorieux, et, au lieu de recevoir les reproches de sa souveraine, il allait mettre à ses pieds l'hommage de deux magnifiques provinces, le boulevard de l'empire ottoman.

L'armée, s'étant rapprochée de Kaminieck, campa dans les environs de Tchertchi où elle attendit son nouveau chef, le général Roumiantzof. A son arrivée, le prince

lui remit le commandement et partit pour Saint-Pétersbourg. L'impératrice, oubliant ses premières fautes, ne vit en lui que le vainqueur des Turcs et le nomma feld-maréchal et gouverneur général de la capitale.

Le baron Stoffeln, détaché par Roumiantzof, acheva la conquête de la Valachie. Il envoya Karasin le long de l'Orghich, le major Heiking à Kapoutchani et marcha lui-même contre Giurgewo. Rien ne l'arrêta, ni un gros de cavalerie qui le harcela à la faveur d'un brouillard épais, ni l'impétuosité d'un autre corps de cavalerie sorti de la place. Stoffeln fit reculer ce dernier et ordonna l'attaque. Malgré le feu de l'artillerie ennemie, les grenadiers s'avancèrent vers le parapet, s'emparèrent des batteries et rejetèrent les Turcs dans la ville.

Les rues de Giurgewo étaient coupées par de larges fossés et des retranchements garnis de canons. Les Turcs tiraient de tous côtés, cachés dans les maisons; mais étonnés et presque effrayés de l'intrépidité des Russes, ils prirent la fuite et coururent à leurs bateaux. La confusion était telle qu'un grand nombre d'entre eux, impatients d'échapper au carnage, se jetèrent dans le fleuve, où ils trouvèrent la mort. Ils perdirent 3,000 hommes dans cette affaire, 7 pièces de canon, et laissèrent 376 prisonniers entre les mains des Russes. Une grande partie des maisons furent détruites; mais Stoffeln ne réussit pas à se rendre maître du château, qu'un bras du Danube séparait de la ville.

Il eût été dangereux d'aller en avant, à cause de la

saison. Toute la contrée qui s'étend de Bukarest à Giurgewo était déserte et marécageuse. Stoffeln, pour ne pas être inquiété par des partis ennemis, envoya des détachements au-dessus et au-dessous de la ville, le long du Danube, ordonna au général major Samiatin de retirer tous les vivres et les fourrages qu'il trouverait dans Giurgewo, et reprit le chemin de Bukarest, où il arriva le 11 février 1770. Les habitants lui avaient érigé un arc de triomphe, tant leur joie était grande. Le lendemain, les boyards se rendirent à la cathédrale et demandèrent à prêter serment à l'impératrice. Après la cérémonie, ils présentèrent au général le bonnet de velours orné de plumes, les deux queues de cheval et les quatre drapeaux que le Grand Seigneur donnait au hospodar en lui conférant la souveraineté. Ces trophées furent envoyés à l'impératrice; mais ce qui la flatta davantage fut une députation des chefs moldaves et valaques, chargés de lui offrir des actions de grâce pour les avoir délivrés du joug ottoman.

Après avoir été admis en présence de l'impératrice, le vice-chancelier leur fit connaître que cette princesse était satisfaite de leur soumission et qu'elle avait dessein de leur accorder tous les privilèges dont ils avaient droit de jouir comme chrétiens. En effet, pendant le peu de temps que dura la domination russe dans les principautés, des ministres de la religion grecque furent placés dans chaque ville, et ces ministres, fidèles à la pensée de Catherine, s'attachèrent à gagner l'esprit des

habitants[1]. Le général Roumiantzof composa, avec quelques boyards et quelques prélats, un haut divan ou conseil suprême, qui fut chargé, sous sa direction, de l'administration des principautés. Ce conseil introduisit quelques réformes, soulagea les habitants du poids de la capitation, et leur procura, tant que dura l'occupation, c'est-à-dire jusqu'au traité de Kainardji, un repos dont ils n'avaient jamais joui[2].

La saison ne permettant pas de continuer la guerre, le général Roumiantzof établit ses quartiers d'hiver dans les principautés, de façon que les différents corps eussent entre eux une communication facile, et partit ensuite pour Saint-Pétersbourg, afin d'y arrêter le plan de la campagne suivante.

[1] Vassif-Efendi.

[2] *Histoire de la Romanie*, par Vaillant. Cet écrivain n'est pas favorable aux Russes. Ainsi, son opinion n'en a que plus de poids.

LIVRE V.

Le général Roumiantzof, général en chef. — Position des Russes au commencement de la seconde campagne. — Tentative du général Stoffeln pour s'emparer de Braïlow. — Préparatifs de la Porte. — Elle ôte le visiriat à Moldavangi. — Elle remplace Dewlet-Gueraï par Kaplan. — Caractère du nouveau grand visir Khalil-Pacha. — Il fait passer le Danube à une partie de ses troupes. — Abdi-Pacha fait une tentative infructueuse contre Bukarest. — Roumiantzof entre en Moldavie. — Le général Panin se dirige sur Bender. — Batailles de Faldji et de Larga. — Les Turcs sont rejetés au delà du Danube. — Prise de Bender, de Braïlow et d'Ackerman. — Soumission des Tartares du Budziack et du Jédissan. — Soulèvement de la Grèce. — État de la marine turque. — Incrédulité des Ottomans au sujet d'une expédition maritime de la Russie contre leurs possessions de l'Archipel. — Le Grec Papapoulo. — Révolte des Monténégrins. — Désarmement des Grecs. — Alexis Orlof nommé commandant de l'expédition. — L'Angleterre fournit à la Russie des vaisseaux et des officiers. — Proposition du duc de Choiseul d'attaquer l'escadre russe. — Siége de Coron. — Prise de Misistra. — Massacre des musulmans. — Les Albanais accourent dans le Péloponèse. — Bravoure de Mauro-Mikali. — Les Grecs sont battus et poursuivis. — Alexis Orlof abandonne le Péloponèse. — Vengeances des Turcs. — Arrivée de l'amiral anglais Elphinston avec une seconde escadre. — Retraite de la flotte ottomane. — Elle est poursuivie par les Russes. — Combat naval de Tchesmé. — Destruction de la flotte turque. — Effroi que ce désastre cause à Constantinople. — Description des Dardanelles. — Le baron de Tott. — Les Russes perdent l'occasion de franchir le canal. — Nouveaux préparatifs de guerre sur le Danube. — Révolte d'Ali-Bey, pacha d'Égypte. — Destitution du grand visir Khalil-Pacha. — Il est remplacé par Selihdar, et Kaplan-Gueraï par Selim. — Les Russes s'emparent

de Giurgewo, de Tultscha et de Babadaghi. — Giurgewo repris par les Turcs. — Inaction de Roumiantzof. — Motifs de cette inaction. — Attaque de la Crimée. — Description de cette presqu'île. — Gouvernement des Tartares. — Le prince Dolgorouki chargé de l'expédition de Crimée. — Il enlève Perekop. — L'armée russe envahit la presqu'île. — Soumission des Tartares. — Prise de Caffa. — Le prince Tcherbatof occupe Kertch, Iénikalé, et passe dans l'île de Taman. — Échecs des Turcs sur le Danube. — Les Russes pénètrent en Bulgarie. — Ils sont partout victorieux. — Dispositions des puissances belligérantes en faveur de la paix. — Conduite équivoque de Mustapha. — Il réclame la médiation des cours de Vienne et de Berlin. — Convention du 6 juillet 1771 entre la Porte et l'Autriche. — Congrès de Fokschani. — Les plénipotentiaires Grégoire Orlof et Osman-Efendi ne s'entendent pas. — Rupture du congrès. — Congrès de Bukarest. — Il est également rompu. — Situation des deux armées. — Le nouveau grand visir Muhsin-Sade. — Attaque de Silistrie par les Russes. — Ils sont repoussés. — Mort du général Weismann. — Préparatifs pour une nouvelle campagne. — Plan du général Roumiantzof. — Les Turcs sont repoussés. — Le grand visir cerné dans Choumla. — La Porte demande la paix. — Traité de Koutchout-Kaïnardji. — Ses résultats.

Le nouveau général en chef, Pierre-Alexandrovitch Roumiantzof, était un homme de quarante ans, que son admiration pour le roi de Prusse avait rendu l'objet de l'estime et de la bienveillance de Pierre III. Entré jeune au service, il était parvenu rapidement au grade de général. Après la chute de ce prince, le général Roumiantzof s'était hâté de donner sa démission, dans la crainte que sa faveur passée ne l'entraînât dans une plus grande disgrâce. Mais Catherine, que son caractère élevait au-dessus de ces mesquines passions, loin de lui faire un crime de sa fidélité, lui avait confié le gouvernement

de la Petite-Russie, et, lorsque la guerre eut éclaté, elle lui donna le commandement du deuxième corps d'armée, qui avait pour mission d'envahir la Bessarabie et de s'emparer de Bender. Roumiantzof était brave, réfléchi, non moins prudent que son prédécesseur, mais doué d'un coup d'œil plus sûr et plus rapide.

A l'ouverture de la campagne, les Russes étaient maîtres de la Valachie jusqu'au Danube, à l'exception d'un petit nombre de places que les Turcs possédaient encore sur la rive gauche du fleuve, et dont la plus considérable était Braïlow. Le Danube forme ici plusieurs bras, dont un servait de port à la ville; car Braïlow était à cette époque une place de commerce fort importante. L'escarpement de la rive sur laquelle elle était bâtie en rendait l'accès difficile, outre qu'elle était protégée par un château fortifié de cinq bastions et par une redoute qui défendait l'approche du port. Le général Stoffeln, à qui Roumiantzof avait laissé, à son départ, le commandement de l'armée, frappé de l'importance de cette position, soit que les Russes portassent la guerre dans la Bulgarie, soit qu'ils se bornassent à défendre leurs conquêtes, avait depuis longtemps résolu de s'en emparer. Il n'avait osé cependant en former le siége dans une saison aussi rigoureuse, d'autant que la place était forte et défendue par une garnison nombreuse. Il crut y parvenir avec moins de risques en employant la ruse. Il fit en conséquence, dans la nuit du 4 au 5 février, une tentative pour la surprendre. Mais

de quelque précaution qu'il eût couvert sa marche, il ne réussit qu'à brûler une partie des faubourgs. Les Turcs le repoussèrent avec beaucoup de vigueur et lui firent éprouver une assez grande perte.

Ceux-ci, de leur côté, avaient déjà pris leurs mesures pour recommencer les hostilités avec avantage. Le Grand Seigneur, mieux informé sur le compte de Moldavangi, dont l'incapacité avait été si funeste à l'empire, l'avait envoyé comme gouverneur aux Dardanelles, et il avait élevé au visiriat Khalil-Pacha, dont le père avait autrefois commandé les armées avec une certaine gloire. Le nouveau grand visir avait des connaissances militaires fort médiocres. C'était plutôt un homme de plaisirs, tout occupé de dissiper les débris de sa fortune, qu'un ministre capable de relever par ses talents la gloire éclipsée des armées ottomanes.

Un autre changement avait signalé la mauvaise humeur de Mustapha : Dewlet-Gueraï avait été destitué et exilé dans l'île de Chypre. Son peu d'expérience, qui avait eu pour effet de compromettre dans plusieurs circonstances le plan des opérations militaires, et avec cela son importunité à demander des subsides, avaient fini par exciter la colère du sultan, qui lui avait donné pour successeur Kaplan-Gueraï, non moins incapable, et de plus accablé par le poids des années.

La Porte paraissait donc résolue de faire les plus grands efforts pour réparer les pertes qu'elle avait éprouvées dans la dernière campagne. Des ordres furent

envoyés dans toutes les provinces de la domination ottomane. Les pachas de Trébisonde, d'Erzeroum et de Kars furent chargés de défendre la Géorgie et la Crimée; on fit partir pour cette presqu'île un séraskier avec une armée; on se hâta de réparer les forteresses; on leva des troupes dans la Morée; enfin, on mit à la disposition du grand visir toutes les ressources de l'empire.

Khalil-Pacha, ayant rempli les vides que les malheurs de la dernière campagne avaient laissés dans l'armée ottomane, fit passer le Danube à un corps de 20,000 hommes, qui prit aussitôt l'offensive contre le général Stoffeln. Le séraskier de Moldavie, Abdi-Pacha, ouvrit la campagne par une tentative malheureuse. Voyant les Russes menacer Giurgewo et Kurkut, il marcha droit à Bukarest, qu'il espérait surprendre. Cette ville, située au centre d'une vaste plaine, n'avait ni murailles, ni fossés, ni artillerie. Mais Stoffeln le surprit lui-même près de Giurgewo et lui tua 300 hommes. Les vainqueurs mirent ensuite le feu à la ville et rentrèrent à Bukarest, chargés de gloire et de butin.

Le projet de l'impératrice consistait à s'assurer d'abord la possession des deux principautés qu'elle avait conquises, à passer ensuite le Danube et à marcher en avant, tandis que ses flottes iraient effrayer le Croissant dans l'Archipel et la mer Noire.

Les généraux Repnin, Stoffeln et Prozorofski occupaient la Valachie; Panin se dirigeait vers Bender par la Podolie, en longeant la rive gauche du Dniester, dans

le temps que le général en chef Roumiantzof pénétrait dans la Moldavie, entre Kalus et Khotin, avec une armée toute fraîche. Enfin, le général Berg avait été détaché du côté de la Crimée, en vue de contenir les Tartares et de couvrir les opérations de Panin contre Bender.

Roumiantzof, ayant passé le Dniester à la fin de mai, se dirigeait vers le Pruth. Ces deux cours d'eau, qui ont leurs sources dans les Carpathes, coulent presque parallèlement du nord-ouest au sud-est. Le Pruth entre sur le territoire moldave au-dessus de Khotin, où il s'ouvre un passage à travers un rameau des Carpathes, qui forment en cet endroit les défilés dangereux appelés Tschernantza ou de Précop. Les deux fleuves, resserrés entre ces montagnes, ne laissent entre eux qu'un espace de quelques lieues; mais au delà de ces gorges étroites, la distance s'élargit de plus en plus; le territoire qu'ils embrassent est ce qu'on nomme la Bessarabie, dont la base s'appuie à la mer Noire. En sortant de la Bukovine, le Pruth prend sa direction vers le sud, sépare la Moldavie de la Bessarabie et se jette dans le Danube au-dessous de Galatz. Dans son cours, aussi long que celui du Dniester, il reçoit plus de vingt rivières.

Une partie du pays depuis Khotin ayant été dévastée, Roumiantzof s'avançait lentement sur la route de Jassy. Il calculait sa marche sur celle de Panin, qui traînait après lui beaucoup de grosse artillerie, avec tout l'attirail nécessaire pour un siége.

Le grand visir, avant de quitter Babadaghi, où l'armée ottomane s'était concentrée, avait envoyé l'ordre à Kaplan-Gueraï de se porter sur les derrières de Panin, afin d'arrêter sa marche contre Bender. Mais lorsque le prince tartare se fut approché du Pruth avec le dessein de le franchir, il en trouva tous les passages garnis de batteries formidables. Quelques troupes russes ayant passé la rivière, à la faveur de la nuit, tombèrent sur les Tartares plongés dans une profonde sécurité, et portèrent dans leur camp un désordre inexprimable.

Après cet échec, ces derniers se retirèrent à Faldji, où ils se hâtèrent d'élever des retranchements pour donner au grand visir le temps de les dégager. Pendant un mois, Kaplan-Gueraï ne quitta pas cette position, écrivant sans cesse au grand visir pour lui en faire connaître le danger. Mais, au lieu de marcher au secours du khan, Khalil se borna à faire partir, dans les derniers jours de juin, l'aga des janissaires, Mohammed-Pacha, avec le corps qu'il commandait, en même temps qu'il envoyait l'ordre à Abdi-Pacha, séraskier de Moldavie, de passer le Pruth au plus vite et de se réunir aux Tartares.

Le résultat de ce mouvement fut que le général Roumiantzof, rassuré pour ses derrières, que menaçait auparavant le séraskier de Moldavie, fit jeter immédiatement un pont sur le Pruth, afin de protéger celles de ses troupes qui tenaient en échec le khan des Tartares. Son dessein était de prévenir l'aga des janissaires et de détruire l'armée tartare avant l'arrivée des secours

qu'elle attendait avec une vive inquiétude. Il fit en conséquence les dispositions les plus promptes pour une attaque générale. Le camp des ennemis était dominé sur la droite par plusieurs points élevés. Roumiantzof les fit occuper, et, à la pointe du jour, trois fusées lancées donnèrent le signal de l'attaque. Au même instant le prince Repnin, chargé d'agir sur la gauche, s'ébranla; le général Baüer s'empara des défilés occupés par des piquets ennemis; le général major Potemkin se porta sur les derrières de l'armée, et Roumiantzof se présenta de front.

Ce mouvement général, exécuté avec beaucoup d'ensemble et de précision, étonna les Tartares, au milieu desquels régnaient déjà de l'inquiétude et quelque désordre. Effrayés, en voyant les grenadiers du général Baüer gravir avec intrépidité la hauteur sur laquelle ils avaient établi leur camp, ils n'essayèrent pas de se défendre. Ils prirent la fuite et se précipitèrent dans les gorges étroites que les Russes n'avaient pas encore occupées, abandonnant leurs tentes, leurs bagages, leurs canons et leurs munitions. A une journée du champ de bataille, ils rencontrèrent Mohammed-Pacha avec ses janissaires; mais la terreur s'empara aussi de ces derniers, et les uns et les autres prirent en courant le chemin de Kartal.

Soltikof, ayant poursuivi les fuyards avec sa cavalerie, fit plusieurs prisonniers et massacra tous ceux qui refusèrent de se rendre. De son côté, le général

Potemkin avait fait passer le Pruth à sa cavalerie légère; mais, à la vue de ce faible corps, la cavalerie ottomane s'arrêta, tomba sur lui avec furie et l'aurait taillé en pièces, sans le feu d'une batterie que le lieutenant-colonel Fabricius établit fort à propos.

L'armée tout entière s'était jetée pendant ce temps sur les traces de l'ennemi, et elle se trouva bientôt en sa présence, non loin d'une petite rivière nommée Larga. Les Turcs passèrent la Larga et prirent une excellente position sur une montagne escarpée, couverts d'un côté par le Pruth, et de l'autre par la Larga; mais Roumiantzof ayant envoyé contre leurs deux ailes les lieutenants généraux Plemiannikof et Repnin, le général Bauer et le général-major Potemkin, marcha lui-même contre leur centre. C'est sur ce point que l'ennemi avait placé la plus grande partie de son artillerie; c'est au-devant de ces bouches formidables qu'il fallait conduire les Russes, après qu'ils auraient gravi une montagne escarpée.

Roumiantzof ayant disposé sur toute l'étendue de son front de bataille des batteries mouvantes, destinées à porter leur feu sur la partie des retranchements qu'il voulait aborder, les troupes s'ébranlèrent aussitôt que ces batteries eurent commencé à jouer. Leur effet fut prodigieux. Les Turcs y répondirent par un feu également terrible; mais ils ne purent empêcher les Russes de parvenir, à travers la mitraille et la mousqueterie, jusqu'au premier retranchement, dans lequel ils se je-

tèrent avec une admirable intrépidité. L'ennemi chassé de ce poste, ils passèrent dans le second, s'en emparèrent, et en peu de temps ils eurent forcé les Turcs à se retirer en désordre, laissant au pouvoir des Russes 130 pièces de canon. Le khan des Tartares, ayant opéré sa retraite dans la direction du Danube, se réunit au grand visir avec une armée désorganisée.

Jusque-là ce dernier avait apporté dans ses mouvements une lenteur incompréhensible. Ce n'est que le 26 juillet qu'il avait quitté Isaktchi, où ses troupes étaient restées dans l'inaction, et qu'il s'était décidé à passer le Danube. Son armée, forte de 150,000 hommes après sa jonction avec le khan des Tartares, se trouvait campée sur la rive gauche de la Kaghul, au-dessus du lac dans lequel elle se jette. Un autre lac, s'étendant le long de sa droite, ne laissait aux ennemis aucune possibilité de l'attaquer par les flancs. Dans cette position elle conservait avec le Danube, qui formait sa base et sur lequel existaient encore les ponts qui avaient servi à son passage, une communication facile et une retraite assurée en cas de malheur. Enfermée dans ses retranchements, l'armée ottomane attendait l'arrivée des Russes. Les Tartares, qui avaient pris position sur la droite, se proposaient, en se développant sur les derrières de l'ennemi, de lui couper ses convois et, au besoin, de le placer entre deux feux.

Le général Roumiantzof n'était plus qu'à quelques milles de l'armée ottomane. Pour prévenir le dessein

du khan des Tartares et couvrir ses convois, il détacha contre ce prince un corps d'infanterie, qu'il fit soutenir par un détachement de cavalerie. Pendant trois jours, ces deux corps eurent à lutter, et ils le firent avec des chances variées de succès et de revers, contre les attaques incessantes des Tartares. Leur résistance assura l'arrivée des convois.

Les Ottomans ne s'attendaient pas encore à être attaqués. Mais Roumiantzof, plein de confiance dans ses troupes, que leurs succès avaient enhardies, avait résolu de livrer immédiatement une bataille générale. Il s'approcha donc, le 1er août, à quatre heures du matin, de l'armée ottomane. Les Turcs, en apercevant les Russes, sortirent de leurs retranchements et se mirent en ligne. Le grand visir plaça Abasa-Pacha, gouverneur d'Ismaïl, à l'aile droite; Hassan-Pacha à l'aile gauche, et donna le commandement de l'avant-garde à Abdi-Pacha. Pour lui, il se réserva le centre. Le khan de Crimée, qui se trouvait en avant de Kartal, l'avait informé que la position des Russes était critique; qu'ils manquaient de vivres, et qu'il se proposait de les tourner, afin de pénétrer dans leur camp, dès qu'ils seraient aux prises avec l'armée ottomane.

Les troupes du grand visir, beaucoup plus nombreuses que celles du général russe, débordèrent des deux côtés, sans pouvoir toutefois les envelopper. L'artillerie des Russes les força même de rentrer dans leurs retranchements, où elles furent immédiatement assiégées.

Alors commença une lutte épouvantable. Pendant cinq heures les deux armées se canonnèrent sans interruption. Mais rien ne pouvait résister à l'intrépidité des Russes. Ils arrivèrent à travers le feu de 140 pièces de canon, la baïonnette au bout du fusil, jusqu'au pied des retranchements, les franchirent et massacrèrent ou mirent en fuite tout ce qui fit obstacle à leur impétuosité. Le grand visir épouvanté se sauva, entraînant après lui toute l'armée. Le camp des Turcs renfermait de grandes richesses; tout fut la proie des vainqueurs : les bagages, l'artillerie, des tentes magnifiques, des armes précieuses, des tapis, des vases d'or et d'argent, en un mot tout le luxe de l'Orient. La perte en hommes ne fut pas moins considérable. Le chemin depuis le champ de bataille jusqu'au Danube était couvert de cadavres.

Cette victoire fit le plus grand honneur à Roumiantzof. Il n'avait alors avec lui que 40,000 hommes; mais la confiance qu'il avait su leur inspirer, et qui fut couronnée d'un succès inouï, parut avoir doublé leurs forces. On assure que ses troupes, après avoir forcé les Turcs à se retirer dans leur camp, éprouvèrent un moment d'hésitation, à la vue de cette enceinte fortifiée; mais Roumiantzof se mit à leur tête, et les anima si bien par ses paroles et par son exemple, qu'elles se précipitèrent contre cet obstacle avec une effrayante intrépidité.

Si ce général, après la défaite des Ottomans, se fût

mis à la poursuite du grand visir, il est probable que cette armée de 150,000 hommes, alors frappée de terreur, eût été complétement anéantie. Les Turcs, arrivés à Kartal, où il n'existait aucune fortification, n'auraient pas même songé à s'y défendre. Le grand visir s'était jeté dans un bateau, à l'insu de l'armée, et avait gagné Isaktchi, où les principaux officiers ne tardèrent pas à le joindre, pendant qu'Abdi-Pacha et l'aga des janissaires prenaient le chemin d'Ismaïl avec une partie des troupes. Le reste fut transporté à Isaktchi sur des barques que le grand visir leur envoya[1].

Roumiantzof avait mis à leur poursuite deux détachements de 10,000 hommes chacun, qu'il avait confiés aux généraux Bauer et Repnin. Ces deux généraux s'acquittèrent de leur mission avec autant d'intelligence que de bonheur. Ils parcoururent la rive droite du Danube depuis Ismaïl jusqu'à Braïlow et en chassèrent les Turcs. Un corps de 20,000 hommes, spahis et janissaires, voulut arrêter le prince Repnin dans sa course victorieuse; mais il ne tint pas contre le courage des Russes, animés par leurs derniers succès; il fut battu, dispersé et forcé de repasser le fleuve à la hâte. Repnin trouva dans Ismaïl, dont une capitulation le rendit maître, 44 pièces de canon, avec des magasins considérables. De là il courut à Kilia-Nova, qui ne résista que

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Effendi.

deux jours. C'était pourtant une ville forte, que sa situation à l'entrée de la mer Noire, sur un bras du Danube, rendait importante.

Ni le grand visir ni le khan des Tartares ne s'étaient occupés d'arrêter la marche des Russes. Kaplan-Guéraï avait quitté les environs d'Ismaïl pour se rendre en Crimée. Après sa retraite, toute la Bessarabie, à l'exception de Bender et d'Ackerman, tomba au pouvoir des Russes[1].

On ne saurait se représenter la terreur dont cette suite de revers avait frappé les armées ottomanes. Les uns en rejetaient la faute sur les troupes d'Asie, ramas de volontaires plus prompts à se disperser qu'à braver le danger. On venait de voir en effet sur la Kaghul les troupes du Diarbek, composées en grande partie de Kurdes, se débander au milieu du combat et gagner leurs foyers. On apprenait à chaque instant que d'autres corps, saisis d'une égale frayeur, suivaient impunément ce funeste exemple. D'autres accusaient en secret le grand visir, dont la faiblesse encourageait au désordre. Dans un conseil de guerre, celui-ci fit sentir la nécessité de défendre Otschakof et Ackerman; mais il ne se trouva personne qui voulût s'en charger. Le trésor était vide, et le découragement extrême. En vain le Grand Seigneur avait ordonné de diriger sur Isaktchi

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Efendi.

tous les hommes en état de porter les armes, et au pacha de la Roumélie de préserver Matchin. Des troupes furent dirigées vers Tultscha, que les Russes menaçaient; mais ces mesures tardives n'étaient plus suffisantes pour dissiper la terreur que les soldats, en fuyant, avaient répandue par tout l'empire.

L'impératrice avait éprouvé tant de satisfaction en apprenant le succès de son armée, qu'elle combla de faveurs les généraux victorieux. Elle envoya à Roumiantzof les insignes et la pension de première classe de l'ordre militaire de Saint-Georges, avec le don d'une terre considérable située en Ukraine et peuplée de 12,000 serfs. Le général Bauer, outre une forte gratification, reçut les insignes et la pension de seconde classe du même ordre, et, ce qui le flatta davantage, une lettre de l'impératrice.

Le général Panin, après les événements que nous venons de rapporter, avait continué sa marche vers Bender, qui était le but de ses opérations. Son principal objet étant d'empêcher les Tartares de s'opposer à son entreprise, il détacha le prince Prozorofski du côté d'Otschakof avec les Cosaques du Don. Prozorofski s'approcha de la place pour la reconnaître; mais, informé qu'elle était bien défendue, il se borna à l'observer et à battre le pays entre le Dniester et le Don. Sa présence contint en effet les Tartares.

Pendant ce temps, Panin s'établissait à peu de distance de Bender, dont il avait examiné la position. Les

ennemis avaient essayé d'éloigner les Russes en dirigeant contre eux un feu soutenu d'artillerie. Ils firent même, à la faveur d'une vive canonnade, une sortie qui fut près de réussir; mais ils furent rejetés dans la place. Aussitôt l'armée prit possession de son camp, s'y fortifia et couvrit de défenses les deux côtés du pont du Dniester. Le 30 juillet, la division Rennekampf ouvrit la tranchée. L'ardeur des troupes était si grande que le feu de la place, quoique très-vif, ne put ni les faire reculer, ni même ralentir leurs travaux. Elles plantèrent sur le parapet de la tranchée leurs drapeaux criblés de balles, et, lorsqu'enfin elles eurent établi leurs batteries sur les deux rives du fleuve, à environ sept cents mètres des ouvrages de la place, elles commencèrent à leur tour à faire un feu terrible sur tous les points à la fois.

Les choses en étaient là quand Roumiantzof, ayant achevé la dispersion de l'armée ottomane, songea sérieusement à renforcer les troupes de Bender. Il détacha à cet effet six bataillons de grenadiers et les fit partir pour cette ville. Ce secours permit à Panin de pousser le siége avec plus de vigueur. La garnison ne lui laissait aucun instant de repos. En seize jours de tranchée, elle sortit sept fois contre les assiégeants. D'un autre côté, la ville fut deux fois mise en feu. La peste y faisait d'effroyables ravages, et le gouverneur Mohammed-Pacha venait d'être emporté par la contagion. Cependant ces divers fléaux n'affaiblirent pas un instant le courage

des Turcs, et le nouveau gouverneur, Demin-Pacha, déploya la même énergie que son prédécesseur.

Cette place qui, de nos jours, n'a plus aucune importance, était regardée à cette époque comme le boulevard de la Crimée et comme une des clefs de la mer Noire. Aussi l'impératrice avait-elle donné les ordres les plus formels de s'en rendre maître, et il semble même que tous les mouvements des autres corps n'avaient eu pour but que de faciliter l'exécution de ce plan.

Le siége durait depuis plus d'un mois. Les Russes n'attendaient pour donner l'assaut que la fin des travaux d'une mine particulière, sur laquelle ils avaient fondé de grandes espérances. Cette mine, appelée *globe de compression*, inventée ou perfectionnée par un ingénieur français, n'était autre chose qu'une suite de mines entrelacées les unes dans les autres, dont l'éclat devait produire d'épouvantables ravages. Lorsqu'elle fut achevée et chargée de poudre, on fixa l'assaut au 27 septembre. Les troupes russes, divisées en trois colonnes, se rendirent à leurs postes en gardant un profond silence. L'explosion du globe de compression devait être le signal de l'attaque. On espérait qu'elle détruirait une partie des ouvrages de la place, et que le trouble qu'elle jetterait dans la ville serait assez long pour que l'armée eût le temps d'y entrer. On avait distribué à chaque soldat des pétards pour mettre le feu aux portes et des échelles pour escalader les murailles.

Le globe éclata à dix heures du soir. La commotion

fut épouvantable. Au même instant toutes les colonnes s'avancèrent à la fois. Les portes de la ville ne purent être entamées, parce qu'elles étaient bardées de fer; mais les Russes ayant atteint le haut des remparts, il se livra, d'abord sur les fortifications, ensuite dans les rues et jusque dans les maisons, une lutte affreuse à la lueur de l'incendie. Ce combat, ou plutôt ce carnage, dura dix heures. Ce n'est qu'à huit heures du matin que les Russes furent complétement vainqueurs. Les femmes et les enfants furent en partie massacrés, en partie ensevelis sous les ruines des maisons incendiées.

Le gouverneur s'était retiré dans la forteresse avec les débris de la garnison. La persévérance avec laquelle les Turcs avaient défendu la ville faisait craindre aux Russes qu'ils ne défendissent ce dernier asile avec le même courage et plus de succès; mais l'incendie, en se propageant, avait déjà gagné le château. La position du gouverneur était horrible; car Panin exigeait qu'il se rendît à discrétion. Demin-Pacha, n'ayant pas d'autre moyen de sauver ses troupes, se livra donc.

Les Russes trouvèrent dans la place une quantité prodigieuse d'armes et de munitions, 350 canons, 86 mortiers, 80 drapeaux, 30,000 boulets et plus de 30,000 livres de poudre. Ils firent 5,500 prisonniers. De leur côté, la perte en hommes ne fut pas moins considérable.

Après cette conquête, qui couronnait si glorieusement la campagne, il ne restait plus aux Turcs, sur la rive gauche du Danube, que Braïlow, contre laquelle le

général Stoffeln avait échoué l'hiver précédent, et, à l'embouchure du Dniester, que Bielgorod ou Ackermann. Ces deux places pouvaient servir de base d'opérations, si le grand visir, quoique rejeté au delà du Danube, réunissant les débris épars de son armée, se décidait à repasser le fleuve et à disputer aux Russes la possession des provinces conquises. Roumiantzof le redoutait, car il désirait prendre ses quartiers d'hiver dans ces provinces, sans courir le risque, comme il l'avait éprouvé en dernier lieu, d'être sans cesse inquiété. En conséquence, il transporta son quartier général à Faldji, pour surveiller les mouvements de l'armée ottomane, et envoya le général Glebof contre Braïlow, et Igelstrom contre Ackermann.

Braïlow est située au confluent du Sereth et du Danube, vis-à-vis Matchin, qui occupe une excellente position sur la rive droite du fleuve. Les Russes, s'y étant présentés le 26 septembre, en commencèrent le siége immédiatement. La garnison, dont les pertes étaient sans cesse réparées par les secours qu'elle recevait de la rive opposée, faisait de fréquentes sorties. Glebof recula même jusqu'à Maximiani, et, sans un renfort de cavalerie que lui envoya Roumiantzof, il eût été réduit à renoncer à son entreprise. La vue de ces troupes effraya sans doute les Turcs, que les derniers combats avaient fatigués, car ils abandonnèrent la ville, dont les Russes prirent possession le 5 novembre. Mais ce n'était plus qu'un monceau de ruines.

Le baron d'Igelstrom s'était emparé d'Ackermann après dix jours de siége ; il avait trouvé dans la place 70 pièces de canon.

Ce fut cependant à la suite de ces brillants succès que le général Roumiantzof, ayant reçu de son gouvernement les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix, fit proposer au grand visir d'ouvrir des négociations à cet effet, afin de mettre un terme aux maux que la guerre avait déjà causés aux deux empires. Mais celui-ci, au lieu de profiter avec empressement de cette ouverture, en conclut que, puisque les Russes victorieux faisaient de semblables propositions, c'est qu'ils étaient épuisés. Il répondit en conséquence au colonel Patrowna qu'il prendrait les ordres du sultan, et qu'il en instruirait le général Roumiantzof[1].

Pendant ce temps, le général Panin avait conclu, sous les murs de Bender, avec les Tartares du Jédissan et du Budziack, un traité qui ne fut pas sans influence sur les succès obtenus par les Russes. De tous les malheurs qui affligèrent les Turcs, aucun ne leur fut plus sensible.

Les peuples de race tartare se divisaient en quatre grandes hordes, répandues le long du littoral de la mer Noire, depuis le Kouban jusqu'au Danube. Entre ce dernier fleuve et le Dniester, c'était la horde du Budziack ;

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, tiré des *Annales* de Vassif-Efendi.

du Dniester au Dnieper, celle du Jédissan; entre le Dnieper et le Danube ils se nommaient Nogaïs de Djamboï-louk; enfin, depuis le détroit d'Iénikalé jusqu'à la Kabarda, ils étaient connus sous le nom de Tartares du Kouban. Mais ils dépendaient tous du khan de Crimée, auquel ils payaient un tribut, et duquel ils recevaient des gouverneurs, qui étaient en général les frères ou les fils du khan lui-même.

Chaque horde était divisée en tribus, et chaque tribu en *aouls*. A l'époque dont nous parlons, toutes les tribus n'étaient pas encore entièrement fixées. La horde du Jédissan, la plus riche de toutes, errait dans les vastes plaines situées au nord du Dniester, entre Bender et Otschakof, se livrant plus particulièrement au soin des troupeaux et faisant avec la Pologne, la Russie et l'empire Ottoman un commerce considérable en grains, bestiaux, cuirs, laines, beurre et laitage. Ils étaient tous cavaliers et soldats. Chaque aoul, au moment d'ensemencer les terres, choisissait le lieu de son campement. Le *mirza*, ou chef de l'aoul, distribuait les lots de terrains suivant l'importance des familles, puis chacun entourait sa portion d'un enclos, jusqu'à ce que, la récolte faite, la tribu transportât ses tentes ailleurs.

Le traité de Bender stipulait : 1° Que les Tartares du Jédissan et du Budziack se plaçaient sous la protection de l'impératrice, en conservant leurs lois et leurs coutumes;

2° Qu'ils engageraient les autres Tartares, et notam-

ment ceux de la Crimée, à se mettre également sous la protection de la Russie, aux mêmes conditions ;

3° Qu'ils ne reconnaîtraient pour leur khan que celui qui accéderait au traité ;

4° Enfin, qu'ils s'efforceraient de rendre, avec le secours de l'impératrice, la domination tartare libre et indépendante, c'est-à-dire telle qu'elle existait anciennement.

De son côté, le général Panin s'engagea, au nom de sa souveraine, à laisser aux Tartares la jouissance de leurs terres et à les protéger contre les attaques de leurs ennemis, particulièrement des Turcs, si ces derniers cherchaient à les faire rentrer sous leur domination.

Ce traité fut le premier pas de la Russie vers la conquête de la Crimée, sur laquelle ses regards se portaient sans cesse; car là était cette mer Noire, objet de son ambition; là, elle se trouvait aux portes de Constantinople, dont la conquête était devenue son rêve.

Les Turcs rejetés au delà du Danube; la Crimée isolée du continent par la prise de Bender; l'agitation produite par la soumission des Tartares de la mer Noire; les Russes devenus plus confiants et plus audacieux par le succès; les Turcs, au contraire, découragés par leurs défaites, tels furent les fruits de cette glorieuse campagne, dont les commencements avaient été douteux. L'armée ottomane avait ravagé, suivant son habitude, la Moldavie et la Valachie. Les Russes, loin de les imiter, avaient invité les habitants à cultiver leurs terres,

et par là ils s'étaient créé des ressources pour une seconde campagne. La possession de la Bessarabie leur procura des avantages non moins considérables. Outre celui de couper les communications entre les Tartares de la Crimée et l'armée ottomane du Danube, les riches pâturages qui couvrent toute la partie basse de cette province devenaient une ressource inappréciable pour leur cavalerie, tandis que les immenses troupeaux de bœufs qui errent dans ces hautes prairies assuraient à l'armée des vivres en abondance.

Ces résultats, quelque grands qu'ils fussent, ne furent cependant pas les seuls avantages remportés par les Russes. Sur un autre théâtre, ils se couvrirent d'autant de gloire, et furent encore plus près de ruiner l'empire ottoman. Nous laisserons donc le grand visir, qui ne pouvait plus contenir l'impatience de ses troupes, quitter précipitamment Isaktchi, où les approvisionnements étaient devenus moins faciles, depuis que les Russes occupaient la Bessarabie, et nous raconterons l'expédition maritime dirigée contre la Turquie.

Les Turcs n'avaient fait aucun préparatif pour écarter ce nouveau péril. Leur confiance était telle, qu'il ne fallut rien moins que la présence dans l'Archipel d'une escadre ennemie pour les tirer de leur assoupissement. Le gouvernement français avait informé le divan du projet des Russes contre la Grèce; mais la plupart des grands de l'empire, persuadés qu'une flotte russe ne pouvait arriver de Pétersbourg dans la Méditerranée,

avaient traité ce projet de vision. Ils avaient des connaissances géographiques si bornées qu'ils ignoraient l'existence d'une communication entre la mer Baltique et la mer Méditerranée. Ils ne croyaient donc pas qu'une escadre russe pût arriver dans l'Archipel par une autre voie que par celle de la mer Noire[1], lorsque tout à coup la nouvelle éclate à Constantinople qu'une flotte ennemie a paru à l'entrée du golfe de Lépante.

Des courriers expédiés par les commandants des places maritimes viennent demander des instructions et des secours, et portent la terreur dans cette grande ville. On s'empresse d'envoyer des ordres à Rhodes, à Anterari, à Dulcigno, à Salonique, pour faire parvenir des vaisseaux et des troupes sur les côtes de la Morée. On arme trente galères, et l'on presse la construction de cent cinquante galiotes, destinées à protéger les ports de la mer Noire. Mais rien de plus misérable que ces vaisseaux. Leurs bords élevés présentaient beaucoup de bois au feu de l'ennemi, tandis que leurs batteries basses étaient exposées à se trouver sous l'eau au moindre mouvement des vagues. Les officiers n'avaient aucune connaissance de l'art nautique, et la plupart des hommes qu'on avait forcés à devenir matelots n'étaient jamais montés sur un bâtiment. On peut juger d'après cela combien les manœuvres devaient être mal exécu-

[1] *Mémoires du baron de Tott*, — *Tableau de l'empire ottoman*, par Eton, t. Ier ; — *Lettres sur la Turquie*, par Ubicini.

tées : hommes et choses étaient, en un mot, dans un état déplorable.

Le projet de soulever la Grèce était fort ancien. La situation de l'empire ottoman, qu'entouraient de toute part des peuples assujettis à son joug, sans pouvoir s'unir à lui par la croyance, avait attiré l'attention de la Russie, avant même Pierre le Grand. Plusieurs de ces peuples, ceux principalement qui habitaient les hautes montagnes de la Grèce, et qui s'étaient maintenus dans une sorte d'indépendance, étaient d'origine slave, et avaient conséquemment avec les Russes une certaine conformité de mœurs, de langage et de religion. Depuis que ce projet avait reçu plus de consistance, le gouvernement de Russie avait mis à profit les dispositions favorables de ces peuples. Il n'avait cessé d'entretenir des intelligences parmi eux, au moyen d'émissaires envoyés dans les montagnes, lesquels, sans avoir un caractère public, parlaient cependant au nom de leur souveraine, vantaient sa puissance et répétaient que son désir était de rompre leurs chaînes.

D'un autre côté, il existait parmi les Grecs une tradition que leur délivrance viendrait du nord, et qu'elle serait l'œuvre d'un peuple aux cheveux blonds. Ces bruits étaient vagues, mystérieux ; mais, à mesure que la puissance des tsars grandissait, les Hellènes s'attachaient à cette croyance avec une plus grande force de conviction. D'ailleurs, l'action de la Russie était devenue de plus en plus active. Des croix, des ornements

d'église, des livres de prières, des médailles de saints, envoyés de Pétersbourg au couvent du mont Athos, étaient pour les Grecs un témoignage certain de la sollicitude impériale, qui les rattachait à la gloire de la Russie.

Sous le règne de Catherine II, princesse ambitieuse et romanesque dans les premières années de sa jeunesse, l'idée de fonder un royaume, dans cette brillante contrée où de si grandes républiques avaient fleuri, fut accueillie avec empressement par la plupart des hommes qui l'entouraient. Elle écrivait elle-même à Voltaire, au mois d'août 1770: « J'ai fait mon possible pour orner les cartes géographiques de la communication de Corinthe à Moscou. Il ne dépend que des Grecs de faire revivre la Grèce. » Mais énervés depuis des siècles par un despotisme barbare, les Grecs avaient presque perdu le sentiment de la liberté. Cependant, les souvenirs d'une gloire éclipsée ne s'étaient pas entièrement effacés de leur esprit, et de vagues espérances se perpétuaient d'âge en âge pour les consoler de leur abaissement.

Un Thessalien nommé Papapoulo, capitaine au service de la Russie, avait flatté l'orgueil d'Orlof en l'entretenant de ce projet, dont il lui aplanissait à dessein les obstacles. C'était une âme inquiète et dévorée d'ambition. Chargé de parcourir la Grèce pendant plusieurs années, et de recueillir des informations sur l'état de cette contrée, ses rapports favorables décidèrent Orlof à partir lui-

même pour le Péloponèse, vers la fin de l'année 1766. Les intrigues de la Russie prirent alors un plus grand degré d'activité. Papapoulo enrôla des agents ; on ne fit presque plus de mystère des projets qu'on avait conçus ; en un mot, la plus vive agitation régnait parmi les Grecs.

Les Monténégrins, qui habitaient les hautes vallées au nord-ouest de l'Albanie, le long du golfe Adriatique, peuple à demi barbare et n'ayant d'autre profession que celle des armes, levèrent les premiers l'étendard de la révolte. Ils furent battus, poursuivis de rochers en rochers, et leurs villages réduits en cendres. Mais ce mouvement, quoique promptement étouffé, ne laissa pas moins subsister au sein de ces vallées profondes une prodigieuse fermentation.

Voilà où en étaient les choses lorsque la guerre avait éclaté entre la Russie et la Porte ottomane. Les Grecs furent désarmés ; mais la plupart cachèrent leurs armes ou s'en procurèrent de nouvelles. On les empêcha de se réunir ; on ferma leurs églises ; on interdit jusqu'aux prières publiques. Ces mesures extrêmes accrurent le mécontentement et ne firent qu'irriter parmi les Hellènes le désir de secouer le joug.

Ce fut alors que le projet d'envahir la Grèce fut définitivement adopté dans les conseils de Pétersbourg. Papapoulo, ayant pénétré dans les montagnes du Péloponèse, eut avec les chefs des Maniotes des conférences secrètes, dont le résultat fut qu'ils se soulèveraient aus-

sitôt qu'on leur apporterait des munitions et des armes, et qu'une escadre russe apparaîtrait sur les côtes de la Grèce. Ce peuple avait la prétention de descendre des Spartiates, dont il avait l'intrépidité et les mœurs farouches. Le pays qu'il occupait s'étendait des montagnes du Taygète au promontoire de Mégare.

Alexis Orlof partit alors de Pétersbourg, accompagné de son frère Théodore, pour se rendre sur le théâtre des événements. L'escadre qu'il commandait, composée de 7 vaisseaux de ligne, de 4 frégates et de quelques bâtiments de transport, et chargée de 1,200 hommes de débarquement, sortit des ports de la Baltique au mois de septembre 1769, dans le même temps où l'armée russe, repoussée de la Moldavie, venait de repasser le Dniester.

L'Angleterre avait fourni à la Russie des marins, un amiral et des officiers expérimentés. Avant que l'escadre russe eût paru dans la Méditerranée, le duc de Choiseul avait proposé, dans un conseil de ministres, de l'attaquer à son passage dans cette mer. Cette tentative eût infailliblement changé le sort de la guerre; mais les autres ministres en jugèrent comme autrefois Aristide d'un projet pareil communiqué par Thémistocle : ils le trouvèrent injuste, et il fut abandonné [1].

Cette considération morale ne fut pas celle, toute-

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, par le comte de Ségur, t. II.

fois, qui domina le plus dans les conseils de la France. On craignait une lutte avec l'Angleterre, dont les vaisseaux protégeaient cette audacieuse expédition, et, comme à cette époque la France n'abordait plus qu'avec timidité les questions dans lesquelles elle s'engageait autrefois avec le sentiment de sa force, elle saisit avec empressement l'occasion qui se présenta d'abriter sa faiblesse derrière la moralité d'un acte, que, du reste, il n'eût pas été possible de justifier.

Une partie de la flotte arriva, sur la fin du mois de février, dans le golfe de Passava, fort maltraitée par les vents contraires. La nécessité de réparer ses avaries fit perdre aux Russes un temps précieux. Théodore Orlof ne put débarquer qu'au milieu de mars. Il mit à terre huit cents hommes et se présenta devant Coron. La garnison épouvantée avait d'abord paru disposée à rendre la place, que protégeaient à peine de faibles murailles; mais, rassurée par la lenteur des Russes, elle reprit courage et résolut de se défendre.

Pendant ce temps, l'évêque de Montanaro, une croix à la main, parcourait les villages de la côte et prêchait la guerre au nom de la religion et de la liberté. Quelques montagnards étant accourus à son appel, on en forma deux divisions, qui furent dirigées l'une à l'orient et l'autre à l'occident du Péloponèse. Celle-ci, sous les ordres d'un jeune Grec de l'île de Mycone nommé Psaros, devait pénétrer par les montagnes vers Misistra, ville

moderne, à une lieue des ruines de Lacédémone. Elle descendit du Taygète dans la vallée que baigne l'Eurotas, et, ayant franchi sans obstacle les défilés abandonnés par les Turcs, elle parut sous les murs de Misistra, où les fuyards avaient déjà porté l'épouvante. Les Turcs offrirent de se rendre, sous la condition qu'ils pourraient se retirer librement avec leurs familles. La convention fut acceptée, et déjà elle avait commencé d'être exécutée, lorsqu'une bande de Maniotes pénètrent dans la forteresse, massacrent tous ceux qu'ils rencontrent, se livrent à un effroyable pillage et poursuivent les musulmans jusque dans l'église, où l'évêque avec son clergé put à peine arrêter leur fureur.

Au bruit de ce succès, la Grèce allait s'ébranler tout entière. L'Arcadie commençait à s'agiter, et le mouvement avait gagné les provinces voisines. Partout les musulmans avaient abandonné les campagnes pour se réfugier dans les villes, à Tripolizza, à Corinthe, à Napoli de Romanie. Patros s'était soulevée. Psaros marchait contre Tripolizza.

Mais déjà les Albanais accouraient dans le Péloponèse, enivrés du sang des Monténégrins, dont ils avaient saccagé les villages. Les pirates musulmans, sortis des îles qui bordent la Grèce, pénètrent le vendredi saint dans la ville de Patras. Les habitants, surpris dans les églises, où ils se livraient avec sécurité à la prière, furent presque tous égorgés. Mille cavaliers albanais accourus au secours de Tripolizza étaient entrés dans la ville et en

avaient massacré les Grecs. De là ils marchent vers Coron. Le défilé de Nysie, qu'ils avaient à traverser, était gardé par Mauro-Mikali avec quatre cents Maniotes. Cet intrépide guerrier, digne du siècle de Pélopidas, s'était retranché dans une bourgade qui occupait le milieu du défilé. Il s'y défendit de maison en maison, jusqu'à ce que, resté seul avec son fils, encore enfant et couvert de blessures, il tomba entre les mains des Turcs. Ces derniers, s'étant réunis aux soldats de Coron, marchèrent alors contre les Russes, firent lever le siége de Modon, après un rude combat, et s'emparèrent de l'artillerie ennemie.

Cette série d'échecs avait jeté les Grecs dans un profond découragement, et dès lors ils ne songèrent plus qu'à chercher des retraites cachées pour se soustraire à la fureur des Turcs.

Jusqu'à présent les succès des Russes s'étaient bornés à la prise de Navarin (mai 1770). Psaros, avec les débris de sa troupe, s'était mis à couvert dans le golfe de Misistra, où l'amiral Elphinston était entré vers la fin de mai avec son escadre. Mais les Russes paraissaient avoir laissé échapper sans retour l'occasion de délivrer la Grèce. Les Hellènes, poursuivis par les musulmans, accouraient en foule à Navarin, épouvantés et sans armes ; car Muhsin-Sade [1], le même qui occupait le visiriat

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis 1769 jusqu'en* 1774, par Vassif-Efendi.

lorsque la guerre avait éclaté, déployait contre eux tant d'activité et de vigueur, qu'il en fut surnommé le vainqueur des Moraïtes.

L'amiral Elphinston avait quitté le golfe de Misistra pour courir au-devant de la flotte ottomane. L'issue de la bataille aurait peut-être relevé la fortune des Hellènes; mais Alexis Orlof, craignant d'être assiégé dans Navarin, prit le parti d'évacuer la ville. Il fit donc embarquer les blessés et quelques centaines de Grecs avec Papapoulo, qui mourut peu de temps après dans une île de l'Archipel, et se hâta de rejoindre Elphinston, abandonnant cette malheureuse contrée à la vengeance de ses oppresseurs. Cette vengeance fut atroce : 50,000 Grecs furent égorgés, et la Grèce vit de nouveau ses destins enchaînés sous un joug plus pesant. Beaucoup de villages furent détruits; beaucoup de familles réduites en esclavage; la Morée demeura sans culture, et, dans plusieurs endroits, la population chrétienne fut presque anéantie.

L'amiral Elphinston était arrivé tout récemment d'Angleterre avec une escadre de 3 vaisseaux de ligne, 3 frégates et 2 bâtiments de transport. Du golfe de Misistra, dans lequel il se trouvait en ce moment, la flotte ottomane lui ayant été signalée, il s'était mis à sa poursuite. Une partie de cette flotte était en vue du port de Napoli, où elle avait ordre de déposer des munitions et de recueillir des renseignements sur l'état du Péloponèse. Elphinston, s'en étant approché, l'obligea de se retirer sous le feu d'une batterie qui défendait l'entrée

du port, et la tint bloquée pendant deux jours. Mais le mauvais temps l'ayant contraint lui-même de s'éloigner, il fit voile vers l'île de Cerigo (Cythère), où il se proposait d'attendre les secours qu'il avait demandés.

Le capitan-pacha Hosameddin manquait de coup d'œil et de résolution. Au lieu de profiter de l'éloignement de l'escadre russe pour rejoindre le reste de sa flotte, qu'il avait laissée en arrière, et de marcher ensuite contre Elphinston, avant que celui-ci eût reçu le secours qu'il attendait, il demeura dans une sorte d'inaction, convaincu que les Russes quitteraient d'eux-mêmes l'Archipel, après la ruine de leurs espérances, et qu'il fallait par conséquent éviter les combats. Hassan était d'un avis contraire. C'était un transfuge d'Alger, qui, par une suite d'aventures fort singulières, dans lesquelles il avait déployé beaucoup de courage et de hardiesse, avait trouvé le moyen de se faire remarquer. Il était capitaine sur le vaisseau amiral. Le cœur plein de bravoure, mais la tête remplie d'idées extravagantes, il était parti de Constantinople avec la résolution de détruire la flotte russe,

Le capitan-pacha venait de quitter le port de Napoli, sans trop savoir le parti qu'il prendrait ensuite. La flotte ottomane, sortie du port dans la nuit du 30 au 31 juin, aperçut au point du jour celle des Russes, et prit la fuite à toutes voiles. Les Russes la poursuivirent, mais ils la perdirent bientôt de vue. Le capitan-pacha, ayant gagné la hauteur de l'île de Chio, se jeta dans le canal qui sépare l'île de la côte d'Asie, et résolut d'attendre

l'ennemi dans cette position, qu'il croyait excellente. Le canal n'a que quatre lieues dans sa plus grande largeur. Au fond du golfe est bâtie Chio. Du côté opposé, c'est-à-dire sur le rivage d'Asie, apparaît Tchesmé, l'ancienne Cyssus, sur le sommet d'un coteau qui descend à la mer par une pente douce.

Les îles Spalmodari, environnées d'écueils, ferment en quelque sorte l'entrée de ce canal, devenu célèbre par la destruction de la flotte ottomane. Quelques frégates, mouillées sur les ailes de la flotte, qui formait une longue ligne entre la terre ferme et les îles Spalmodari, en avant du port de Tchesmé, avaient ordre de signaler l'ennemi, dès qu'il paraîtrait, et de le laisser s'engager dans ce défilé, où les trente vaisseaux de la marine turque, bien espacés et mouillés sur leurs ancres, devaient les attendre. Les deux extrémités de leur ligne s'appuyaient sur des bancs de sable et sur des rochers à fleur d'eau garnis de batteries.

La flotte russe, ayant doublé Chio et reconnu les premiers vaisseaux ottomans, les prolongea jusqu'au centre de la ligne où les deux amiraux se rencontrèrent. Hosameddin, selon l'usage des Turcs, montait une chaloupe à rames, d'où il dirigeait les mouvements de la flotte; mais Hassan était à bord du vaisseau amiral. Un boulet ayant emporté le gouvernail du vaisseau russe monté par l'amiral Spiridof, le vaisseau dériva si rapidement sur la capitane qu'il ne cessait de foudroyer, que, pour éviter le péril dont cette masse énorme le menaçait,

Hassan fit exécuter un mouvement sur ses câbles, fit jeter le crampon, et l'aborda avec intrépidité. Un combat terrible s'engagea. Le pont fut bientôt couvert de cadavres. Mais la force du vent ayant entraîné le vaisseau, dont les Russes étaient parvenus à détacher le crampon qui le retenait à la capitane, il fut entraîné vers la côte. Greig prit avec un admirable sang-froid une subite résolution. Il monta lui-même aux cordages, mit le feu aux voiles et se jeta aussitôt dans une chaloupe, suivi d'une vingtaine d'officiers. Au milieu de la confusion et du carnage, les soldats et les matelots évitèrent soigneusement de troubler la retraite de leurs chefs, et n'envahirent aucun des canots qui auraient pu les sauver eux-mêmes. Hassan en fut frappé d'admiration. Les Turcs, au contraire, avaient abandonné leurs officiers à la fureur des flammes qui dévoraient le vaisseau amiral sur lequel Hassan était resté presque seul. Lorsqu'il vit que le péril devenait imminent et que personne ne songeait à l'en arracher, il s'élança dans les flots et gagna le rivage à la nage.

Pendant ce temps, les deux vaisseaux embrasés voguaient au gré des vents. Le Russe échoua près du rivage et sauta le premier. La capitane, moins embrasée, était portée par un courant rapide au milieu de la flotte ottomane, qu'elle menaçait du plus grand danger. On coupa les câbles, et chaque vaisseau déployant ses voiles suivit la côte dans un désordre extrême. Toute la flotte se jeta au fond du golfe de Tchesmé. Ce golfe, ou plutôt

cette baie était si étroite que les vaisseaux s'y trouvèrent comme entassés et privés de mouvement. Hosameddin s'y croyait cependant en sûreté, sous la protection de la forteresse. Il avait fait établir des batteries sur le rivage et placé quatre vaisseaux en travers dans la partie la plus étroite du golfe.

Pendant qu'il faisait ces dispositions, les Russes, dont la flotte avait enveloppé l'entrée de la baie, préparaient des brûlots pour incendier l'escadre ennemie. Les brûlots, conduits par le lieutenant anglais Dugdale, et protégés par la division Greig, s'avancèrent dans le silence de la nuit. Le vaisseau que montait cet amiral, étant arrivé à l'entrée du golfe, commença l'attaque et lança des bombes au milieu de la flotte turque. A la faveur de cet engagement, les brûlots purent s'approcher. L'un prit feu trop tôt, et brûla inutilement ; mais un autre ayant attaché ses crampons aux flancs d'un des vaisseaux qui défendaient l'entrée de la baie, le vaisseau s'enflamma en un instant. Dugdale, le visage et les mains brûlés, eut à peine le temps de se sauver à la nage, car le feu gagna presque aussitôt les trois autres bâtiments. Les vaisseaux étaient si serrés que l'incendie se propagea avec une effrayante rapidité. Le golfe de Tchesmé était couvert d'un immense nuage de fumée sillonné par des jets de flamme, qui éclairaient de distance en distance cette scène d'horreur. Lorsque le feu eut gagné les soutes à poudre, tous les vaisseaux volèrent en éclats. Les flots en bouillonnè-

rent, et leurs mugissements portèrent la consternation et l'effroi au milieu même de la flotte russe. Les habitants de Chio, témoins de ce désastre, voyaient de la côte voguer au gré des vagues embrasées les débris des navires, avec les cadavres des victimes. L'incendie dura depuis une heure après minuit jusqu'à six heures du matin, et consuma toute la flotte, à l'exception d'un vaisseau de soixante canons et de cinq galiotes, qui tombèrent au pouvoir des Russes.

Telle fut l'affaire de Tchesmé, qui se passa dans la nuit du 6 au 7 juillet 1770. La terreur que cette nouvelle répandit à Constantinople fut si grande et si générale que, si les Russes, au lieu de perdre leur temps à s'emparer de quelques îles, dont la possession n'avait alors aucune importance, s'étaient portés à l'entrée du détroit, ils l'eussent trouvé sans défense. A Smyrne, d'où l'on avait entendu le bruit de la catastrophe, on craignait de voir les Russes se présenter dans le golfe. Le gouverneur de la ville fit couler cinq vaisseaux marchands devant la forteresse, afin de leur fermer l'entrée de la rade. Il est vrai que la flotte russe se trouvait alors dans un dénûment total, qu'elle était encombrée de malades et qu'elle avait à peine six cents hommes en état de combattre. En attendant que des secours lui permissent de poursuivre ses succès, elle se borna à occuper les îles voisines du détroit des Dardanelles, et à priver la capitale des vivres qui lui arrivaient de l'Archipel. Mais elle commit une grande faute en restant

dix jours dans les parages de Tchesmé, occupée à piller la ville et à repêcher l'artillerie de la flotte incendiée.

Ce délai permit aux Turcs de faire à la hâte quelques dispositions de défense. On envoya l'ordre à tous les gouverneurs de places maritimes de ne laisser sortir des ports aucun vaisseau de guerre, de peur qu'il ne tombât entre les mains des Russes. A Constantinople on fit des prières publiques. Les esprits s'agitaient. On reprochait au sultan d'avoir exposé témérairement l'empire à tant de revers, et l'on redoutait de plus grandes calamités. Le capitan-pacha fut destitué. Djafar-Bey le remplaça, et Hassan fut nommé capoudana, c'est-à-dire amiral. On leur confia quelques vaisseaux qu'on tenait en réserve dans le port de Constantinople, et bientôt trente nouveaux bâtiments furent expédiés sur les côtes de la Morée [1].

Le détroit des Dardanelles, placé entre l'Archipel et la mer de Marmara, à cinquante lieues de la capitale, s'étend sur une longueur de douze lieues, depuis la côte de Troie jusqu'à Gallipoli, vis-à-vis Lampsaque. Il était défendu à son entrée par deux mauvaises forteresses, élevées l'une sur le rivage d'Europe, l'autre sur celui d'Asie; mais la distance de l'une à l'autre [2] rendait leurs feux incertains. En avançant dans le canal, on rencontrait les vieux châteaux, à l'endroit où les deux rivages

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

[2] Cette distance est d'environ 1,500 toises.

se rapprochent le plus. Le premier, situé dans la Natolie, était de figure carrée et flanqué de tours. Du milieu du château s'élevait un donjon, dont la plate-forme était garnie de quelques coulevrines. Le château d'Europe, situé dans la Roumélie, était moins fort et plus irrégulier. Du penchant d'une colline sur laquelle il était placé, ses fortifications descendaient jusqu'à la rade, où étaient ordinairement trente canons à fleur d'eau. Ces deux châteaux sont les clefs de Constantinople. En effet, de cet endroit les feux se croisent, et; s'ils étaient bien servis, une flotte qui voudrait forcer le passage pourrait facilement être anéantie. C'est là que Xerxès fit jeter un pont de bateaux, quand il voulut envahir la Grèce ; c'est là que Soliman traversa le canal sur un simple radeau; c'est enfin ce lieu que les poëtes ont rendu célèbre par la fable d'Héro et de Léandre. Sur la pointe qui tient à l'Europe était l'emplacement de l'ancienne Sestos; du côté opposé, sur le territoire d'Asie, on voyait lesr uines d'Abydos.

Ce passage était mal fortifié, ou, pour mieux dire, il ne l'était pas du tout. Une fois franchi, on voguait dans une mer ouverte, et l'on était porté jusque sous les murs de Constantinople, sur un autre canal qui fait communiquer la mer de Marmara et la mer Noire. La mollesse dans laquelle vivaient les Turcs depuis plus d'un siècle, leur ignorance des progrès que les arts et les sciences avaient faits en Europe, l'habitude du despotisme, qui finit toujours par s'endormir dans l'exer-

cice de sa puissance, l'absence enfin de guerres maritimes, tout avait contribué à laisser les Dardanelles sans défense. Des murailles sèches, élevées au-dessus des batteries à fleur d'eau et menaçant de s'écrouler sur les canons et les canonniers, à la première volée de l'artillerie ennemie, constituaient toute la défense de ce canal, qui serait infranchissable sous un gouvernement vigilant et éclairé.

Moldavangi, ce grand visir que nous avons déjà vu commettre fautes sur fautes, lorsqu'il était à la tête de l'armée, commandait alors aux Dardanelles. On avait borné sa disgrâce au gouvernement des châteaux. Les Turcs avaient cru jusqu'à ce jour cette barrière inexpugnable; mais les lettres remplies d'effroi que Moldavangi écrivait à Constantinople, les demandes de secours qu'il ne cessait d'adresser au divan, firent évanouir toutes les illusions sur la force de ce poste, et augmentèrent encore la terreur.

Le baron de Tott, que le comte de Vergennes avait accrédité auprès du khan des Tartares, avait quitté la Crimée après la mort de Krim-Guerai et se trouvait alors à Constantinople. Le Grand Seigneur le connaissait particulièrement; il jeta les yeux sur lui, dans le péril où le désastre de Tchesmé avait placé l'empire, et lui abandonna la défense des Dardanelles.

Le baron de Tott trouva le détroit dans un état déplorable. Quelques pièces énormes, lentes à manœuvrer, formaient les batteries principales des châteaux; cette

artillerie était sans affûts, et les culasses, appuyées sur des massifs de pierres, mettaient obstacle au recul. Aussi, les Turcs qui avaient été envoyés aux Dardanelles, profondément découragés, annonçaient le projet d'abandonner les batteries à l'approche des Russes. Ceux-ci, en effet, n'auraient eu qu'à se présenter pour forcer le passage. Leur escadre, sortant du golfe d'Enos, serra la côte d'Europe, la prolongea jusque vers la pointe du château, et se contenta de lâcher sa bordée, à laquelle les Turcs ripostèrent par la décharge d'une énorme coulevrine de fer qui produisit un merveilleux effet, car l'escadre russe vira de bord et ne se montra plus. Son ambition semblait s'être bornée au siége de Lemnos.

Le baron de Tott mit ce temps à profit pour pousser l'armement des châteaux. Les ouvrages qu'il établit, depuis l'embouchure du canal jusqu'à la pointe de Nagara, occupaient, d'espace en espace, une étendue d'environ sept lieues, durant laquelle les feux se croisaient sans interruption d'une rive à l'autre. Bientôt 30,000 hommes arrivèrent aux Dardanelles, et, quoique cette armée ne connût à peu près aucune discipline, sa présence en imposa aux ennemis, et contribua même à faire lever le siége de Lemnos, où Hassan remporta quelques avantages sur les Russes.

Ceux-ci ayant donc quitté les parages de Lemnos avaient fait voile vers Paros et Naxos. Paros, qui leur offrait partout des abris sûrs, devint l'entrepôt de leur marine. Ils construisirent des casernes dans le village

de Naussa; mais les chaleurs excessives d'un climat auquel ils n'étaient point habitués leur enlevèrent beaucoup de monde. Ayant manqué l'occasion de forcer le détroit des Dardanelles, ils paraissaient maintenant n'avoir d'autre but que d'inquiéter Constantinople, d'intercepter ses communications avec l'Archipel, d'où elle tirait une partie de ses subsistances, et d'occasionner dans cette ville quelque sédition. Constantinople ne dut en effet ses approvisionnements réguliers qu'aux bâtiments français, qui, malgré les pirates grecs et les corsaires russes, y maintinrent l'abondance. A cette époque, la flotte russe était réduite à douze vaisseaux en mauvais état, et ses troupes étaient si affaiblies qu'il paraissait impossible qu'elles pussent tenter un débarquement avec succès.

C'était d'ailleurs sur le Danube que tous les efforts semblaient alors dirigés. Mustapha, dans l'espoir de réparer l'affront des armes ottomanes, avait en réalité épuisé son empire. L'armée du Danube avait été portée à 200,000 hommes. On avait ordonné de nouvelles levées dans les provinces de l'Asie; on avait envoyé 12,000 hommes sur les frontières de la Crimée, quelques renforts à Manolaki, nouveau prince de Valachie, et Muhsin-Sade, pacha de Morée, fut appelé au gouvernement de Widdin, une des places les plus importantes de la Bulgarie. Quarante bâtiments portant 10,000 soldats furent expédiés dans la mer Noire, pour protéger les embouchures du Danube, et l'on donna des ordres sé-

vères pour que le camp de Babadaghi fût constamment pourvu de vivres. Cette ville, qui n'est plus aujourd'hui qu'un misérable village, était située dans une vallée marécageuse et communiquait par un lac avec la mer Noire. La Porte avait compris la nécessité de bien garder les côtes de cette mer, au moyen de laquelle elle entretenait une libre communication avec l'armée du Danube.

Un mouvement prodigieux régnait à Constantinople. On fondait de nouveaux canons, les anciens étant trop lourds et d'un trop gros calibre. On en fit parvenir une soixantaine à Babadaghi, par la voie de terre ; les autres furent embarqués pour Ackermann. Malheureusement Mustapha fut obligé d'avoir recours à des moyens extrêmes et par conséquent dangereux, afin de pourvoir aux frais de ces énormes préparatifs [1]. Aussi Constantinople était dans un état de fermentation qui faisait redouter quelque tempête. Par surcroît de malheur, Ali-Bey, pacha d'Égypte, venait de faire révolter cette province, de laquelle on tirait la plus grande partie des subsistances de l'empire. Cette révolte était encore l'œuvre de la Russie [2].

De grands changements avaient eu lieu dans l'armée ottomane. Khalil-Pacha avait été remplacé dans le visiriat par Selihdar-Mohammed, pacha de Bosnie, qui avait fait la guerre avec succès, en 1768, contre les

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

[2] Lettre de Voltaire à Catherine II, septembre 1770.

Monténégrins. Kaplan-Gueraï s'était montré si exigeant, de retour en Crimée, que la Porte, déjà mécontente de son incapacité, le destitua et envoya Selim-Gueraï commander aux Tartares qui le haïssaient. Le nouveau grand visir se rendit à Babadaghi, le 27 décembre 1770, résolu d'employer l'énergie de son caractère à rétablir par des actes de vigueur les liens de la discipline, depuis si longtemps relâchés dans l'armée ottomane.

Les Russes, de leur côté, avaient pris des mesures pour forcer le sultan par de nouvelles victoires à subir les conditions qu'il leur plairait de lui imposer. Ils avaient renforcé l'armée du Danube. De plus grands efforts devaient être tentés en Géorgie, et la Crimée, où ils avaient un parti puissant, devait être attaquée par le prince Galitzin, qui avait sous ses ordres une armée considérable. Comme ils étaient maîtres des principales embouchures du Danube, qu'ils s'étaient emparés d'une foule de bâtiments servant à la navigation du fleuve, le général Bauer, dont les observations avaient puissamment contribué aux succès obtenus dans la dernière campagne , proposait de se jeter dans la mer Noire par ces embouchures, et de porter 25,000 hommes à l'entrée du Bosphore, tandis qu'Alexis Orlof dirigerait une attaque sérieuse contre les Dardanalles. Mais ce projet parut trop hardi pour le moment.

Dès le début de la campagne, Roumiantzof porta son attention sur la seule ville que possédassent encore les Turcs sur la rive gauche du Danube. Cette ville était

Giurgewo, le boulevard avancé de Bukarest. Avant de s'engager dans l'intérieur de la Bulgarie, il croyait utile de s'assurer de cette place, qui aurait gêné son action. Le général Olitz, commandant supérieur de la Valachie, fut chargé de cette expédition. Il partit de Bukarest le 1er mars 1771, avec 10,000 hommes. La garnison de Giurgewo ayant commis la faute de venir à sa rencontre, au lieu de l'attendre derrière l'artillerie formidable de la place, Olitz la repoussa vigoureusement et la poursuivit jusque dans ses retranchements, où les Russes se jetèrent pêle-mêle avec les Turcs. Ceux-ci furent très-maltraités, et l'on assure qu'ils perdirent près de 4,000 hommes dans cette première affaire. La garnison pouvait encore se défendre, car elle était maîtresse de la rive droite du Danube, par laquelle ses communications restaient libres, pour recevoir soit des vivres, soit des secours; mais telle était la terreur que les Russes inspiraient alors aux Ottomans, qu'elle se hâta de demander une capitulation. Le 7 mars, Soliman-Pacha, ayant rendu le château, se retira librement avec ses troupes, suivant un article de la capitulation. Les Russes trouvèrent dans la place 18 drapeaux, 62 canons et des munitions en abondance.

Quelques jours après, le général Weismann fit une tentative sur Tultscha, ville de la Bulgarie. Il s'en empara le 4 avril, mais il ne jugea pas à propos de s'y enfermer, n'ayant pas assez de monde pour s'y défendre.

Un troisième corps fit une descente près d'Isaktchi et

poussa les Turcs épouvantés du côté de Tultscha et de Babadaghi. Les Russes étant entrés dans la place en firent sauter les retranchements, mirent le feu aux maisons, détruisirent les magasins, le pont que les Turcs avaient commencé à construire, les bâtiments qu'il ne purent amener, et se retirèrent ensuite avec un butin considérable. Le grand visir en fut saisi de fureur. Il se déchaîna contre la lâcheté de ses troupes et dégrada le seraskier d'Isaktchi, Daghistani-Ali-Pacha [1].

Ces opérations isolées ne se liaient malheureusement à aucun plan général, de sorte qu'elles ne furent point soutenues. Cependant il eût été nécessaire de conserver Giurgewo, dont l'importance avait paru si grande, afin d'établir la base des opérations pour la campagne sur toute la ligne du Danube. Mais, après s'être emparé de cette ville, les Russes se mirent peu en peine de la conserver. Leurs troupes, disséminées dans la Valachie, sur les bords du fleuve, dans les îles, ne pouvaient se prêter un appui réciproque, vu la distance qui les séparait, et le peu de forces dont chacun de ces corps pouvait disposer. Les Russes n'avaient donc qu'un parti à prendre, se fortifier dans quelques places importantes qui commandaient le cours du fleuve et se borner à les défendre, jusqu'au moment où toutes leurs forces devaient s'ébranler. Mais ils ne prirent pas ce parti, et ce

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, tiré des *Annales* de Vassif-Efendi.

fut une faute; car Roumiantzof n'étant sorti que fort tard de ses quartiers d'hiver, ces lenteurs permirent aux Turcs de tenter un coup de main sur Giurgewo, dont la perte leur tenait à cœur.

La position des Russes leur était bien connue. Izzet-Pacha, gouverneur de Routschouk, ayant fait passer le Danube aux troupes qu'il avait sous ses ordres, marcha contre Giurgewo, en força les retranchements, le sabre à la main, et s'y établit. Il se préparait à donner un assaut à la place, lorsqu'un boulet de canon ayant brisé les chaînes qui retenaient le pont-levis, les portes s'ouvrirent d'elles-mêmes. Les Russes, désespérant alors d'être secourus, rendirent le château aux mêmes conditions qu'ils l'avaient reçu trois mois auparavant.

Le prince Repnin, informé des projets des Turcs contre Giurgewo, était accouru au secours de la place; mais il arriva trois heures trop tard; la capitulation était signée. Éclairé sur le parti que le grand visir pourrait tirer de cette importante position pour le passage de ses troupes, et prévoyant qu'il ne pourrait s'y opposer, il se hâta de rappeler ses détachements, et concentra ses forces. Les Turcs profitèrent avec assez d'habileté de son mouvement de retraite. Ils se portèrent très-rapidement de Nicopolis à Torno et se placèrent entre cette ville et Mogurani, dans une vaste plaine. Le général Potemkin, voulant donner à Repnin le temps de se dégager, et à ses propres troupes la possibilité de rejoindre celles de ce prince, fit diriger une attaque contre Torno, en vue d'obliger les

Turcs à jeter toutes leurs forces sur ce point. Ce qu'il avait prévu arriva. Après un combat acharné, les Russes forcèrent les Turcs à la retraite. Mais une fois leur but atteint, ils ne s'obstinèrent pas à rester sous les murs de Torno. Dès le lendemain, la division Potemkin se réunit à celle du prince Repnin, qui se rapprocha aussitôt de Bukarest, et prit une forte position près du couvent de Bakaruschti. Il y resta sans être inquiété jusqu'au 21 juin.

Ce jour-là, les Turcs, sous les ordres d'Achmet, s'avancèrent pour livrer bataille. Le général Potemkin, qui se trouvait à leur droite, reçut leur choc et les arrêta. Les Russes, s'étant alors jetés sur eux, les culbutèrent et les poursuivirent jusqu'au delà de la Klisetschty, dont ils rompirent les ponts. La nature du terrain rendit la retraite des Turcs difficile. Des bois, des défilés, trois rivières à franchir, arrêtaient à chaque instant leur marche. Les Russes tombèrent sur la queue de leurs colonnes, leur tuèrent trois cents hommes et firent quelques prisonniers.

Cependant, malgré cet échec, la prise de Giurgewo avait relevé le courage des Ottomans. Leur but était alors de remonter vers la Moldavie supérieure, afin de couper les communications des Russes avec la Pologne, et de donner la main aux confédérés. C'est par suite de ce plan qu'Achmet avait attaqué la division Potemkin. Dans le même temps, un corps de janissaires et de spahis ayant passé le Danube et délogé les Russes de tous

les postes qu'ils occupaient entre Jalonicza et la rivière d'Argis, se proposait de tenter un coup de main sur Bukarest; mais la défaite d'Achmet les força d'y renoncer.

La situation des Russes n'en était pas moins alors très-critique. Les Turcs ayant repris la rive gauche du Danube, depuis Widdin jusqu'à son embouchure, avaient passé le fleuve en plusieurs endroits, et, il semble qu'avec moins d'incapacité de la part des chefs, il leur eût été facile de couronner leurs opérations par la retraite complète de l'ennemi. Mais chacun agissait à son gré : pendant que les uns s'aventuraient à la poursuite des Russes, les autres attendaient, pour franchir le fleuve, de connaître le sort de ceux qui les avaient précédés, combinaison détestable, qui subordonnait les mouvements de plusieurs divisions au succès de quelques détachements isolés.

Le général Weismann profita fort habilement de cette indécision. C'était un officier intelligent et hardi. Informé que 12,000 Turcs étaient campés sous Tultscha, il passe le Danube près de Kartal avec une forte division, protégé par le silence de sa marche, et, à peine arrivé, il les attaque, se jette dans leur camp et s'en empare. Les Ottomans laissèrent au pouvoir des Russes treize drapeaux et plusieurs pièces de canon.

Une expédition dirigée contre Giurgewo par le général Essen n'eut pas le même succès. Izzet-Pacha, qui défendait la place, avait fait creuser un second fossé

autour de la forteresse et construire de nouveaux ouvrages. Les Russes s'en étant approchés, munis d'échelles de siége, ne purent pas même franchir le premier fossé. Après une action très-vive, ils furent contraints de se retirer avec une perte considérable (12 septembre).

Le général Roumiantzof n'avait encore fait aucun mouvement, soit pour empêcher la retraite de ses troupes, soit pour soutenir celles qui avaient tenté d'enlever aux Turcs quelques positions importantes. Cette inaction étonne d'abord de la part d'un homme aussi habile que Roumiantzof; mais l'étonnement cesse lorsque l'on voit une autre armée découvrir tout à coup son intention de s'emparer de la Crimée. C'était un des projets les plus chers à la Russie. Après les succès obtenus dans la dernière campagne, on avait délibéré si l'on marcherait contre la Bulgarie ou contre la Crimée. La conquête de la première était difficile, et ne devait procurer aucun avantage immédiat. Elle aurait en outre éveillé les inquiétudes de l'Autriche, qui déjà ne voyait pas sans un grand déplaisir les frontières russes si rapprochées des siennes par la possession de la Valachie et de la Moldavie. La conquête de la Crimée, au contraire, placée pour ainsi dire en dehors des possessions européennes, ne pouvait effrayer que la Porte ottomane, à laquelle chacun témoignait à cette époque une sorte d'indifférence. La politique de l'Autriche était d'ailleurs enveloppée de mystères. Quant à la Prusse, ses liaisons avec

la cour de Russie lui faisaient un devoir de prendre parti pour elle, et, dans la crainte d'une nouvelle collision avec la maison d'Autriche, elle tenait beaucoup à se conserver la faveur d'une alliée aussi puissante que l'impératrice Catherine. Les autres États de l'Europe n'étaient point en mesure de s'y opposer.

Telles furent donc les considérations qui portèrent le cabinet de Pétersbourg à préférer à l'attaque de la Bulgarie celle de la Crimée. La conquête de ce pays, divisé par l'ambition de deux compétiteurs au trône et préparé de longue main à la révolte, offrait des chances presque certaines de succès. Ces deux compétiteurs étaient Sahib-Guéraï et Selim-Gueraï. Ce dernier l'ayant emporté à Constantinople, Sahib s'était jeté dans les bras des Russes et avait entraîné dans sa querelle les Tartares Nogaïs[1].

Après la prise de Bender, le général Panin avait été remplacé par le prince Basile Dolgorouki, auquel l'impératrice avait résolu de confier l'expédition de Crimée; 40,000 hommes composaient l'armée dont il prit le commandement. Le général Roumiantzof, placé le long du Dniester avec une autre armée, protégeait ses derrières et surveillait en même temps les opérations du Danube. Dès que la saison parut favorable, le prince Dolgorouki se mit en marche. Outre l'armée dont nous

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, par Vassif-Efendi.

venons de parler, une flotte composée de 14 vaisseaux de guerre, de 36 bâtiments de transport, de 9 bombardes et de 3 brûlots, croisait dans la mer Noire, pour couper les communications entre Constantinople et la Crimée.

La presqu'île de Crimée, anciennement Chersonèse Taurique, est située entre les 50e et 53e degrés de longitude, et les 44e et 46e de latitude septentrionale. Ses bornes sont au sud et à l'ouest la mer Noire, à l'est le détroit de Zabache et la mer d'Azof, et au nord les steppes des Tartares Nogaïs, qui prolongent le continent de la Crimée. Un isthme fort étroit sépare de ce côté la mer Noire de la mer d'Azof, dont les eaux se répandent dans l'intérieur de la presqu'île, et y forment ce qu'on nomme communément le Sivasch ou mer Putride. Tout atteste que ce passage fut anciennement occupé par la mer Noire, qui, en se réunissant à la mer d'Azof, détachait la Crimée du continent. Les vastes plaines des Nogaïs sont presque au niveau de la mer. Mais l'isthme présente un autre niveau plus élevé de trente à quarante pieds, qui comprend la moitié de la presqu'île. Cette grande plaine aride et sans arbres est surchargée de sel et coupée çà et là, vers la partie septentrionale, par des marais salants, dont les exhalaisons impures répandent tout autour la désolation et la mort. Au midi, une chaîne de montagnes peu élevées court parallèlement à la mer Noire, et occupe par elle-même ou par ses ramifications la seconde moitié de la Crimée. Ces montagnes ont leur direction de l'occident à l'orient. Le Tchadir-

Dagh (montagne de la Tente), dont le plus haut sommet s'élève à quinze cent quarante mètres au-dessus du niveau de la mer, renfermait dans son sein des mines d'or assez abondantes, que les Génois avaient commencé à exploiter, à l'époque où ils étaient maîtres du pays, et que les Tartares négligèrent ensuite, soit par ignorance, soit plutôt pour ne pas exciter l'avidité de la Porte, qui n'aurait pas manqué de s'en approprier les produits.

Cette partie de la Crimée n'est pas moins remarquable par la fertilité de son sol que par la pureté de l'air, dont la transparence est rarement troublée, à cause du voisinage du Caucase. Les vallées y sont d'une admirable beauté, couvertes d'arbres à fruits et arrosées par les nombreux cours d'eau qui descendent du Tchadir-Dagh.

La presqu'île de Crimée est en outre avantageusement située au point de vue des relations commerciales. Elle peut recevoir dans ses ports, qui sont en grand nombre, les marchandises de l'Inde et de la Perse, et toutes les productions de la Russie, pour les échanger contre celles de l'Europe par la mer Méditerranée. Sous la domination des Génois, les marchandises de l'Asie arrivaient à Astrakan, remontaient le Volga, allaient ensuite par terre jusqu'au Don, éloigné de seize lieues, et étaient portées sur ce fleuve jusqu'à Azof, d'où on les embarquait pour Caffa. Le fer, le cuivre, les mâtures, les peaux, le goudron, pourraient arriver de la Sibérie en suivant la Kama et le Volga. Les principaux articles que la Crimée livre au commerce étranger sont le sel

et les grains, les poissons secs et fumés, les feutres, le miel et la cire. La Russie en tire pour elle-même de la laine, des maroquins, des fruits, des peaux d'agneaux et de moutons.

Le gouvernement des Tartares remontait à une époque fort ancienne; mais leur indépendance comme nation avait reçu un coup mortel, lorsque Mahomet II, après la prise de Constantinople, était venu chasser les Génois de la Crimée et rétablir Mengli-Guéraï sur le trône de ses ancêtres. Ce dernier ayant consenti à soumettre sa nomination et celle de ses successeurs à la volonté des sultans, on vit alors les descendants de Tchengis-Khan employer l'intrigue pour obtenir la faveur d'un grand visir; car, avec le droit de nommer les khans, la Porte s'était réservé celui de les destituer. La Crimée ne fut plus en réalité qu'une province de l'empire. Ses principales villes reçurent des garnisons turques; ses ports ne virent plus d'autres vaisseaux que ceux de la marine ottomane; son commerce fut délaissé, son ancienne prospérité détruite.

Outre la famille souveraine issue de Tchengis-Khan, on en comptait cinq autres, dont l'origine remontait aux compagnons de ce conquérant. Ces cinq familles composaient la haute noblesse, dont chaque membre avait le titre de *mirza*. Elles étaient représentées par le plus ancien de leurs membres, lesquels, réunis au souverain, formaient le sénat; mais ce sénat n'était convoqué que dans des cas extraordinaires.

Les familles anoblies, désignées sous la dénomination de *mirzas-capikouly*, c'est-à-dire *esclaves du prince*, étaient aussi représentées par un des leurs, qui avait le titre de *bey*. Afin que le khan ne pût étendre son autorité ou en abuser, dans l'intervalle de ces réunions, un des six beys représentait constamment les cinq autres, et il avait le droit de les convoquer, si le khan refusait ou négligeait seulement de le faire.

Toutes les terres possédées par les Tartares l'étaient à redevance militaire. Elles étaient de trois sortes : les fiefs nobles, possédés en toute propriété, sauf la condition dont nous venons de parler ; les domaines royaux, en partie annexés à certaines charges, et les possessions roturières. Cette manière de posséder avait beaucoup d'analogie avec le gouvernement féodal, aux lois duquel toute l'Europe avait été soumise ; mais elle s'en éloignait sous d'autres rapports, et particulièrement sous celui de l'administration de la justice, qui était rendue gratuitement au nom du souverain et par son ordre, dans toute l'étendue de ses États. On pouvait appeler des tribunaux particuliers au tribunal du khan. Telle était, en peu de mots et à peu de chose près, la forme de la constitution tartare, à l'époque où la Russie brisa les liens qui attachaient la Crimée à l'empire ottoman.

L'entrée de la Crimée par le continent était défendue par la forteresse d'Orkapou ou de Perekop, et par un mur de fortification qui, partant de la mer Noire, aboutissait au Sivasch, sur une étendue de trois quarts de

lieue. Dans toute la longueur de ce mur, protégé par cinq batteries, régnait un fossé large d'environ vingt-quatre mètres, et de vingt-cinq pieds de profondeur. La ville de Perekop, dans laquelle on entrait par un pont et par une porte voûtée, n'était qu'un amas de maisons de terre et de bois, jetées sans ordre sur les bords du fossé. La forteresse, située à l'est de la porte, formait un parallélogramme, dont une des faces bordait le fossé de la ligne de défense. Elle était construite en pierres de taille, ainsi que le revêtement du fossé qui l'entourait.

Le prince Dolgorouki arriva devant Perekop, le 20 du mois de juin. L'armée russe avait été partagée en trois corps, et devait agir sur trois points à la fois. Le corps principal, sous les ordres du général en chef, se réserva l'attaque des lignes; un autre corps, dont le comte Tcherbatof avait le commandement, était chargé de pénétrer dans la péninsule par cette langue de terre sablonneuse qui la sépare des Palus-Méotides. Cette langue est formée par une chaîne continue de dunes peu élevées, qui part du fort d'Arabat, situé à la réunion de la petite presqu'île à la grande, et se dirige du sud au nord jusqu'à peu de distance de la côte méridionale. Enfin, le troisième corps avait ordre de s'embarquer au port d'Azof et de tomber sur Iénikalé.

Aucune mesure n'avait été prise pour mettre la Crimée en état de défense, quoique le résident français à Pétersbourg (Sabatier) eût averti le divan, dès le mois

de janvier, par la voie de l'ambassade française à Constantinople, que la Russie porterait sur ce point tout le poids de sa puissance, et qu'elle n'aurait qu'une armée d'observation en Moldavie. Sabatier insistait en conséquence sur la nécessité de réparer les lignes d'Orkapou, de fortifier Arabat ainsi que le passage que les Russes, conduits par Munich, avaient forcé en 1736, et d'approvisionner Iénikalé. Mais les Ottomans étaient plongés dans une sécurité si profonde qu'ils se refusèrent d'ajouter foi à ce projet. Ils affirmaient que les Tartares n'avaient aucune inclination pour les Russes, s'aveuglant à dessein sur les événements du mois de mars, lorsque Selim-Gueraï, après sa nomination, avait trouvé Sahib, son compétiteur, agitant le pays par ses intrigues, et s'étant attaché les Nédischkoules, une des nombreuses tribus du Nogaïs. Ils se déterminèrent cependant à faire partir pour la Crimée Abasa-Pacha avec 6,000 Arabes, qui, réunis aux Tartares restés fidèles ainsi qu'aux troupes ottomanes qu'ils y avaient déjà, auraient pu tenir tête aux Russes; mais Abasa n'avait aucun courage, et à peine eut-il mis quelques hommes à terre qu'il se rembarqua précipitamment. Ce furent là tous les secours que le divan fit parvenir en Crimée; son apathie était telle qu'on voyait encore, à la fin de l'année, sur le port de Constantinople, les canons destinés pour cette expédition.

Le prince Dolgorouki, ayant assis son camp à une demi-lieue des lignes, s'y tint renfermé durant trois

jours, attendant pour agir que le général Tcherbatof l'eût informé du résultat de son attaque contre Arabat. Mais il fit ses dispositions sans être inquiété, quoique le khan eût à Perekop une armée nombreuse. Selim-Guéraï, en apprenant que la flotte russe était partie d'Azof, et que le général Tcherbatof venait d'établir un pont vis-à-vis d'Iénikalé, fut saisi d'un si grand effroi, qu'il se hâta d'envoyer dans les montagnes les femmes, les enfants et les troupeaux. La défense des lignes s'en ressentit. L'armée russe les enleva le 24 juin, à la suite d'une attaque prompte et vigoureuse, et força la forteresse à se rendre. Aussitôt elle s'avança sur trois colonnes, l'une sur Baghtschi-Saraï, au centre de la presqu'île, l'autre sur Koslof, ville maritime située sur la côte occidentale, et la troisième sur Karasou-Basar, afin de se rapprocher de la division Tcherbatof.

Celui-ci, après s'être emparé d'Iénikalé, s'était présenté presque soudainement devant Arabat, à l'extrémité opposée de la langue de terre, et s'en était rendu maître, malgré la plus vive résistance. Dans le même temps, la flotte russe paraissait en vue d'Iénikalé, à l'entrée du détroit de Taman, et à quelques kilomètres de Kertch, l'ancienne Penticapée, où mourut Mithridate. Le vieux Ibrahim, qui commandait à Iénikalé, sachant qu'Abasa-Pacha croisait le long des côtes, lui envoya demander des secours; mais ce général se borna, comme nous l'avons dit plus haut, à déposer quelques troupes sur le rivage et fit voile vers Sinope.

En présence des malheurs dont ils étaient menacés, les Tartares avaient député vers le prince Dolgorouki quelques-uns de leurs chefs, pour lui faire des propositions de paix (1er juillet). Ils consentaient à l'occupation de Perekop par les troupes russes, acceptaient le protectorat de l'impératrice, aux mêmes conditions que la Porte exigeait d'eux, et prenaient l'engagement de faire accepter ces propositions par leur khan, ou, à son refus, d'en élire un autre. Le prince répondit aux députés qu'il avait reçu de sa souveraine l'ordre de chasser les Turcs de la Crimée ; que l'impératrice ne voulait que les affranchir de la domination ottomane, et qu'elle respecterait les propriétés des Tartares, leurs lois, leurs coutumes et leurs croyances, ne se réservant pour elle-même que le droit de confirmer l'élection du nouveau khan.

Pendant que les députés allaient consulter la nation réfugiée dans les montagnes, le prince Dolgorouki se porta entre Arabat et Caffa, où les Turcs avaient concentré toutes leurs forces. Caffa ou Théodosie, surnommée par les Génois Krim-Stamboul (Constantinople de la Crimée), est située sur une colline qui descend vers la rade en pente demi-circulaire. A l'époque dont il s'agit, elle comptait à peine une centaine de maisons, habitées en partie par des Grecs. Les murs de la ville étaient flanqués de tours, qui présentaient une sorte de défense. Les Turcs avaient pris en avant de la place une position avantageuse. Leur camp, appuyé sur la

gauche à de hautes montagnes, aboutissait à la mer Noire, et il était en outre défendu par vingt-quatre pièces de canon. Mais les Russes s'étant emparés de quelques hauteurs que les Turcs avaient négligé d'occuper, ils y établirent une batterie, dont le feu atteignait à la fois le camp et la ville. Déjà leur feu avait éteint celui des batteries ennemies, lorsqu'une bombe tomba sur le magasin à poudre et le fit sauter. Cet accident ayant jeté l'effroi dans la ville, les Turcs ne se défendirent plus que faiblement. Les Russes, au contraire, attaquèrent avec plus de vivacité les retranchements et y pénétrèrent, le général Soritsch du côté droit, le prince Prozorofski par la gauche. Les Turcs se retirèrent alors dans un grand désordre, les uns dans la ville, les autres sur les vaisseaux qui mouillaient dans le port. Mais les vainqueurs, ayant fait avancer une batterie sur le rivage, se mirent à foudroyer la flotte. Un vaisseau fut coulé à fond, un autre fut mis hors de combat, le reste gagna le large.

La terreur et la confusion se trouvèrent alors à leur comble. Le prince Dolgorouki, résolu de ne pas laisser aux esprits le temps de se relever de l'impression de leur défaite, fit aussitôt reconnaître la place et tout préparer pour un assaut. Dès que l'artillerie des Russes eut commencé de battre les murailles, le séraskier Ibrahim offrit de capituler. Il se rendit à la tente du prince et lui remit les clefs de la ville, où celui-ci fit son entrée, suivi de tout l'état-major. Ibrahim eut la liberté de se retirer,

mais la garnison fut traitée comme prisonnière de guerre, suivant les conditions de la capitulation.

La nouvelle de ces succès ne se fut pas plutôt répandue, que les garnisons de Kertch et d'Iénikalé, saisies de frayeur, montèrent sur les vaisseaux qui étaient à l'ancre dans le détroit de Zabache et se dispersèrent. Le général Tcherbatof eut ordre d'occuper ces deux places, ce qu'il fit le 13 et le 14 juillet.

Ainsi fut soumise, dans l'espace d'un mois, la presqu'île de Crimée, si convoitée par la Russie. Catherine avait recherché dans cette conquête les intérêts de son commerce autant que son influence politique. Il ne restait plus dans toute la contrée que quelques corps épars de troupes ottomanes, incapables de tenir la campagne. Le général Prozorofski fit les uns prisonniers et força les autres à quitter la Crimée. Le général Tcherbatof passa dans l'île de Taman et reçut, le 21 juillet, la soumission des habitants.

Selim-Gueraï, qui avait encore sous ses ordres une armée de 12,000 à 15,000 hommes, avait jusqu'alors refusé de traiter; mais en apprenant la retraite d'Abasa, suivie de la prise de Caffa, il ne songea plus qu'à se mettre en sûreté. Il monta sur un vaisseau avec une partie des Tartares qui lui étaient restés fidèles et gagna Constantinople, où le sultan refusa de le voir[1]. Après son dé-

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

part, les Tartares élirent Sahib-Gueraï, qui souscrivit au traité et fit partir immédiatement des députés pour Saint-Pétersbourg. L'impératrice, que cette conquête avait comblée de joie, les accueillit avec la plus grande bienveillance et leur fit de riches présents. Plus de 10,000 Russes et autres Européens gémissaient en Crimée dans la servitude. Catherine brisa leurs fers et s'empressa d'en informer les cours étrangères. Le prince Dolgorouki reçut le nom de Criméen.

Délivrés de la crainte d'une diversion de la part des Tartares, et libres désormais d'employer leurs forces sur tel point qu'ils jugeraient à propos d'attaquer, les Russes résolurent alors de pousser la guerre du Danube avec plus de vivacité. Nous avons laissé les Turcs, malgré l'échec de Tultscha, maîtres d'une grande partie de la Moldavie, et notamment des places fortes du Danube. Le général Miloradowitz, s'étant jeté du côté de Matchin, afin d'en déloger un corps de troupes ottomanes, réussit complétement. Il mit ce corps en déroute, lui enleva son artillerie, ses munitions, et le chassa de la ville et du château, dont il prit possession.

Alors commença pour les Turcs une série de revers aussi rapides qu'inouïs. Le général Roumiantzof ayant fait passer une division de Brailow à Matchin, pendant qu'un autre corps, parti d'Ismaïl, débarquait sur la rive droite du Danube, ces deux détachements s'emparèrent de Tultscha et se dirigèrent aussitôt vers Babadaghi, où le grand visir, se croyant en sûreté, n'avait fait aucune

disposition pour recevoir l'ennemi. Une partie de ses troupes fut donc repoussée et poursuivie. Lorsque la nouvelle en parvint au camp; lorsqu'on apprit en outre que les Russes paraissaient déjà à l'une des extrémités de la vallée, les Turcs se hâtèrent d'emporter leurs effets les plus précieux et sortirent par l'extrémité opposée. Le grand visir avait le premier donné l'exemple de cette fuite honteuse. Il enferma dans un étui l'étendard du Prophète et le fit transporter loin du théâtre de la guerre, pour éviter qu'il ne tombât entre les mains des Russes. Il s'arrêta lui-même à Bazardjik (fin octobre), où les corps dispersés de son armée le rejoignirent successivement. Plusieurs de ces corps, se trouvant par cette déroute sans communication les uns avec les autres, furent attaqués par les Russes et éprouvèrent des pertes considérables. Le général Essen battit près de Bukarest le séraskier Moussou-Ouglou (30 octobre), qui s'était avancé dans la Valachie sans être soutenu, lui tua 2,000 hommes et lui prit son artillerie et ses bagages. Ce brillant fait d'armes fit tomber Giurgewo entre les mains des Russes, dont les drapeaux flottèrent alors sur les deux rives du Danube depuis cette place jusqu'à son embouchure.

Le grand visir avait fait élever à la hâte quelques fortifications autour de Bazardjik; la terreur était si grande que les habitants s'y rendaient en foule, pour se mettre sous la protection de l'armée, de sorte que la ville ne put bientôt plus les contenir tous, et qu'on prit

le parti de camper dans des chariots couverts. Il était évident que, si les ennemis s'en approchaient, le désordre et la confusion leur livreraient cette multitude effrayée.

Le grand visir avait promis aux habitants qu'il ne quitterait pas la ville; mais il avait résolu en lui-même que l'armée passerait l'hiver à Andrinople. Déjà plusieurs officiers en avaient pris la route; déjà les mulets et les chameaux qui portaient le *khazné* (caisse militaire) étaient sortis de Bazardjik. Ce manque de foi exaspéra le peuple. Il s'arme de sabres et de fusils, marche droit à la maison du grand visir, y pénètre en proférant des menaces de mort, et demande à ce ministre s'il a le projet de les livrer aux Russes, comme on leur avait livré la Crimée. La vue de ces furieux, prêts à se porter aux derniers excès, glaça d'effroi le grand visir. Il leur promit de nouveau de ne pas les abandonner, et à l'instant même il donna l'ordre de faire revenir le khazné ainsi que les officiers qui avaient déjà quitté la ville.

Quelque brillants que fussent les succès obtenus par la Russie, les efforts qu'elle avait faits pour entretenir des armées sur le Danube, dans la Crimée et en Grèce, avaient épuisé ses finances et affaibli l'empire. Catherine désirait la paix. Elle avait humilié l'orgueil du croissant, frappé l'Europe de crainte, et porté la gloire de ses armes jusque dans les mers du Midi, où le pavillon russe était à peine connu avant elle. Son ambition était satisfaite.

D'autre part, la Porte ottomane, si remplie d'ardeur

au commencement de cette guerre, et qui, malgré ses pertes énormes, avait paru dernièrement encore animée d'intentions si peu pacifiques, dans l'espoir de réparer la honte de ses défaites, la Porte ottomane était maintenant abattue. Elle voyait clairement que les Russes, maîtres de la Crimée, menaçaient Constantinople et qu'ils pouvaient pénétrer par la Bulgarie dans le cœur même de l'empire.

Il semblait donc que ces deux puissances n'eussent plus qu'à s'aboucher pour mettre fin à la guerre. L'Autriche et la Prusse les y engageaient. Depuis longtemps leurs ministres à la Porte avaient offert sans succès leur médiation. Elle fut enfin acceptée. L'Angleterre y avait aussi prétendu, mais l'appui qu'elle avait donné à la Russie la rendait suspecte. La France, de son côté, se croyait autorisée par ses anciennes relations avec la Porte, à réclamer pour elle-même la faveur de travailler à la paix, après avoir contribué plus que personne à faire naître la guerre. Mustapha, au milieu de ce dédale d'intrigues, s'était longtemps flatté de rabaisser les prétentions de la Russie, et, par une politique aussi fausse que tortueuse, il avait entretenu les divisions et les espérances des ministres étrangers. Mais bientôt survint cette série de revers qui faillit conduire l'empire ottoman sur le penchant de sa ruine.

Le danger dans lequel une si prodigieuse perturbation aurait jeté l'Europe avait amené les conférences de Neustadt, où avaient été discutées avec une sorte de

mystère les deux grandes questions de la guerre actuelle et de l'avenir de la Pologne. Ces conférences avaient excité au plus haut degré l'attention du sultan. A cette époque, les succès des Russes, en portant le trouble au sein de la cour de Vienne, avaient inspiré à Frédéric, enchaîné par son alliance, la crainte d'être emporté par les événements au delà du rôle qu'il aurait désiré jouer. Tel fut sans doute le premier objet des conférences, et tel en fut le résultat que, dès ce moment, les deux cours agirent de concert pour faire accepter au sultan leur médiation. Leurs ministres à Constantinople, le baron de Thugut et Zegelin, y déployèrent, à cet effet, la plus grande activité (octobre 1770).

Mustapha essaya bien encore de sortir de cette situation, en proposant secrètement à la cour de Vienne une alliance offensive et défensive, dont une des clauses était le partage de la Pologne. Thugut éluda cette proposition et fut approuvé par sa cour. Mustapha, résolu d'épuiser tous les moyens diplomatiques, avait ouvert en même temps des négociations avec le ministère français. Aucun homme n'avait plus contribué que le duc de Choiseul à pousser le divan à la guerre. Cependant, après avoir allumé cet incendie, il avait laissé l'empire ottoman livré à ses propres forces, contraint lui-même d'assister, sans pouvoir s'y opposer, aux triomphes des Russes. Il jugeait avec raison que l'Autriche avait un intérêt plus direct à ne pas permettre que la Russie portât ses frontières jusqu'au Danube. La cour de Vienne en jugeait

de même ; mais la crainte de ne pas trouver dans la France un appui suffisant enchaînait ses résolutions. En politique, rien n'est plus dangereux que la faiblesse ; elle n'inspire aux ennemis aucune terreur, aux alliés aucune confiance. C'est du reste ce qui arriva dans cette occasion. Au lieu d'un engagement complet et sérieux, le duc de Choiseul ayant voulu borner son concours à 12 ou 15 vaisseaux de guerre, moyennant un subside de 4 millions payé par la Porte, le sultan ne montra plus aucun empressement pour l'alliance de la France ; il ne lui semblait pas qu'une alliance purement maritime dût lui procurer assez d'avantages, depuis que la Grèce était rentrée sous sa domination, pour être achetée au prix d'aussi grands sacrifices.

Le duc de Choiseul avait gardé le secret de cette négociation. Mais Thugut, en ayant eu connaissance par le reis-efendi lui-même, conçut à son tour le projet d'un traité de subsides, qui, discuté pendant plusieurs mois dans des conférences mystérieuses, aboutit enfin à la convention du 6 juillet 1771, par laquelle fut stipulé, de la part du sultan, un subside de 20,000 bourses (11,250,000 florins) avec la cession de la petite Valachie, et, de la part de l'Autriche, l'engagement de procurer à la Porte une paix honorable. Quoique cette convention n'impliquât pas l'engagement de soutenir l'empire par les armes, dans le cas où les parties belligérantes ne parviendraient pas à s'entendre, la cour de Vienne affecta toutefois de laisser croire qu'elle avait ce caractère.

Mais peu de temps après, le projet conçu entre la Russie et la Prusse du partage de la Pologne vint donner à la politique autrichienne une impulsion bien différente. Frédéric s'était servi auprès de Catherine de la convention dont nous venons de parler, pour ramener cette princesse à plus de modération dans ses prétentions; car elle avait repoussé jusqu'à ce jour toute espèce de médiation. Il en résulta premièrement que l'Autriche ne se pressa point d'exécuter le traité de subsides, dont elle avait en partie recueilli les fruits, et qu'assurée de l'impunité elle se mit violemment en possession du comté de Zips; en second lieu, que l'impératrice de Russie n'ayant plus alors d'inquiétude au sujet de la médiation, et certaine de trouver dans les dépouilles de la Pologne, sans attirer sur son empire les armes de l'Autriche, un agrandissement territorial qui augmenterait sa puissance, n'hésita plus à déclarer qu'elle acceptait les bons offices des cours de Vienne et de Berlin.

La Porte ne connaissait pas encore le projet de partage. Mais du reste, persuadée que son alliance avec l'Autriche lui assurait un appui, dont elle s'exagérait l'importance, elle ne fit plus aucune résistance et elle envoya au grand visir des instructions et des pouvoirs suffisants pour conclure la paix. Abdulkerim et le conseiller d'État Simolin, s'étant rendus à Giurgewo, s'occupèrent immédiatement d'une suspension d'armes et de régler quelques points relatifs à la navigation de la mer

Noire. Des difficultés s'élevèrent d'abord sur la durée de la trêve. La Russie ne voulait pas qu'elle excédât trois mois ; la Porte refusait d'en fixer le terme et demandait qu'elle pût être prolongée, dans le cas où le congrès viendrait à se rompre, espérant par ce moyen arriver jusqu'à la mauvaise saison, pendant laquelle les hostilités seraient forcément suspendues. Mais Catherine, qui comptait profiter de ses derniers succès pour porter de plus grands coups à l'empire ottoman, était inébranlable. Le comte Panin parvint cependant à lui faire comprendre qu'un plus long délai ne nuirait point à ses grands desseins ; que les préparatifs d'une campagne nouvelle exigeaient beaucoup de temps, et que ce temps serait employé à pousser plus activement la guerre de Pologne. Il ajoutait que la cour de Vienne ayant adhéré au partage, il fallait éviter d'exciter son humeur ombrageuse ou de l'autoriser à devenir elle-même plus exigeante [1].

Il fut stipulé en conséquence : 1° que chaque puissance belligérante conserverait sa position, sans pouvoir ni relever ni réparer les places ruinées dans la dernière campagne ; 2° que les Turcs n'enverraient ni munitions de guerre ni renforts aux forteresses de Kinbourn et d'Otschakof, et que leurs vaisseaux ne pourraient entrer dans les bouches du Danube et du Dniester [2].

[1] Lettre de Sabatier, résident français à Pétersbourg, en date du 11 mai 1772.

[2] Vassif-Efendi, *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes*, de 1769 à 1774.

Ces points convenus (10 juin 1772), on arrêta qu'un congrès serait tenu à Fokschani, petite ville de la Valachie, à quelques lieues au nord de Bukarest. Les plénipotentiaires russes furent le comte Grégoire Orlof et Obreskof. Outre l'avantage de parler parfaitement le turc, ce dernier avait acquis, pendant un long séjour à Constantinople, une connaissance approfondie, non-seulement du caractère général de la nation, mais encore des hommes qui occupaient des emplois publics dans le gouvernement. Fin et délié, modéré dans le caractère, mais ferme dans sa conduite, il était en tout l'opposé d'Orlof, dont la hauteur pouvait devenir un obstacle dans les négociations. Osman-Efendi, accompagné du scheik de Sainte-Sophie, Jasindschisade, y représentèrent le Grand Seigneur. Le scheik avait la commission particulière de diriger la discussion des articles relatifs à la religion; mais le choix d'Osman était malheureux. C'était un homme bizarre, entêté, plein de morgue, d'un caractère altier et d'un esprit porté à la chicane. Il remplissait l'office de nichandji ou chancelier.

Catherine voulut que son plénipotentiaire parût au congrès avec magnificence. On lui adjoignit, moins à titre de conseil que pour lui composer une espèce de cour[1], Théodore Orlof, son frère, les généraux Bauer, Lorven, Dolgorouki, et le conseiller d'État

[1] Lettre de Sabatier, 8 mai 1772.

Napokof, en qualité de directeur de la chancellerie.

Les plénipotentiaires étant arrivés à Fokschani vers le milieu du mois de juillet, ou plutôt à Goulescht̄i, petit village à trois quarts de lieue de cette ville, échangèrent immédiatement leurs lettres de créance. Ils fixèrent la durée de l'armistice au 21 septembre pour les provinces voisines, et au 1er octobre pour les lieux éloignés. Le premier point qu'on examina fut de savoir si on admettrait aux conférences les ministres d'Autriche et de Prusse. Grégoire Orlof s'y opposa, par la raison que sa cour n'avait ni recherché ni accepté leur médiation. Son opposition prévalut.

Dans la seconde conférence on aborda les griefs que les deux puissances se reprochaient mutuellement. Les plénipotentiaires russes déclarèrent que la Porte ayant rompu la paix, l'impératrice était fondée à prétendre une indemnité pour les frais de la guerre. Les Turcs, de leur côté, rejetaient sur la Russie la responsabilité des hostilités. Ils attribuaient aux excès commis en Pologne par les troupes russes la première violation de la paix ; ajoutaient que la Porte avait supporté patiemment cet outrage et qu'elle n'était sortie de son repos qu'après avoir vu son territoire envahi et ses sujets massacrés. La réponse à ces accusations fut la même que l'impératrice avait déjà faite dans son manifeste. Ce n'était encore, pour ainsi dire, que des escarmouches. Mais ces dispositions faisaient présager peu d'accord sur le fond.

En effet, à peine fut-il question de la Crimée qu'on

s'entendit encore moins. Les Russes, qui avaient leurs motifs pour désirer l'indépendance des Tartares, alléguaient qu'ils étaient pour les deux empires une occasion permanente de guerre. Orlof ajouta que ces peuples avaient eu recours à l'impératrice, et que sa souveraine, en acceptant le protectorat de la Crimée, avait pris l'engagement de les aider à rentrer dans leurs droits. Mais Osman produisit aussitôt une requête des principaux mirzas adressée au Grand Seigneur, par laquelle ils le suppliaient de ne point les abandonner, annonçant que, dans le cas où la Porte leur refuserait son appui, ils se retireraient dans le Kouban[1].

Un motif de religion se trouvait mêlé malheureusement à la politique, et ce motif avait une grande importance aux yeux des musulmans. Ils craignaient que le khan de Crimée, s'il cessait d'être soumis à la Porte, ne devînt comme un second vicaire du prophète, ce qui introduirait un schisme dans la religion. Le ministre français à Pétersbourg, tout en informant sa cour que l'impératrice désirait la paix, annonçait que la Crimée en serait le plus grand obstacle. Il avait indiqué à ce sujet une espèce de moyen terme, qui fut alors repoussé, mais qu'on adopta dans le traité de Kainardji; c'était de stipuler la dépendance des Tartares à l'égard de la Porte, pour la religion seulement.

Ajoutons, pour achever de faire connaître les préten-

[1] Lettre de Sabatier, 3 septembre 1772.

tions de la Russie, qu'elle demandait une amnistie complète pour les Grecs[1]; la cession de deux places fortes en Crimée ; la possession d'Azof et la liberté de commerce dans la mer Noire.

Ces propositions n'avaient rien d'exorbitant ; car la Russie renonçait en revanche à la Moldavie et à la Valachie, qu'elle avait conquises. Les droits de la guerre l'avaient rendue maîtresse de la Crimée ; elle ne s'en réservait que deux villes. Il est vrai qu'elle n'en voulait pas souffrir le retour à la Porte, et qu'elle se flattait d'y dominer seule ; mais telles sont les lois de la victoire !

Les Turcs se seraient résignés à l'indépendance des Tartares, quant aux actes du gouvernement, mais ils tenaient à réserver au sultan le droit d'investiture. Orlof combattait cette prétention, sous prétexte qu'un peuple ne possède qu'une indépendance illusoire, si le prince qui le gouverne a besoin que son pouvoir soit reconnu par une puissance étrangère. On assure du reste que ce ministre était au fond ennemi de la paix, et qu'il avait apporté dans les négociations un esprit d'opposition et de hauteur contraire aux intentions de l'impératrice. Orlof regardait la continuation de la guerre comme favorable à la grandeur de sa famille. Maître de la flotte de l'Archipel, par son frère Alexis ; de celle de la mer Noire, par son frère Théodore, auquel il espérait

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople, 3 septembre 1774.

en faire donner le commandement, et, par lui-même, de l'armée de Crimée, il voyait le croissant tomber sous leurs coups, et la puissance de sa famille s'élever à la plus haute fortune, quand ils auraient mis aux pieds de leur souveraine l'hommage d'un des plus grands empires du monde. Après avoir échoué dans son projet d'épouser Catherine, Grégoire Orlof avait rêvé un trône pour lui-même, tantôt sur les rivages de la mer Caspienne, tantôt dans la Grèce, dont le soulèvement avait été en partie son ouvrage. Mais à des qualités aimables il joignait une grande légèreté. Son inconstance et ses propos indiscrets avaient affaibli l'affection de l'impératrice ; sa conduite au congrès de Fokschani acheva de la détacher de lui.

Osman avait déclaré nettement qu'il ne pouvait souscrire à aucune condition qui aurait pour effet de porter atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman, prétention tout à fait absurde, puisque cet empire était vaincu, que ses armées étaient dispersées, et qu'il dépendait uniquement de la Russie de dicter des conditions plus dures.

Les plénipotentiaires étaient donc loin de s'entendre. Toutefois, les conférences continuèrent, mais sans succès, jusqu'à l'expiration de la trêve, soit que de part et d'autre on espérât finir par se mettre d'accord, soit plutôt pour mieux se préparer aux hostilités, qui paraissaient inévitables. Le comte Orlof essaya de fléchir, par une dernière démarche, l'esprit d'Osman. Il se rendit dans sa tente, le conjura de lui abandonner quelque

chose relativement à l'indépendance des Tartares; mais Osman fut inflexible.

Nul cependant n'appréciait mieux que le grand visir le besoin que l'empire avait de la paix. Depuis la publication de l'armistice, les soldats avaient déserté en foule, et les maladies avaient enlevé presque toute la garnison de Routschouk[1]. Il fit donc proposer au général Roumiantzof de reprendre les conférences. Le général russe, dont l'armée était également fort affaiblie, consentit à renouer les négociations et à prolonger la trêve jusqu'au 6 novembre. Son camp était encombré de malades; il manquait en outre de munitions et d'habillements, ce qui était grave à l'approche de l'hiver et à la veille des hostilités. Il n'avait point reçu d'instructions particulières, mais il était persuadé qu'il ne serait pas désavoué par son gouvernement. En effet, l'impératrice approuva sa conduite. Elle lui envoya des pleins pouvoirs, et en conséquence un nouveau congrès fut indiqué à Bukarest, capitale de la Valachie. Obreskof et Abdurrisak, reis-efendi ou ministre des affaires étrangères, s'y rendirent immédiatement, chargés des instructions de leurs cours, et, le 7 novembre, ils ouvrirent les conférences. La première séance fut consacrée à fixer la durée de la trêve. Le reis-efendi demandait six mois. Elle fut réduite à quatre, c'est-à-dire qu'elle devait expirer le 8 mars 1773,

[1] *Historique de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis* 1769 *jusqu'en* 1774, tiré des Annales de l'historien turc, Vassif-Efendi.

ce délai ayant paru suffisant pour s'entendre et pour recevoir au besoin de nouvelles instructions de leurs gouvernements.

Depuis la rupture du dernier congrès, il n'était survenu aucun changement dans la position réciproque des puissances belligérantes. C'est pourquoi la Russie reproduisit les mêmes prétentions, et la Porte y opposa les mêmes refus. Obreskof ayant parlé de dédommagements pour les frais de la guerre, dont la déclaration appartenait à la Porte, Abdurrisak fit un exposé de l'état de l'empire au moment où cette funeste guerre avait éclaté ; dit que les places fortes étaient délabrées, les armées incomplètes, et en tira la conséquence que la Porte ne pensait point à rompre la paix. Mais cette manière de raisonner n'était pas exacte. La détermination du sultan prouvait seulement qu'il avait cédé à des influences étrangères ou manqué de prévoyance. Cependant, après de longues et vives contestations, on parvint à s'accorder sur les points suivants :

1° Amnistie pour les raïas qui avaient embrassé le parti des Russes et porté les armes contre les Turcs en Moldavie, Valachie et autres lieux ;

2° Remise entre les mains des Turcs de toutes les forteresses de la Géorgie, sous la condition expresse de cesser le trafic d'esclaves géorgiens ;

3° Exemption de toute espèce d'impôts en faveur des personnes attachées au service des ministres russes auprès de la Porte ;

4° Cession à la Russie de la petite et de la grande Kabarda ;

5° Election du khan de Crimée par les Tartares eux-mêmes, sauf la confirmation par le sultan, et avec cette réserve, que dans toutes les mosquées les imans, en prononçant le *khoutbé* (prône), feraient des vœux pour le sultan, comme chef de la religion.

Il faut savoir, pour apprécier l'importance de cet article, qu'être nommé dans le khoutbé et battre monnaie étaient les deux signes caractéristiques de la puissance chez les Turcs.

Au moyen de ces deux dernières dispositions, les rapports religieux et politiques entre la Crimée et l'empire ottoman n'étaient point tout à fait détruits. Catherine, en écrivant au général Roumiantzof, lui avait donné des instructions formelles à ce sujet. Elle avait même consenti que la justice fût administrée au nom du Grand Seigneur, ce qui fut en effet réglé par l'article 8.

Les articles concernant la Crimée avaient donné lieu à des discussions très-vives. Cependant les points les plus importants n'avaient pas encore été réglés, et c'est ici que les négociations échouèrent. Les Russes demandaient Kertch, Iénikalé, avec la libre navigation sur la mer Noire. Les autres places fortes devaient rester entre les mains des Tartares et non des Turcs. Abdurrisak fit observer que livrer à la Russie Kertch et Iénikalé, qui étaient les clefs de la mer Noire, c'était renverser l'indépendance qu'on voulait établir. Il ajouta que le sul-

tan ne consentirait jamais à rendre libre la navigation de la mer Noire, parce que c'était exposer Constantinople; mais il oubliait qu'il ne s'agissait que des bâtiments marchands, et que, la mer Noire étant ouverte à toutes les nations, il devenait presque impossible que l'une d'elles abusât de cette liberté, sans porter atteinte au droit des autres. On convint cependant d'un délai de quarante jours pour demander à ce sujet de nouvelles instructions. Ce délai expiré, on reprit les conférences (15 février).

Les ordres qu'Obreskof avait reçus dans l'intervalle changeaient peu l'état de la question. Ils portaient que l'impératrice renoncerait aux frais de la guerre, mais aux conditions suivantes :

1° Qu'elle serait garante de l'indépendance des Tartares;

2° Que le hospodar Ghika serait réintégré dans la principauté de Moldavie, et qu'après sa mort cette dignité deviendrait l'héritage de ses enfants;

3° Que les princes de Moldavie n'enverraient plus à la Porte la totalité des revenus de cette principauté, mais seulement celui d'une année sur trois, et qu'ils auraient un représentant à Constantinople;

4° Que Kinbourn serait abandonnée en toute propriété à la Russie, et la forteresse d'Otschakof détruite;

5° Que la Russie exercerait un droit de protection à l'égard des sujets de l'empire ottoman qui professaient la religion grecque;

6° Que la mer Noire et l'Archipel seraient ouverts aux bâtiments de toutes les nations;

7° Enfin, que le titre de padischah, ou grand roi, serait donné par la Porte aux souverains de la Russie.

Abdurrisak se récria contre la dureté de ces conditions et déclara qu'il ne pouvait prendre sur lui de les accepter. Cependant il crut devoir les faire connaître à la Porte. Le grand visir et le conseil des généraux étaient d'avis qu'il fallait y souscrire. Le sultan lui-même le désirait, car il dit à l'un de ses confidents que, si Abdurrisak osait prendre sur lui de le faire, il rendrait un grand service à l'empire; mais, comme il ajouta que, si la nation en était mécontente, il serait obligé de le punir, cette crainte arrêta le négociateur. Plusieurs membres du divan, Osman-Efendi entre autres, qui avaient échoué au congrès de Fokschani, s'élevèrent si vivement contre les propositions de la Russie qu'elles furent rejetées.

L'ambassadeur français eut une grande part dans cette résolution. Le succès de la révolution de Suède, dirigée principalement contre l'influence russe, avait entretenu la France dans la persuasion que Gustave III viendrait au secours de l'empire ottoman, et que la Russie, obligée d'employer une partie de ses troupes dans le nord, ne pourrait conserver ses conquêtes. Mais Catherine appréciait mieux sa propre situation. Le partage de la Pologne l'avait rassurée sur les intentions de la cour de Vienne, bien plus à craindre pour elle

que la Suède, où elle avait un parti, abattu il est vrai, mais toujours prêt à se relever, comme nous le verrons dans la suite. Elle n'ignorait pas que Gustave ne pouvait, sans risquer sa couronne, entreprendre actuellement de lui faire la guerre. Aussi les instructions qu'elle avait envoyées à Roumiantzof étaient-elles claires, précises et définitives.

Abdurrisak fit tous ses efforts pour que la Russie se relachât sur quelques points. Ayant reçu l'ordre de tirer en longueur les conférences, il se rendit à la maison qu'habitait le plénipotentiaire russe pour lui demander une dernière entrevue. Obreskof allégua les ordres formels de sa souveraine. En conséquence, les deux ministres se séparèrent. Mais en se séparant, ils convinrent d'entretenir une correspondance particulière, afin de pouvoir se réunir de nouveau, dans le cas où l'un des deux aurait obtenu de sa cour quelque concession.

C'est le 22 mars 1773 que le reis-efendi quitta Bukarest. La Porte avait exprimé le désir que la trêve fût prolongée jusqu'à la fin du mois de juin. La Russie ne voulut pas y consentir. De part et d'autre, on se prépara donc à vider la querelle par les armes. La Russie, presque épuisée, avait été réduite à lever un homme sur quatorze. Ses recrues étaient à peine exercées, ses équipages incomplets. Mais les succès de la dernière campagne avaient porté au plus haut degré la confiance et l'audace des troupes. L'impératrice comptait fermement sur de nouvelles victoires pour faire accepter les condi-

tions qu'elle avait proposées. La trêve lui avait été utile pour remonter ses armées; elle avait retiré de la Pologne, dont le partage était alors consommé, quatre régiments d'infanterie et autant de régiments de cavalerie, et elle avait négocié des emprunts en Hollande et en Angleterre. Quelque lourds que fussent les sacrifices qu'elle imposait à ses peuples, elle se flattait que la victoire l'en dédommagerait amplement. Aussi écrivait-elle à Roumiantzof : *Passez le Danube et poussez les opérations*. Elle donnait elle-même à l'amiral Knoules des instructions pour une expédition dans la mer Noire. « Nous avons résolu, lui mandait-elle, d'aller chercher la paix au centre de la Turquie, de vaincre le divan dans Constantinople même. » Des secours furent aussi envoyés dans la Méditerranée ; mais la flotte russe était dans un si triste état que, malgré ce renfort, Spiritof ne put rien entreprendre. D'ailleurs, grâce au baron de Tott, les Dardanelles étaient maintenant en sûreté[1].

La Porte, moins confiante dans les faveurs de la fortune, fit précéder la reprise des hostilités par un manifeste adressé à toutes les cours de l'Europe. La situation de l'empire était du reste moins fâcheuse. La révolte de l'Égypte avait été réprimée. Les dispositions des autres provinces paraissaient meilleures, et son armée, dont le grand visir avait rétabli la discipline, rassurait le divan

[1] Lettres de l'ambassadeur français à Constantinople, février et mars 1773.

contre de nouveaux revers. Ce grand visir était Muhsin-Sade, le vainqueur des Maniotes, et en dernier lieu gouverneur de Widdin. Il ne manquait ni de pénétration ni d'énergie, et passait même pour un homme de guerre assez remarquable. Aussitôt qu'il eut reçu l'avis de sa nomination, il fit avec beaucoup de promptitude des préparatifs pour compléter les cadres de l'armée, qui se trouvait dans un état vraiment déplorable. En moins de huit jours, il leva 10,000 hommes dans les environs du Danube et les distribua sur les deux rives. Il veilla surtout aux approvisionnements du camp, établit des magasins à Choumla, où les troupes devaient prendre leurs quartiers d'hiver, et envoya un commissaire à Belgrade pour y acheter des vivres. Il fit ensuite évacuer Bazardjik, et en dirigea les troupes vers Choumla, où il se rendit lui-même. Mais, afin de rassurer les habitants de Bazardjik, il laissa dans cette ville Abdi-Pacha avec sa division. La plus sévère discipline fut maintenue parmi les troupes; les brigandages furent impitoyablement punis, et, en même temps, on exerçait les soldats au tir, soit du fusil, soit du canon. Il eut soin, d'un autre côté, que la solde fût régulièrement payée aux troupes, afin de leur enlever tout sujet de mécontentement et de murmure.

L'armée réunie à Choumla et dans les environs fut bientôt grossie par celle du khan des Tartares, Maksoud-Gueraï, auquel le Grand Seigneur avait conféré cette dignité, malgré l'occupation de la Crimée par les Russes.

Le grand visir lui assigna Routschouk et il envoya le kalga ou vice-khan à Varna, avec ordre exprès de veiller sur cette ville, par laquelle l'armée ottomane avait une communication ouverte sur la mer Noire. Le vice-khan avait d'abord séjourné dans la Circassie, dans le but de soulever la nation contre les Russes; il avait ensuite tenté de lier des intelligences avec les Tartares de la Crimée, mais il avait complétement échoué dans cette entreprise [1].

Le début de la campagne n'offrit rien d'important. Les deux armées s'observaient beaucoup, paraissant porter toute leur attention, l'une à occuper quelques postes fortifiés sur la rive droite du Danube, l'autre à défendre le passage du fleuve, ce qui donnait lieu à des combats continuels ou plutôt à des escarmouches, dont le résultat était de fatiguer les troupes, sans procurer aucun avantage sérieux à l'une ou à l'autre des deux parties belligérantes. Roumiantzof, qui avait dessein de porter la guerre en Bulgarie, méditait de s'emparer auparavant de Silistrie, dont il se proposait de faire une place d'armes. En conséquence, il envoya l'ordre à tous ses corps détachés de se rapprocher du fleuve. L'armée russe était à ce moment de 87,000 hommes, dont un tiers environ de cavalerie. Le général Potemkin ayant passé le Danube auprès de Braïlow, dans la nuit du 18 au 19 mai, se

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

réunit au général Weismann, qui se trouvait déjà sur la rive droite, afin de protéger le passage du reste de l'armée, commandée par le général en chef en personne. Leurs troupes réunies formaient un corps d'environ 15,000 hommes, avec lequel ils attaquèrent un détachement de l'armée ottomane, le mirent en fuite et lui enlevèrent son camp. Après cette action, toutes les troupes effectuèrent sans obstacle le passage du fleuve, à Balia-Boghosi, à six lieues au-dessous de Silistrie [1], partie sur des saïques, partie sur des pontons.

La vaste chaîne de l'Hémus, appelée par les modernes chaîne des Balkans, dont les branches pénètrent fort avant dans la Bulgarie, rend cette contrée d'un accès difficile. Le terrain est partout coupé de vallées et de rivières, hérissé de montagnes et presque désert, ce qui augmente pour une grande armée la difficulté de subsister, à moins de conduire avec soi d'immenses approvisionnements. Les nombreux ruisseaux, qui des hauteurs des Balkans descendent au Danube, coulent d'abord avec rapidité; mais, à mesure qu'ils se rapprochent du fleuve, leur marche devient plus lente, et ils forment en plusieurs endroits des fondrières ou d'immenses flaques d'eau. Des vallées étroites et profondes, des ravins escarpés, entourés d'épaisses broussailles, des lacs desséchés, opposent en outre des obstacles, sinon

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

insurmontables, au moins très-sérieux, à la marche d'une armée, surtout si elle traîne après elle de l'artillerie et des bagages ; car quelques-uns de ces défilés sont à peine accessibles aux bêtes de somme. On les traverse par sept ouvertures, dont les trois principales sont la porte de Trajan, près d'Isladi ; la porte de fer, en avant de Ternov, dans la partie la plus élevée de la chaîne, et celle de Choumla, au delà d'Aïdos. La première débouche vers Sofia et les vallées danubiennes, la seconde sur Varna et la mer Noire, par Kasanlik et Choumla.

Le grand visir, après avoir établi son camp au pied de ces montagnes, était resté dans une complète inaction, et il avait laissé les Russes passer tranquillement le fleuve. On croit qu'il s'était proposé d'éviter une action générale, persuadé que l'ennemi se consumerait de lui-même dans un pays privé d'eau et de fourrages, et exposé en toute saison, surtout dans la région montagneuse, à des pluies froides et mortelles. A ces obstacles se joignait le mauvais état des chemins, qui, dans beaucoup d'endroits, étaient impraticables. Aussi l'armée russe avançait-elle difficilement, tant à cause de l'artillerie et des bagages, que des combats qu'elle avait fréquemment à soutenir.

La ville de Silistrie, que Roumiantzof se proposait d'attaquer, était défendue par Osman-Pacha. Les généraux Weismann et Potemkin, s'en étant approchés le 26 mai, se rendirent maîtres de quelques postes impor-

tants. Une partie des Turcs étaient retranchés sur une hauteur qui tient à la ville et qui la dominent. Potemkin, ayant abordé cette position le 28 au matin, fut rejeté jusqu'au pied de la montagne, et il eût complétement échoué, si le général Weismann, avec une promptitude remarquable, n'eût donné l'ordre à quelques régiments de tourner la position, mouvement qui fut exécuté avec autant de rapidité que de succès. Les Russes se logèrent dans les retranchements, que les Turcs venaient de quitter pour se mettre à la poursuite de Potemkin.

Roumiantzof, étant arrivé devant la place avec le reste des troupes, ordonna l'assaut; mais les Turcs se défendirent avec tant de bravoure, qu'après six heures d'un combat meurtrier, les Russes furent contraints de reculer laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés (30 mai). Roumiantzof se hâta de repasser le Danube, et parvint, à la faveur de la nuit et d'une fausse attaque, à opérer sa retraite sans désordre. Son arrière-garde eut seule à souffrir, parce que la garnison de Silistrie, s'étant acharnée à sa poursuite, ne cessa de la harceler. Les Russes firent en outre une perte considérable dans la personne du général Weismann. Ce brave officier, après avoir forcé, à la tête de l'avant-garde un défilé gardé par 13,000 Turcs, tomba frappé mortellement. Mais dès ce moment l'armée ne rencontra plus d'obstacle, elle passa le fleuve sans être inquiétée, et le 7 juillet elle se trouvait campée à Beillick, rangée sur deux lignes, et en mesure de repousser à son tour les attaques de l'ennemi.

Le grand visir ne songeait en aucune manière à poursuivre l'avantage que ses troupes venaient d'obtenir devant Silistrie. Satisfait d'avoir rejeté les Russes de l'autre côté du Danube, il retomba aussitôt dans son immobilité. Il semblait en effet avoir pris pour règle de conduite de temporiser, dans l'espérance que les Russes, décimés par les maladies, obligés de lutter contre les rigueurs du climat et des difficultés de toute nature, se lasseraient d'une guerre aussi peu glorieuse.

Le général Roumiantzof n'avait jamais eu beaucoup de goût pour une expédition en Bulgarie ; il la croyait trop dangereuse, et il pensait qu'un établissement dans ce pays ne pourrait être conservé longtemps. Le Danube, dans la partie de son cours qui longe la Bulgarie, a une étendue si considérable qu'il ressemble plutôt à une mer qu'à un fleuve. Tant que les Russes ne seraient maîtres ni de ses embouchures ni des côtes de la mer Noire, ce général était d'avis que toute tentative contre cette province serait accompagnée de mille périls. Il est en effet hors de doute qu'après son échec devant Silistrie, il aurait couru de grands dangers, si le grand visir, au lieu de rester dans son camp, avait eu soin d'occuper les nombreux défilés que l'armée russe devait franchir avant d'atteindre la rive droite du Danube.

L'impératrice fut mécontente du résultat de cette expédition, qu'elle avait elle-même ordonnée [1]. Elle ré-

[1] Lettre de Catherine à Voltaire, 26 septembre 1773.

solut de faire de nouveaux efforts pour forcer le divan à la paix. On tira des troupes de l'Ingrie, de l'Esthonie et de la Pologne. Ces troupes furent transportées sur des chariots, qui devaient faire deux lieues à l'heure, tant elle avait à cœur d'en finir [1], et l'ordre fut envoyé au général Roumiantzof de recommencer les opérations à la fin de l'automne. C'était l'époque où les Turcs retournaient dans leurs foyers.

Les hostilités furent donc reprises sur toute la ligne du Danube. Plusieurs détachements russes ayant passé le fleuve, sous les ordres des généraux Soltikof, Ungern, Dolgorouki et Souvorof, se trouvèrent bientôt aux prises avec les divisions de l'armée ottomane. Le 26 septembre, Soltikof attaqua près de Borenuzt le séraskier de Widdin, Achmet-Pacha, le battit complétement et le fit prisonnier.

Quelques jours après (7 octobre), les généraux Ungern et Dolgorouki rencontrèrent un corps de 25,000 Ottomans, commandés par Achmet-Benedid. Une partie de ce corps ayant pris la fuite, le séraskier résista quelque temps ; mais, contraint de céder à la valeur des Russes, il se dirigea vers Silistrie, après avoir perdu 800 hommes et laissé 1,000 prisonniers au pouvoir des vainqueurs.

Le général Souvorof obtint des succès plus brillants encore sur le séraskier Naman-Pacha. Celui-ci avait

[1] Lettre du résident français à Pétersbourg, 1773.

lancé contre Hirsova un corps d'environ 8,000 hommes, la plupart d'infanterie, avec quelques pièces de canon, pendant que lui-même menaçait le général Ungern, posté à Babadaghi, pour l'empêcher de secourir la place. Mais Souvorof, ayant été rejoint par une brigade russe, tomba sur l'ennemi avec tant d'impétuosité qu'il le mit dans un désordre épouvantable. Il le poursuivit l'espace de quatre lieues, lui tua 2,000 hommes et lui prit tous ses équipages avec la plus grande partie de ses munitions.

Ces succès ayant mis les Russes en possession de toute la partie supérieure de la Dobrutscha, vaste plaine marécageuse qui s'étend au nord de Varna, permirent à Roumiantzof de passer le Danube sans danger. Son projet consistait à étendre ses opérations du côté de la mer Noire, à se rendre maître des deux rives du fleuve jusqu'à son embouchure, afin de priver l'armée ottomane des vivres et des munitions qu'elle recevait par le port de Varna. Il fallait en conséquence s'emparer de cette place importante. Il en confia le soin aux généraux Ungern et Dolgorouki. Ces deux généraux rencontrèrent près de Karaszu un corps de 15,000 Turcs, qu'ils mirent en fuite; chassèrent de Bazardjik le séraskier Daghistanli, occupèrent la ville et marchèrent ensuite sur Varna.

Deux routes conduisent de cette ville au Danube, celle de Silistrie ou de Valachie, et celle qui, longeant la mer Noire, passe par Kavarna, Kustendsche, traverse

la chaîne rocheuse de Babadaghi et se dirige vers Galatz.

Les Russes débouchèrent, le 19 octobre, par le chemin de Cadi-Keuï, partagés en trois colonnes, et donnèrent l'assaut sur trois points différents. Ils parvinrent à pénétrer dans les faubourgs; mais là se bornèrent leurs avantages. Obligés de battre en retraite, ils furent poursuivis avec acharnement, perdirent leurs canons, et regagnèrent tristement le Danube, abandonnant Bazardjik, qui fut occupé par un détachement de l'armée du grand visir.

Il en résulta que Roumiantzof fut contraint à son tour d'abandonner la position qu'il avait reprise devant Silistrie, pour se hâter de repasser le Danube, avant que les pluies d'hiver, qui avaient déjà causé beaucoup de ravages parmi les troupes, eussent rendu ce mouvement de retraite impraticable. Il distribua dans les environs d'Iassy et le long du Pruth les régiments qui avaient été le plus maltraités; fit occuper la Valachie, où étaient ses magasins, par les troupes légères, et plaça dans Jablonizka une forte garnison, pour surveiller de cet endroit les mouvements de l'armée ottomane.

L'hiver se passa tranquillement. La Russie fit des préparatifs énormes. Elle retira de la Pologne presque toutes les troupes qu'elle y entretenait, et dégarnit les frontières de la Suède. Enfin, on leva 30,000 hommes de nouvelles recrues, qui furent immédiatement dirigés

sur la Moldavie, pour être prêts à agir au printemps. De son côté, le grand visir avait réuni plus de 200,000 hommes. On avait travaillé pendant plusieurs mois à fortifier Choumla. On l'avait entourée d'un fossé large et profond, et derrière ce fossé avaient été élevés des ouvrages en terre garnis de canons et défendus par des redoutes [1].

Le général Roumiantzof ouvrit la campagne le 18 mai 1774, décidé à terminer la guerre par une action générale. Pendant qu'il faisait descendre sur l'Argis, un des affluents du Danube, une flotte de bateaux destinée à faciliter à l'armée le passage du fleuve, ses lieutenants nettoyaient la rive gauche des postes avancés que les Turcs y occupaient encore. Le général Kamenski se répandit jusqu'aux environs de Varna, afin de séparer cette ville de Silistrie, à la suite d'un brillant fait d'armes qui fit tomber de nouveau Bazardjik au pouvoir des Russes. Déjà une partie de leurs troupes se trouvaient au delà du fleuve. L'avant-garde du général en chef l'avait passé dans la nuit du 16 au 17 juin, sous les ordres de Souvorof. Bochnia-Mustapha, qui avait 3,000 hommes aux environs de Toutourkai, avait essayé de s'y opposer, à l'aide de quelques galères ; mais il avait été repoussé. Un autre corps, qui gardait les îles de Kladowa et d'Orsowa, en fut chassé avec des pertes considérables.

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

Les deux rives du fleuve étant devenues tout à fait libres, Roumiantzof en effectua le passage le 21 juin, avec le reste de l'armée, et se porta à quatre lieues en avant, dans la direction de Silistrie. Le général anglais Loyde fut chargé d'occuper avec quatre régiments une petite île située vis-à-vis de la ville, et d'y faire des dispositions pour le siége. Le plan du général russe consistait à couper les communications du grand visir avec ses postes avancés.

La ville de Choumla, où l'armée ottomane se tenait renfermée, est considérée comme la clef des Balkans. C'est en effet une des plus fortes positions de l'Europe, au centre d'un vaste système de défense, où viennent aboutir toutes les routes des forteresses du Danube, depuis Widdin jusqu'à l'embouchure du fleuve, pour se diriger ensuite vers la mer Noire et Andrinople. Aussi l'a-t-on appelée avec justesse les Thermopyles de la Turquie. De Choumla à la mer Noire s'ouvrent une foule de routes ou plutôt de défilés d'un accès difficile, coupés en outre par des rivières qui ont leur direction d'occident en orient, et où une armée ennemie pourrait être arrêtée à chaque pas.

La ville, située sur un terrain montagneux, dont les pentes escarpées sont couvertes d'épaisses broussailles, avait une étendue de 5 kilomètres de long sur 2 de large. Elle était entourée d'un fossé et d'une muraille de briques, flanquée de tours. Mais c'était principalement dans le grand nombre de vallées qui traversaient

l'enceinte des fortifications, dans la rapidité des pentes, dans un terrain accidenté, que consistait la force de la place. L'attaquer régulièrement était difficile ; la bloquer présentait des difficultés plus grandes encore, car la place renfermait tout ce qui est nécessaire pour soutenir un long siége, vastes magasins, eau, munitions de guerre, et elle conservait en outre une communication avec Andrinople par le défilé de Selimno.

Aussi bien Roumiantzof ne choisit ni l'un ni l'autre de ces moyens d'attaque. Le Danube étant devenu sa ligne d'opération, par la prise de Silistrie, il lança à droite et à gauche ses colonnes, afin de séparer l'armée de Choumla de ses postes avancés et de lui couper ses communications avec la mer Noire. Il espérait forcer le grand visir à livrer bataille, ou lui inspirer assez de terreur pour lui faire abandonner sa position. Pendant que Soltikof enlevait ou brûlait un convoi de 4,000 chariots, escorté par un corps de 25,000 hommes ; que Souvorof délogeait 600 Turcs d'un poste qu'ils occupaient près du village de Keuprikeui, le même jour (25 juin) le général Kamenski s'avançait jusqu'à la Kamtchik, l'ancien Pamisus, et s'emparait de cette partie des montagnes, après en avoir chassé Arnaout-Pacha. Le séraskier Daghistanli l'attaqua près d'Ienibazar avec 5,000 cavaliers, mais il fut repoussé jusqu'aux portes de Choumla. Kamenski, continuant de pousser les Turcs, remporta le 30 juin un nouvel avantage, à la suite duquel les Russes

campèrent près d'un village situé à une demi-lieue de la place [1].

L'effet de ces succès fut prodigieux sur l'esprit des Turcs. Plus ils s'étaient cru inattaquables derrière leurs retranchements, plus ils craignaient maintenant d'y être assiégés. La terreur devint générale. Des murmures les soldats passèrent à la sédition, massacrèrent leurs officiers, et des bandes entières prirent la route de Constantinople. L'effroi qu'elles y apportèrent fut si grand que chacun regardait la ruine de l'empire comme inévitable. Les ministres firent de vains efforts pour engager ces lâches milices à rejoindre leurs drapeaux; mais rien ne put vaincre leur terreur. La crainte de voir la capitale devenir la proie de ces barbares, qui, sur leur route, avaient mis tout à feu et à sang, décida le divan à leur fournir des vaisseaux pour les transporter en Asie.

La position du grand visir dans son camp de Choumla était plus horrible encore qu'on ne le pensait. Les troupes d'Europe et d'Asie, animées par le souvenir d'anciennes querelles, avaient pris les armes les unes contre les autres. Cette fureur, jointe à la désertion qui n'avait pas discontinué, avait achevé de consumer cette armée de 200,000 hommes, dernier espoir de l'empire ottoman. Dans cette situation, le grand visir était à la merci des

[1] *Historique de la guerre des Russes contre les Turcs*, par Vassif-Efendi.

Russes. Le général Roumiantzof avait disposé ses différents corps si avantageusement, que les Turcs se trouvaient privés de toute communication avec leurs magasins, et réduits en outre à l'impossibilité de se retirer, sans s'exposer à être anéantis.

Mushin-Sade ayant informé la Porte de sa détresse et insisté sur la nécessité de demander la paix, le Grand Seigneur lui fit expédier l'ordre de conclure à quelque condition que ce fût. Mustapha était mort, le 24 décembre 1773, dans des accès de fureur, en apprenant les désastres de son armée. Son successeur Abdul-Hamid, dont la faiblesse et l'ignorance ne pouvaient soutenir le fardeau de ce triste héritage, ne fit, en donnant cet ordre, qu'obéir aux vœux de tous ses sujets. Lui-même, d'ailleurs, n'avait jamais été partisan de la guerre et il avait, dit-on, fait tous ses efforts pour en détourner son frère.

Les plénipotentiaires ottomans furent le nouveau reis-efendi, Ibrahim-Munib, élevé à cette dignité depuis la retraite d'Abdurrisak, et le kiaya-bey [1], Resmi-Achmet-Efendi, renégat d'origine grecque, dont la vénalité avait le plus triste renom. Leurs instructions les autorisaient à accepter les conditions de paix rejetées dans le congrès précédent. Ils se rendirent à Kainardji (15 juillet), où le général Roumiantzof et le prince Repnin étaient arrivés la veille. Les conditions dictées par la Russie furent les mêmes que celles déjà débattues aux congrès de Fokschani et de Bukarest. Cette puis-

[1] Le kiaya-bey est le lieutenant du grand visir.

sance usa de sa victoire avec la plus grande modération. Deux conférences suffirent pour la conclusion de la paix, qui fut signée sous la tente du général Roumiantzof, le 21 juillet, jour anniversaire du traité du Pruth. Le grand visir avait feint d'être malade pour ne pas se trouver en présence de son vainqueur, et il avait laissé à son lieutenant le triste honneur de signer les préliminaires de la paix.

Le traité de Kainardji valut à la Russie Azof avec son territoire (art. 20); le fort de Kinbourn, situé à l'embouchure du Dnieper, sur le Liman; une certaine étendue de terres sur la rive gauche de ce fleuve, à l'angle formé par des terrains déserts entre le Dnieper et le Boug (art. 18); les forteresses d'Iénikalé et de Kertch dans la Crimée, avec leurs ports et leurs territoires (art. 19); la grande et petite Kabarda (art. 21); la libre navigation sur toutes les mers qui baignaient l'empire ottoman, avec les priviléges des nations les plus favorisées (art. 11). Enfin, la Porte fut obligée de reconnaître l'indépendance des tribus tartares de la Crimée, du Budziack, du Kouban, de l'Iédissan et du Djamboïlouk, sous la réserve de la dépendance religieuse du sultan, comme chef de la religion musulmane (art. 37).

La Russie restitua à la Porte la Bessarabie avec les villes d'Ackerman, de Kilia, d'Ismaïl, et la forteresse de Bender, comme aussi les deux principautés de Moldavie et de Valachie. Mais, en les recevant de ses mains, la Porte s'obligea : 1° à accorder aux habitants amnistie

entière; 2° à n'empêcher en aucune façon le libre exercice de la religion chrétienne; 3° à restituer aux monastères les biens qui leur avaient appartenu anciennement et dont ils avaient été dépouillés contre toute justice; 4° à laisser aux familles qui voudraient abandonner leur patrie la faculté de le faire librement, sans être inquiétées, et de disposer de leurs biens comme elles l'entendraient; 5° à ne rien exiger des habitants de ces pays, pour d'anciens comptes, ni aucune contribution, pour le temps de la guerre, attendu les pertes qu'ils avaient faites et les maux qu'ils avaient soufferts pendant l'occupation des principautés par les armées ennemies; 6° à les traiter avec humanité; 7° à permettre à leurs princes d'entretenir auprès de la sublime Porte des chargés d'affaires chrétiens, et aux ministres russes de parler en leur faveur, suivant les circonstances (art. 16).

L'impératrice n'ignorait pas qu'il est certains engagements dont il est difficile de surveiller l'exécution. De cette nature étaient les garanties stipulées en faveur des Grecs. En effet, il était à craindre que ces peuples ne retombassent plus profondément sous la domination ottomane, d'autant plus disposée à leur faire expier leur révolte, que leurs cris ne seraient point entendus. Ce fut pour prévenir le retour de l'oppression, que la Russie obtint l'établissement de consuls et vice-consuls dans tous les lieux de l'empire ottoman où elle le jugerait nécessaire (art. 11).

Cette concession avait une importance plus grande qu'on ne pourrait d'abord se le figurer. Ces consuls étaient autant d'agents dévoués, chargés de surveiller l'exécution des traités, la conduite des pachas, des employés inférieurs, et de transmettre à Pétersbourg les plaintes et les besoins des populations chrétiennes, dont la Russie se constituait en quelque sorte la protectrice. Ils avaient le droit de prendre des drogmans ou interprètes. Ces drogmans étaient presque toujours des Grecs, et, comme ils jouissaient de tous les droits attachés à la personne des consuls, ministres et ambassadeurs, la reconnaissance leur faisait un devoir de servir avec le plus profond dévouement la puissance qui les employait.

Catherine, qui n'avait pas renoncé au projet d'affranchir la Grèce, obtint en faveur des Hellènes, outre une amnistie, le libre exercice de la religion chrétienne, le droit de réparer les églises et d'en construire de nouvelles, ainsi que l'exemption de toute espèce de taxe pour le temps qu'ils étaient restés sous sa domination, et pendant deux ans encore après le retour de la Grèce sous la domination ottomane. Les Turcs violèrent ensuite ces conditions ; mais ils ne firent par là que rendre plus vif le désir des Hellènes de s'affranchir de ce joug odieux.

Du reste, le traité de Kainardji, en accordant à la Russie la libre navigation de la mer Noire et le droit d'accréditer des agents consulaires dans les villes maritimes de l'empire ottoman, devint pour les Grecs une

source de prospérité; ils se livrèrent au commerce avec l'esprit et l'activité dont ils sont doués, les uns à l'abri de leurs immunités, les autres sous le pavillon de la Russie. Il en résulta qu'ils s'habituèrent à regarder leurs destinées comme attachées à celles de cet empire. En attendant qu'ils pussent briser leurs chaînes, ils s'élancèrent avec une ardeur extrême dans la seule voie qui leur fût ouverte, celle du commerce. Bientôt, en effet, l'Archipel et la mer Noire se couvrirent de leurs vaisseaux : de grandes fortunes s'élevèrent; les richesses firent naître le désir d'en jouir avec indépendance et sécurité; l'esprit public se réveilla; ils s'adonnèrent aux lettres; ils fondèrent des écoles, et ces foyers de lumière, en dissipant les ténèbres de l'ignorance, hâtèrent le moment de l'émancipation.

En échange des sacrifices que nous venons d'énumérer, la Russie remit aux Tartares tout ce qu'elle avait conquis dans la Crimée et le Kouban, à l'exception de Kertch et d'Iénikalé (art. 3). Elle restitua les forteresses de la Géorgie et de la Mingrélie, non à la Porte, mais à ceux qui les possédaient avant elle, et pour lesquels elle stipula une sorte d'indépendance.

Enfin, par un article séparé du traité de Kainardji, la Porte s'obligea à payer à l'impératrice, pour les dépenses de la guerre, 15,000 bourses[1] ou 4 millions et demi de roubles, en trois ans et en trois termes.

[1] La bourse turque était de 500 piastres, qui représentaient une valeur de 1,800 livres.

Nous n'insisterons pas sur les avantages que la Russie retira de ce traité. Matériellement, ils se bornent à une acquisition de territoire d'une médiocre étendue ; mais qui ne voit déjà la Crimée tomber sous sa domination? L'influence qu'elle exerça sur les Grecs de la Moldavie et de la Valachie, la soumission des Tartares de la mer Noire, la protection dont elle couvrit tous les peuples de race slave, protection publique, reconnue par le traité, fut une conquête morale d'une valeur bien supérieure. Dès ce moment la Russie gagne du terrain ; elle agit sans cesse auprès de la Porte, comme chargée des intérêts de ces peuples, et nous verrons ensuite, soit par la convention de 1779, soit par d'autres actes émanés du divan, combien sa voix avait acquis d'autorité.

Un autre avantage que le traité de Kainardji procura, non-seulement à la Russie, mais encore à toute l'Europe, fut la liberté de la mer Noire. Depuis la destruction des colonies génoises de la Crimée, la mer Noire, interdite aux peuples de l'Occident, avait été pour la Turquie un véritable domaine. Les Turcs et les Grecs de l'Archipel, sujets de la Porte, avaient seuls le droit d'y naviguer, et tout le commerce avec cette partie de l'Orient se trouvait entre leurs mains. Les conquêtes de Catherine II opérèrent donc une révolution dans les relations commerciales de l'Europe, et donnèrent à la puissance russe une influence immense sur les destinées de l'Orient.

Lorsqu'ensuite le traité de Kainardji eut reçu une

plus grande extension, tous les peuples participèrent aux bénéfices de cette navigation, et la Russie, en ouvrant au commerce du monde de nouveaux débouchés, mérita justement la reconnaissance publique. Catherine attira dans ses ports une grande partie du commerce de l'Europe, et la mer Noire reprit une activité qu'elle avait perdue depuis longtemps. En considérant ces glorieux résultats, on oublie les horreurs d'une lutte sanglante, les provinces ravagées, les villes détruites, et l'on ferme les yeux sur l'ambition d'une princesse, dont les conquêtes ont ouvert une si large voie à la civilisation.

Si l'on se reporte à l'origine de cette guerre, on se rappellera que la Pologne en avait été la cause, ou du moins l'occasion. Il semblait donc naturel que la Porte, ne fût-ce que par convenance, exprimât dans les négociations l'intérêt que lui inspirait le sort des Polonais. Le comte de Saint-Priest, qui représentait la France à Constantinople, essaya d'appeler sur les confédérés l'intérêt des ministres ottomans ; mais il ne rencontra qu'indifférence, et la résolution qu'ils paraissaient avoir prise de ne pas compliquer leur propre situation pour de pareils débats rendit toutes ses démarches vaines. Pas une voix ne s'éleva donc au sein du congrès en faveur des malheureux Polonais. Ce fut une preuve de plus que leur cause n'avait été qu'un prétexte pour la Turquie, et que Mustapha s'était précipité dans cette guerre avec autant de légèreté que d'ignorance.

Ce prince avait pu voir, avant d'expirer, les malheurs qu'il avait appelés sur son empire. Mais, si la Providence lui avait permis de pénétrer les secrets de l'avenir, il n'aurait pu contempler, sans une profonde tristesse, l'abaissement où il devait encore être réduit. Après l'avoir affaibli, Catherine l'isola, et, par sa fermeté à ne vouloir admettre aucun médiateur, elle prit sur les conseils de la Porte une influence presque absolue. Elle en éloigna les autres puissances; plaça dans toutes les avenues du pouvoir des hommes dévoués à sa politique, séduisit les uns par des promesses, corrompit les autres par des présents; enfin, elle entretint dans tous la pensée qu'elle seule pouvait protéger l'empire ottoman contre ses ennemis, de sorte qu'elle réduisit peu à peu cet empire à une sorte de vassalité.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE I.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.